

论文编号：_____



北京语言大学

BEIJING LANGUAGE AND CULTURE UNIVERSITY

研究生学位论文

(匿名评阅用)

☒ 硕士 ☐ 博士

题 目： 基于费尔克劳夫三维框架的批评话语分析——

以 2023 年《费加罗报》关于法国“退休改革”报道为例

English Title: Analyse critique du discours médiatique

dans le cadre tri-dimensionnel de Fairclough : l'exemple

de Le Figaro (2023) sur la réforme des retraites

专 业： 法语语言文学

研究方向： 法语语言学

北京语言大学研究生院制

二〇二四 年 四 月

注：匿名评阅的学位论文必须使用本封面；正文等字体、字号、排版格式、幅面大小等应与正式论文相同。

匿名评阅的学位论文中不可包含致谢、攻读学位期间发表论文目录、随感、杂论等任何透露本文作者和导师姓名的信息。

RÉSUMÉ EN FRANÇAIS

La réforme des retraites a suscité une large attention et de vifs débats en France. Considérée comme un sujet hautement controversé, ce sujet a été couvert par les différents médias à travers des reportages et interprétations variées. Dans ce contexte, l'analyse critique du discours offre un cadre méthodologique pour une analyse approfondie de la manière dont le discours médiatique construit, reflète et influence la réalité sociale. Cette étude s'est penchée sur la couverture de la réforme des retraites par *Le Figaro*, explorant comment ce journal établit une perspective idéologique spécifique au niveau discursif et influence l'opinion publique sur la réforme.

L'article se divise en trois parties principales. La première partie a introduit les fondements théoriques de l'ACD, incluant les concepts de discours, d'idéologie, et de pouvoir, les principes d'analyse, ainsi que le cadre tri-dimensionnel proposé par Fairclough. Ensuite, à travers une analyse empirique des reportages de *Le Figaro*, nous avons examiné minutieusement les stratégies employées par le journal en matière de choix lexical, d'utilisation de métaphores et d'intertextualité, révélant comment il mobilise la puissance du langage dans le combat idéologique entourant la réforme des retraites. En conclusion, l'étude a résumé les principales découvertes relatives aux reportages de *Le Figaro* et a souligné les limites de la recherche ainsi que les directions futures possibles, telles qu'une analyse comparative plus large des médias et l'utilisation des grands modèles linguistiques pour étendre le corpus d'étude et augmenter l'étendue de l'analyse.

L'analyse démontre que *Le Figaro*, tout en reflétant sa tendance politique traditionnelle « centre-droit », a façonné également les dynamiques politiques de cette réforme à travers ses choix et constructions linguistiques, influençant ainsi la formation de l'opinion publique. Cette recherche vise à offrir une nouvelle perspective sur le discours médiatique concernant la réforme des retraites en France et à fournir un cas d'étude empirique pour explorer comment le cadre tri-dimensionnel de Fairclough peut être appliqué pour comprendre le rôle des médias dans les débats sur des questions sociales majeures.

Mots-clés : Analyse critique du discours ; linguistique de corpus ; *Le Figaro*

RÉSUMÉ EN CHINOIS

2023 年，法国的退休改革引起了广泛的关注与讨论。作为一个极具争议性的话题，不同的媒体对此有着不同的报道与解读。在这一大背景下，批评话语分析提供了一种深入分析媒体话语如何构建、反映和影响社会现实的方法论框架。本研究通过对《费加罗报》关于法国退休改革报道的批评性话语分析，探讨了其如何在话语层面上构建特定的意识形态视角，并影响公众对于退休改革的看法。

本文分为三个主要部分。第一部分首先介绍了批评话语分析的理论基础，包括话语、意识形态和权力的概念、分析原则，以及 Fairclough 提出的三维分析框架。接着，通过对语料和社会背景的进一步阐述，过渡到对《费加罗报》的具体报道的实证分析，重点探讨了报纸在词汇选择、使用隐喻和互文性三个方面的策略，揭示了其如何借助语言的力量参与到退休改革的意识形态斗争中。最后，本文总结了《费加罗报》报道中的主要发现，并指出了研究的局限性和未来可能的研究方向，如进行更广泛的媒体对比分析，以及利用大语言模型扩展语料库，提高分析广度的可能性。

通过分析发现，《费加罗报》在其报道中不仅反映了其传统的“中右”政治倾向，更通过不语言层次上的选择和构建，体现了本次改革的政治动态因素，参与了对公众意见形成的引导和影响。这一研究旨在为理解法国退休改革的媒体话语提供新的视角，为探讨费尔克劳夫三维框架就媒体如何在社会重大议题中发挥作用的议题提供了实证案例。

关键词：批评话语分析；语料库语言学；退休改革；《费加罗报》

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ EN FRANÇAIS.....	2
RÉSUMÉ EN CHINOIS	3
TABLE DES MATIÈRES	4
INTRODUCTION	1
0.1 Contexte d'étude	1
0.2 État de l'art.....	2
0.2.1 Revue des études de la CDA à l'étranger	3
0.2.2 Revue des études de l'ACD en Chine	5
0.2.3 État des recherches sur <i>Le Figaro</i> et la retraite en France.....	7
0.3 Problématique et signification de la recherche	8
0.4 Méthodologie et choix du corpus.....	10
0.5 Plan du mémoire	11
CHAPITRE I CADRE THÉORIQUE.....	12
1.1 Analyse critique du discours	12
1.1.1 Concepts clés de l'ACD.....	12
1.1.2 Principes de l'ACD.....	15
1.1.3 Analyse critique de discours médiatiques.....	15
1.2 Cadre tri-dimensionnel de Fairclough	16
1.2.1 Texte, pratique discursive et sociale.....	17
1.2.2 Trois étapes correspondantes	17
CHAPITRE II MÉTHODOLOGIE, CORPUS ET CONTEXTE SOCIAL.....	20
2.1 Corpus de recherche (<i>Le Figaro</i> pendant 10/01/2023 – 30/03/2023).....	20
2.1.1 Collecte des textes	20
2.1.2 Structuration du corpus	23
2.2 La réforme des retraites française en 2023	23
CHAPITRE III ENTRÉE LEXICALE : ANALYSE DES MOTS-CLÉS ET LEUR CONTEXTE LEXICAL	25
3.1 Description : statistiques lexicales	25
3.1.1 Fréquence des mots-clés	25
3.1.2 Concordances et cooccurrences des mots-clés.....	29
3.2 Interprétation : caractéristiques lexicales dans les reportages	33
3.3 Explication des stratégies lexicales.....	36
CHAPITRE IV ENTRÉE MÉTAPHORIQUE : QUELLES IMAGES POUR LA RÉFORME DES RETRAITES	38
4.1 Description : aperçu de métaphores autour de la réforme des retraites	38

4.2 Interprétation : caractéristiques des thématiques métaphoriques.....	40
4.3 Explication : les tendances sous les métaphores « Guerre » et « Voyage ».....	42
CHAPITRE V INTERTEXTUALITÉ : ANALYSE DES SOURCES CITÉES DANS LE	
CORPUS.....	45
5.1 Description des sources en manière et identité.....	45
5.1.1 Les identités des sources : à qui sont ces citations ?.....	47
5.1.2 Modes des citations	52
5.2 Interprétation : une lecture plus profonde de l' intertextualité.....	54
5.3 Explication : fonctionnement de l' intertextualité du point de vue politique	55
CONCLUSION	58
BIBLIOGRAPHIE	60
ANNEXE 1	64
ANNEXE 2	76
REMERCIEMENTS.....	152

Introduction

Cette étude se fonde sur une perspective d'analyse du discours pour examiner en profondeur les reportages de *Le Figaro* sur la réforme des retraites française en 2023. Dans cette première partie, nous commencerons par présenter le contexte et la signification de cette recherche avant de précéder à une revue de la littérature sur les travaux pertinents dans ce domaine, tant en chine qu'au niveau international. Nous présenterons aussi la méthode globale de recherche adoptée ainsi que le corpus analysé. Enfin, nous expliquerons en détail l'organisation structurelle de la mémoire, pour assurer une compréhension claire du cadre et de la logique de notre recherche.

0.1 Contexte d'étude

Le langage, en tant que système de signes, ne se limite pas à une fonction de communication, mais représente également une force qui construit et reflète la réalité sociale. Comme le dit Benveniste (1966 :82), le langage est instrument à agencer le monde et la société et il reflète le monde réel.

Née à la fin des années 1970, l'analyse critique du discours (ACD) vise à dévoiler, à travers les formes linguistiques, l'interaction complexe et subtile entre le langage et les pratiques sociales. Les nouvelles journalistiques, en tant que forme influente de discours public, ont toujours constitué un champ d'intérêt majeur pour les chercheurs en ACD. Leurs intérêts aux discours journalistiques englobent non seulement les textes, mais aussi des éléments contextuels de diffusion de l'information. Ces études des textes médiatiques sont principalement interdisciplinaires, combinant l'analyse linguistique, psychologique, sociologique et discursive¹. La mission des reportages est de présenter les événements de manière objective. Cependant, les discours journalistiques sont loin d'être objectifs en réalité. Van Dijk (1988 :181) souligne aussi la chaîne entre la production médiatique et les pratiques sociales des « newsmakers », y compris leurs idéologies de groupe. Dans une certaine mesure, les journalistes transmettent consciemment ou inconsciemment des messages qui reflètent leur propre position sociale. Les différents médias, comme les presses et la radio, en fonction de leurs positions politiques et de leur public, présentent les sujets du discours public² dans des

¹ Van Dijk T A. News as discourse[M]. Routledge, 2013, p15

² *Le discours public* désigne toute méthode ou forum public par le biais duquel les gens peuvent exprimer leurs opinions et préoccupations concernant les décisions et le processus de prise de décision.

cadres et avec des emphases variées, reflétant ainsi les relations complexes entre les pratiques linguistiques et les forces sociales et idéologiques, tout en influençant la compréhension et la position du public vis-à-vis des événements. Par conséquent, c'est important d'analyser les caractéristiques linguistiques du discours journalistique afin de révéler les attitudes subjectives et les éléments idéologiques sous-jacents.

En 2023, la France a entrepris une réforme de son système de retraite, qui a duré plus de six mois et a suscité de vifs débats et des mouvements sociaux au sein du public. Dans ce contexte controversé et conflictuel, les médias ont joué un rôle clé. Ils ont servi de canal de transmission d'informations entre le gouvernement et l'opinion publique et ont, dans une certaine mesure, façonné la perception et les sentiments du public à l'égard du plan de réforme à travers leurs reportages et commentaires. Aussi, les enjeux centraux tels que la justice sociale, les droits du travail et la responsabilité gouvernementale sont construits et présentés de différentes manières dans leurs discours. Comment les médias de différents bords politiques ont-ils couvert cet événement social, et quels traits idéologiques cela reflète-t-il ? Avec ces questions, notre étude vise à examiner en profondeur la structure et les stratégies langagières des reportages de *Le Figaro* sur la réforme des retraites en France en 2023 en appliquant le cadre tri-dimensionnel de Fairclough. Plus concrètement, nous allons analyser les choix linguistiques du lexique aux structures discursives pour étudier comment ces reportages reflètent et façonnent les idéologies et l'identité sociale de la presse.

0.2 État de l'art

L'analyse critique du discours représente une démarche interdisciplinaire visant à étudier les textes dans leurs contextes socio-politiques afin de dévoiler les relations de pouvoir et les idéologies qui s'y cachent. Introduite initialement en 1979 sous le terme de « linguistique critique » par Fowler dans son ouvrage *Language and Control*, cette approche vise à distinguer les idéologies présentes dans le discours. Au fil de plus de quatre décennies, l'ACD a continué à prospérer et a donné naissance à plusieurs écoles de pensée représentatives, dont les plus connues sont l'approche d'analyse socioculturelle de Fairclough, l'approche discursive-historique de Wodak, et l'approche de cognitive sociale de Van Dijk. En tant que pionnier, Fairclough a hérité et développé les acquis de la linguistique critique. Et sur cette base, il a proposé, dans son ouvrage *Discourse and Social Change*, un modèle tri-dimensionnel du discours, qui a ainsi fourni un cadre d'analyse complet pour les études concrètes. Et c'est basé

sur ce modèle que nous allons employer nos recherches. Ainsi, dans la section suivante, l'accent sera mis principalement sur la théorie et les résultats d'application du cadre tri-dimensionnel de Fairclough, tant au niveau national qu'international, et plus spécifiquement sur l'analyse des textes médiatiques.

0.2.1 Revue des études de la CDA à l'étranger

À l'étranger, l'application du cadre tri-dimensionnel de Fairclough s'est étendue à divers types de corpus, notamment aux discours de personnalités publiques, le contenu des réseaux sociaux, et les médias. Nous proposons ici un aperçu représentatif des résultats obtenus à partir de cette classification :

L'étude des discours publics, notamment de ceux dans le domaine politique, occupe toujours une place centrale dans l'analyse critique du discours. Les recherches sur les discours de personnalités publiques se concentrent souvent sur la manière dont les actions et stratégies communicatives des orateurs atteignent leurs objectifs. Fairclough lui-même a fréquemment recours aux discours politiques pour illustrer sa théorie. Dans son ouvrage *Language and Power* (2013 :180), il a consacré un chapitre à l'analyse des discours de Margaret Thatcher, ancienne Première ministre du Royaume-Uni, où il a fouillé la fonction des pronoms personnels et des verbes modaux dans ces discours politiques, démontrant comment le choix des mots tels que « we » et le pronom indéfini « you » constitue une stratégie de communication visant à établir un lien avec l'audience, afin de faire de thatchérisme le nouveau « consensus » britannique; Massoud Sharififar et Elahe Rahimi (2015) ont analysé les techniques linguistiques utilisées par l'ancien président américain Obama et le président iranien Rouhani dans leurs discours à l'ONU en 2013, en examinant les aspects tels que le temps verbal, le lexique, le style et les fonctions modales et en liant les caractéristiques linguistiques au contexte politique et aux intentions des deux leaders. Avec le développement de la linguistique de corpus, l'analyse des discours publics basée sur de grands corpus s'est rapidement développée. Julia Daantos (2020) a utilisé les outils statistiques de corpus pour étudier la co-occurrence des termes liés au genre dans 544 discours du président philippin Duterte de 2016 à 2019, révélant que les termes liés aux femmes sont souvent associés à des concepts tels que « faible », « victime », tandis que ceux liés aux hommes sont associés à « pouvoir », « crime », « protection », soulignant ainsi la représentation oppressante sur les images de genre féminin dans les discours du président.

Avec le développement d'Internet et des réseaux sociaux, les recherches sur les données de médias sociaux a également pris de l'importance. Mark Nartey (2022) a analysé trois stratégies discursives employées par la communauté noire sur Twitter lors de leurs discussions sur le mouvement *Black Lives Matter*³ ; Daniel Tiruneh et d'autres (2020), dans le contexte de la pandémie de Covid-19, ont construit un corpus à partir de textes d'utilisateurs (publications, commentaires) sur les plateformes Facebook et YouTube, basés sur lequel ils ont révélé les impressions et opinions publiques sur le Covid-19 avec le modèle d'analyse de Fairclough comme cadre théorique; Basé sur le cadre de Fairclough et des concepts tels que l'idéologie, le pouvoir et l'hégémonie de Gramsci⁴, Astrid Winiker (2023) a analysé les commentaires des Allemands sur Facebook et Instagram concernant la guerre russo-ukrainienne de février 2022 à mars 2023, liant les attitudes allemandes envers le peuple ukrainien à des idéologies nationalistes et populistes.

Depuis la parution de l'ouvrage *News as Discourse* de Van Dijk en 1988, le champ des études sur les discours médiatiques a connu une expansion significative à l'échelle internationale. Ces recherches se penchent sur l'analyse des couvertures médiatiques d'événements sociaux majeurs nationaux et internationaux, avec un intérêt marqué pour l'exploration des orientations idéologiques et positionnelles qui transparaissent à travers ces reportages. Magdi Ahmed Kandil (2009) de l'Université d'État de Géorgie s'est intéressé à la couverture du conflit israélo-palestinien dans les médias américains (CNN), arabes (Al-Jazeera) et britanniques (BBC). En combinant l'ACD avec la linguistique de corpus, il a pu identifier les thématiques fréquemment mises en avant, minimisées ou omises dans les reportages des trois régions, telles que le terrorisme, l'occupation et les colonies. Les résultats dévoilent les stratégies utilisées par chaque média pour orienter les perceptions positives ou négatives des acteurs du conflit, ainsi que pour refléter les relations subtiles entre les nations ; De son côté, Majid KhosraviNik (2010) a examiné les stratégies discursives employées par les journaux britanniques entre 1996 et 2006 dans leur représentation des réfugiés et des migrants. En relevant des distinctions notables entre les médias à tendance conservatrice et ceux à tendance libérale concernant la gestion des stéréotypes et des représentations négatives des migrants, il a souligné la nécessité de prendre en compte le contexte

³ *Black Lives Matter*, qui se traduit par « les vies noires comptent », est un mouvement politique né en 2013 aux États-Unis au sein de la communauté afro-américaine, qui milite contre le racisme systémique envers les Noirs.

⁴ Gramsci A. Selections from the prison notebooks[M]//The applied theatre reader. Routledge, 2020: 141-142.

complexe et les structures macroscopiques, plutôt que de se fier uniquement aux structures linguistiques microscopiques pour interpréter ces représentations d'identités ; en outre, certains chercheurs se sont également intéressés à la manière dont les médias construisent l'image sociale ou l'identité nationale de leur propre pays ou d'autres pays. Par exemple, Kim K H. (2014) a mené une analyse critique du discours des reportages des trois principaux médias américains sur la Corée du Nord. En combinant les analyses quantitatives et qualitatives, il a constaté que ces médias tendent à présenter la Corée du Nord comme une menace pour la paix mondiale et la communauté internationale. L'étude révèle également une tendance à un discours polarisé dans les reportages politiques, où les médias américains classent les nations en fonction de leur alignement politique avec les États-Unis

L'approche tri-dimensionnelle de Fairclough a été largement adoptée dans le cadre de la recherche académique internationale, avec une prédominance notable dans les études anglophones pour les études des réseaux sociaux et des nouvelles formes de médias traditionnels. Les recherches menées dans ce domaine ont permis de mettre en lumière les stratégies linguistiques employées et la construction idéologique présente dans les discours de figures publiques ainsi que dans les reportages médiatiques. De plus, elles ont exploré en profondeur la manière dont ces pratiques linguistiques reflètent et influencent la réalité sociale, les rapports de force et l'identité collective. L'application de cette théorie présente plusieurs caractéristiques : elle peut être appliquée de manière flexible à l'analyse du langage dans des contextes variés, notamment lors de grands événements politiques et économiques mondiaux; Elle intègre des méthodes issues de disciplines variées, telles que la linguistique de corpus, permettant de créer une méthodologie de recherche hybride qui associe des analyses quantitatives et qualitatives; elle met un point d'honneur sur l'analyse qualitative, privilégiant une étude détaillée des éléments linguistiques de divers niveaux.

0.2.2 Revue des études de l'ACD en Chine

La recherche en ACD en Chine a émergé dans les années 1990 et a évolué de théories fondamentales vers des applications pratiques tout en adoptant des perspectives multiples. En 1995, Chen Zhongzhu de l'Université de Pékin a publié l'article *批评语言学述评* (*revue de linguistique critique*), qui présentait pour la première fois en Chine le concept d'ACD, décrivant ses fondements philosophique et linguistiques et ses

phases de développement⁵. Après près de 30 années, l'ACD est devenue un domaine de recherche très influent en Chine, avec d'excellents résultats tant dans la recherche théorique que dans les applications.

Au début du 21^e siècle, des chercheurs tels que Xin Bin, Ding Jianxin, Liao Yiqing, et Ji Yuhua ont approfondi les concepts de base et les méthodes de recherche. Xin Bin a concentré son attention sur les concepts de discours et de cognition, d'intertextualité, etc., lui et Ji (2009) ont fait une synthèse des recherches de Fairclough sur les deux dernières décennies dans l'article *Esquisse des idées de Fairclough sur l'analyse critique du discours*⁶, et avec Gao (2013), il a expliqué en détail dans *Analyse critique du discours : objectifs, méthodes et dynamiques*⁷ les antécédents et les sources théoriques de cette discipline. Le début du 21^e siècle a également vu des chercheurs chinois, tels que Tian Hailong, s'engager dans l'analyse du discours politique. Dans son article *Études sur le langage politique : critiques et réflexions*⁸, Tian Hailong a souligné l'unicité de l'analyse du discours politique non seulement dans les caractéristiques linguistiques, mais aussi dans la manière dont les politiciens utilisent le langage pour atteindre leurs objectifs politiques. De plus, il a intégré avec Zhao (2017) les principes du matérialisme dialectique pour explorer les interactions entre le langage et les relations sociales, reflétant ainsi la tendance d'adapter l'ACD à la spécificité chinoise.

Dans le domaine appliqué, la recherche chinoise sur l'analyse critique du discours s'aligne progressivement sur la communauté académique internationale, avec ses objets et méthodes de recherches de plus en plus diversifiées. Plus précisément, jusqu'à présent, il existe déjà plus de 60 articles publiés en Chine dans le cadre d'analyse de Fairclough, qui se concentrent principalement sur les discours médiatiques et politiques. Les analyses de discours médiatiques, par exemple, ont souvent examiné la construction discursive de l'image de la Chine et des événements relatifs dans les médias étrangers, où se trouvent les analyses unilatérales ou comparatives des différences entre les médias domestiques et étrangers sur un même sujet. Shao Bin (2014) a construit un corpus à partir de la base de données *LexisNexis*⁹ sur le thème du « rêve chinois », explorant l'interprétation du thème par les médias occidentaux à travers les méthodes de mots

⁵ 陈中竺. 批评语言学述评[J]. 外语教学与研究: 外国语文双月刊, 1995 (1): 21-27.

⁶ « 费尔克劳夫的批评话语分析思想论略 » en chinois

⁷ « 批评话语分析: 目标、方法与动态 » en chinois

⁸ « 政治语言研究: 评述与思考 » en chinois

⁹ *LexisNexis* est une énorme base de données électronique regroupant des articles de journaux et de magazines, des transcriptions d'émissions télévisées et des résumés de dépôts de documents publics.

spécifiques et de concordances ; Wang Hui et Xin Bin (2022), ayant les reportages des médias américains sur le retrait des États-Unis du TPP comme corpus, ont examiné comment les médias américains construisent une image négative de la Chine à travers des métaphores et ont illustré les stratégies avec lesquelles les médias américains construisent un modèle mental pour influencer l'opinion publique et construire la réalité politique ; en ce qui concerne les discours politiques étrangers, Chen Xiaoling (2013) a pris la linguistique systémique fonctionnelle et le cadre tri-dimensionnel de Fairclough pour examiner l'emploi par Obama de diverses structures linguistiques dans ses discours relatifs à la réforme des soins de santé.

En termes de méthodes de recherche, l'intégration de la technologie des corpus informatiques et de l'ACD est devenue plus étroite. Xu et Qian (2022) ont utilisé l'analyse de sentiment et la modélisation thématique pour discuter des tweets populaires publiés pendant la guerre commerciale sino-américaine ; Liu et al. (2023) ont analysé les discours diplomatiques chinois en construisant un corpus de discours diplomatiques de Chine. Ils ont employé les techniques informatiques et de la linguistique de corpus pour enquêter sur l'utilisation du langage, les pratiques discursives et les pratiques sociales, mettant ainsi en évidence des thèmes et idéologies communs tels que « coopération et développement », « paix et stabilité » ; En conclusion, l'ACD en Chine s'est enrichie d'une diversité thématique et méthodologique après cette période de développement et est devenu un domaine de recherche dynamique et en constante évolution.

0.2.3 État des recherches sur *Le Figaro* et la retraite en France

La recherche internationale sur *Le Figaro* a déjà atteint une certaine envergure et se concentre sur plusieurs sujets : les événements politiques nationaux et internationaux ; les questions religieuses et migratoires ; les réformes politiques et les législations, avec une préférence d'études comparatives. Laura Calabrese (2017) a construit un corpus de 376 217 mots tiré des deux principaux journaux français, *Le Monde* et *Le Figaro* pour explorer le choix entre « migrants » et « réfugiés » des journalistes du point de vue de la lexicométrie ; A.R. WIJAYA (2022) a appliqué la théorie des schémas de Van Dijk pour comparer la couverture de la loi anti-séparatisme par *Le Monde* et *Le Figaro*, mettant en évidence les différences linguistiques dans la représentation du gouvernement français et des associations religieuses qui accentuent la stigmatisation des musulmans ; Brenna McClellan (2020), basé sur le cadre de Fairclough, a mené une

étude sur les expressions sur le changement climatique dans les journaux d'élite français comme *Le Figaro* et américains comme *The New York Times* et *The Wall Street Journal*, liant les caractéristiques discursives aux idées sociales, politiques et culturelles de chaque pays pour clarifier comment les modes de discours sont façonnés par des facteurs sociaux différents. En ce qui concerne les questions de retraite en France, la recherche étrangère sur ces questions est relativement approfondie. Simon Rabaté (2020) a utilisé une base de données détaillée de gestion de la sécurité sociale pour évaluer de manière exhaustive l'impact de la réforme du système de retraite français en 2010. Mais comme la plupart d'études sur ce sujet, elle est principalement menée sous l'angle de la science politique, de l'histoire et de la sociologie. Il existe ainsi un manque d'exploration du point de vue linguistique.

Cependant, la recherche en Chine sur l'ACD des médias français, et en particulier de *Le Figaro* n'a pas encore atteint une ampleur significative. À travers une recherche sur CNKI, les travaux existants se limitent majoritairement à d'autres branches de la linguistique et à la sociologie, avec peu d'étude embrassant pleinement l'ACD. En ce qui concerne les études sur le système de retraite français, la Chine manque également d'exploration du point de vue linguistique. Par conséquent, cet article se propose de s'appuyer sur les travaux de nos prédécesseurs, en adoptant la perspective interdisciplinaire de l'ACD et en combinant texte, pratique discursive et pratique sociale, pour analyser les reportages sur la réforme des retraites dans *Le Figaro*, enrichissant ainsi la recherche sur les pratiques journalistiques étrangères concernant leurs problèmes sociaux, tout en promouvant la recherche interdisciplinaire sur des sujets connexes.

0.3 Problématique et signification de la recherche

Ayant comme corpus les reportages de *Le Figaro* concernant les séries d'événements liés à la réforme des retraites en France en 2023, basés sur le modèle tri-dimensionnel de Fairclough et intégrant une variété de méthodes d'analyse, notre étude vise à trouver les liens entre les stratégies linguistiques des médias et leurs positions politiques et idéologiques. Plus concrètement, nous nous posons les questions suivantes :

- (1) Les reportages de *Le Figaro* sur cette thématique reflètent-ils une position idéologique distincte ? Quelles sont les visées politiques et sociales recherchées ?
- (2) Quelles stratégies et caractéristiques linguistiques sont employées pour exprimer cette idéologie ?
- (3) Comment la presse *Le Figaro* communique-t-elle son idéologie au public ?

La réponse à ces questions présente une signification théorique et pratique. L'importance théorique de cette recherche se manifeste principalement sous deux aspects : elle étend le champ d'application de la théorie de Fairclough et enrichit les perspectives d'étude sur la réforme des retraites en France. D'une part, l'analyse critique du discours, enracinée dans les études linguistiques et caractérisée par une perspective interdisciplinaire, est souvent associée à des recherches en journalisme, en sciences politiques, en sociologie et des études axées sur les problématiques sociales. Cette recherche vise à établir un pont entre l'analyse du discours et la linguistique de corpus et à explorer comment appliquer le cadre tri-dimensionnel aux études sur la société et les médias français. Le but en est de valider et élargir la théorie de Fairclough, fournissant ainsi des cas empiriques pour de futures recherches dans ce domaine. D'autre part, en ce qui concerne l'enrichissement des perspectives sur la question de la réforme des retraites en France, cet article se concentre, du point de vue linguistique, sur l'analyse de la couverture médiatique française de la réforme des retraites en termes de statistiques lexicales, de métaphores et d'intertextualité, afin d'enrichir les perspectives d'étude sur cette question.

Cette recherche revêt également une importance pratique à plusieurs niveaux. Tout d'abord, en analysant les articles de presse autour de la réforme des retraites en France en 2023, cette étude contribue à une compréhension approfondie des détails de cette réforme ainsi que de ses racines socio-économiques et politiques, et révèle les tendances idéologiques du journal. Une telle analyse aide aussi à améliorer la capacité de pensée critique des lecteurs. Enfin, l'année 2023 marquant le 60^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et la France. Étant donné que la France occupe une position de plus en plus importante dans la stratégie diplomatique et économique de la Chine, notre sujet sur la réforme de la politique sociale française est d'une importance cruciale pour favoriser la compréhension et l'échange entre les deux pays. Par cette recherche, nous espérons pouvoir offrir des références et des

inspirations pour la réforme du système de retraite en Chine et en enrichir le matériel d'étude de cas pour des recherches comparatives.

0.4 Méthodologie et choix du corpus

Cet article emploie une méthode d'analyse textuelle et se base sur la perspective de l'ACD, en adoptant le cadre tri-dimensionnel de Fairclough. Nous allons étudier le corpus à travers trois dimensions : texte, pratique discursive et pratique sociale, pour explorer comment le thème de « la réforme des retraites » est construit discursivement par *Le Figaro*.

Fowler a critiqué les limites de recherches ACD ayant un faible nombre de textes analysés, leur manque de représentativité, et l'absence d'objectivité et de systématisme dans l'interprétation¹⁰. Stubbs (1996) a aussi plaidé en faveur de l'intégration des analyses quantitatives et qualitatives dans l'ACD. Ainsi, pour l'analyse empirique concrète, cette étude combine des méthodes qualitatives et quantitatives, intégrant les démarches statistiques de corpus et d'exemples. En plus, pour renforcer le caractère empirique de notre recherche, cette étude accorde une importance particulière aux méthodes quantitatives, qui constituent la direction principale de notre investigation. Nous employons des techniques telles que l'extraction de mots-clés et l'analyse de la distribution des cooccurrences afin d'explorer les caractéristiques générales de chaque aspect du corpus. En complément, la méthode qualitative se focalise sur une analyse fine des phénomènes transitifs et métaphoriques. L'intégration harmonieuse de ces deux approches vise à produire une analyse exhaustive du contenu des reportages de *Le Figaro* sur la réforme des retraites.

Nous élaborons les analyses à partir d'un corpus médiatique constitué d'articles de *Le Figaro* sur notre thématique concernée. Le corpus est issu de la base de données médiatiques *Europresse*¹¹. Nous avons utilisé « réforme des retraites » comme mots-clés pour la recherche, restreignant la source des journaux à « Le Figaro », et délimité la période de recherche du 10 janvier au 20 mars, obtenant ainsi 647 articles pertinents. Sur cette base, en vérifiant le contenu, le type d'article et en filtrant les textes répétés, nous en avons sélectionné 101 pour la création du corpus. De plus, pour faciliter le traitement ultérieur des données, nous avons structuré les corpus par article en annotant

¹⁰ Fowler R. *Linguistic criticism*[M]. Oxford University Press, 1996.

¹¹ *Europresse* est une base de données médiatiques en ligne qui propose un accès à des milliers de sources d'information telles que des journaux, magazines et rapports.

les métadonnées comme le titre, l'auteur et la date de publication. Enfin, nous avons structuré l'ensemble du corpus en format XML à l'aide de scripts Python. Nous présentons les cinq premiers articles structurés comme échantillons dans un tableau numéroté en annexe 1.

0.5 Plan du mémoire

Nous présentons ici un plan détaillé de ce mémoire qui est structuré en cinq chapitres :

Le premier chapitre sert de fondement théorique à notre étude. Nous débuterons avec une présentation détaillée de l'ACD, couvrant son origine, ses concepts tels que le discours, l'idéologie, et le pouvoir et ses principes fondamentaux. Ce chapitre comprend aussi une discussion sur le cadre tri-dimensionnel de Fairclough, qui comprend le texte, l'interaction entre les textes, et le contexte. Nous étudierons les trois étapes de l'analyse de discours selon Fairclough : description, interprétation, et explication ; Le deuxième chapitre est consacré à la méthodologie, à une présentation plus détaillée de notre corpus et au contexte social de notre étude. Nous commencerons par présenter les démarches de notre construction du corpus, y compris la collecte, le traitement et la normalisation des textes. Les méthodes et outils concrets pour chaque partie seront ensuite discutées avant d'avoir un aperçu sur la réforme des retraites française en 2023.

La partie analytique de notre étude s'articule autour de trois axes principaux : le lexique, les métaphores et l'intertextualité, chacun faisant l'objet d'un chapitre dédié. Dans le troisième chapitre, nous nous penchons sur l'analyse lexicale du corpus du Figaro, étudiant la fréquence et les concordances des mots-clés pour déceler le positionnement journalistique vis-à-vis de la réforme des retraites. Le quatrième chapitre est consacré à l'analyse métaphorique, où nous classifions les métaphores en divers sujets et catégories. Enfin, le dernier chapitre explore l'intertextualité, en examinant la crédibilité des sources citées et l'identité des sources pour révéler comment les discours sont construits et véhiculés dans les médias. Cette structure tripartite vise à fournir une compréhension holistique de la représentation médiatique de la réforme des retraites dans *Le Figaro*, que nous discuterons dans la partie de conclusion.

CHAPITRE I Cadre théorique

1.1 Analyse critique du discours

L'Analyse Critique du Discours (ACD) est une branche relativement nouvelle de la linguistique moderne, qui trouve ses origines dans la linguistique critique. Sur la base de la linguistique critique introduite par Fowler, la notion d'analyse critique du discours fut développée sous l'impulsion de plusieurs chercheurs, parmi lesquels Norman Fairclough a introduit le terme d'ACD avec une définition détaillée :

(1) By critical discourse analysis I mean analysis which aims to systematically explore often opaque relationships of causality and determination between (a) discursive practices, events and texts, and (b) wider social and cultural structures, relations and processes; to investigate how such practices, events and texts arise out of and are ideologically shaped by relations of power and struggles over power; and to explore how the opacity of these relationships between discourse and society is itself a factor securing power and hegemony (Fairclough, 1995a: 132-133)

Sur la base de cette définition, ce chapitre vise à donner une présentation théorique globale du domaine de l'ACD, en particulier le cadre tri-dimensionnel de Fairclough, afin de jeter les bases théoriques pour nos études empiriques ultérieures.

1.1.1 Concepts clés de l'ACD

L'ACD se distingue des autres formes d'analyse du discours en plaçant le discours, le pouvoir et l'idéologie au centre de son champ d'investigation. Elle examine principalement la relation entre le discours et l'idéologie, considérant cette dernière comme construite à travers l'emploi des stratégies discursives. Ainsi, le discours, le pouvoir et l'idéologie constituent les trois mots clés pour notre étude, offrant une porte d'entrée pour comprendre les analyses suivantes.

Discours

La notion de discours, en tant que concept important dans l'étude linguistique et sociale, présente une complexité notable due à la diversité de ses définitions, qui varient

en fonction des perspectives théoriques et disciplinaires. Dans le *TLFi*¹², le terme « discours » est défini sous plusieurs angles, y compris :

- 1) *Écrit didactique traitant d'un sujet précis. [Vieilli]*
- 2) *Paroles adressées à une ou plusieurs personnes.*
- 3) *Développement oratoire sur un thème déterminé, conduit d'une manière méthodique, adressé à un auditoire. [Usuel]*
- 4) *Actualisation du langage par un sujet parlant. [linguistique]*

Cette multiplicité des définitions reflète la complexité intrinsèque du concept de discours, caractérisée par « *de nombreuses définitions conflictuelles et superposées formulées à partir de différents points de vue théoriques et disciplinaires*¹³ ». Sa définition est encore accentuée dans le cadre de l'ACD, où Norman Fairclough et Ruth Wodak (1997) proposent une approche qui envisage le discours comme l'utilisation du langage, oral ou écrit, dans la société, et le considèrent comme une forme de pratique sociale. Ainsi, du point de vue de l'ACD, le discours acquiert une dimension à la fois sociale et pratique. L'ACD puise ses racines dans l'idée que le langage fonctionne comme un système de signes sociaux, soulignant que le sens n'émerge pas dans le vide mais est intrinsèquement lié au contexte social dans lequel le langage est utilisé. Cette perspective est renforcée par des chercheurs tels que Kress et Hodge (1993 :6), qui affirment que le langage sert non seulement de moyen de communication mais aussi de moyen de contrôle, qu'il influence les pensées et les actions des individus et classifie les personnes, les événements et les objets en catégories et hiérarchies qui justifient les positions de certains systèmes et individus. De même, Fowler et al. (1979 :2) mettent aussi en avant le rôle du langage dans la médiation de l'ordre social et la légitimation des positions de pouvoir. Dans cette optique, le discours est inextricablement lié aux relations de pouvoir et aux idéologies qui prévalent parmi les utilisateurs du langage dans la société : en tant que pratique sociale dans l'ACD, le discours révèle comment le langage est utilisé non seulement pour communiquer mais aussi pour exercer le pouvoir dans les interactions sociales.

¹² Trésor de la langue française informatisé (<http://atilf.atilf.fr/>)

¹³ Fairclough N. Discourse and social change [J]. 1992.p3.

Idéologie

L'idéologie est au cœur des préoccupations de l'ACD, car elle joue un rôle fondamental dans la façon dont les sociétés construisent et comprennent la réalité. Historiquement, le terme « idéologie » est prononcé pour la première fois le 20 juin 1796 par Destutt de Tracy dans la deuxième partie de son *Mémoire sur la faculté de penser*, qu'il destinait à nommer la nouvelle « science des idées » de la nouvelle société. Aujourd'hui, cette définition s'est élargie pour embrasser un ensemble d'idées sur la structure de la société, sur les forces qui agissent dans la société, sur les sources de conflit qui y sont présentes, et aussi sur les modalités qui permettent de résoudre ces conflits¹⁴. Norman Fairclough (2013 :77) enrichit cette compréhension en interprétant l'idéologie comme la signification ou la construction de la réalité – englobant le monde matériel, les relations sociales, et les identités – façonnée à travers différentes pratiques discursives. Ces pratiques discursives servent non seulement à refléter mais aussi à créer et transformer les relations de pouvoir au sein de la société. En reliant le discours à l'idéologie, l'ACD propose ainsi un cadre pour comprendre comment les significations véhiculées par le langage contribuent à la construction sociale de la réalité.

Pouvoir

Michel Foucault est l'un des penseurs les plus influents en ce qui concerne l'analyse du pouvoir dans les sciences sociales et humaines. Dans sa vision (1975 :32), le pouvoir est relationnel, diffus, et se manifeste à travers des pratiques discursives et non discursives dans la société. Fairclough insiste sur le fait que le pouvoir dans le discours ne se manifeste pas uniquement à travers des formes directes d'autorité ou de domination, mais aussi à travers les modalités subtiles par lesquelles le langage influence les perceptions de la réalité et les relations sociales. Il (2013 :51) explique que « les pratiques discursives peuvent contribuer à la reproduction des relations de pouvoir et de domination », soulignant l'importance de l'analyse du discours pour comprendre comment les structures de pouvoir sont maintenues et contestées. Cette idée souligne la capacité du discours à former les croyances et les comportements sociaux, mettant en lumière le pouvoir des mots à façonner les réalités sociales et à ajuster les pouvoirs sociaux des lignes idéologiques spécifiques.

¹⁴ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Idéologie>

1.1.2 Principes de l'ACD

Compte tenu de la diversité et de la complexité des théories et des méthodes dans l'ACD, définir précisément les principes, pratiques, objectifs, théories ou méthodes spécifiques, selon Van Dijk (1995b :246), s'avère « complexe ». Néanmoins, tout travail de recherche qui suit le paradigme de l'ACD devrait respecter certains standards fondamentaux. Ces standards, initialement définis par Kress (1990) et ultérieurement développés par Fairclough et Wodak, ont posé les bases des principes essentiels pour les projets de ce domaine. Fairclough & Wodak (1997 : 271-280) établissent huit principes fondamentaux de l'ACD, à savoir :

- (i) L'ACD aborde les problèmes sociaux ;*
- (ii) Les relations de pouvoir sont discursives ;*
- (iii) Le discours constitue la société et la culture ;*
- (iv) Le discours effectue un travail idéologique ;*
- (v) Le discours est historique ;*
- (vi) Le lien entre le texte et la société est médiatisé ;*
- (vii) L'analyse du discours est interprétative et explicative ;*
- (viii) Le discours est une forme d'action sociale*

1.1.3 Analyse critique de discours médiatiques

Dans le contexte de la société moderne, le discours journalistique, en tant que vecteur d'idéologie, constitue un objet d'étude crucial pour l'ACD. Selon Van Dijk (2013 :181), les structures de ce genre de discours pourraient être liées aux pratiques sociales des producteurs de nouvelles, à leurs idéologies de groupe et aux contraintes institutionnelles des médias. Ce type de discours cache l'idéologie des classes dominantes ou des groupes politiques, exerçant une influence significative sur la pensée du grand public. Van Dijk aussi considère le discours journalistique comme « le mode de pratique sociale dans le contexte de l'actualité »¹⁵, incluant le langage des nouvelles ainsi que divers éléments du contexte de diffusion de l'information, tels que les sources et l'identité. Le discours journalistique se divise aussi en plusieurs genres, tels que les reportages, les interviews, les « hard news », les « soft news »¹⁶ et les documentaires, qui se manifestent à travers des modalités linguistiques ou audiovisuelles.

¹⁵ Van Dijk T A. News as discourse[M]. Routledge, 2013. p4

¹⁶ Les "Hard news" se réfère à des informations sérieuses et importantes, comme les événements politiques, économiques ou sociaux majeurs ; Les "soft news" sont des nouvelles plus légères et divertissantes, telles que des histoires sur la culture populaire, les célébrités ou le style de vie.

Cette étude adopte le modèle d'analyse tri-dimensionnel pour examiner en profondeur le discours journalistique. Premièrement, l'analyse se concentre sur les stratégies linguistiques et les techniques de production pour révéler comment le discours journalistique construit son sens. Deuxièmement, elle explore les motivations sous-jacentes à l'utilisation de ces stratégies et méthodes du point de vue de la diffusion et de la consommation des nouvelles. Enfin, l'analyse adopte une perspective plus macroscopique, examinant les propriétés politiques et économiques des médias et le contexte socioculturel dans lequel ces discours émergent, pour analyser les idéologies et les structures de pouvoir sous-jacentes à ces processus discursifs. Nous allons expliquer en détail ce cadre dans le reste de ce chapitre.

1.2 Cadre tri-dimensionnel de Fairclough

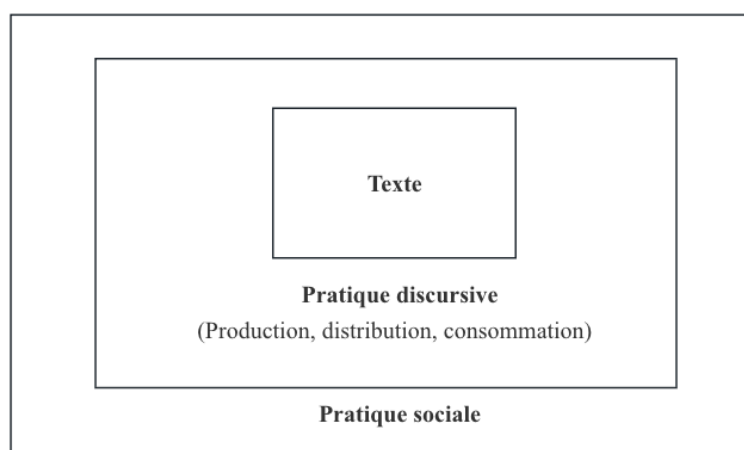


Figure 1 Trois dimension de discours : texte, pratique discursive et pratique sociale
(Fairclough 1992 :73)

Fairclough a intégré les perspectives de Foucault dans son approche : à travers une analyse intertextuelle des discours, il a non seulement nuancé les teintes structuralistes de Foucault, mais a aussi approfondi deux concepts théoriques clés de ce dernier. Il s'agit premièrement d'une vision constructiviste du discours, soutenant que le discours n'est pas simplement produit de façon passive, mais qu'il contribue activement à construire les sujets sociaux, les structures et les relations sociales. L'autre concept est l'intertextualité, qui renvoie à l'interdépendance des pratiques discursives. Pour Foucault, chaque type spécifique de pratique discursive émerge de sa combinaison avec d'autres pratiques et est contraint par ses interactions avec elles. Ces deux notions – le constructivisme et l'intertextualité – constituent le support du cadre théorique et de la méthodologie de Fairclough. Dans ses premières analyses, Fairclough divise le discours

en trois aspects : le texte, l'interaction et le contexte. Suivant cette division, il a exploré la description du texte, la relation entre le texte et l'interaction discursive, ainsi que l'interaction entre l'interaction discursive et le contexte social en 1989. Puis, en 1992, dans son ouvrage *Discourse and Social Change*, Fairclough a affiné et exposé de manière exhaustive son modèle tri-dimensionnel, définissant avec précision les trois dimensions du discours : le texte, la pratique discursive et la pratique sociale, comme indiqué sur le tableau 1.

1.2.1 Texte, pratique discursive et sociale

Poursuivant l'exploration du cadre théorique établi par Fairclough, nous nous penchons maintenant en détail sur les trois dimensions distinctes mais interdépendantes du discours. La dimension textuelle se concentre sur les caractéristiques structurelles du texte lui-même, impliquant l'examen direct des traits linguistiques, y compris le choix lexical, la structure grammaticale, le mode discursif et le style. La dimension des pratiques discursives s'attache aux processus de production, de distribution et d'interprétation du texte, c'est-à-dire à la manière dont le discours est créé, diffusé et compris. La dimension des pratiques sociales, quant à elle, positionne le discours dans un contexte social, culturel et historique plus large, explorant comment le discours interagit avec les structures sociales, les relations de pouvoir et les idéologies. Ces trois dimensions constituent un système discursif complet. Fairclough souligne que ces dimensions ne sont pas isolées mais interconnectées, formant un point de vue global d'analyse du discours.

1.2.2 Trois étapes correspondantes

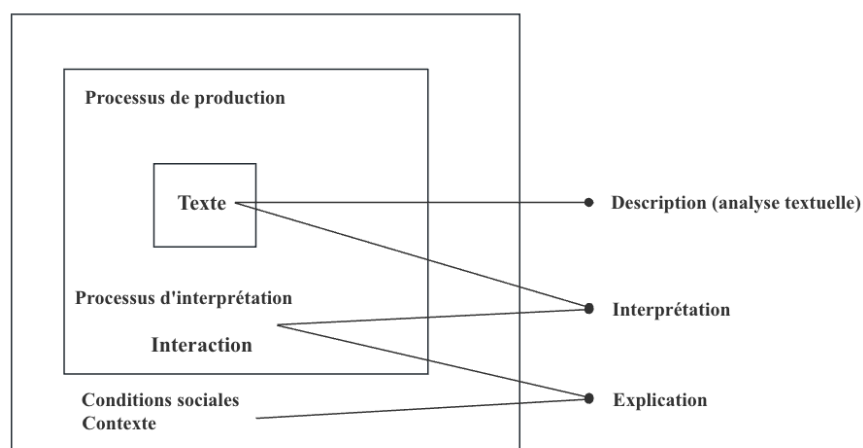


Figure 2 Modèle tri-dimensionnel de Fairclough pour l'analyse du discours

La tridimensionnalité du discours exige que l'analyse du discours soit également tri-dimensionnelle, c'est-à-dire :

- (1) Fournir une description linguistique du texte.
- (2) Interpréter la relation entre les textes et le processus de communication.
- (3) Expliquer la relation entre le processus de communication et le contexte situationnel.

La description constitue la première phase du modèle tri-dimensionnel de Fairclough. Fairclough précise que cette phase se consacre à l'examen des attributs formels du texte, se focalisant sur diverses caractéristiques linguistiques. Dans ce cadre, le « texte » désigne le corpus analysé, englobant divers genres tels que les articles de presse, les rapports gouvernementaux ou les discours publicitaires. L'analyse textuelle s'appuie fréquemment sur la théorie de la grammaire systémique fonctionnelle, employant une variété d'outils pour décrypter les traits linguistiques du texte et dévoiler les stratégies langagières spécifiques employées par l'auteur pour construire le sens du discours. Les aspects analysés incluent notamment le choix lexical et l'usage grammatical, le lexique étant examiné pour son emploi de mots spécifiques selon le contexte, et la grammaire pour l'organisation des mots en phrases et propositions, à travers des critères tels que la transitivité ou la modalité.

La phase d'interprétation, seconde étape du modèle tri-dimensionnel, joue un rôle essentiel en examinant les dynamiques entre le texte, les pratiques discursives et les contextes sociaux, illustrant la manière dont le discours est généré, partagé et interprété. Fairclough met en avant l'importance de l'interdiscursivité, affirmant que les textes acquièrent leur signification sociale en tissant des liens avec d'autres pratiques discursives. L'interdiscursivité met en lumière comment les textes forgent des significations sociales à travers des références croisées et des intégrations, révélant ainsi comment ils s'inspirent d'autres discours et comment la pratique discursive connecte des discours spécifiques à un réseau plus large d'idéologie.

Dans la troisième phase du cadre tri-dimensionnel, l'explication, nous nous concentrons sur l'analyse des pratiques sociales, qui représente le niveau le plus macroscopique du cadre. Cette étape est cruciale pour analyser la relation complexe entre les discours et leur environnement social pour comprendre l'impact des contextes politiques, historiques et culturelles sur le contenu et la structure des textes. En intégrant les théories de l'idéologie et de l'hégémonie, cette phase vise à approfondir notre compréhension des résultats analysés dans les phases de description et d'interprétation,

en particulier sur la manière dont le discours reflète les attributs des pratiques sociales¹⁷. En ce qui concerne les reportages, les systèmes sociaux et les contextes culturels influencent significativement la manière dont les journalistes dissimulent ou manifestent leurs idéologies et perspectives. À travers cette recherche, nous pouvons non seulement comprendre comment le discours est modelé par les éléments sociaux, mais aussi percevoir comment les pratiques sociales sont représentées et transformées par le discours. Cette perspective macroscopique nous permet de saisir pleinement le rôle et la signification du discours dans la société, ainsi que la manière dont il reflète et reproduit les dynamiques de pouvoir et d'idéologie sociales.

Dans l'ensemble, l'analyse critique du discours a évolué vers un dialogue plus explicite entre la théorie sociale et la pratique, une contextualisation plus riche et une plus grande interdisciplinarité. À travers ce cadre analytique de Fairclough, nous espérons pouvoir comprendre de manière plus complète comment les discours journalistiques spécifiques fonctionnent dans la construction de la réalité sociale, la transmission d'idéologies spécifiques et le service à des structures de pouvoir définies. Dans le chapitre suivant, nous expliquerons en détail les composants de notre recherche, y compris les travaux sur le corpus et les facteurs analytiques choisis.

¹⁷ 武建国.批评性话语分析:争议与讨论[J].外语学刊,2015(02):76-81.DOI:10.16263/j.cnki.23-1071/h.2015.02.014.

CHAPITRE II Méthodologie, corpus et contexte social

2.1 Corpus de recherche (*Le Figaro* pendant 10/01/2023 – 30/03/2023)

Dans le cadre de notre étude sur la réforme des retraites en France, il est essentiel de choisir un corpus médiatique représentatif permettant une analyse discursive approfondie. Le choix s'est porté sur *Le Figaro*, un quotidien de référence dans le paysage médiatique français. Fondé en 1826, *Le Figaro* est l'un des plus anciens et des plus prestigieux journaux français, jouissant d'une large diffusion et d'une influence considérable sur l'opinion publique. Son orientation éditoriale, traditionnellement de droite, en fait un vecteur important de perspectives politiques et économiques spécifiques, particulièrement pertinentes pour analyser les reportages relatifs aux politiques sociales et économiques telles que la réforme des retraites. La décision d'utiliser *Le Figaro* comme principal corpus pour cette recherche est ainsi motivée par ces facteurs.

Cette recherche ne comportant pas d'étude comparative, nous avons constitué une base de données unique. Elle regroupe des reportages sur la réforme des retraites en France de 2023, sélectionnés suivant des critères précis. Au total, 101 articles ont été compilés pour cette étude. Les métadonnées de ce corpus sont détaillées dans le tableau ci-après :

Cat d'information	Description
Nom du corpus	Corpus médiatique sur la réforme des retraites dans <i>Le Figaro</i>
Langue	Français
Nombre de textes	101
Nombre de mots	86136
Nombre de tokens	87063
Source	Europresse
Mots-clés via TF-IDF	réforme, retraites, gouvernement, français, macron, travail

Tableau 1 Métadonnées du corpus de notre recherche

2.1.1 Collecte des textes

La collecte des données s'est déroulée en plusieurs étapes :

Premièrement, les données textuelles proviennent de la base de données médiatique *Europresse*, une plateforme numérique regroupant des journaux, magazines, et bulletins d'information à l'échelle mondiale. Elle offre un accès à des milliers de

publications de plus de 120 pays, y compris des reportages, des articles d'opinion, des chroniques, etc. Grâce à *Europresse*, les utilisateurs peuvent rechercher et obtenir des corpus sur divers sujets, ce qui en fait une ressource largement utilisée dans le domaine de la recherche académique. Deuxièmement, en ce qui concerne la période des reportages, une analyse diachronique des publications du Figaro sur la réforme des retraites au cours des deux dernières années a été effectuée par l'outil de cette plateforme, comme illustré dans le diagramme suivant dans Figure 3 :

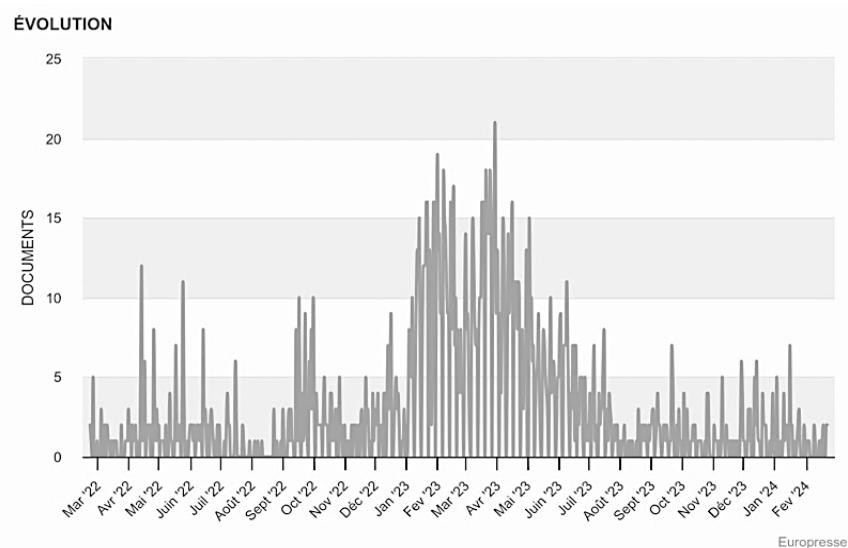


Figure 3 : Nombre de publications du Figaro sur la réforme des retraites entre 03/2022 et 02/2024

Il est possible de déduire de ce graphique que le nombre d'articles concernant la réforme des retraites atteint des pics durant certains mois. Plus particulièrement, de début 2023 à mi-2023, il y a une augmentation significative du volume de reportages. Nous pouvons aussi constater que, à partir du mois de janvier et jusqu'à la fin d'avril, le volume des publications présente une distribution normale, avec un pic le 29 mars (21 articles). Par conséquent, nous avons délimité notre période d'étude du 10 janvier 2023 au 30 mars 2023, soit un total de 80 jours. La date de début, le 10 janvier, a été choisie car c'est ce jour-là que le Premier ministre Borne a officiellement présenté les grandes lignes et les détails du projet de réforme des retraites lors d'une conférence de presse, marquant ainsi le début de l'intense focalisation de la société et des médias français sur cet événement. Pendant la période qui a suivi, le sujet de la réforme des retraites a pris de l'ampleur dans les débats publics, les opinions et les positions sur les propositions de réforme s'entremêlant avec des mouvements sociaux, créant ainsi un

paysage médiatique complexe. L'analyse de cette période spécifique pourrait capturer comment les réactions sociales et les reportages médiatiques ont évolué avec le temps après l'annonce de la réforme des retraites. En outre, la date de fin, le 20 mars, a été choisie car elle suit l'usage de *l'article 49.3*¹⁸ par le Président Macron pour faire adopter le projet de loi sans vote. C'est pourquoi, la fin de notre période d'étude a été fixée à quelques jours après ce point culminant.

Ainsi, dans la base de données *Europresse*, nous avons effectué une recherche avec « *réforme des retraites* » comme mots-clés, en utilisant la recherche avancée pour définir la date et la source d'information, obtenant ainsi 647 résultats. Nous avons d'abord filtré ces résultats en :

1. Excluant les documents catégorisés comme « Répertoires et références », « Télévision et radio », « Médias sociaux », « Études et rapports » pour ne conserver que la catégorie « presse » pour assurer la qualité du corpus tout en évitant les écarts importants de longueur entre les documents.

2. Supprimant les documents relatifs à des guides de circulation ou à des questions de vie quotidienne, comme « Grève du 7 février contre la réforme des retraites : à quoi faut-il s'attendre à Lyon ? », qui se concentrent sur les impacts et conseils concrets des mouvements sociaux sur des domaines spécifiques (nettoyage, transport, etc.).

3. Éliminant les documents de type interview, souvent produits par transcription de discours entre deux ou plusieurs personnes, dont le contenu principal provient des propos de l'interviewé, qui sont souvent subjectifs.

Après filtrage, et en se basant sur le critère de pertinence de notre étude, nous avons fait une lecture et une évaluation des articles pour éliminer ceux ne répondant pas aux exigences de recherche. Nous avons enfin sélectionné les 101 premiers reportages par index comme notre corpus final.

Une fois les documents fixés, nous avons commencé la collecte et l'organisation du corpus. Plus précisément, chaque article a été sauvegardé dans un fichier texte séparé en encodage UTF-8, et nous avons ajouté certaines métadonnées nécessaires à chaque article, telles que l'auteur, la date de publication et le titre. Le format de stockage d'un document ressemble à ceci :

¹⁸ L'article 49.3 de la Constitution est une disposition qui permet au gouvernement de faire passer un projet de loi sans vote à l'Assemblée nationale.

<i>titre</i>	<i>Au Parlement, un calendrier restreint</i>
<i>ddp</i>	<i>2023-01-16</i>
<i>auteur</i>	<i>Wally Bordas</i>
<i>contenu</i>	<i>Le projet de loi sur les retraites, présenté en Conseil des ministres dans une semaine, doit être examiné en commission à l'Assemblée nationale au début du mois de février. À l'Assemblée, la réforme des retraites sera âprement débattue. Ce, dans un calendrier restreint. Alors qu'il sera présenté en Conseil des ministres dès le 23 janvier, le projet de loi sera examiné en commission à l'Assemblée nationale au début du mois de février, et débattu en séance publique dans l'Hémicycle dès le 6 février</i>

Tableau 2 Structure d'un exemple d'articles dans le corpus

2.1.2 Structuration du corpus

Compte tenu de l'analyse quantitative qui reposera principalement sur des outils informatiques, il est nécessaire de structurer les données collectées, puisque les textes que nous avons recueillis sont des données non structurées, difficiles à interpréter par un ordinateur. Les données structurées, en revanche, sont des données formatées selon une norme qui permet un accès efficace aussi bien par les logiciels que par les humains. Elles sont généralement présentées sous forme de tableaux, où les lignes et les colonnes définissent clairement les propriétés des données. En plus de cela, il existe aussi des données semi-structurées, qui représentent également une forme de données structurées, incluant des balises relatives qui servent à séparer les éléments sémantiques et à hiérarchiser les enregistrements et les champs. Pour cette recherche, le moyen de structuration choisi est la semi-structuration en XML. Nous avons regroupé tous les 101 articles dans un document XML, dont certains sont présentés dans l'annexe.

2.2 La réforme des retraites française en 2023

Au cours des dernières années, avec le vieillissement de la population, la réforme du système de retraite est devenue un sujet brûlant en France. Face au fardeau financier que représente ce problème, le gouvernement français a effectué à plusieurs reprises des réformes du système de retraite et de l'assurance maladie pour alléger la charge financière de l'État. Dès 2017, lors de sa première campagne présidentielle, Emmanuel Macron avait promis de réformer le système de retraite. En 2019, le gouvernement de Philippe a dévoilé un plan détaillé de réforme des retraites, abolissant les « régimes spéciaux de retraite » et établissant un « système universel de retraite¹⁹ », ce qui a

¹⁹ <https://www.gouvernement.fr/actualite/systeme-universel-retraite>

déclenché de vastes protestations et manifestations sociales. Le gouvernement français a finalement été contraint d'abandonner ce projet. Cet échec a rendu la résolution du problème des pensions en France encore plus complexe et urgente.

Le 10 janvier 2023, le gouvernement français a introduit un nouveau plan de réforme du système de retraite, proposant de relever l'âge de la retraite de 62 à 64 ans, ce qui a suscité une forte opposition généralisée : de janvier à mai 2023, la France a connu plus d'une dizaine de grèves nationales contre la réforme des retraites. La majorité des Français s'est exprimé contre cette réforme des pensions (68% des Français étaient contre, tandis que 32% étaient en faveur²⁰). Face à cette opposition et ces protestations, le gouvernement Macron a cette fois adopté une position ferme. Macron a déclaré que la réforme des pensions était « nécessaire »²¹ pour équilibrer le système de retraite français face aux changements démographiques à venir, et a exprimé une tolérance zéro envers la violence ; le Premier ministre Borne a publiquement déclaré qu'il était « non négociable »²² de retarder l'âge de la retraite de deux ans. Le 16 mars, le Sénat et l'Assemblée nationale ont voté sur le plan de réforme. D'un côté, le Sénat a adopté le plan ce jour-là, mais de l'autre, compte tenu de la forte opposition à l'Assemblée nationale, Macron a finalement décidé d'utiliser le fameux *article 49.3*, pour contourner le vote de l'Assemblée nationale et imposer le plan de réforme, exacerbant ainsi la colère de l'opposition. Après trois mois de luttes intenses et de turbulences, le Conseil constitutionnel a approuvé le contenu principal de la réforme des pensions, et la loi sur la réforme des pensions a été officiellement promulguée et est entrée en vigueur le 1er septembre en 2023.

La réforme des retraites touche à des questions clés telles que la justice sociale, les droits du travail et les responsabilités gouvernementales. Ces questions sont construites et présentées de différentes manières dans le discours public, reflétant des forces sociales complexes et des couleurs idéologiques. Ainsi, cette réforme des retraites n'est pas seulement un ajustement politique, mais aussi une manifestation des conflits idéologiques sur les droits sociaux en France. Grâce à l'ACD, nous espérons observer en profondeur les luttes de pouvoir et les conflits de valeurs manifestés par différents groupes sociaux dans le discours public.

²⁰ <https://www.ifop.com/publication/le-regard-des-francais-sur-la-reforme-des-retraites/>

²¹ <https://www.tflinfo.fr/politique/video-interview-emmanuel-macron-tfl-reforme-des-retraites-2023-greves-manifestations-le-president-de-la-republique-defend-le-texte-2251753.html>

²² https://www.francetvinfo.fr/economie/retraite/reforme-des-retraites/reforme-des-retraites-le-depart-a-64-ans-est-non-negociable-pour-elisabeth-borne_5630684.html

CHAPITRE III Entrée lexicale : Analyse des mots-clés et leur contexte lexical

Le vocabulaire constitue l'élément fondamental du texte, et la construction du discours journalistique commence par le choix et l'utilisation lexicale. Par la sélection et l'association des mots, les journalistes affinent continuellement la thématique de leur discours. Cependant, le choix du vocabulaire n'est pas seulement influencé par le niveau de connaissance des journalistes, mais aussi par leur contexte social et culturel ainsi que par leur position. Chouliaraki et Fairclough (1999 :152) soutiennent que *l'analyse critique du discours souligne l'interdépendance indissociable entre le vocabulaire et la grammaire, ce qui coïncide avec les perspectives de la linguistique de corpus*. Ainsi, la maîtrise du vocabulaire devient une entrée intuitive pour comprendre le corpus. Ce chapitre analysera le vocabulaire des discours journalistique dans *Le Figaro*, guidé par le modèle tri-dimensionnel proposé par Fairclough, pour examiner la distribution et les caractéristiques sémantiques du vocabulaire collecté et analyser les fonctions de ces mots dans différentes dimensions, afin de révéler comment le journal présente son idéologie à travers les stratégies lexicales.

3.1 Description : statistiques lexicales

L'analyse à la dimension du texte se concentre principalement sur la présentation de ses caractéristiques quantitatives et distributives. Dans cette section, nous présenterons les caractéristiques linguistiques présentées par *Le Figaro* au niveau lexical à partir de deux angles : les mots-clés et les cooccurrences, afin de fournir un support pour les étapes suivantes.

3.1.1 Fréquence des mots-clés

Comme l'a souligné Stubbs (1996 :107), il n'y a pas de terme neutre. Le choix du vocabulaire révèle une position idéologique spécifique. Firth (1957) a aussi estimé que le lien entre les mots-clés et les aspects sociaux pouvait refléter une certaine signification sociale, permettant ainsi aux mots-clés de refléter largement la position ou l'attitude des créateurs ou institutions médiatiques. Pour l'extraction des mots-clés, de nombreuses méthodes et stratégies peuvent être adoptées, telles que TF-IDF, les techniques « word embedding », la modélisation thématique et le calcul de TF. Comme

nous allons examiner les mots-clés à partir de l'ensemble des articles, nous avons choisi la méthode de calcul de fréquence de terme, soit le TF, étant donné que des méthodes comme l'embedding nécessitent des ressources de calcul importantes et que des modèles tels que LDA sont plus adaptés aux collections de documents qu'à un objet unique.

Étant donné que le corpus n'a pas encore été bien prétraité, nous avons décidé de ne pas utiliser de logiciel existant comme AntConc²³, mais plutôt d'exécuter cette tâche via un script²⁴ personnalisé. Plus précisément, à partir du fichier XML que nous avons créé, nous avons extrait le contenu de chaque article et les avons fusionnés en une longue chaîne de caractères. Ensuite, nous avons utilisé SpaCy et avons chargé son modèle TAL²⁵ afin de procéder au prétraitement du texte. Le prétraitement du texte implique le nettoyage, la normalisation et la transformation des données textuelles brutes pour mieux préparer l'entrée pour les analyses suivantes. Pour nous, les étapes de prétraitement comprennent la suppression des caractères spéciaux, des mots vides et de la ponctuation, la conversion du texte en minuscules, la tokenisation et la lemmatisation pour assurer la fiabilité des résultats obtenus. La lemmatisation, étape clé de notre prétraitement, vise à réduire les mots à leur forme de base, aidant à unifier la représentation des mêmes significations et à améliorer la précision du comptage des fréquences. Par exemple, après les étapes de prétraitement susmentionnées, un extrait sera transformé de la manière suivante :

Texte brut	Texte prétraité
<i>Le centre de l'Hexagone semble pareillement être très opposé à cette réforme des retraites. Le Loir-et-Cher, l'Indre comme la Creuse flirtent avec les 3 % de leurs citoyens manifestant depuis le 19 janvier. La Normandie s'avère être aussi à la pointe de la contestation. Avec six lieux de rassemblements différents, Drôme et Ardèche ne sont pas en reste dans cette bataille.</i>	<i>centre hexagone pareillement opposer réforme retraite loir-et-cher indre creuse flirter citoyen manifester janvier normandie avérer pointe contestation lieu rassemblement drôme ardèche bataille</i>

Tableau 3 Comparaison de texte avant et après des prétraitements

²³ AntConc est un outil proposant différentes fonctionnalités d'exploration d'un corpus textuel, de la construction de la liste des mots d'un texte à la concordance, qui inclut une recherche avancée à base d'expressions régulières et des fonctionnalités de tris.

²⁴ keywords_to_csv.py

²⁵ Traitement automatique des langues

Après le prétraitement du texte, nous avons procédé à l'extraction des mots fréquents. Le tableau 4 présente les 50 mots-clés les plus fréquents dans ce corpus :

Top 1-25	Fréq	Top 26-50	Fréq
réforme	580	mobilisation	115
retraite	524	point	113
an	315	état	112
gouvernement	202	dernier	111
français	199	exécutif	109
député	193	assemblée	105
travail	187	parlementaire	100
ministre	182	devoir	99
social	161	syndicat	98
texte	155	passer	97
macron	153	vote	96
politique	152	départ	95
président	145	année	95
âge	143	euro	90
contre	139	mettre	89
lr	137	voir	89
bien	135	temps	89
france	135	voter	88
public	130	pays	88
emmanuel	129	chef	88
majorité	128	grève	88
projet	126	droite	88
national	125	débat	88
jour	121	grand	86
système	120	élisabeth	83

Tableau 4 Top 50 des mots les plus fréquents

Ces résultats ont été sauvegardés dans un fichier *CSV* pour faciliter les consultations et analyses ultérieures.

Nous pouvons constater que les statistiques des mots fréquemment employés dans l'ensemble du corpus révèlent plusieurs phénomènes intéressants. En premier lieu, les termes « réforme » et « retraite », qui occupent les deux premières positions, soulignent le rôle central de la réforme des retraites dans les reportages et l'opinion publique, validant ainsi l'efficacité de notre traitement lexical. Suivant de près, le terme « an » reflète l'intérêt porté aux aspects temporels du sujet, y compris l'âge de la retraite et le processus de réforme lui-même. En outre, nous observons que des mots appartenant au

même champ sémantique que la réforme des retraites, tels que « social » et « travail », sont également présents. D'autre part, la fréquence des termes liés au gouvernement, tels que « gouvernement », « député », « ministre » et « projet », indique le rôle clé joué par le gouvernement dans le débat sur la réforme des retraites. En plus, ces termes mettent en évidence la participation active des institutions politiques et des individus dans la promotion, la discussion et la mise en œuvre de la réforme, ainsi que le débat public autour de l'action gouvernementale. Plus spécifiquement, « Macron » et « Emmanuel » se réfèrent au président français, tandis que « Elisabeth » désigne la Première ministre Élisabeth Borne, mettant en avant la position centrale de ces deux figures politiques dans le débat sur la réforme des retraites. Dans le domaine politique, le terme « LR » (Les Républicains) est le plus fréquent par rapport aux autres noms des partis. Les termes économiques tels que « euro » reflètent les aspects économiques inclus dans le débat et les détails spécifiques du système de retraite.

Afin de révéler plus clairement les relations de clustering entre les mots fréquents, nous avons employé la méthode de modélisation thématique LDA pour classer les thèmes à travers l'ensemble du corpus. La méthode LDA est une technique de modélisation statistique qui permet d'identifier des structures cachées, c'est-à-dire des thèmes ou sujets, dans de grands ensembles de données textuelles. LDA est particulièrement utile pour comprendre et résumer de grandes collections de documents, comme des articles de journaux. En appliquant la LDA à notre corpus de textes, nous pouvons découvrir des motifs récurrents de mots qui représentent des sujets ou des concepts abstraits. De cette manière, nous avons divisé le contenu en 5 thèmes distincts, présentant les 10 mots les plus fréquents de chaque thème. Par suite d'une analyse manuelle, nous avons procédé à une nomination qualitative de chaque thème, et les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous :

ID	Sujet	Mots-clés
1	public	travail, français, salariés, système, cotisations, pensions, femmes, enfants, vie, âge
2	politique	parti, président, ministre, député, projet, exécutif, assemblée, parlementaire, lr, droite
3	société	débat, député, journée, grève, mouvement, majorité, mobilisation, devoir, voter, jours
4	économie	PIB, relance, déficit, actifs, milliards, plan, dépenses, opinion, retraités, niveau
5	national	histoire, république, pays, pouvoir, peuple, état, souveraineté, démocratie, crise, fin

Tableau 5 Classification thématique des mots-clés les plus fréquents

Le tableau affiche cinq catégories thématiques avec leurs mots-clés associés. La catégorie « public » regroupe des termes relatifs tels que « travail », « français », « salariés », ainsi que des notions liées aux systèmes de retraites comme « cotisations » et « pensions », sans oublier des références à des segments spécifiques tels que les « femmes » et les « enfants » ; la section « politique » comprend des mots associés aux acteurs politique, tels que « président », « ministre » et « député », et des termes liés au processus législatif comme « projet » et « assemblée », en plus des mots d'orientations politiques avec « parti », « LR » et « droite » ; la catégorie « société » se concentre sur les aspects de l'interaction sociale et de l'engagement civique, avec des mots comme « débat », « grève » et « mobilisation », reflétant la dynamique des mouvements sociaux ; la catégorie « économie » couvre le vocabulaire macroéconomique et financier, incluant des termes tels que « PIB », « relance », « déficit » et des indicateurs économiques comme « actifs », « milliards » et « niveau » ; enfin, « national » traite de l'identité d'État avec des mots tels que « histoire », « république », « pays » et des concepts fondamentaux comme « souveraineté », « démocratie » et « crise ». En analysant plus en détail ces mots fréquemment utilisés, nous trouvons que la réforme des retraites est une question multidimensionnelle, impliquant beaucoup de facteurs sociaux, économiques et politiques, et constitue un domaine d'intérêt et de controverse majeur dans la vie publique française.

Cependant, le décompte des fréquences des mots ne peut nous offrir qu'une compréhension superficielle des termes fréquemment mentionnés dans le texte, ce qui ne permet pas de dévoiler en profondeur les relations entre ces mots ni comment ils interagissent ensemble dans des contextes spécifiques pour construire du sens. Afin de révéler de manière plus complète la structure sémantique interne des syntagmes du corpus, nous devons également comprendre les cas de concordances des mots.

3.1.2 Concordances et cooccurrences des mots-clés

L'examen isolé des mots dans une langue a ses limites. Firth (1957 :11) a introduit le concept de collocation, qu'il décrit comme des « associations habituelles » de mots. Autrement dit, pour découvrir des caractéristiques lexicales plus globales, il est nécessaire d'étudier en profondeur le contexte dans lequel les mots apparaissent, en explorant les relations de prévisibilité mutuelle entre les cooccurrences. Basé sur la théorie de Firth, et avec le développement de la linguistique de corpus, la concordance joue un rôle de plus en plus important pour comprendre le contexte entourant un mot.

L'analyse des motifs de concordances de différents termes dans leurs contextes nous permet de comprendre plus en détail la complexité et l'interaction multidimensionnelle des mots.

Il ne faut pas pourtant confondre concordances et cooccurrences. Les concordances se réfèrent aux exemples d'usage d'un mot spécifique dans divers contextes et sont souvent visualisées par des lignes de concordance qui montrent le mot cible dans son environnement immédiat. D'autre part, les cooccurrences désignent la tendance de certains mots à apparaître fréquemment ensemble, ou leur tendance à former des combinaisons habituelles. Dans notre étude, nous avons mené une recherche sur les concordances pour des termes tels que « réforme », « grève », « gouvernement », et « contre ». Pour chaque mot indexé, nous avons recherché des contextes avec une fenêtre de 20 mots à gauche et à droite, afin de constituer une présentation contextuelle du terme. Compte tenu du grand nombre de résultats pour chaque mot-clé, nous présentons aléatoirement 20 lignes de résultats pour le terme « réforme » et les analysons, tandis que les résultats complets seront présentés en annexe.

Index	Texte précédent	Mot	Texte suivant
1	contre l'audace ; mais qui en doutait ? Partant de ce double constat, il est certain que la	réforme	présentée par Élisabeth Borne sera contestée dans la rue ; il est probable qu'elle sera votée dans l'Hémicycle
2	réalité d'un danger financier. La conscience de la menace est la première condition de l'acceptabilité de la	réforme	La chef du gouvernement n'a pas cherché non plus à minimiser ce que ce passage, progressif,
3	jugée raide, Borne fait de sa détermination face à la difficulté sa signature. Voilà les opposants à la	réforme	prévenus, et ses partisans rassurés. Il fallait cependant prouver que déterminé n'était pas synonyme de buter,
4	Dans l'espoir, évidemment, de conjurer une contestation trop brutale et toute explosion qui aurait raison de la	réforme	2023, comme le Covid avait eu raison de la réforme 2019. Mais c'est ici que commence l'
5	brutale et toute explosion qui aurait raison de la réforme 2023, comme le Covid avait eu raison de la	réforme	2019. Mais c'est ici que commence l'inconnu. Car si les forces syndicales et politiques savent gérer
6	climat incertain dans le pays, maussade mais pas ostensiblement insurrectionnel, qui pèse sur tous les acteurs de la	réforme	des retraites. Il faut donner acte à Élisabeth Borne d'avoir concilié exigence de vérité et souci de valoriser
7	ont été bichonnés. Mardi, Élisabeth Borne, qui les a cités deux fois pendant sa présentation de la	réforme	a repris presque toutes leurs conditions. « Il y a des points positifs dans les annonces du gouvernement
8	demandé », reconnaît le président de LR, Éric Ciotti, en évoquant le « rythme atténué de la	réforme	» par rapport au projet initial, « la revalorisation des petites retraites et la prise en compte des congés

9	ces annonces, la coalition de la Nupe s'est dite prête à mener « le combat » contre la	réforme	Un tout premier meeting unitaire avait d'ailleurs lieu mardi soir à Paris. « Madame Borne n'a
10	faire bénéficier de retraites, à nous, les moins de 35 ans. » « La première ministre prétend que sa	réforme	des retraites est un projet de justice sociale. Mais elle va accélérer dangereusement les inégalités ! », a
11	première ministre, Elisabeth Borne. « Pensez -vous sincèrement qu'il est bon pour le pays de proposer une	réforme	des retraites en vue de décaler l'âge de départ, à laquelle 70 % des Français sont opposés,
12	, lui aussi, a rappelé sa volonté de voir le RN s'illustrer comme le premier opposant à cette	réforme	Le combat du parti à la flamme, pour autant, se concentrera au Palais Bourbon. Car pas
13	CERTAINS syndicats et partis de gauche ont pu laisser croire aux Français que cette	réforme	serait inutile. Elle est au contraire indispensable, à la fois par impératif économique et par nécessité démographique.
14	Elle est au contraire indispensable, à la fois par impératif économique et par nécessité démographique. « Sans	réforme	c'est la faillite », résume, lapidaire, Gabriel Attal , le ministre des Comptes publics . C'
15	pour eux. Un système par répartition doit donc, par définition, être financièrement à l'équilibre. Cette	réforme	est aussi une exigence sociale : la France est le pays d'Europe où les jeunes entrent le plus tard
16	le bord du chemin et représente aussi un gâchis de compétences. De nombreux économistes en conviennent. « La	réforme	des retraites est essentielle », affirmait Christian Saint-Étienne sur Sud Radio le 2 janvier, tandis qu'Élie Cohen
17	Saint-Étienne sur Sud Radio le 2 janvier, tandis qu'Élie Cohen le même jour sur BFMTV, jugeait la	réforme	« absolument indispensable ». Et d'expliquer que « le régime est structurellement en déficit. L'État verse
18	systématiquement sous dotées. L'État cotise pour les retraites des fonctionnaires à hauteur de 74 %. » La	réforme	des retraites est aussi un point important des recommandations récurrentes de la Commission européenne à la France. D'ailleurs
19	point important des recommandations récurrentes de la Commission européenne à la France. D'ailleurs, les effets de la	réforme	à venir ont déjà été intégrés dans le pacte de stabilité transmis par la France à Bruxelles. Il en
20	pour revenir à l'objectif d'un déficit inférieur à 3 % du PIB d'ici 2027 . « Cette	réforme	est un signal fort donné à nos partenaires européens », confirme Raymond Soubise, ancien conseiller social de Nicolas

Tableau 6 Concordances du mot « réforme(s) »

À travers le contexte, nous pouvons explorer le sens pragmatique d'un mot dans un cadre plus global. De plus, en raison du grand nombre de résultats autour du mot cible, interpréter chaque élément de contenu à partir du contexte est souvent difficile et épuisant. Ainsi, nous avons aussi présenté les relations de cooccurrence entre les mots en unités lexicales basées sur le contexte mentionné ci-dessus.

5 mots avant	Mot	5 mots après
époque chef état défi battre	réforme	retraite ensuite côté irruption crise
forcer venir président prendre perte	réforme	retraite campagne présidentiel assurer ministre
ligne chorégraphie bien orchestrer présentation	réforme	élisabeth borne renouer rôle ordinaire
borne mouture exécutif démultiplier promotion	réforme	relèvement an âge légal départ
concrètement changer ministre consigne projet	réforme	retraite projet éclair brutal antisocial
ratp jean castex expliquer accompagner	réforme	secteur mobilisation important côté parti
agir aujourd'hui sauver retraite demain	réforme	améliorable voix entendre mercredi exprimer
majorité françois bayrou juger ici	réforme	améliorable entrer discussion parlementaire ardu
surveiller position retrait apparent manœuvre	réforme	présentation projet mardi procéder dernier
durée cotisation recul âge retraite	réforme	baromètre opinion dree retraité montrer
mobilisation social mémoire parlementaire sujet	réforme	retraite explosif particulièrement technique profondément
justice social jouent temporalité vite	réforme	arrive mandat mieux passer auprès
ministre annoncer novembre agir proprement	réforme	retraite projet comporte volet sécurité
parlement parlement discuter martèle prôner	réforme	sage négociateur progressif témoigner temps
opposant édouard philippe actif article	réforme	porter régime universel ministre heurter
opposant projet gouvernement affirmer	réforme	exigence bruxelle réalité faute europe
europe début contestation social contre	réforme	retraite rôle union européen pointer
coquerel début année bfmtv thèse	réforme	retraité dicter bruxelle avancer élu
lavalette affirmer cnew janvier dernier	réforme	obéir injonction bruxelle emmanuel macron
obéir injonction bruxelle emmanuel macron	réforme	aujourd'hui unique raison engagement devoir
revanche rôle marché financier vraiment	réforme	es non exiger ue article

Tableau 7 Cooccurrences du mot « réforme » dans le corpus avec une fenêtre à 5

L'analyse des cooccurrences basée sur les unités lexicales, comparée à la présentation de contextes plus macroscopiques, offre une précision et une finesse accrues. Ces deux approches d'analyse des composantes cooccurrentes autour d'un mot-clé nous permettent de révéler les modes d'utilisation spécifiques d'un lexique

dans différents contextes, ainsi que la manière dont ces modes reflètent les significations profondes et les stratégies discursives implicites dans le texte. Par l'analyse de « réforme » et de ses lexiques cooccurrents associés, nous avons pu identifier les thèmes importants du discours, comprenant comment ces thèmes sont construits et entrelacés dans le texte. Dans la suite, nous aborderons la deuxième étape de la méthode d'analyse de Fairclough : l'interprétation, pour explorer plus en profondeur les phénomènes linguistiques observés.

3.2 Interprétation : caractéristiques lexicales dans les reportages

Dans la section précédente, nous avons décrit les caractéristiques lexicales des reportages de *Le Figaro* sur la réforme des retraites en France pour l'année 2023, constituant ainsi la première étape du cadre d'analyse tri-dimensionnel de Fairclough. Dans la partie « interprétation » de ce cadre, l'accent est mis sur la liaison entre l'analyse textuelle (description) et les pratiques sociales plus larges (explication). Plus précisément, la phase d'interprétation vise à comprendre en profondeur comment les caractéristiques textuelles décrites sont façonnées et diffusées, afin de faciliter l'exploration des interactions entre le texte, le contexte socioculturel, l'idéologie et les relations de pouvoir. Nous tenterons de répondre aux questions suivantes :

1. Comment ces lexiques construisent-ils le thème de la « réforme » ?
2. Cela reflète-t-il une tendance générale des points de vue ?

À travers l'analyse contextuelle, nous avons identifié plusieurs constructions autour de la « réforme ». Premièrement, la réforme est modelée comme un objet de leadership et de propulsion politique. Dans le contexte, l'apparition répétée de « Élisabeth Borne » et d'autres fonctionnaires gouvernementaux montre que la réforme est menée sous l'impulsion du gouvernement, soulignant le rôle crucial du leadership politique dans l'avancement de la réforme. Ainsi, la réforme est construite comme une action clé du gouvernement pour relever les défis actuels et atteindre les objectifs sociaux. Par exemple :

(2) *En présentant mardi la réforme des retraites promise par **Emmanuel Macron** pendant la campagne présidentielle, **Élisabeth Borne** a ouvert le **chantier** qui sera probablement le plus périlleux qu'elle aura à mener.*

Dans ce texte, la réforme est d'abord définie comme une promesse du président français Emmanuel Macron lors de sa campagne présidentielle, soulignant sa nature politique et son rôle dans les engagements gouvernementaux ; ensuite, la Première ministre Élisabeth Borne, en tant que représentante du gouvernement, est désignée comme la principale figure pour faire avancer cette réforme, révélant le rôle central du gouvernement dans la réalisation de la promesse présidentielle, étant à la fois le leader du processus de réforme et celui qui en prend les risques.

Deuxièmement, la réforme est modelée comme un sujet de controverse sociale : de nombreux mots soulignent que la réforme suscitera des controverses dans la société, ainsi que les différentes attitudes envers la réforme. Ces descriptions révèlent les divisions sociales autour de la réforme, reflétant les conflits et les résistances rencontrés dans le processus de réforme, y compris l'opposition politique des partis et le mécontentement public.

(3) *COMBIEN de voix **dissonantes** à droite ? Au sein des Républicains, **malgré** un courant majoritaire qui se félicite du poids de la droite dans la construction de la réforme des retraites, certains députés restent fortement **hostiles** au texte du gouvernement. Les ténors LR se félicitent d'avoir su imposer leurs « exigences » à Élisabeth Borne **mais** certains élus continuent d'exprimer leurs réticences. Aurélien Pradié pose trois conditions et pressent une « entourloupe » du gouvernement.*

Ce passage approfondit davantage la controverse sociale suscitée par la réforme des retraites, en particulier les divergences au sein du domaine politique. En dépeignant les différentes réactions et attitudes des Républicains face à la réforme des retraites, il approfondit les conflits et les contradictions pendant le processus, qui ne se limitaient pas aux partis politiques, mais existaient également au sein d'un parti politique.

Enfin, la réforme est souvent associée à des contextes économiques et sociaux. Dans ces contextes, la réforme est liée à des « crises » économiques, à l'équilibre budgétaire et à des questions d'équité sociale. Cela souligne indirectement la nature sociale et économique de la réforme. Par exemple, en abordant la réforme sous l'angle de la stabilité économique et du développement social, il est souligné que ne pas réformer pourrait entraîner des conséquences négatives.

(4) *« Dans l'hypothèse privilégiée, qui sert de référence dans le cadre de la réforme des retraites, le **déficit** perdure jusqu'en 2070 », ajoute d'ailleurs Pierre-Louis Bras*

*dans son audition. Et celui-ci d'expliquer ce paradoxe apparent : « On peut à la fois dire que les **dépenses** ne vont pas déraper, et qu'il va y avoir demain des **déficits**.*

En résumé, la réforme dans ce corpus se présente comme un sujet multidimensionnel, touchant à la politique, l'économie, et la société. La réforme est décrite soit comme un moyen pour le gouvernement de relever les défis actuels, soit comme une initiative visant à maintenir la stabilité économique et l'équité sociale. Le processus de réforme est accompagné de controverses et de défis sociaux significatifs, reflétant la complexité de la réforme.

De plus, l'analyse des mots fréquents et des cooccurrences nous permet de tirer certaines caractéristiques : l'observation au niveau lexical montre d'abord que les reportages du Figaro sur la réforme se concentrent sur le sujet lui-même et s'étendent aux différents domaines sociaux. Les mots cooccurents avec la réforme, tels que gouvernement, social, mobilisation, concernent souvent une couverture objective des événements et des phénomènes sociaux, ne reflétant pas beaucoup de traits idéologiques, ce qui correspond aux caractéristiques de neutralité des médias dans le reportage des questions sociales brûlantes ; en second lieu, en ce qui concerne la distribution globale des fréquences, la fréquence de certains lexiques attire notre attention : « LR », l'abréviation de Les Républicains, apparaît très fréquemment, avec 137 occurrences ; « grève », en tant que forme principale de mouvement social, est cependant beaucoup moins fréquente, le média préférant utiliser « mobilisation » pour désigner de manière générale le mouvement social. Ces caractéristiques de distribution peuvent être analysées plus en profondeur en partant de la position du journal ; enfin, le mot réforme est souvent associé à des termes économiques spécifiques, outre les mots économiques fréquents déjà listés, nous pouvons également procéder à une analyse microscopique à travers certains paragraphes spécifiques, par exemple, le suivant montre la relation entre la « réforme des retraites », le « PIB » et le « déficit » :

*(5) Les **déficits** cumulés à partir de 2022 atteindraient en 2050 entre 11 % et 16 % du **PIB** selon les scénarios, soit entre 665 et 903 **milliards d'euros**, d'après un document du gouvernement basé sur les **chiffres** du Conseil d'orientation des retraites (COR). Ne pas réformer reviendrait à laisser la bombe à retardement d'une **dette** encore accrue aux générations futures.*

Dans des textes similaires liés à l'économie, nous pouvons souvent détecter une tendance à être neutre, ou même « soutenir » la politique de réforme des retraites. En mettant l'accent sur la durabilité économique et les préoccupations concernant le coût élevé des avantages sociaux, de tels reportages ont tendance à communiquer au public davantage de nécessités économiques de la réforme.

En décrivant en détail les caractéristiques lexicales des reportages du Figaro sur la réforme des retraites, et en approfondissant comment ces lexiques construisent le cadre multidimensionnel de la réforme, nous avons montré que la réforme n'est pas seulement une action clé poussée par le gouvernement, mais aussi un point de focalisation des controverses sociales et des discussions économiques. Sur la base de ce résumé et de cette interprétation, nous explorerons dans la phase d'explication comment la couverture de ce sujet par le journal reflète et influence les structures sociales et les relations de pouvoir, et révèle la signification sociale profonde et les moteurs idéologiques potentiels derrière la réforme.

3.3 Explication des stratégies lexicales

Dans le cadre de l'analyse tri-dimensionnelle de Fairclough, cette étude vise à explorer en profondeur les tendances idéologiques et les positions sociales reflétées par les reportages de *Le Figaro*. Après avoir intégré les analyses des deux premières phases - la description des caractéristiques lexicales et l'interprétation, nous nous orientons désormais vers la manière dont ces reportages reflètent et influencent la structure sociale, les relations de pouvoir, et les idéologies sous-jacentes.

3.3.1 Priorité à la droite du point de vue politique

L'analyse de la fréquence des mots et de cooccurrence révèle que *Le Figaro* mentionne fréquemment le parti « Les Républicains » dans ses articles sur la réforme des retraites, bien plus que tout autre parti. Ce phénomène met non seulement en évidence la préférence sélective du média dans la présentation des forces politiques, mais suggère également une identification, ou au minimum, une visibilité accrue à la position politique de ce parti, offrant ainsi un espace de discours plus large. Cela souligne également le rôle du média dans la formation de l'agenda public, influençant les perceptions des lecteurs sur la réforme des retraites pour les rendre plus réceptives aux discours réformistes du parti de droite.

3.3.2 « Globalité » et « objectivité »

En examinant de manière globale l'utilisation des mots, nous constatons que les articles traitent de la réforme des retraites de manière globale et objective, sans recourir à un excès de critiques ou à l'utilisation de termes négatifs. Face à l'opposition généralisée à la réforme dans la société, en réduisant les critiques directes dans les médias, le journal tente d'équilibrer l'équité de son reportage avec ses penchants politiques, ce qui est en fait aussi une démarche de préservation de sa position politique. De plus, l'utilisation de termes plus neutres comme « mobilisation » au lieu de « grève » montre une stratégie visant à atténuer les conflits sociaux, révélant un soutien subtil à la réforme.

3.3.3 Promotion implicite de la nécessité de réforme

En soulignant la nécessité économique de la réforme, notamment dans les articles discutant de son impact économique, *Le Figaro* pousse indirectement à la reconnaissance de cette idée. Bien que cette stratégie de reportage semble objective en surface, elle transmet subtilement une position favorable à la réforme pour atteindre la durabilité économique et répondre aux pressions des politiques économiques externes, en particulier en liant la réforme aux promesses de Macron et à l'engagement de l'Union européenne, renforçant ainsi l'idée que la réforme est non seulement le produit de décisions politiques internes mais aussi une étape nécessaire pour faire face aux problèmes sociaux externes et respecter les engagements internationaux.

En résumé, l'analyse des traits lexicaux des reportages de *Le Figaro* sur la réforme des retraites révèle comment le média manifeste subtilement les positions politiques et les idéologies à travers ses stratégies de reportage et ses choix lexicaux. Bien que le journal semble maintenir une apparence d'objectivité, ses préférences pour certains partis politiques, ses stratégies de reportage sur la réforme, et son utilisation sélective du vocabulaire reflètent et influencent les perceptions publiques de la réforme, jouant ainsi un rôle actif dans la construction de l'idéologie sociale et dans la modulation des relations de pouvoir.

Dans ce chapitre, nous avons mené une analyse lexicale détaillée des articles du Figaro sur la réforme des retraites en France, ce qui a permis de déceler les tendances idéologiques et les postures sociales derrière l'utilisation des mots par le média. Dans le chapitre suivant, nous allons analyser le sujet sous un autre angle intéressant : celui du phénomène des métaphores.

CHAPITRE IV Entrée métaphorique : quelles images pour la réforme des retraites

La métaphore, en tant que stratégie discursive puissante, est souvent utilisée dans le discours médiatique pour construire et conceptualiser les événements sociaux. La cognition de la métaphore est un processus en constante évolution. De Aristote à la théorie de l'intégration conceptuelle de Fauconnier et Turner, la recherche sur la métaphore a progressivement évolué de la rhétorique vers une étude cognitive. Charteris-Black (2004) a été le premier à proposer l'analyse critique de la métaphore, dans le but d'utiliser de manière intégrée les méthodes de la linguistique cognitive, de la pragmatique et de la linguistique de corpus pour analyser les phénomènes métaphoriques dans le discours, révélant ainsi les attitudes réelles, les intentions et les tendances émotionnelles sous-jacentes. Cet article adoptera cette méthode pour identifier, présenter et interpréter les métaphores dans le corpus.

4.1 Description : aperçu de métaphores autour de la réforme des retraites

Dans le chapitre précédent, nous avons procédé à la recherche et à la présentation des caractéristiques lexicales des reportages sur la réforme des retraites. Ce processus repose largement sur l'aide des corpus informatiques. Cependant, dans cette section, l'analyse des métaphores implique davantage de jugements sémantiques et cognitifs, ce qui est particulièrement difficile, voire impossible, pour les ordinateurs et les outils d'analyse de corpus. Par conséquent, nous avons effectué une lecture rapide de tous les articles, collectant tous les phénomènes de métaphores conceptuelles liés à l'événement et à la proposition de réforme des retraites, classés en métaphores de « jeu », de « catastrophe », de « guerre », de « maladie » et de « voyage ». Pour les éléments linguistiques concernés, nous les avons marqués dans le corpus, qui pourrait être un mot ou un ensemble de locutions. Par exemple :

<article index="4">

<titre>Élisabeth Borne <guerre>lance l'offensive</guerre> de la retraite à 64 ans</titre>

<ddp>2023-01-10</ddp>

<auteur>Tristan Quinault-Maupoil</auteur>

<contenu>LA MÈRE DES RÉFORMES - ou des <guerre>batailles</guerre> - est
<guerre>lancée</guerre>. En présentant ...La chef des députés macronistes Aurore Bergé veut
« une <guerre>offensive</guerre> ». ...la première ministre a là une occasion de démontrer sa

capacité de <guerre>résistance</guerre>... « grâce à cette disposition constitutionnelle » la réforme pourrait <voyage>avancer</voyage> « sans trop d'encombres » au Parlement.

Aussi, nous présentons ici nos résultats statistiques de chaque genre de métaphore :

ID	sujet de métaphore	nombre
1	guerre	122
2	jeu	44
3	voyage	40
4	maladie	3
5	catastrophe	3

Tableau 8 Fréquence des cinq sujets métaphoriques dans les reportages

Il est apparent que les métaphores de « guerre » sont les plus mentionnées dans les reportages sur la réforme des retraites, suivies par les métaphores de « jeu » et de « voyage ». Bien que la réforme des retraites soit un sujet controversé, les reportages utilisent rarement des métaphores centrées sur des concepts négatifs tels que « maladie » et « catastrophe ». De plus, nous avons constaté que les métaphores conceptuelles présentes dans un même article tendent à être similaires, comme dans le document 69, dont le titre est *Et le gagnant...*, où se regroupent de métaphores conceptualisant la réforme comme un jeu :

(6) *Le deuxième <jeu>gagnant</jeu> du débat de ces deux derniers mois est un mort ... <jeu>Décotes, surcotes, taux pleins ou bonifications</jeu>, faites vos jeux. Personne n'entend plus rien à un système qui, dès lors, donne à chacun le sentiment de <jeu>jouer sa retraite à la loterie</jeu>. « Chacun connaît le cauchemar.. Le troisième <jeu>gagnant</jeu> du débat est un absent : il s'agit de la capitalisation. Une option que le gouvernement n'a pas explorée. L'incipit de sa réforme est au contraire de <guerre>défendre</guerre> la survie de la répartition, « <jeu>trésor national</jeu> ».*

Dans la suite, nous appliquerons la deuxième étape du cadre tri-dimensionnel de Fairclough pour interpréter ces phénomènes, en vue d'explorer les significations textuelles plus profondes derrière le niveau linguistique.

4.2 Interprétation : caractéristiques des thématiques métaphoriques

Dans cette section, notre focalisation se porte sur la dimension de pratique discursive des métaphores, analysant les raisons de ces emplois et leur rôle dans la diffusion textuelle. Nous cherchons à savoir quelle est la fonction des métaphores dans ce reportage, plus précisément, quelle est l'efficacité des différentes constructions métaphoriques de l'événement de la « réforme des retraites ».

Nous nous efforçons tout d'abord de procéder à une analyse exhaustive des résultats de la section précédente. Comme nous l'avons observé précédemment, la métaphore de la « guerre » (étiquette <guerre>) apparaît avec la plus grande fréquence dans le corpus, atteignant un nombre de 122 occurrences. Ce chiffre reflète la tendance des médias à construire les discours liés au conflit, à l'opposition et à la lutte lorsqu'ils traitent de la réforme des retraites. L'usage fréquent de termes tels que « lancer l'offensive » et « bataille » indique une tendance à diviser la narration des discours public en plusieurs camps distincts, incluant à la fois la « guerre » entre le gouvernement et les syndicats, le gouvernement et le peuple, ainsi que les conflits entre les partis politiques de gauche et de droite. Les exemples suivants illustrent les métaphores de guerre axées sur le gouvernement et le peuple, ainsi que sur les affrontements entre partis politiques :

participants	exemple
gouvernement & public	Pour le reste, le chef de l'État laisse ses troupes monter au front pour mener la première <guerre>offensive</guerre> : la <guerre>conquête</guerre> de l'opinion publique. C'est loin d'être gagné.
gouvernement & public	Comme le résumait Jean-Luc Mélenchon à Marseille avant le départ de la manifestation parisienne : « Le gouvernement a perdu sa première <guerre>bataille</guerre> ». D'autres sont à venir.
partis politiques	Le <guerre>combat</guerre> du parti à la flamme, pour autant, se concentrera au Palais Bourbon. Car pas question pour le RN d'envisager de se joindre à une quelconque manifestation.
partis politiques	Mais on ne veut pas faire d'obstruction, on ne sera pas sur les 1000 amendements par élu. On veut pouvoir discuter de la mesure d'âge. Mais à partir de là, ce sera <guerre>Verdun</guerre>.»La <guerre>bataille</guerre> politique promet donc de ne pas être aussi facile que prévu, même si Élisabeth Borne reste confiante.

Tableau 9 Camps différents dans la métaphore de la « guerre » avec exemples

En appliquant la métaphore de la « guerre » à ces deux aspects, les médias peuvent souligner auprès des lecteurs que ce processus de réforme est plein de défis et d'incertitudes, renforçant la perception de la réforme comme un combat intense et complexe. Cela vise à susciter l'intérêt des lecteurs pour les conflits d'intérêts et les turbulences sociales potentielles impliqués dans le processus de réforme.

Par rapport à la faible fréquence des métaphores de « maladie » et de « catastrophe » (chacune apparaissant trois fois), les métaphores de « voyage » et de « jeu » se classent respectivement en deuxième et troisième positions en termes de fréquence, avec environ 40 occurrences, bien moins fréquentes que la métaphore de la « guerre ». Voici deux exemples illustrant respectivement l'utilisation de ces métaphores :

sujet	exemple
jeu	L'exécutif préfère <jeu>parier sur</jeu> la mise en lumière de la revalorisation des pensions pour les retraités les plus modestes.
jeu	Mais si le président de la République apparaît d'ores et déjà comme le principal <jeu>perdant</jeu> de l'épisode en cours - et avec lui, sa première ministre, Elisabeth Borne, et son ministre du Travail, Olivier Dussopt
voyage	Dernier point d'ancrage, un <voyage>chemin</voyage> simple mériterait d'être conçu. Retraite à 60 ans pour les travailleurs manuels (nomenclature professionnelle), sauf celles et ceux ayant subi des maladies professionnelles.
voyage	Le Sénat, sur lequel l'exécutif comptait, est venu mettre un terme à un long <voyage>chemin</voyage> de croix, en votant l'ensemble des 20 articles que contenait le projet de loi.

Tableau 10 Exemples des métaphores du « jeu » et du « voyage »

Ces deux types de métaphores confèrent également à la réforme une dimension d'incertitude, pleine d'inconnus et de défis, mettant en exergue les difficultés rencontrées tout au long du processus de développement et d'exploration de la réforme. En même temps, elles suggèrent l'espoir et les opportunités que la réforme pourrait apporter. Ces métaphores pourraient tenter d'inspirer le public à imaginer positivement l'avenir, encourageant toutes les parties de la société à travailler ensemble pour surmonter les difficultés.

De plus, nous avons identifié certaines caractéristiques qui méritent notre attention : premièrement, comme ce que nous avons mentionné, les métaphores apparaissant dans un même article tendent à être similaires, ce qui indique une

préférence des médias pour adopter un cadre cohérent lors de la couverture d'événements spécifiques pour donner aux lecteurs une compréhension cohérente du texte. Deuxièmement, si nous classions les métaphores en catégories *positives* et *négatives*, cela nécessite bien sûr de définir un critère et un sujet : avec ces métaphores, qui est affecté négativement ou positivement ? Si l'on considère la réforme comme sujet, il est clair que les métaphores de « guerre » peuvent être perçues comme négatives, la réforme étant comme une guerre, un mal nécessaire pour la société ; tandis que les métaphores de « jeu » et de « voyage » peuvent être vues comme neutres. De plus, nous avons également constaté que les métaphores, telles que celles de la guerre, adoptent souvent le point de vue du gouvernement, du Premier ministre, du président, etc., indiquant que la réforme est la « guerre » à laquelle Macron ou Borne doit faire face. Ce choix de perspective dans les métaphores renforce la perception de la réforme comme une action politique et un test de leadership, focalisant également l'attention du public sur les décisions et les capacités du gouvernement et des leaders.

4.3 Explication : les tendances sous les métaphores « Guerre » et « Voyage »

L'analyse des métaphores dans les reportages du Figaro sur la réforme des retraites révèle plusieurs caractéristiques, qui enrichissent non seulement la forme d'expression des reportages mais révèlent également la position du journal sur la réforme des retraites et ses intérêts idéologiques et sociales.

Tout d'abord, l'usage fréquent de métaphores guerrières reflète une perspective de confrontation que *Le Figaro* pourrait entretenir vis-à-vis de la réforme des retraites, suggérant que cette réforme est un conflit entre le gouvernement et son parti face aux forces d'opposition, au lieu d'être un conflit de tous. En plus, ce conflit n'est pas seulement entre le gouvernement et la société, mais également un processus de négociation et d'affrontement entre le parti *La République en Marche* de Macron et les membres d'autres partis de gauche et de droite. Cependant, bien que la métaphore de la « guerre » apporte une connotation négative à la réforme, l'examen plus approfondi des reportages montre que lorsqu'ils emploient des métaphores guerrières, il y a rarement des évaluations positives ou négatives explicites envers des individus ou groupes spécifiques. Par conséquent, cette métaphore ne peut pas refléter beaucoup la tendance du Figaro dans cette « lutte », ni servir de point de départ pour une analyse de l'idéologie. Au contraire, nous pensons que deux autres phénomènes dans la

construction de la métaphore peuvent indirectement mettre en évidence la tendance générale du Figaro dans ses reportages :

Cette tendance se manifeste d'abord dans le choix des rôles dans les métaphores guerrières. Les reportages ont tendance à placer les leaders gouvernementaux comme sujets principaux de la métaphore de « guerre », considérant la réforme comme une bataille menée par Macron, Borne, etc. Par exemple :

(7) IL A LANCÉ la <guerre>bataille</guerre> mais il se tient à distance. Après la présentation de la réforme des retraites par Élisabeth Borne mardi, Emmanuel Macron se tient à l'écart du débat.

Dans cette perspective, *Le Figaro* considère la réforme comme une « guerre » menée par les dirigeants gouvernementaux, se focalisant sur eux pour aborder cette réforme. Cela non seulement met l'accent sur les actions du gouvernement, mais peut également appuyer implicitement l'autorité et le leadership du gouvernement, façonnant son rôle de leader dans la réforme des retraites. Ainsi, il transmet une idéologie selon laquelle la réforme est poussée par des leaders forts, et non simplement le résultat d'une participation collective de tous les secteurs de la société.

Deuxièmement, cette tendance se manifeste également dans la construction des métaphores conceptuelles de « voyage ». L'utilisation de métaphores de « voyage » offre aux lecteurs une perspective d'observation relativement neutre, décrivant la réforme comme un processus plein de défis mais également de possibilités positives. À travers ces métaphores de « voyage », les reportages guident subtilement les lecteurs vers l'espoir derrière la réforme, comprenant les impacts multidimensionnels de la réforme et ses avantages potentiels économiques. Cette approche des reportages aide à atténuer l'opposition directe à la réforme, encourageant le public à considérer la réforme d'un point de vue à long terme et constructif et défendre indirectement la position politique du gouvernement. L'utilisation des métaphores ainsi joue un rôle crucial dans la formation de la perception et de la réaction émotionnelle du public envers la réforme, révélant comment les médias transmettent des signaux politiques spécifiques à travers leurs reportages : dans le contexte de la réforme des retraites, les forces politiques de centre-droit soutiennent des mesures telles que l'augmentation de l'âge de la retraite et la réduction des dépenses publiques pour assurer la durabilité financière à long terme du système de retraites. L'analyse des métaphores dans les

reportages du Figaro sur le thème de la réforme des retraites révèle une tendance du journal qui correspond à ces opinions, avec une neutralité de surface qui atténue les conflits sociaux et une attention particulière portée au gouvernement.

En résumé, l'analyse des métaphores employées par *Le Figaro* dans ses reportages sur la réforme des retraites révèle une stratégie discursive qui non seulement enrichit la présentation des événements pour attirer l'attention et faciliter la compréhension des lecteurs, mais dévoile également la position et les inclinations idéologiques du journal vis-à-vis de cette réforme. Ainsi, à travers ses choix métaphoriques, *Le Figaro* participe en fait à la création d'un cadre de compréhension spécifique de la réforme des retraites, aligné sur ses propres valeurs politiques et économiques. Dans le chapitre suivant, nous nous pencherons sur l'intertextualité, étudiant les relations et interactions entre les discours pour avoir une compréhension plus complète des idéologies véhiculées et les valeurs sous-jacentes qui se manifestent à travers les choix de références.

CHAPITRE V Intertextualité : analyse des sources citées dans le corpus

Le reportage journalistique est une forme de pratique sociale, et le discours journalistique est le produit de cette pratique. Comme les autres discours, il encapsule et reflète la position et le point de vue de ses créateurs. L'intertextualité, en tant que caractéristique saillante du discours journalistique, reflète également la position et la perspective de ses producteurs.

Le concept d'intertextualité a été introduit pour la première fois par la sémioticienne française Julia Kristeva en 1969, où elle (1969 :85) a posé que « tout texte se construit comme une mosaïque de citations ; tout texte est l'absorption et la transformation d'un autre ».

Fairclough attache beaucoup d'importance à l'analyse de l'intertextualité, car elle se manifeste dans toutes les phases de production, de distribution et de réception du discours, révélant la construction et la reconfiguration du discours. Fairclough (1992 :84) note que « l'intertextualité signifie essentiellement qu'un texte est plein de morceaux d'autres textes. » Les citations en intertextualité ne sont jamais choisies au hasard, mais sont sélectionnées pour refléter le système de valeurs du sujet, dévoilant également l'idéologie du producteur de discours. Par conséquent, ce chapitre débutera par une description des phénomènes de l'intertextualité, explorant les caractéristiques des citations dans les reportages sur la réforme des retraites.

5.1 Description des sources en manière et identité

L'intertextualité se manifeste principalement à travers les citations et les références. Dans la première section de ce chapitre, nous examinerons et présenterons les cas de citations dans les reportages sous plusieurs angles. En s'inspirant des concepts de recherche antérieurs, notre analyse se concentre sur trois aspects : le mode, la source et la crédibilité des citations.

Comme pour les analyses des deux chapitres précédents, nous devons clarifier nos étapes de travail au début de ce chapitre. Tout d'abord, en lisant les articles concernés, nous avons remarqué que les citations dans les articles sont toutes marquées par des guillemets doubles « ». Cela nous a donné la possibilité d'analyser l'intertextualité. En utilisant des expressions régulières, nous avons extrait les informations contenues dans

les guillemets et capturé le contexte de 20 mots avant et après chaque citation pour identifier leur source. En suivant cette procédure, nous avons effectué une recherche dans les textes et obtenu près de 1200 résultats. Après une sélection manuelle pour éliminer les éléments non pertinents, nous avons finalement retenu 1163 citations valides. Étant donné le grand nombre de citations et leur longueur variable, nous avons choisi les 400 premières comme exemples à présenter dans l'annexe. Sur la base de ces données, nous avons combiné l'identification manuelle et les outils de traitement automatique du langage naturel pour extraire la source de chaque citation, ce qui nous a permis d'obtenir des données statistiques présentées comme dans le tableau suivant :

ID	citation	contexte	source
36	«Si rien ne change, il n'y aura plus de saisonniers dans les dix années à venir»	À cela s'ajoute « une perte de compétences» avec «de gros problèmes de recrutements» et une nouvelle génération «moins motivée». « Si rien ne change, il n'y aura plus de saisonniers dans les dix années à venir», alerte Eric Becker.	Eric Becker
36	«il n'y aura pas de conséquences graves sur le fonctionnement, nous ne voulons pas fragiliser encore des entreprises déjà en difficulté.»	Eric Becker, de Force ouvrière, cherche à rassurer les Français : «il n'y aura pas de conséquences graves sur le fonctionnement, nous ne voulons pas fragiliser encore des entreprises déjà en difficulté.»	Eric Becker
36	«au respect de tout le boulot que font les acteurs économiques de la montagne»	La ministre chargée du Tourisme Olivia Grégoire n'avait pas caché son agacement sur la mobilisation des saisonniers et avait appelé «au respect de tout le boulot que font les acteurs économiques de la montagne».	Olivia Grégoire
36	«obtenir des avancées sur la saisonnalité et la pénibilité des salariés»	Selon le syndicaliste, «ce sont des gens usés, qui commencent à vieillir». En plus de l'âge, les organisations syndicales souhaitent «obtenir des avancées sur la saisonnalité et la pénibilité des salariés».	syndicats
37	« (Les Français) espèrent et croient possible une modification importante du texte (par exemple, un report de l'âge légal pour tous ou une adaptation pour les femmes ayant eu des enfants) »	« (Les Français) espèrent et croient possible une modification importante du texte (par exemple, un report de l'âge légal pour tous ou une adaptation pour les femmes ayant eu des enfants) » , commente Gaël Sliman, président d'Odoxa.	Gaël Sliman

37	« les plus « énervés »	Selon Odoxa, « les plus « énervés » sont encore les actifs qui approchent de l'âge de la retraite et voient celle-ci risquer d'être repoussée de quelques mois à...	Odoxa
38	« il y aurait un problème de constitutionnalité potentiel »	Pour Benjamin Morel, maître de conférences en droit public à l'université Paris II Panthéon-Assas, « il y aurait un problème de constitutionnalité potentiel ».	Benjamin Morel

Tableau 11 Extrait d'annotation des sources des références

Il est important de souligner que dans l'analyse de l'intertextualité, le domaine académique privilégie généralement les approches qualitatives, complétées par une comparaison quantitative limitée. Ainsi, lorsque nous procédons à des statistiques quantitatives, nous accordons plus d'importance à l'interprétabilité des résultats plutôt qu'à une déduction par observation directe du chiffre exacte de citations par source. L'objectif est de révéler les tendances générales reflétées par les données obtenues.

5.1.1 Les identités des sources : à qui sont ces citations ?

En délimitant les sources de ces citations avec un calcul de fréquence, nous pouvons identifier la fréquence à laquelle différentes sources d'information (personnes ou institutions) sont citées dans les reportages. Cela nous permet de percevoir clairement la tendance des journalistes à privilégier certaines voix. Pour ce faire, en combinant le contexte et la source des citations, nous avons classé les sujets des sources et obtenu les résultats suivants :

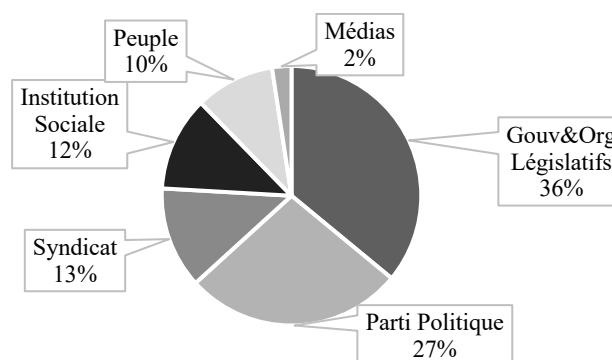


Figure 4 Répartition des citations par catégorie de source

Pour chaque catégorie, nous avons énuméré dans le tableau suivant un ou deux exemples pour illustrer concrètement la diversité linguistique de ces catégories.

ID	citation	source	catégorie
1	«Je ne sous-estime pas le mécontentement dont vous vous faites le porte-parole comme les angoisses exprimées par de nombreux Français inquiets de ne jamais avoir de retraite», assure Emmanuel Macron dans son courrier, ajoutant que l'heure est désormais au «temps parlementaire»	Emmanuel Macron	Gouv&Org législatifs
2	« C'est un mouvement qui correspond à une expression démocratique , que nous respectons bien entendu » , a ainsi prudemment glissé Olivier Véran , à l'issue du Conseil des ministres mercredi .	Olivier Véran	Gouv&Org législatifs
3	Calcul des trimestres , dispositif « carrières longues » , prise en compte de la pénibilité , « le sentiment de complexité quant à l'évaluation de sa situation financière à la retraite prédomine largement parmi les actifs et nourrit sans doute la posture de refus » , observe le baromètre Ifop pour le Club Landoy.	IFOP	Institution sociale
4	Employé de La Poste à Saint-Étienne, Jean-Philippe, 53 ans, enrage : « J'ai calculé qu'en ayant commencé à 14 ans, et avec 12 jours de chômage en tout et pour tout, j'avais droit à deux ans de boulot en plus, pour toucher au final 1 300 euros de pension, s'indigne-t-il. Je n'ai pas travaillé toute ma vie comme un sourd pour être dans une situation de paupérisation ! »	Jean-Philippe	Peuple
5	François Ecalte, spécialiste des finances publiques. Mais une nouvelle réforme devrait s'imposer dès les prochaines années, juge l'expert : «Les hypothèses du COR se sont toujours révélées trop optimistes. C'est pour cela qu'on a dû, tous les 10 ans, réformer les retraites», pointe-t-il. Rien n'indique, en effet, que le chômage sera sous la barre des 5% d'ici à 2027 comme le promet	François Ecalte	Peuple
6	une population vieillissante: à la veille d'une réforme des retraites, les chiffres du bilan démographique sont plus sensibles que jamais. «Les bébés de 2023 sont les cotisants de 2043», alerte l'Unaf (Union nationale des associations familiales), qui invite le gouvernement à se saisir de l'«enjeu national» de la natalité,	UNAF	Institution sociale
7	Nupes qui brandissaient des pancartes «64 ans c'est non !», tout en chantant La Marseillaise. Une situation révélatrice de la «colère», «frustration» et de «l'incertitude nationale».	New York Times	Médias
8	Quand le quotidien russe Komsomolskaïa Pravda titre sur «Macron a montré sa faiblesse», le Telegraph évoque la «pire crise depuis sa réélection» en 2022. De son côté, le Corriere della Sera italien écrit simplement : «Le recours au 49.3 est une défaite.»	Komsomolskaïa&Le Telegraph	Médias
9	«Madame Borne n'a honte de rien», a répliqué sur Twitter Mathilde Panot, la présidente du groupe LFI.	Mathilde Panot	Parti politique

10	« Je suis de ceux qui pensent que Laurent Wauquiez, s'il veut se lancer dans la campagne présidentielle, ne peut pas parler que depuis sa région mais doit s'adresser à tous les Français », considère le président des députés LR, Olivier Marleix, en jugeant risquée cette stratégie du silence.	Olivier Marleix	Parti politique
11	ne fera pas taire le mouvement social», a déclaré de son côté le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger. «Finir tout ce processus-là par un 49.3 ce sera un vrai vice démocratique et ça provoquera un vrai malaise», a-t-il également mis en garde, alors que le suspense reste entier sur un possible recours à cette arme constitutionnelle permettant	Laurent Berger	Syndicat
12	« Ils se préparent pour la journée de mobilisation du 23 mars. Après deux semaines et demie de grève et de perte de salaire, certains se ménagent aussi un peu », indique la responsable CGT.	la responsable CGT	Syndicat

Tableau 12 Extraits de citations de chaque catégorie de source

Nous constatons que les sources citées peuvent être globalement réparties en six catégories : « gouvernements et institutions législatives », « partis politiques », « syndicats », « institutions sociales », « individus » et « médias ». Plus précisément, la catégorie des « gouvernements et institutions législatives » inclut les déclarations de fonctionnaires gouvernementaux, de ministres, de dirigeants gouvernementaux ainsi que du président. Cette catégorie représente la plus grande part de toutes les citations, avec un pourcentage de 36%. Vient ensuite « les partis politiques », principalement des citations de membres de partis tels que Les Républicains (LR), représentant 27%. Les citations des « syndicats » et des « institutions sociales » représentent respectivement 13% et 12%, reflétant d'une part le poids des syndicats dans le débat sur la réforme des retraites, et d'autre part l'importance de la recherche et des arguments présentés par diverses organisations de recherche, universitaires et groupes de réflexion dans la conversation publique. En outre, les points de vue et commentaires des citoyens représentent 10%, soulignant ainsi l'importance de la parole publique. Enfin, les citations des médias sont les moins fréquentes, ne constituant que 2% du total.

En plus, nous avons aussi effectué une recherche sur la fréquence des citations selon les sources, qui nous a permis d'observer des phénomènes d'intertextualité plus spécifiques. Le Figure 5 énumère les vingt premières sources les plus citées :

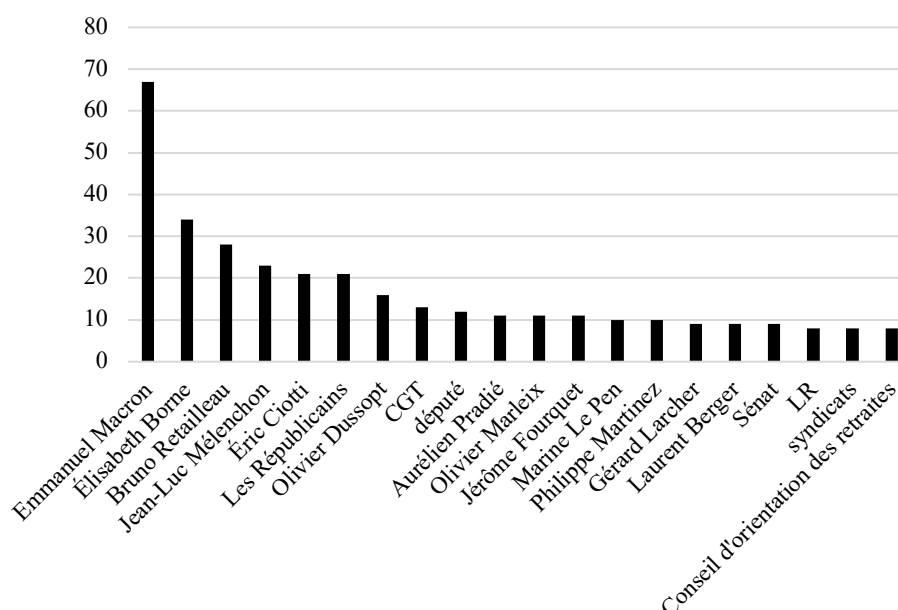


Figure 5 Les 20 premières sources de citations dans les reportages

Ces statistiques reflètent le poids discursif des différents acteurs dans le débat sur la réforme des retraites. L'examen de la fréquence des citations pour les vingt premières sources nous offre une vue plus claire sur les individus et les groupes dont les voix sont les plus prééminentes dans la discussion publique sur la réforme des retraites. En tête de liste, le président français Emmanuel Macron se distingue avec 67 citations, démontrant son rôle prépondérant en tant que leader national sur la question des retraites. Il est suivi par la Première ministre Élisabeth Borne, avec 34 mentions, soulignant son rôle clé en tant qu'actrice gouvernementale dans la promotion de la réforme. D'autres personnalités politiques et groupes sociaux, tels que Bruno Retailleau²⁶, le leader de gauche, Jean-Luc Mélenchon²⁷ et le politicien de droite Éric Ciotti²⁸ et Le Pen²⁹ figurent également sur la liste, reflétant la participation active de différentes forces politiques et organisations sociales dans le débat sur les retraites.

Les sources ne fournissent pas seulement des informations directes pour les citations dans les reportages concernés, mais nous permettent également de juger de la crédibilité de la citation. Dans ce cas, notre analyse des sources se concentre principalement sur si la description de l'identité ou de l'origine de la source est claire.

²⁶ M. Bruno RETAILLEAU, membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, président du groupe Les Républicains.

²⁷ Jean-Luc Mélenchon, fondateur du parti politique La France insoumise, connu pour ses positions de gauche radicale.

²⁸ Éric Ciotti, président des Républicains (LR) depuis décembre 2022.

²⁹ Marine Le Pen, l'une des fondatrices du parti d'extrême droite Front National.

Plus précisément : une source précise est plus crédible qu'une source vague, et une source individuelle est plus crédible qu'une source organisationnelle.

Dans une série de reportages liés à la réforme des retraites, nous avons trouvé une certaine ambiguïté. L'ambiguïté des sources se manifeste d'abord dans certaines sources organisationnelles. Nous avons constaté que la description des sources rapportée se limite parfois à une organisation ou à un parti politique. En plus, l'ambiguïté des sources se reflète également dans les sources « anonymes ». Il existe de nombreuses sources identifiées par des articles indéfinis, comme « un député » et « un élu » ... Cette description est précise jusqu'au niveau individuel, mais ne fournit pas d'informations spécifiques sur cet individu. Par exemple, les différentes sources d'information suivantes correspondent à différents degrés de crédibilité :

(8) *À Belfort comme en Alsace, d'autres députés diront probablement non. « Ce sont tous des amis de Bertrand », persifle un élu du groupe lassé par les « jeux d'ego de ceux qui font tout pour exister ».*

(9) *Les transports peu perturbés La CGT, dont le patron Philippe Martinez s'était prononcé pour des « grèves plus dures, plus nombreuses, plus massives, et reconductibles », a appelé les salariés des secteurs des transports et de l'industrie à débrayer pendant 24 heures.*

(10) *« C'est le président qui a mis le débat sur la table. Ce texte, il l'a porté, préparé et travaillé avec la première ministre, rappelle-t-on dans son entourage. La suite ne dépend plus de lui désormais puisque c'est devant le Parlement que le gouvernement défend la réforme. »*

(11) *Il compte en revanche rester en retrait sur le projet de loi immigration et sur la justice. « Le travail sur le régalién a été mené au long cours depuis le premier quinquennat, et cela commence à porter ses fruits », explique-t-on autour de lui.*

Dans le premier exemple, la source de l'information est un nom guidé par l'article indéfini « un élu ». Au lieu d'indiquer spécifiquement le nom et prénom, cela fait référence à un certain élu, une telle citation correspond à une crédibilité plutôt faible ; tandis que dans le second exemple, la source de l'information peut déjà correspondre à une entité réelle : Philippe Martinez, avec une qualification restrictive « Le patron de la

CGT » pour indiquer plus clairement le sujet de la source citée. Cette citation correspond alors à une crédibilité plus forte. En outre, en observant les 3^e et 4^e exemples, nous constatons que ces sources anonymes se manifestent particulièrement chez les membres du gouvernement, en particulier lorsqu'il s'agit de décrire le président et le premier ministre, des sources anonymes comme « son entourage », « explique-t-on autour de lui », « un poids lourd du camp présidentiel » apparaissent fréquemment dans les articles. Dans la section suivante, nous aborderons un autre aspect des citations : la forme de leur retranscription.

5.1.2 Modes des citations

Dans la section précédente, notre analyse des sources d'information se concentrait principalement sur l'identification de l'origine et la crédibilité des sources. Cette section se penche davantage sur l'analyse des citations elles-mêmes. Cela inclut deux aspects : d'abord, l'une des méthodes principales d'analyse des citations est la détermination de la manière dont les propos sont présentés. Le linguiste britannique Leech et Short ont proposé un modèle de présentation du discours rapporté dans *Style in Fiction* (1981), où ils racontaient en détail les façons de présenter les propos, à savoir : le discours direct, le discours indirect, le discours direct libre, le discours indirect libre et le rapport de pensée narrée. Dans le domaine de l'ACD, Fairclough (1995a :55) soutient que, pour répondre à différents besoins d'expression, les modes de reportage peuvent être divisés en quatre types : le discours direct (DD), le glissement du discours direct (DDS), le discours indirect (DI), et le discours non marqué (UNSIG). Le soi-disant « glissement du discours direct » fait référence au phénomène où, bien que le propos soit généralement présenté de manière indirecte, certains mots sont cités directement. Par exemple :

(12) *Emmanuel Macron a-t-il dit qu'elle était « juste et responsable ».*

(13) *Les membres du Sénat attendent eux aussi de retravailler le projet de loi du gouvernement. Ils ne souhaitent pas non plus se livrer au même « cirque » - dicit Patrick Kanner - que les Insoumis lors des débats à l'Assemblée nationale.*

Dans cette étude, nous avons principalement pris en considération l'utilisation du discours direct et du glissement du discours direct, parce qu'après avoir examiné les

citations extraites, nous avons constaté que la plupart des articles présentent des phénomènes des deux modes, par exemple :

(14) *Le géant TotalEnergies, qui opère plus de la moitié des raffineries et un tiers des stations-service en France, rappelle que ses différents stocks se trouvent à un « niveau élevé » et que ses « équipes sont mobilisées pour faire face à une demande qui pourrait être plus soutenue que d'habitude ».* (DDS)

(15) « Certes, nous avons eu du 44.3, du 49.3, du 47.1 et l'ensemble de ces mécanismes du parlementarisme rationalisé n'est jamais arrivé sous la Ve République en moins de quinze jours, avance Anne-Charlène Bezzina. » (DD)

(16) *Le Telegraph, quotidien britannique, se demande même si cette réforme n'a pas fait d'Emmanuel Macron « un canard boiteux ».* (DDS)

(17) « C'est ignoble, se scandalise un riverain du 15e arrondissement, côté Seine. L'état de notre quartier est déplorable. » (DD)

Ces informations démontrent que l'utilisation du discours direct, ou le glissement du discours direct pour citer d'autres propos à différents niveaux linguistiques, est très fréquent dans les reportages du Figaro. Et c'est possible de trouver que les auteurs préfèrent présenter les paroles des autres directement entre guillemets dans le texte : le discours direct occupe une position absolument dominante dans les formes de reportage. Par observation, la plupart des corpus, lorsqu'ils citent, transportent directement l'original dans différents composants linguistiques, que ce soit un mot, une phrase ou une donnée. En comptabilisant le nombre de citations, nous avons découvert que chaque article comportait environ 7 citations ou plus de ce genre.

Dans cette section, nous avons décrit en détail l'intertextualité des reportages du Figaro sur la réforme des retraites, en ce qui concerne les modes de reportage et les sources de reportage. Sur cette base, nous pouvons naturellement introduire le contenu du chapitre suivant – l'étape d'interprétation. Nous examinerons en profondeur les usages spécifiques de ces sources et modes de citation, ainsi que les stratégies de communication et les intentions de construction du discours qui se cachent derrière eux.

5.2 Interprétation : une lecture plus profonde de l' intertextualité

À partir des données et des descriptions des références abordés dans la section précédente, nous avons acquis une compréhension initiale des citations dans les reportages du Figaro. Dans cette section, nous allons pousser notre analyse plus loin, en étudiant les phénomènes observés à travers les mêmes critères : les sources des citations et la manière dont elles sont intégrées. Masi nous examinerons en détail les traits et les normes qui régissent la diffusion de ces discours et leur rôle dans les pratiques sociales.

D'abord, en ce qui concerne les modes de référence, nous avons constaté que *le Figaro* privilégie l'utilisation de discours directs pour citer les propos, ce qui permet ainsi aux différents agents sociaux et politiques d'exprimer leurs points de vue dans leurs propres mots, plutôt que d'être déconstruits ou reformulés par le média. Cette méthode réduit dans une certaine mesure l'influence de la subjectivité des rédacteurs, rendant les reportages plus proches du contexte et de l'intention des discours originaux. Par ailleurs, l'utilisation de discours directs offre aux lecteurs un accès direct aux sources d'information, diminuant les risques de distorsion et de malentendu durant le processus de transmission des idées. Cette transparence crée un flux d'information plus clair, permettant aux lecteurs de construire leur propre compréhension et position sur la base du contenu discursif original, ce qui est essentiel pour développer une pensée critique. Ainsi, *le Figaro* ne se contente pas de diffuser des informations, mais stimule également l'engagement public dans les débats sur la réforme des retraites, encourageant une participation sociale plus large et une pratique démocratique.

Ensuite, en revisitant la classification des sources citées, nous observons que les gouvernements et les institutions législatives dominent les citations, soulignant la prédominance du discours officiel dans les reportages sur la réforme des retraites. Cette tendance ne reflète pas tant une question d'autorité mais plutôt la part importante qu'occupe le discours officiel dans l'espace public. Avec 27 % des citations provenant de partis politiques, il est clair que les acteurs politiques jouent un rôle déterminant dans les débats publics. L'intégration de multiples courants politiques montre la diversité des opinions entourant la réforme. Par ailleurs, les syndicats, qui représentent 13% des citations, soulignent leur influence notable et l'importance des questions ouvrières dans les discussions sur les politiques sociales. L'incorporation des voix d'organisations non gouvernementales, comme d'instituts de recherche et du public témoigne de l'effort du Figaro pour assurer une couverture à la fois complète et objective de la société. La faible

présence de citations d'autres médias, malgré une proportion de 2%, met en valeur une indépendance et objectivité de leur journalisme. *Le Figaro* tente ainsi de créer un espace de discussion polyphonique où diverses opinions et perspectives sont présentées et se dialoguent, permettant aux lecteurs d'accéder à des points de vue variés.

Nous avons également observé une nette prédominance des citations provenant de la droite politique dans les reportages du Figaro. Ce choix éditorial met en lumière une tendance à privilégier les voix et perspectives issues des milieux conservateurs, notamment à travers une couverture approfondie des leaders, députés et institutions de droite. Cette orientation pourrait révéler une inclinaison politique dans la manière de présenter les informations. En outre, autour des descriptions du « président » et du « premier ministre », les sources sont souvent anonymes. Cela peut être interprété comme suit : D'une part, cet anonymat peut servir de bouclier pour les informateurs, leur permettant de partager des points de vue internes ou des informations délicates sans se compromettre publiquement. D'autre part, l'utilisation de sources anonymes reflète également une stratégie éditoriale des journalistes. *Le Figaro*, en tant que média, peut choisir de citer anonymement pour accroître le mystère ou l'attrait des reportages, incitant ainsi les lecteurs à prêter davantage attention au contenu des articles. Enfin, la représentation indirecte des pensées et des actions du président à travers le prisme de sources tierces offre une fenêtre subtile sur ses orientations politiques et ses qualités personnelles, sans nécessiter de citations directes. Cette approche minimise les risques de confrontation directe avec des personnalités politiques, tout en façonnant l'image des leaders de manière plus nuancée et potentiellement objective. Cela souligne l'effort du Figaro pour maintenir une certaine mesure d'équilibre et de profondeur dans ses reportages, en naviguant habilement entre révélation d'informations sensibles et protection de ses sources.

En somme, à travers une analyse des phénomènes d'intertextualité dans les reportages du Figaro sur la réforme des retraites, nous pouvons voir que le choix des sources d'information et les modes de citation reflètent non seulement la stratégie de reportage et les objectifs médiatiques mais révèlent également le rôle des médias dans la formation du débat public sur les sujets d'intérêt général.

5.3 Explication : fonctionnement de l'intertextualité du point de vue politique

Dans l'analyse précédente, nous avons exploré en profondeur les caractéristiques de l'intertextualité dans les reportages du Figaro sur la réforme des retraites, y compris

la diversité des sources et les modes préférés pour les citations. Nous abordons maintenant la dernière phase de notre analyse – l’explication, qui vise à interpréter les facteurs idéologiques et les fonctions des pratiques sociales derrière le phénomène de l’intertextualité.

D’abord, l’utilisation des discours rapportés montre le pouvoir discursif du *Figaro* dans la formation des sujets publics et des débats. En sélectionnant certaines sources et modes de référence, *le Figaro* ne détermine pas seulement quelles voix sont entendues et lesquelles sont marginalisées, mais influence également la perception publique et l’attitude envers la question de la réforme. En citant diverses voix, telles que celles du gouvernement, des institutions législatives, des partis politiques, des syndicats et du grand public, *le Figaro* a construit une plateforme de discussion multidimensionnelle. Cela témoigne de la capacité du journal à remplir sa mission médiatique en offrant au lecteur l’opportunité de comprendre les problématiques sous plusieurs angles, tout en favorisant un débat public plus approfondi et complet. Les lecteurs peuvent ainsi accéder aux positions officielles tout en entendant les voix des groupes marginalisés, ce qui est crucial pour les discussions publiques dans une société démocratique. Cependant, globalement, les sources de citations présentent des traces évidentes de sélection et de mise en avant, notamment en ce qui concerne la référence prioritaire du discours officiel, reflétant non seulement une attention portée aux actions gouvernementales mais aussi l’interaction entre les médias et les structures de pouvoir. En privilégiant largement le gouvernement et les institutions législatives dans son espace discursif, le journal a, dans une certaine mesure, amplifié l’influence de la position officielle auprès du public. Cette approche a en même temps potentiellement réduit la visibilité des voix opposées à la réforme des retraites.

Ces choix éditoriaux ne semblent pas anodins; ils reflètent clairement la ligne politique du *Figaro* et les attentes de ses lecteurs : par le biais de citations fréquentes de points de vue de partis de droite, la couverture du *Figaro* sur ce sujet révèle une tendance politique évidente. La sélection préférentielle de la droite ne montre pas seulement comment les médias peuvent façonner le cadre de discussion des sujets publics par des pratiques discursives sélectives, mais reflète également le rôle et la position des médias dans l’écosystème politique. *Le Figaro*, généralement considéré comme un média inclinant vers la droite, reflète souvent dans ses reportages le conservatisme, l’économie de marché libre et le soutien aux valeurs traditionnelles. Cette inclinaison politique a un impact direct sur le choix de ses sources et le contenu de ses références. Enfin, en

termes d'angle de reportage et de cadre, *le Figaro* met indirectement l'accent, à travers le contenu de certaines citations, sur l'importance de la réforme des retraites pour assurer la durabilité du système de protection sociale et renforcer la compétitivité économique du pays. En citant les points de vue du président, des économistes et des fonctionnaires gouvernementaux sur la nécessité incontournable de la réforme, le reportage du Figaro crée subtilement un cadre narratif où la réforme apparaît comme une étape positive et nécessaire. Ce cadre correspond aux principes fondamentaux de la politique de droite.

Pour conclure, *le Figaro*, en citant diverses voix et perspectives, tente de construire un espace de discussion pluraliste autour du sujet de la « réforme des retraites ». Cependant, la sélection de ces citations peut également révéler une inclination politique et une position médiatique. Par conséquent, il est impératif que les lecteurs adoptent une attitude critique à l'égard de ces caractéristiques d'intertextualité médiatique, en restant vigilants sur les sources afin d'acquérir une compréhension plus complète et objective.

CONCLUSION

Cette recherche a démontré l'importance de l'analyse critique du discours (ACD) dans l'étude des médias en utilisant le cadre tri-dimensionnel de Fairclough pour examiner la couverture de la réforme des retraites par *Le Figaro* en 2023. Notre exploration a révélé comment le discours médiatique façonne la perception publique à travers des choix linguistiques spécifiques, l'utilisation de métaphores et des stratégies intertextuelles, mettant en lumière les idéologies sous-jacentes.

Notre recherche a d'abord posé ses fondements sur une base théorique solide, avec la présentation globale et complète des notions et principes clés de l'ACD. Nous avons aussi exploré les dimensions du discours médiatique à travers la lentille du modèle de Fairclough. Cette perspective théorique a guidé notre analyse du matériel dans les chapitres qui suivent, en identifiant comment les textes sont façonnés par des pratiques sociales. Ensuite, étant donné l'importance cruciale des choix des textes représentatifs qui reflètent la diversité et la complexité du débat sur notre sujet, nous avons minutieusement décrit le processus de la construction du corpus avant d'entamer les analyses expérimentales. De plus, nous avons aussi intégré le contexte social approfondi du sujet traité, soit la réforme des retraites 2023 en France, ce qui sert à ancrer nos analyses dans la réalité concrète.

Après avoir établi les bases théoriques et contextuelles, nous avons tiré trois aspects linguistiques qui méritent nos efforts. Le premier aspect concerne l'investigation lexicale des articles. L'examen des mots-clés et de leur fréquence révèle une complexité des groupes sociaux autour de cet événement, ainsi qu'une préférence pour la construction du leadership politique, illustré par l'usage répété de noms de dirigeants du pays. En plus, Les préoccupations des partis politiques de droite et des questions économiques reflètent indirectement le fait que *Le Figaro* adopte une perspective qui, tout en se voulant neutre, tend vers un soutien subtil au sujet traité.

Dans le quatrième chapitre, nous avons effectué l'analyse des métaphores et avons synthétisé et interprété les phénomènes métaphoriques dans les reportages, constatant que les métaphores de « guerre » dominent largement et que c'est une « guerre » à affronter par le gouvernement et les leaders. L'application des métaphores de voyage introduit une vision plus neutre et constructive, invitant à percevoir la réforme comme un parcours semé d'embûches mais porteur d'espoir. Cette réalité souligne la capacité

de *Le Figaro* à naviguer entre neutralité apparente et soutien implicite aux initiatives gouvernementales, en ligne avec son orientation politique de centre-droit.

Enfin, dans le cadre de notre analyse sur l'intertextualité, nous avons méticuleusement examiné l'intégration des citations et des références dans les articles du Figaro relatifs à la réforme des retraites. Notre investigation s'est articulée autour de plusieurs dimensions cruciales : le mode de présentation des citations, l'origine des sources citées, et la crédibilité attribuée à ces dernières. Nos observations mettent en lumière une nette prédominance du discours officiel, manifestant un intérêt prononcé pour les déclarations issues de positions politiques de centre-droit, ainsi qu'une description fonctionnelle des anonymes. De plus, une préférence marquée pour le discours direct comme mode de citation a été notée. Ces éléments ensemble illustrent l'effort du journal pour fournir une couverture nuancée et détaillée de la thématique, en s'efforçant d'équilibrer habilement les diverses opinions et idéologies qui animent le débat public autour de cette réforme cruciale.

Cette recherche s'est principalement concentrée sur l'aspect linguistique, visant à révéler des informations interdisciplinaires telles que l'idéologie. Nos découvertes montrent une inclination du Figaro vers la droite politique et une position "neutre" ou implicitement favorable à la réforme. Ceci reflète sa nature de journal traditionnellement aligné sur le centre-droit en France, et souligne la contestation généralisée de la réforme des retraites ainsi que la désunion au sein des partis de droite concernant cette réforme.

Notre recherche présente certaines limitations. Une étude comparative avec d'autres journaux français de différents bords politiques, ou une analyse comparée entre les médias français et étrangers, pourrait enrichir notre compréhension des discours médiatiques autour de la réforme. De plus, notre corpus était relativement restreint, principalement en raison de la complexité des calculs manuels pour analyser les aspects sémantiques profonds tels que les citations et les métaphores. Toutefois, l'évolution des LLMs (comme GPT4, Mistral, Llama2) offre une perspective prometteuse pour l'expansion future de notre corpus et l'approfondissement de notre analyse.

En somme, notre étude cherche à enrichir la compréhension de la relation entre *Le Figaro* et la réforme des retraites, et par extension, à explorer les interactions entre la presse et les idéologies sociales. Avec les données linguistiques récoltées, nous espérons offrir une perspective sur le sujet traité et contribuer à l'avancement des études linguistiques et sociales françaises.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES en français / anglais:

- [1] Benveniste É. Problèmes de linguistique générale [M]. Les Etudes Philosophiques, 1966, 21(3).
- [2] Chouliaraki L, Fairclough N. Discourse in late modernity: Rethinking critical discourse analysis[M]. Edinburgh university press, 2021.
- [3] Charaudeau P, Maingueneau D, Adam J M. Dictionnaire d'analyse du discours[M], 2002.
- [4] Fairclough N. Critical discourse analysis: The critical study of language[M]. Routledge, 1995a.
- [5] Fairclough N. Language and power[M]. Routledge, 2013.
- [6] Fairclough N. Discourse and social change[M]. 1992.
- [7] Foucault M, Mailänder E. Surveiller et punir[M]. na, 1975.
- [8] Fowler R, Hodge B, Kress G, et al. Language and control[M]. Routledge, 2018.
- [9] Halliday M A K, Matthiessen CMIM. Halliday's introduction to functional grammar[M]. Routledge, 2013.
- [10] Stubbs M. Text and corpus analysis: Computer-assisted studies of language and culture[M]. Oxford: Blackwell, 1996.
- [11] Van Dijk TA. News as discourse[M]. Routledge, 2013.

OUVRAGES en chinois:

- [1] 田海龙,赵芑.批评性语篇分析 经典阅读[M].南开大学出版社,2012.
- [2] 胡壮麟.系统功能语法概论[M].湖南教育出版社,1989.
- [3] 王秀丽. 法语语言学教程[M]. 外语教学与研究出版社, 2006.
- [4] 杨惠中, 卫乃兴. 语料库语言学导论[M]. 上海外语教育出版社, 2002.

ARTICLES en français / anglais :

- [1] Aebischer Verena. 1983. « Le pouvoir du mot », *Langage et société*, n°25, pp. 75-85.
- [2] Amoussou F, Allagbe A A. Principles, theories and approaches to critical discourse analysis[J]. *International Journal on Studies in English Language and Literature*, 2018, 6(1): 11-18.
- [3] Charteris-Black J. Critical metaphor analysis[J]//*Corpus approaches to critical metaphor analysis*. London: Palgrave Macmillan UK, 2004: 243-253.
- [4] Daantos J. Representation Of Women In Philippine President Rodrigo Roa Duterte's 2016-2019 Speeches: A Corpus-Based Critical Discourse Analysis[D]. University of Saskatchewan, 2020.
- [5] Des Pratiques Socio-numériques O. Débattre coûte que coûte La réforme des retraites et ses critiques[J]. 2023.
- [6] Fairclough N. Discourse and text: Linguistic and intertextual analysis within discourse analysis[J]. *Discourse & society*, 1992, 3(2): 193-217.
- [7] Fairclough, N. & Wodak, R. Critical Discourse Analysis [J]. *Discourse Studies*, London:Sage, 1997:258-284
- [8] Kandil M A. The Israeli-Palestinian conflict in American, Arab, and British media: Corpus-based critical discourse analysis[J]. 2009.
- [9] Kim K H. Examining US news media discourses about North Korea: A corpus-based critical discourse analysis[J]. *Discourse & Society*, 2014, 25(2): 221-244.
- [10] KhosraviNik M. The representation of refugees, asylum seekers and immigrants in British newspapers: A critical discourse analysis[J]. *Journal of language and Politics*, 2010, 9(1): 1-28.
- [11] Kress G. Critical discourse analysis[J]. *Annual review of applied linguistics*, 1990, 11: 84-99.
- [12] Kristeva J. Le mot, le dialogue et le roman, *Semeiotike*[J]. *Recherches pour une sémanalyse*, 1969: 82-112.
- [13] Liu M, Yan J, Yao G. Themes and ideologies in China's diplomatic discourse—a corpus-assisted discourse analysis in China's official speeches[J]. *Frontiers in Psychology*, 2023, 14: 1278240.
- [14] Moirand S. L'impossible clôture des corpus médiatiques La mise au jour des observables entre catégorisation et contextualisation[J]. *Tranel. Travaux Neuchâtelois de Linguistique*, 2004 (40): 71-92.

- [15] Moirand S. Formes discursives de la diffusion des savoirs dans les médias[J]. Hermès, 1997 (1): 33-44.
- [16] Mcclellan BV. Environmental leader or cult leader? : A Critical Discourse Analysis of French and US representation of GRETA THUNBERG and climate change discourse[j]. 2020.
- [17] Nartey M. Centering marginalized voices: a discourse analytic study of the Black Lives Matter movement on Twitter[J]. Critical Discourse Studies, 2022, 19(5): 523-538.
- [18] Rabate S, Rochut J. Employment and substitution effects of raising the statutory retirement age in France[J]. Journal of Pension Economics & Finance, 2020, 19(3): 293-308.
- [19] Sharififar M, Rahimi E. Critical discourse analysis of political speeches: A case study of Obama's and Rouhani's speeches at UN[J]. Theory and Practice in Language studies, 2015, 5(2): 343.
- [20] Tiruneh D, Baye G, Dubi Y B. A critical discourse analysis of COVID-19 in Ethiopia: Rethinking the past and defining the present[J]. Journal of Language and Literature, 2020, 20(2): 318.
- [21] Van Dijk T A. Discourse semantics and ideology[J]. Discourse & society, 1995b, 6(2): 243-289.
- [22] Winiker A. " I'm afraid World War Three is inevitable": A Critical Discourse Analysis of German Social Media Comments on the Russo-Ukraine War[J]. 2023.
- [23] WIJAYA A R. *Le Monde* and *Le Figaro* Discourse on French's Bill of Anti Separatism: Critical Discourse Analysis[D]. Universitas Gadjah Mada, 2022.

Articles en chinois:

- [24] 陈晓令.奥巴马总统医疗改革演讲的批评话语分析[D].山东大学,2013.
- [25] 单胜江.新闻语篇的批评性话语分析[J].外语学刊, 2011,(06):78-81.
- [26] 丁建新,廖益清.批评话语分析述评[J].当代语言学,2001,(04):305-310.
- [27] 纪卫宁,辛斌.费尔克劳夫的批评话语分析思想论略[J].外国语文,2009,25(06):21-25.

- [28] 廖益清.批评话语分析综述[J].集美大学学报(哲学社会科学版),2000,(01):76-82.
- [29] 田海龙.政治语言研究:评述与思考[J].外语教学,2002(01):23-29.
- [30] 田海龙,赵芑.批评话语分析再思考——基于辩证唯物主义的语言与社会关系研究[J].当代语言学,2017,19(04):494-506.
- [31] 田海龙.趋于质的研究的批评话语分析[J].外语与外语教学,2013(04):6-10.DOI:10.13458/j.cnki.flatt.003924.
- [32] 邵斌,回志明.西方媒体视野里的“中国梦”——一项基于语料库的批评话语分析[J].外语研究,2014(06):28-33.DOI:10.13978/j.cnki.wyyj.2014.06.006.
- [33] 汪徽,辛斌,程儒雅.新闻语篇中隐喻的建构作用研究——美媒“美国退出 TPP”报道的批评隐喻分析[J].北京第二外国语学院学报,2022,44(06):68-90.
- [34] 武建国.批评性话语分析:争议与讨论[J].外语学刊,2015(02):76-81.DOI:10.16263/j.cnki.23-1071/h.2015.02.014.
- [35] 辛斌,高小丽.批评话语分析:目标、方法与动态[J].外语与外语教学,2013,(04):1-5+16.DOI:10.13458/j.cnki.flatt.003923.
- [36] 毛浩然,徐赳赳.话语、权力及其操纵——《话语与权力》评述[J].外国语,2009(5):91—92.
- [37] 徐玉苏,钱毓芳.中美贸易战社交媒体话语的情感倾向及主题焦点研究[J].外语教学理论与实践,2022,(02):85-93.
- [38] 辛斌,高小丽.批评话语分析:目标,方法与动态[J].外语与外语教学,2013,4:1-5.
- [39] 原蓉,王佳宇.2022 年国内批评话语分析研究综述[J].话语研究论丛,2023,(01):155-171.
- [40] 武建国,李玢桥.批评隐喻分析:前沿与展望[J].外语与外语教学,2023,(04):87-97+149.DOI:10.13458/j.cnki.flatt.004956.
- [41] 张瑞华,李顺然.国内基于语料库的批评话语分析研究综述[J].当代外语研究,2020,(06):101-110+5.

ANNEXE 1

1. Glossaire

ID	Terme	Traduction	Définition
1	Algorithme	算法	Ensemble ordonné d'opérations systématiques permettant de donner la solution à un problème.
2	Analyse de sentiment	情感分析	Technique d'analyse de texte visant à détecter l'orientation affective des opinions.
3	Balises	标签	Éléments de marquage pour la structuration et la présentation dans les documents HTML ou XML.
4	Bibliothèque Python	Python 库	Collection de modules et fonctions réutilisables pour développer des applications Python.
5	Chaîne de caractères	字符串	Séquence de lettres, chiffres et autres symboles traités comme une entité textuelle simple.
6	CSV	逗号分隔值文件	Format de fichier texte utilisé pour représenter des données sous forme de tableau.
7	Distribution normale	正态分布	Loi qui définit une représentation de données selon laquelle la plupart des valeurs sont regroupées autour de la moyenne et les autres s'en écartent symétriquement des deux côtés.
8	Encodage	编码	Processus de transformation de l'information en un format spécifique pour le stockage ou la transmission.
9	Expressions régulières	正则表达	Une chaîne de caractères qui décrit, selon une syntaxe précise, un ensemble de chaînes de caractères possibles. Elles sont aussi appelées regex.
10	Fouille de textes	文本挖掘	Extraction d'informations pertinentes à partir de grandes quantités de textes numériques
11	GPT-4	GPT-4	Modèle d'intelligence artificielle de quatrième génération par OpenAI, conçu pour comprendre et générer du langage

			humain avec une précision et une adaptabilité remarquables, offrant des réponses diversifiées et complexes.
12	Linguistique de corpus	语料库语言学	Étude du langage à travers de grands ensembles de textes numérisés (corpus).
13	Lemmatisation	词形还原	Processus de réduction des mots à leur forme de dictionnaire ou lemme.
14	Lemme	词元	Forme canonique ou de base d'un mot utilisée dans les dictionnaires.
15	LDA	潜在狄利克雷分配	Modèle statistique utilisé en traitement automatique du langage naturel pour découvrir des sujets cachés à partir d'un ensemble de documents textuels.
16	Llama2	Llama2	Intelligence artificielle développée par Meta, c'est un modèle LLM qui vise à comprendre et générer du texte, mettant l'accent sur l'accessibilité et l'efficacité tout en minimisant les coûts de calcul.
17	LLM	大语言模型	« Large language model » en anglais. C'est un modèle ou un système d'intelligence artificielle conçu pour comprendre, générer et interagir en langage humain à grande échelle.
18	Mistral	Mistral	Top modèle LLM développé par des chercheurs français, avec un accent particulier sur l'adaptabilité aux spécificités linguistiques et culturelles
19	Modélisation thématique	主题建模	Technique de découverte automatique des thèmes principaux dans un grand corpus textuel.
20	Modèle	模型	Représentation simplifiée utilisée pour simuler et analyser des phénomènes complexes.
21	Parser	解析器	Outil ou processus d'analyse syntaxique de texte pour la structure grammaticale.
22	Python	Python	Langage de programmation de haut niveau, interprété et polyvalent.
23	Script	脚本	Programme écrit dans un langage de script, souvent pour automatiser des tâches informatiques.

24	SpaCy	SpaCy	Bibliothèque Python pour le traitement avancé du langage naturel.
25	Statistiques textuelles	文本统计	Analyse quantitative des propriétés et structures dans les textes.
26	Stopwords	停用词	Mots courants filtrés avant le traitement du langage naturel.
27	Structuration	结构化	Organisation et mise en forme de données ou de textes selon des règles précises.
28	Textométrie	文本计量学	Mesure et analyse statistique des textes et de leurs propriétés.
29	TF-IDF	词频-逆文档频率	Mesure statistique pour évaluer l'importance d'un mot dans un corpus.
30	Token	标记	Instance d'une séquence de caractères dans un texte qui est regroupée comme un élément utile pour le traitement.
31	Tokenization	分词	Processus de découpage d'un texte en morceaux, ou tokens.
32	UTF-8	UTF-8	Encodage de caractères universel sur 8 bits permettant de représenter chaque lettre et symbole.
33	XML	XML	Langage de balisage extensible pour la création de documents avec une structure hiérarchique.

2. Script pour la structuration de données en XML

```
import os
import xml.etree.ElementTree as ET
from xml.dom.minidom import parseString
from datetime import datetime
import re

def parse_document(file_path):
    doc = {}
    with open(file_path, 'r', encoding='utf-8') as file:
        lines = file.readlines()
        doc['titre'] = lines[0].split(maxsplit=1)[1].strip() if
len(lines) > 0 else ""
        doc['ddp'] = lines[1].split(maxsplit=1)[1].strip() if len(lines) >
1 else ""
```

```

        doc['auteur'] = lines[2].split(maxsplit=1)[1].strip() if
len(lines) > 2 else ""
        doc['contenu'] = ""
        contenu = ' '.join(line.strip() for line in
lines[3:]).split(maxsplit=1)[1].strip() if len(lines) > 3 else ""
        doc['contenu'] = re.sub(r'\s+', ' ', contenu)
    return doc

def create_document_element(doc, index):
    document = ET.Element("article", index=str(index))
    for key, value in doc.items():
        child = ET.Element(key)
        child.text = value
        document.append(child)
    return document

def docs_to_xml(folder_path):
    documents = []
    for file_name in os.listdir(folder_path):
        if file_name.endswith(".txt"):
            file_path = os.path.join(folder_path, file_name)
            doc = parse_document(file_path)
            documents.append(doc)

    # 按照日期排序文档
    documents.sort(key=lambda x: datetime.strptime(x['ddp'], "%Y-%m-%d"))

    root = ET.Element("corpus")
    for index, doc in enumerate(documents, start=1):
        document_element = create_document_element(doc, index)
        root.append(document_element)

    tree = ET.ElementTree(root)
    xml_str = ET.tostring(tree.getroot(), 'utf-8')
    pretty_xml_as_string = parseString(xml_str).toprettyxml(indent="    ")

    with open("news_documents.xml", "w", encoding="utf-8") as f:
        f.write(pretty_xml_as_string)

folder_path = "structured_corpus"
docs_to_xml(folder_path)

```

3. Script pour l'extrait et l'enregistrement des 30 mots les plus fréquents

```

import xml.etree.ElementTree as ET
import spacy
from collections import Counter
import pandas as pd

# Spécifier le chemin du fichier XML
file_path = 'corpus.xml'

# Charger le fichier XML
tree = ET.parse(file_path)
root = tree.getroot()

```



```

# combiner tous les textes des articles en un seul texte
combined_text = " ".join(article.find('contenu').text for article in
root.findall('.//article') if article.find('contenu') is not None)

# Charger le modèle de langue française de spaCy
nlp = spacy.load("fr_core_news_sm")

custom_stop_words = list(nlp.Defaults.stop_words) + ['être', 'faire',
'il', 'falloir', 'pouvoir', 'vouloir', '-t']
for word in custom_stop_words:
    nlp.vocab[word].is_stop = True

# Définir une fonction pour traiter le texte
def process_text(text):
    doc = nlp(text.lower())
    tokens = []
    for token in doc:
        # Filtrer les stopwords, la ponctuation, les espaces et les
nombres
        if not token.is_stop and not token.is_punct and not
token.is_space and not token.like_num:
            # lemmatisation
            lemma = token.lemma_
            # Filtrer les mots vides personnalisés
            if lemma not in custom_stop_words:
                tokens.append(lemma)
    return tokens

def get_top_n_words(text, n=30):
    # Traiter le texte
    tokens = process_text(text)
    # Compter la fréquence de chaque mot
    word_freq = Counter(tokens)
    # Récupérer les n mots les plus fréquents
    top_n_words = word_freq.most_common(n)
    return top_n_words

# Récupérer les 30 mots les plus fréquents
top_30_words = get_top_n_words(combined_text, 60)

# Créer un DataFrame à partir des données
df = pd.DataFrame(top_30_words, columns=['Word', 'Frequency'])

# Spécifier le chemin du fichier de sortie
output_file_path = 'top_words_frequency.csv'

# Enregistrer le DataFrame dans un fichier CSV
df.to_csv(output_file_path, index=False)

```

4. Script pour trouver les co-occurrences les plus fréquentes d'un mot cible

```

import xml.etree.ElementTree as ET
import re
from collections import Counter

```

```

# Charger le fichier XML
tree = ET.parse('neeee_corpus.xml')
root = tree.getroot()

# Créer une liste pour stocker tous les textes
all_texts = []

# Récupérer tous les textes des articles
for contenu in root.findall('.//contenu'):
    text = contenu.text
    if text:
        # Supprimer les balises HTML
        text = re.sub(r'<[^>]+>', '', text)
        all_texts.append(text)

# Définir le mot cible et la taille de la fenêtre
target_word = 'réforme'
window_size = 5
co_occurrences = Counter()

for text in all_texts:
    # Diviser le texte en tokens
    tokens = text.split()

    # Parcourir les tokens
    for i, token in enumerate(tokens):
        if token == target_word:
            # Récupérer le contexte
            start = max(0, i - window_size)
            end = min(len(tokens), i + window_size + 1)
            context = tokens[start:i] + tokens[i+1:end]

            # Mettre à jour le compteur de co-occurrences
            co_occurrences.update(context)

# Récupérer les 20 co-occurrences les plus fréquentes
most_common_co_occurrences = co_occurrences.most_common(20)

for word, count in most_common_co_occurrences:
    print(f"{word}: {count}")

```

5. Script pour prétraiter le corpus XML

```
import xml.etree.ElementTree as ET
import spacy

# Charger le modèle de langue française de spaCy
nlp = spacy.load("fr_core_news_sm")

# Ajouter des mots vides personnalisés
custom_stop_words = list(nlp.Defaults.stop_words) + ['être', 'faire',
'il', 'falloir', 'pouvoir', 'vouloir', '-t']
for word in custom_stop_words:
    nlp.vocab[word].is_stop = True

# Définir une fonction pour traiter le texte
def process_text(text):
    doc = nlp(text.lower())
    tokens = []
    for token in doc:
        if not token.is_stop and not token.is_punct and not token.is_space
and not token.like_num:
            lemma = token.lemma_
            if lemma not in custom_stop_words:
                tokens.append(lemma)
    return " ".join(tokens)

# charger le fichier XML
file_path = 'corpus.xml'
tree = ET.parse(file_path)
root = tree.getroot()

new_root = ET.Element("root")
for article in root.findall('.//article'):
    new_article = ET.SubElement(new_root, "article")
    for child in article:
        if child.tag != 'contenu':
            new_article.append(child)
    contenu = article.find('contenu')
    if contenu is not None:
        processed_text = process_text(contenu.text)
        new_contenu = ET.SubElement(new_article, "contenu")
        new_contenu.text = processed_text
```

```

new_tree = ET.ElementTree(new_root)
new_file_path = 'pretraite_corpus.xml'
new_tree.write(new_file_path, encoding="utf-8", xml_declaration=True)

```

6. Script pour trouver les thèmes dans le corpus avec LDA

```

import xml.etree.ElementTree as ET
import spacy
import pandas as pd
from sklearn.feature_extraction.text import CountVectorizer
from sklearn.decomposition import LatentDirichletAllocation
from collections import Counter

file_path = 'corpus.xml'

tree = ET.parse(file_path)
root = tree.getroot()
nlp = spacy.load("fr_core_news_md")
texts = []

for article in root.findall('.//article') :
    contenu = article.find('contenu')
    if contenu is not None:
        doc = nlp(contenu.text)
        nouns = [token.text for token in doc if token.pos_ == 'NOUN']
        texts.append(' '.join(nouns))

vectorizer = CountVectorizer(max_df=0.95, min_df=2)
dtm = vectorizer.fit_transform(texts)

lda = LatentDirichletAllocation(n_components=5, random_state=0)
lda.fit(dtm)

for index, topic in enumerate(lda.components_):
    print(f"Top words for topic #{index}")
    print([vectorizer.get_feature_names_out()[i] for i in topic.argsort()[-
20:]]
    print("\n")

```

7. Script pour extraire les concordances d'un mot cible

```
import xml.etree.ElementTree as ET
import spacy
import pandas as pd
import csv

nlp = spacy.load("fr_core_news_sm")

def extract_contexts(xml_file_path, target_word, window_size=20):
    tree = ET.parse(xml_file_path)
    root = tree.getroot()

    contexts = []
    for contenu in root.findall('.//contenu'):
        text = contenu.text
        if text:
            doc = nlp(text)
            tokens = [token.text for token in doc]
            for i, word in enumerate(tokens):
                if word.lower() == target_word.lower():
                    start = max(i - window_size, 0)
                    end = min(i + window_size + 1, len(tokens))
                    before = ' '.join(tokens[start:i])
                    after = ' '.join(tokens[i+1:end])
                    contexts.append((before, word, after))
    return contexts

def print_contexts(contexts):
    for i, (before, word, after) in enumerate(contexts[:30], 1):
        print(f"{i}. \nTexte avant: {before}\nMot: {word}\nTexte après: {after}\n")

def save_contexts_to_csv(contexts, csv_file_path):
    with open(csv_file_path, 'w', newline='', encoding='utf-8') as file:
        writer = csv.writer(file)
        writer.writerow(["Index", "Texte précédent", "Mot", "Texte suivant"])
        for i, context in enumerate(contexts, 1):
            writer.writerow([i] + list(context))

xml_file_path = 'corpus.xml'
csv_file_path = 'concordances_resultats/conc_guerre.csv'
```

```

contexts = extract_contexts(xml_file_path, 'guerre')
print_contexts(contexts)
save_contexts_to_csv(contexts, csv_file_path)

```

8. Script pour extraire les cooccurrences de niveau lexical

```

import xml.etree.ElementTree as ET
import spacy
from collections import Counter
import csv

nlp = spacy.load("fr_core_news_sm")
def extract_cooccurrences_with_context(xml_file_path, target_word,
window_size=5):
    tree = ET.parse(xml_file_path)
    root = tree.getroot()
    occurrences_with_context = []
    for contenu in root.findall('.//contenu'):
        text = contenu.text
        if text:
            doc = nlp(text)
            tokens = [token.text for token in doc]
            for i, word in enumerate(tokens):
                if word.lower() == target_word.lower():
                    start = max(i - window_size, 0)
                    end = min(i + window_size + 1, len(tokens))
                    before_context = tokens[start:i]
                    after_context = tokens[i+1:end]
                    occurrences_with_context.append((
                        " ".join(before_context),
                        word,
                        " ".join(after_context)
                    ))
    return occurrences_with_context

def save_cooccurrences_context_to_csv(occurrences_with_context,
csv_file_path):
    with open(csv_file_path, 'w', newline='', encoding='utf-8') as file:
        writer = csv.writer(file)
        writer.writerow(["mots avant", "mon central", "mots après"])
        for before_context, word, after_context in occurrences_with_context:
            writer.writerow([before_context, word, after_context])

```

```

xml_file_path = 'cleaned_corpus.xml'
csv_file_path = 'cooccurrences_forre.csv'

occurrences_with_context =
extract_cooccurrences_with_context(xml_file_path, 'réforme')
save_cooccurrences_context_to_csv(occurrences_with_context, csv_file_path)

```

9. Script pour compter le nombre de balises métaphoriques

```

import xml.etree.ElementTree as ET
tree = ET.parse('corpus_metaphore.xml')
root = tree.getroot()

guerre_count = len(root.findall('.//guerre'))
voyage_count = len(root.findall('.//voyage'))
maladie_count = len(root.findall('.//maladie'))
jeu_count = len(root.findall('.//jeu'))
catas_count = len(root.findall('.//catas'))

print(f"Number of <guerre_count> tags: {guerre_count}")
print(f"Number of <voyage_count> tags: {voyage_count}")
print(f"Number of <maladie_count> tags: {maladie_count}")
print(f"Number of <jeu_count> tags: {jeu_count}")
print(f"Number of <catas_count> tags: {catas_count}")

```

10. Script pour l'extrait des citations

```

import xml.etree.ElementTree as ET
import re
import csv

def extract_citations(text):
    """
    Extraire les citations d'un texte.
    """
    pattern = r'«(.*)»'
    return re.findall(pattern, text)

def main(xml_file_path, csv_file_path):

```

```

"""
    Extraire les citations de chaque article dans le fichier XML et les
    écrire dans un fichier CSV.
"""

tree = ET.parse(xml_file_path)
root = tree.getroot()
# Créer une liste pour stocker les citations
citations = []
# Parcourir tous les articles
for article in root.findall('article'):
    doc_id = article.get('index') # Récupérer l'ID du document
    content = article.find('contenu').text # Récupérer le contenu de
l'article
    if content:
        for citation in extract_citations(content):
            citations.append([doc_id, citation])

# Écrire les citations dans un fichier CSV
with open(csv_file_path, mode='w', newline='', encoding='utf-8') as
file:
    writer = csv.writer(file)
    writer.writerow(['Document ID', 'Citation Text'])
    for citation in citations:
        writer.writerow(citation)

if __name__ == "__main__":
    xml_file_path = 'corpus.xml'
    csv_file_path = 'citation_searched.csv'
    main(xml_file_path, csv_file_path)

```


ANNEXE 2

Le corpus complet est disponible sur le site suivant :

https://github.com/Simounawind/corpus_reforme_figaro

1. Extrait du corpus structuré

```
<article index="7">
  <titre>Des réformes précédentes marquées par les tensions</titre>
  <ddp>2023-01-12</ddp>
  <auteur>Dinah Cohen</auteur>
  <contenu>De 1995 à aujourd'hui, les tentatives de réformer les retraites ont souvent
donné lieu à de fortes mobilisations sociales. DE MÉMOIRE de parlementaires, le sujet de
la réforme des retraites a toujours été des plus explosifs. Parce qu'il est particulièrement
technique, mais aussi profondément humain, tant il touche à la vie des Français. Aujourd'hui
encore, la formule magique pour qu'un texte comme celui-ci passe sans embûche n'a pas été
trouvée. Certains insistent sur le besoin absolu de pédagogie, d'autres alertent sur la question
de la justice sociale. D'autres encore jouent sur la temporalité : plus vite une réforme arrive
dans un mandat, mieux elle passera auprès de la population. C'est le fruit des enseignements
tirés ces dernières années, durant lesquelles il a été difficile de s'attaquer à cet ambitieux
chantier sans engendrer de fortes tensions. L'exemple le plus marquant remonte à 1995. Élu
au mois de mai sur le thème de la « fracture sociale », Jacques Chirac active sans attendre
son gouvernement. Le « plan Juppé » - du nom du premier ministre d'alors - est annoncé dès
le 15 novembre. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une réforme des retraites, puisque le
projet comporte aussi un volet sur la Sécurité sociale. Mais c'est l'allongement de la durée de
cotisation dans la fonction publique - passant de 37,5 à 40 annuités pour que celle-ci s'aligne
avec le secteur privé -, qui imprime dans la population. L'opinion publique n'approuve pas
cette partie, les syndicats non plus. Pour certains, c'est même l'ensemble du texte qui pose
problème. Aussitôt, la fronde s'organise. Les premiers rassemblements se transforment en un
mouvement massif, soutenu par un front syndical uni. En première ligne figurent les
cheminots et les employés de la fonction publique, qui se livrent à des grèves d'ampleur.
Chaque jour, le rendez-vous est fixé au lendemain. Durant trois semaines, ni trains ni métros
ne circulent. La colère ne s'exprime pas qu'à Paris ; elle s'étend à Toulouse, Lille, Lyon ou
encore Marseille, où l'on compte jusqu'à 120 000 manifestants au plus fort de la contestation.
« On n'avait pas vu cela depuis Mai 68 », commentent les journalistes de l'époque. Le point
culminant est fixé au 12 décembre, avec deux millions de personnes mobilisées. « Il faut
recommencer à circuler, à travailler, car il en va de l'intérêt national », déclare alors Alain
Juppé. Sous la pression de Jacques Chirac, le premier ministre finit par plier, dépassé par
l'ampleur de la colère. Le pan Sécurité sociale est toutefois conservé. Un « sommet social »
avec les syndicats est aussi organisé à Matignon, et Alain Juppé s'y réjouit d'avoir fixé « une
nouvelle ambition (...) pour l'emploi en général ». Il emporte avec lui un début de soutien de
la CFDT, en rupture avec ses homologues. Une nouvelle tentative est opérée en février 2003.
Cette fois-ci, c'est bien un plan pour les retraites qui est porté par François Fillon, ministre
des Affaires sociales. Il prône une hausse progressive de la durée de cotisation allant jusqu'à
42 ans, et une harmonisation entre les secteurs public et privé. Le premier ministre Jean-
Pierre Raffarin en dévoile les contours, et présente un calendrier permettant un dialogue avec
les syndicats et partenaires sociaux. Ce dernier n'est toutefois pas suffisant. Dès le mois
d'avril débutent des grèves dans les établissements scolaires. Le 13 mai voit se tenir l'une des
plus grosses manifestations, appelées par l'ensemble des syndicats. Le ministre de l'Intérieur
dénombre alors 1,13 million de personnes dans les rues. Les transports sont à nouveau
```

paralysés, et les journées de mobilisation se multiplient. Mais l'exécutif ne plie pas. Au journal télévisé de TF1 le 28 mai, Jean-Pierre Raffarin est interrogé sur l'« impasse » dans laquelle il semble se trouver. Lui privilégie une approche politique, en insistant à de nombreuses reprises sur « la démocratie parlementaire » et les discussions qui sont sur le point de débiter. « Le Parlement va pouvoir s'exprimer. (...) Le Parlement est libre. (...) Le Parlement est ouvert, et le Parlement discute », martèle-t-il, en prônant une réforme « sage », « négociée » et surtout « progressive ». En témoigne le temps de cotisation prévu pour être relevé à 40 ans en 2008, mais dont la suite n'est pas fixée. « Après, nous verrons. Nous avons prévu qu'en 2012 il faudrait sans doute 41 ans, mais nous verrons », tempore le premier ministre. Dix-neuf jours de débats s'ouvrent dans l'Hémicycle. Les discussions sont électriques, la pression est palpable, mais la majorité dont dispose le gouvernement résiste et le texte est adopté à l'été. Sept ans plus tard, Éric Woerth, ministre du Travail, se frotte à cet épineux dossier. Il souhaite entre autres fixer, en 2018, l'âge légal de départ à 62 ans, et ce pour tous les salariés. Là encore, les syndicats se retrouvent dans les rues. Les sondages d'opinion montrent que les Français restent attachés au maintien de l'âge légal à 60 ans. La proposition ne figurait en plus pas dans le programme du candidat Sarkozy en 2007, et l'opposition virulente de la gauche est jugée légitime. Les manifestations s'étendent sur quatorze jours, pour atteindre un pic avec plus de 1 million de personnes. Là aussi, la majorité de droite tient la barre. Les parlementaires parviennent à faire adopter définitivement le projet de loi - dernier en date à apporter d'importantes modifications au système de retraites. Car le dernier essai, qui remonte à 2019, s'est conclu en échec. Pour contourner la contestation de ses opposants, Édouard Philippe active l'article 49.3 sur une réforme portant le régime « universel ». Le premier ministre se heurte par la suite au premier confinement, et se voit contraint d'abandonner un texte alors à l'origine d'importantes mobilisations sociales. Il faut recommencer à circuler, à travailler, car il en va de l'intérêt national</contenu>

</article>

<article index="12">

<titre>Au Parlement, un calendrier restreint</titre>

<ddp>2023-01-16</ddp>

<auteur>Wally Bordas</auteur>

<contenu>Le projet de loi sur les retraites, présenté en Conseil des ministres dans une semaine, doit être examiné en commission à l'Assemblée nationale au début du mois de février. À l'Assemblée, la réforme des retraites sera âprement débattue. Ce, dans un calendrier restreint. Alors qu'il sera présenté en Conseil des ministres dès le 23 janvier, le projet de loi sera examiné en commission à l'Assemblée nationale au début du mois de février, et débattu en séance publique dans l'Hémicycle dès le 6 février. À partir de là, comme pour tous les textes budgétaires - celui-ci étant présenté dans un projet de loi de financement de la Sécurité sociale rectificatif (PLFSSR) -, les parlementaires du Palais Bourbon et du Sénat disposeront en tout de 50 jours pour en débattre et l'amender. Dont 20 jours pour la première lecture à l'Assemblée nationale, examen en commission inclus, comme le veut l'article 47.1 de la Constitution. Un délai qui pourrait empêcher les Insoumis, qui envisagent de déposer des milliers d'amendements pour faire durer les débats et mobiliser dans les rues, d'obstruer trop longtemps les discussions. Un projet directement transmis en l'état au Sénat Car si, dans le délai de 20 jours accordés aux députés pour débattre du texte en première lecture, celui-ci n'est pas entièrement examiné, le projet de loi est alors directement transmis en l'état au Sénat, sans que le gouvernement n'ait besoin de passer en force en ayant recours à l'article 49.3 de la Constitution. Et sans que l'exécutif ne doive donc subir une énième motion de censure, cette fois-ci potentiellement plus dangereuse. «Si le texte n'est pas voté en première lecture, nous pourrions immédiatement pointer du doigt LFI et leur stratégie d'obstruction systématique», décrypte un poids lourd du camp présidentiel, qui veut penser que «grâce à cette disposition constitutionnelle» la réforme pourrait avancer «sans trop d'encombres» au Parlement. Trouver un accord au sein d'une commission mixte paritaire Si ce scénario se vérifiait, le projet de loi partirait ensuite au Sénat, où les parlementaires de la Chambre haute, à majorité LR, votent chaque année une réforme des retraites en de nombreux points similaires à celle-ci. Il serait alors adopté sans trop de problèmes - sauf

surprise de dernière minute - au vu de la position affichée par le patron des sénateurs LR, à la tête du plus gros groupe au Sénat. «Je ne vois pas comment on peut ne pas voter une réforme attendue depuis des années», a répété à plusieurs reprises Bruno Retailleau, ces derniers jours. Alors, il n'y aurait plus qu'à trouver un accord au sein d'une commission mixte paritaire (CMP). Et le consensus ne serait pas difficile à obtenir, si l'on en croit les positions des uns et des autres. «Sénateurs de droite et députés de la majorité seront en supériorité numérique en CMP, ce qui permettra facilement de trouver un point d'atterrissage au vu du deal entre Les Républicains et Élisabeth Borne», analyse un député Renaissance. Valider le texte Ensuite, si tout se passe comme prévu, les députés n'auraient plus qu'à valider le texte issu de la CMP lors d'un vote solennel en seconde lecture à l'Assemblée nationale. Et l'exécutif devrait pouvoir trouver une majorité, après l'accord passé avec Les Républicains - et malgré les réticences d'un certain nombre de députés LR. Mais pour tous, la méfiance est de mise. «Un plan qui se déroule parfaitement, pour une réforme de cette ampleur, ça n'arrive jamais. Il y aura forcément des péripéties», anticipe cette parlementaire du camp Macron.</contenu>

</article>

<article index="43">

<titre>la droite contrainte de débattre sur une ligne de crête</titre>

<ddp>2023-01-30</ddp>

<auteur>Emmanuel Galiero</auteur>

<contenu>Perturbés par leurs divisions internes sur la réforme, Les Républicains anticipent tous les scénarios. Les députés Les Républicains ont déposé près de 633 amendements au projet de réforme des retraites sur les 7000 issus de tous les groupes. Les principaux correctifs de la droite portent sur les carrières longues et la situation des femmes, alors que le groupe LR a trouvé un accord en interne sur une liste de 17 points, dont 4 concernent l'outre-mer. On y trouve l'instauration d'une clause de revoyure au deuxième trimestre 2027 concernant le relèvement à 64 ans. Les LR veulent aussi revoir la situation des assurés qui ont travaillé très tôt et donner la primeur au respect de la durée de cotisation totale (172 trimestres) pour ne pas les obliger de cotiser plus de 43 années. «Identifier les améliorations possibles» Le départ en retraite des jeunes assurés contraints de travailler jusqu'à 44 ans sans pouvoir profiter d'une surcote est aussi pointé comme une «injustice». Un quatrième amendement LR porte sur l'inégalité des pensions de réversion. Concernant la fraude aux retraites à l'étranger, la droite propose que le versement des pensions puisse se faire «exclusivement sur des comptes français ou européens». De même, un sixième amendement préconise le versement de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) qu'aux seules personnes vivant de manière permanente sur le territoire national. L'intégration des travailleurs indépendants dans le dispositif incapacité permanente est aussi défendue, ainsi qu'une majoration de 10 % pour les libéraux ayant trois enfants. Olivier Marleix, président des députés LR, a partagé cette liste avec son homologue du Sénat, Bruno Retailleau. «Beaucoup de députés sont assez indécis et attendent des évolutions», constate-t-il, en jugeant leurs interrogations logiques même si les trois conditions préalables qui avaient été posées par la droite sur la table du gouvernement ont été acceptées (revalorisation à 1 200 euros, impossibilité d'un hold-up sur les réserves du privé et rythme de réforme plus raisonnable). «Il est du devoir d'un député d'identifier les améliorations possibles», insiste le député d'Eure-et-Loir, alors que les divergences sur la ligne ont installé Les Républicains sur une ligne de crête, car certains députés, tel Pierre-Henri Dumont (Pas-de-Calais), menacent de voter contre le texte si certains amendements ne sont pas retenus. «Pas un seul d'entre nous n'a fait campagne sans insister sur la nécessité d'augmenter les petites retraites, mais si on veut les augmenter, il n'y a pas de miracle, il faut une réforme!», peste un autre élu, inquiet pour l'image de la droite. Annie Genevard juge «prématuré» de tirer des plans sur la comète des votes LR alors que le débat débute à peine. La députée du Doubs n'est pas certaine aujourd'hui qu'un tiers des 62 députés du groupe voterait contre le texte, mais elle refuse de se lancer dans un décompte des pro et des antiréforme. Le vote aura lieu dans trois semaines, et d'ici là d'autres paramètres vont s'inviter, comme la contestation sociale, la poursuite du dialogue avec le gouvernement et même les prochaines discussions internes,

comme celle prévue demain, rue de Vaugirard, dans un format resserré. En attendant d'y voir plus clair, la droite n'a pas l'intention d'assumer la responsabilité d'un échec éventuel. «Si le gouvernement n'arrive pas à mettre en œuvre cette réforme, il ne faudra pas nous l'imputer. Nous avons essayé de la rendre moins brutale, plus juste et mieux acceptable. Le reste est l'affaire du gouvernement», prévient la députée du Doubs. Nombre de LR continuent de croire que cette réforme est indispensable, mais ils s'attendent à tous les scénarios. Le chef de file de la droite à l'Assemblée estime déjà que le gouvernement pourrait se heurter à «ses propres incohérences politiques et économiques». «Personne ne voit Emmanuel Macron dans le rôle du défenseur du pacte social et il n'est pas plus crédible dans celui de sauveur du régime. C'est d'ailleurs la principale difficulté à laquelle se heurte cette réforme des retraites aujourd'hui», accuse Olivier Marleix.</contenu>

</article>

<article index="58">

<titre>Grève du 16 février contre la réforme des retraites : à quoi faut-il s'attendre ?</titre>

<ddp>2023-02-13</ddp>

<auteur>Charles Plantade</auteur>

<contenu>Malgré l'appel de l'intersyndicale, les transports devraient être relativement épargnés lors de cette cinquième journée de mobilisation. Les semaines se suivent et se ressemblent... Pour la cinquième fois ce jeudi 16 février, les organisations syndicales appellent à poursuivre le mouvement social contre la réforme des retraites. Tandis que l'examen des quelque 16.000 amendements restants continue toute la semaine à l'Assemblée nationale, l'intersyndicale enjoint les Français à prolonger la lutte dans la rue. Ce samedi, la mobilisation était toujours forte avec la participation renforcée des salariés du privé. Près de 933.000 manifestants ont été décomptés dans tout l'Hexagone, selon les chiffres du Ministère de l'Intérieur. Un succès sous-estimé pour la CGT qui n'en dénombrerait pas moins de 2,5 millions. Les principaux syndicats à la baguette (CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, Solidaires, FSU) espèrent bien renouveler la performance lors de la prochaine «journée nationale d'action interprofessionnelle» du 16 février. *Le Figaro* fait le point sur les actions attendues. Sans surprise, des manifestations se tiendront dans toute la France jeudi. Dans un communiqué conjoint, les huit centrales déclarent que «les secrétaires généraux ou présidents des organisations syndicales manifesteront à Albi pour appuyer l'ancrage fort de ce mouvement partout sur le territoire, dans les petites villes comme dans les plus grandes». Mais à la différence de samedi dernier, où l'appel à la grève n'était pas de mise pour ne pas compliquer le chassé-croisé des vacances d'hiver, jeudi prochain sera bien une journée de mobilisation interprofessionnelle, marquée par des perturbations dans plusieurs secteurs. Les transports peu perturbés La CGT, dont le patron Philippe Martinez s'était prononcé pour des «grèves plus dures, plus nombreuses, plus massives, et reconductibles», a appelé les salariés des secteurs des transports et de l'industrie à débrayer pendant 24 heures. Cheminots, dockers, électriciens, gaziers, salariés de la chimie et du verre devraient donc lever le pied et le poing jeudi prochain. Le trafic sera «perturbé» sur les lignes de la SNCF, mais beaucoup moins que lors des précédents jours de grève. Quatre TGV sur cinq circuleront en moyenne, et un TER sur deux. Aucun train de nuit ne roulera mercredi soir, mais près d'un Intercités de jour sur deux partira comme prévu. Le trafic sera perturbé sur les lignes régionales en Île-de-France. La RATP prévoit quant à elle un trafic «normal» sur ses réseaux de bus et de tramway et «quasi normal à normal» sur le métro parisien. Seule la ligne B du RER sera «légèrement perturbée», avec deux trains sur trois assurés, tandis que le trafic sera «normal» également sur le RER A, la ligne la plus empruntée d'Europe. Dans le ciel français, des annulations de vol sont à prévoir ce jeudi. Trois avions sur dix sont supprimés au départ de l'aéroport d'Orly, en région parisienne. Ailleurs en France, la grève des contrôleurs aériens a conduit l'administration à demander l'annulation de 20% des vols depuis les aéroports de Toulouse, Marseille, Lyon, Montpellier et Nantes. Préavis de grève dans la fonction publique Un préavis de grève a été déposé par les fédérations de la fonction publique des différentes organisations syndicales. La CGT-Services publics a même déposé un préavis de grève portant sur l'ensemble du mois de février. Pour autant, la part de salariés

grévistes parmi les fonctionnaires baisse continûment depuis la première journée de mobilisation, le 19 janvier. Après 28% lors de la première journée, puis 20% lors de la deuxième, 11% des employés de la fonction publique ne s'étaient pas présenté à leur poste en opposition à la réforme le 7 février. Éducation, énergie, industrie Dans les secteurs de l'éducation, de l'énergie et de l'industrie, des débrayages sont également prévus, mais sans doute de moindre ampleur en comparaison à la mobilisation du 7 mars prochain. Malgré tout, la journée du 16 février est surtout symbolique. La France étant en pleine période de vacances d'hiver (excepté l'Occitanie et l'Île-de-France), le nombre de grévistes devrait sensiblement chuter, notamment dans le secteur de l'éducation. «Il était impensable pour les syndicats de ne pas se mobiliser alors que le texte de la réforme des retraites est débattu à l'Assemblée nationale» explique Yvan Ricordeau, secrétaire national de la CFDT. L'ombre d'une grève reconductible Les organisations syndicales préviennent toutefois que «si malgré tout le gouvernement et les parlementaires restaient sourds à la contestation populaire, l'intersyndicale appellerait les travailleurs et les travailleuses, les jeunes et les retraités à durcir le mouvement en mettant la France à l'arrêt dans tous les secteurs le 7 mars prochain». Frédéric Souillot, le patron de Force Ouvrière, déclarait sur BFMTV avoir mis en garde Élisabeth Borne au téléphone : «Si nous ne sommes pas entendus, [...] on va durcir le mouvement». Fabien Dumas, secrétaire fédéral de SUD-rail, table quant à lui sur une mobilisation massive dans le secteur ferroviaire, SUD-rail, la CGT-Cheminots et l'intersyndicale RATP ayant déjà appelé à une grève massive et reconductible. Des cheminots ont ainsi déjà déposé leurs déclarations d'intention de grève alors que cela est possible jusqu'à 48h avant le jour J. Toutefois, le numéro un de la CFDT, Laurent Berger, a précisé de son côté ne pas encore être «dans la logique de la grève reconductible» et que «ce n'est pas un appel à la grève générale» non plus, expliquant que le 7 mars fera l'objet d'un «appel à la grève de 24 heures mais pas forcément davantage». Comme le rappelle au Figaro Yvan Ricordeau, le mot «reconductible» n'apparaît pas dans le communiqué commun. La journée du 7 mars devrait surtout se traduire par une mobilisation «plus musclée», avec des actions diversifiées et renforcées.

</article>

<article index="79">

<titre>Emmanuel Macron pressé de tourner la page</titre>

<ddp>2023-03-10</ddp>

<auteur>François-Xavier Bourmaud</auteur>

<contenu>Alors que la fébrilité gagne son camp, le chef de l'État affiche sa détermination à réformer. À distance, toujours. Les syndicats demandaient à rencontrer Emmanuel Macron «en urgence» à l'Élysée pour lui demander de retirer sa réforme des retraites ; le président de la République leur a répondu par écrit. Une lettre rendue publique vendredi dans laquelle le chef de l'État ferme la porte à leurs revendications, renvoyant au débat parlementaire en cours. «Je ne sous-estime pas le mécontentement dont vous vous faites le porte-parole comme les angoisses exprimées par de nombreux Français inquiets de ne jamais avoir de retraite», assure Emmanuel Macron dans son courrier, ajoutant que l'heure est désormais au «temps parlementaire», après les «concertations menées» par la première ministre Élisabeth Borne et les aménagements déjà apportés au texte. Le «temps parlementaire» justement, le voilà qui s'accélère. Face à l'obstruction de la gauche, l'exécutif a demandé vendredi un vote bloqué sur l'ensemble de la réforme des retraites pour donner un coup d'accélérateur aux débats en cours au Sénat. Et éviter que les discussions ne s'enlisent comme à l'Assemblée nationale où le texte n'avait pas pu être soumis au vote. Bras de fer figé Détermination syndicale contre détermination gouvernementale, le bras de fer est figé. Du côté des opposants à la réforme, il s'agit de prendre l'avantage en mobilisant la rue avant l'adoption définitive du texte par le Parlement. Quitte à agiter la menace d'une radicalisation de la contestation. «Quand des millions de personnes sont dans la rue (...), quand il y a des grèves et qu'en face il n'y a rien, silence, les gens se disent qu'est-ce qu'il faut faire de plus pour être entendus?», a indiqué le leader de la CGT Philippe Martinez en appelant à amplifier la mobilisation samedi. Du côté de l'exécutif, il s'agit de résister jusqu'à sans céder un pouce de terrain. Quitte à envisager de recourir à l'article 49.3 pour adopter

la réforme des retraites si les alliés des Républicains, voire quelques députés de la majorité, devaient finalement faire défaut au moment du vote. La première ministre, Élisabeth Borne, «va avoir un choix cornélien: c'est la roulette russe» d'un vote à l'Assemblée ou «la grosse Bertha» avec l'article 49.3, a mis en garde Bruno Retailleau, le chef de file des sénateurs LR. Dans cette bataille qui se joue sur deux fronts, syndical et politique, le président de la République s'expose le moins possible. Et évite de s'immiscer dans les débats parlementaires. Vendredi encore, à l'occasion d'une conférence de presse avec le premier ministre britannique, Rishi Sunak, il a éludé le sujet, indiquant juste son souhait de voir la réforme «aller à son terme» au Parlement. Quant à l'éventualité d'un recours à l'article 49.3, il a refusé de se prononcer en renvoyant l'hypothèse à un «scénario de politique-fiction». Mais le sujet l'agace. Au-delà de «l'esprit de responsabilité» des syndicats que le chef de l'État salue dans le courrier qu'il leur adresse, il ne manque pas de leur rappeler la légitimité dont il jouit pour porter cette réforme en rappelant que le sujet «a été au cœur de l'élection présidentielle». «Tout ne peut pas être suspendu à une seule chose», déplorait-il la semaine dernière en marge de son déplacement en Afrique centrale. Lui veut passer à la suite. Et a déjà prévu de s'adresser aux Français une fois la réforme adoptée pour tenter d'enclencher enfin ce second mandat qui, un an après sa réélection, peine toujours à démarrer.</contenu>

</article>

<article index="101">

<titre>Derrière le conflit social, la fracture démocratique</titre>

<ddp>2023-03-22</ddp>

<auteur>Alexandre Devecchio</auteur>

<contenu>Comme le mouvement des « gilets jaunes », ce qui avait commencé comme un simple conflit social pourrait s'achever en véritable crise démocratique. En octobre 2018, la révolte des ronds-points avait débuté par une protestation contre l'augmentation des prix du carburant liée à l'instauration d'une nouvelle taxe. Rapidement, cependant, la revendication du référendum d'initiative populaire était devenue centrale. En vérité, plus qu'une lubie gauchiste, cette réactivation de l'idéal de démocratie directe que pratiquent paisiblement les Suisses faisait écho au sentiment profond d'une grande partie des Français d'être de plus en plus exclus du jeu démocratique. La France des « gilets jaunes », soutenue longtemps par une écrasante majorité des Français, réclamait ainsi une restauration de la souveraineté populaire au-delà du respect formel des règles du jeu institutionnel. Le mouvement de contestation de la réforme des retraites débouche à son tour, in fine, sur la demande d'un référendum d'initiative partagée. Cela ne doit rien au hasard. Si l'insécurité culturelle et économique nourrit incontestablement la protestation populiste, le sentiment de dépossession démocratique, souvent ignoré par les observateurs, en est aussi l'un des puissants moteurs. Plus encore que l'emblématique report de l'âge à 64 ans, c'est peut-être le sentiment de dépossession démocratique qui cristallise le mécontentement, le recours à l'article 49.3, procédure légale et somme toute assez banale sous la Ve République, ne faisant qu'exacerber ce sentiment. Celui-ci vient de loin. Dès 1994, le sociologue américain Christopher Lasch, dans son célèbre livre La Révolte des élites et la Trahison de la démocratie, pointait le détachement des élites par rapport aux modes de vie et aux préoccupations populaires et le péril que cela faisait peser sur la démocratie. En France, lors de la campagne référendaire sur le traité de Maastricht, Philippe Séguin fut l'un des premiers à alerter sur ce péril. Dans son fameux discours du 5 mai 1992 devant l'Assemblée nationale, il dénonça le danger démocratique représenté par Maastricht, qui consistait, selon lui, en un transfert de souveraineté massif au profit d'une structure technocratique déconnectée des peuples. « La gauche et la droite ne seront plus que deux détaillants se fournissant au même grossiste », avertissait-il. Le véritable tournant a cependant eu lieu en 2005 avec le non français au référendum sur le traité constitutionnel européen, alors même que l'écrasante majorité des « élites » s'étaient prononcées en faveur du oui. Alors que ce résultat aurait dû conduire les dirigeants à une interrogation profonde sur le décalage entre leur vision et les aspirations de la majorité, le traité a été adopté deux ans plus tard par voie parlementaire. Si le cadre légal a été respecté, la méthode a été ressentie par beaucoup de Français comme une trahison de la démocratie, et le sentiment de défiance à l'égard des dirigeants ne s'est jamais

dissipé. D'autant que le référendum, processus démocratique par excellence, au coeur des institutions de la Ve République telles que les a conçues le général de Gaulle (de 1958 à 2005, dix référendums nationaux ont été organisés ; de Gaulle lui-même en avait organisé cinq en dix ans, soit un tous les deux ans en moyenne), n'a plus jamais été utilisé. Par ailleurs, sur fond de mondialisation, d'interdépendance accrue des marchés et de multiplication des institutions financières, technocratiques ou juridiques non élues, la perte de souveraineté décrite par Philippe Séguin n'a cessé de s'accroître. Elle s'est manifestée aussi bien sur les questions migratoires que sur le plan économique. Au point que la politique semble avoir été remplacée par un système de gouvernance de plus en plus difficile à saisir et à identifier. Comme l'avait également prédit le regretté président de l'Assemblée nationale, la frontière entre la gauche et la droite s'est effacée, tout du moins sur les questions sociales, au profit d'un consensus gestionnaire fondé sur une inexorable adaptation économique. Cette évolution a été renforcée par l'élection d'Emmanuel Macron et son choix de gouverner au centre en renvoyant toute opposition dans le camp des extrêmes. Enfin, l'absence de proportionnelle et le caractère vertical de nos institutions ont aussi participé à la fracture démocratique dont la contestation de la réforme des retraites n'est finalement qu'un symptôme. Contrairement à ce que prétend l'extrême gauche à grands cris d'orfraie, aucun autoritarisme de la part du gouvernement : les libertés et les droits des individus demeurent garantis, et ont même été renforcés ces dernières années, mais la démocratie apparaît cependant plus que jamais vidée de sa substance, coupée du demos. D'aucuns en appellent à une réforme institutionnelle pour sortir de l'impasse. En vérité, c'est un retour aux sources que réclament les Français. « La devise de la République est « Liberté, Égalité, Fraternité ». Son principe est : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », peut-on lire dès l'article 2 de notre Constitution. « La gauche et la droite ne seront plus que deux détaillants se fournissant au même grossiste »

</article>

</corpus>

2. Extrait du corpus structuré après les prétraitements

<?xml version='1.0' encoding='utf-8'?>

<corpus>

<article>

<titre>La bataille de l'opinion, le vrai défi de Borne et de Macron</titre>

<ddp>2023-01-10</ddp>

<auteur>Guillaume Tabard</auteur>

<contenu>long concertation permettre désarmer opposition syndicat syndicat moindre report âge légal départ retraite croire discussion permettre poser base accord républicain étrangement vacciner contre audace douter double constat réforme présenter élisabeth born contester rue probable voter hémicycle bataille décisif engager exécutif opinion opinion syndicat parti politique maîtriser capable orienter opinion hostilité retraite an majoritaire croire sondage mesure résigner remontée dépressif explosif laisser mobilisé moral général pays décider issue grand chantier quinquennat donner acte élisabeth born concilier exigence vérité souci valoriser avancée social oui équilibre régime bien péril rien rappel évidence immobilisme taxation finir semer doute français réalité danger financier conscience menace condition acceptabilité réforme chef gouvernement chercher non minimiser passage progressif an exiger contraignant déni facteur supplémentaire exaspération juger raide born détermination face difficulté signature opposant réforme prévenir partisan rassurer prouver déterminé synonyme buté inflexible explication occupant matignon

ministre insistance forte évolution aménagement amélioration résulter concertation social politique validation tuc emploi aider année congé parental extension minimum contributif retraité dispositif pénibilité gouvernement convaincre copie présenter conseil ministre janvier simple transposition projet initial assurance méthode fond avancer accepter viser convaincre volet justice progrès copie gouvernemental important volet équilibre espoir évidemment conjurer contestation trop brutal explosion raison réforme covid raison réforme ici commencer inconnu force syndical politique savoir gérer conflit classique indexer nombre manifestant nombre jour grève appréhender conflictualité non encadrer gouvernement redoute mouvement style gilet jaune déclencher question achat syndicat hantise grève style contrôleur sncf Noël climat incertain pays maussade ostensiblement insurrectionnel peser acteur réforme retraite donner acte élisabeth born concilier exigence vérité souci valoriser avancée social</contenu>

</article>

<article>

<titre>Retraite, à la recherche du temps perdu</titre>

<ddp>2023-01-20</ddp>

<auteur>Laurence de Charette</auteur>

<contenu>Monsieur renaître temps avant/ bricoler ranger garage/ gras matiner heure baby sitting petit enfants/ pavillon jardinage chante Bénabar délicat chronique vie ordinaire mot camper poncif attacher retraite opération haute magie transformer maître école rentier écrire Marcel Pagnol volontier dépeinte imaginaire populaire décennie déclinaison terrestre paradis ressort profond Emmanuel Macron martel raison travailler assurer pérennité système grand machine alchimique capable besogneux bienheureux sondage rétorquer français perdre miette temps bénir promettre mécaniquement pourtant hausse espérance vie réduit proportionnellement temps passer travail durée vie -ce date grand grève contre réforme retraite juppé espérance vie passer an an femme an an homme connaître propre destiner espérance vie bon santé progresser bref objectivement effort demander chose point vue améliorer lutter contre tendance globalement positif interroger opportunisme syndical ressort profond mobilisation actuel hypothèse négliger évoquer chanson populaire quête éperdu temps amplifier fil année hanter modernité retraite temps temps passer temps paradoxalement société loisir naître congé payer rtt créer repos croit grand plainte actuel explosion burn-out accélération paradis machine prédire bernano loisir épuisant travail pascal id distingue subtilement burn-out maladie don loisir détent loisir société consommation bien prendre consomme jette mot profondément détourner signification skholè donner école renvoyer grec enseignement monde célébration nourriture véritable homme loisir moderne sortir champ gratuit entrer marché plein injonction injonction consommer vivre maximum d'expérience bien passer réaliser prophétie bernano retraite échapper logique question renvoyer analyse pleine actualité Hartmut Rosa accélération temps ouvrage accélération)qui date chercheur pencher norme temporel grand partie invisible diriger secrètement vie attacher mettre jour société moderne occidental profondeur gouverner logique accélération véritable social temps Sylvain Tesson lecteur trouver peine quantité exemple détermination contemporain accélérer rythme action chose temps flagrant communication transport jour grève entendre paradoxalement progrès technique exécuter rapidement nombre tâche augmenter escompté temps libre courrier électronique exemple remplacer courrier manuscrit postal temps consacrer jour correspondance considérablement accroître modernité promesse libération vie contemporain souffrir jamais famine temporel origine auteur pandémie dépression

fragilisation hartmut rosa processus acharné vite nourrir compétition planétaire illusion servir substitut promesse vie éternel religion graal vie supérieur atteindre consister multiplication expérience non intérieure extérieur accélération sert stratégie effacer différence temps monde temps vie réponse problème finitude mort écrire augmentation vitesse vie social ajouter transformation rapide monde rythme changement monter cadence valeur mode vie relation institution perdre vérité fiabilité tomber rapidement poubelle passer fragilisation institution famille démocratie travail repère autrefois accentuer sentiment insécurité légitimement emparer existence amarre soumise multitude avenir mouvant contexte refuser report âge retraite doute apparaître tort moyen appuyer frein réapproprié chose temps avenir sylvain tesson décrire vertige emparer obsolescence annoncer certitude accélération social empêcher penser prédateur trousse vide accélération -là douloureux modifier rapport monde interdire penser vaine logique matérialisme relativisme non travail échapper sortie route occuper lâcher semaine vaguement repentir patron cgt mine énergie élu aller voir permanence aller discuter expliquer sébastien menesplier aventure comprendre monde travail cibler coupure savoir organiser menacer démocratie compteur linky solidarité crin doute tort évoquer conflit intergénérationnel gauche parvenir embarquer plateau télévision représentant jeunesse élever contre réforme viser pourtant préparer monde parvient

</contenu>

</article>

<article>

<titre>La réforme des retraites est-elle vraiment «inutile» financièrement ?</titre>

<ddp>2023-01-24</ddp>

<auteur>Julien Da Sois</auteur>

<contenu>vérification dépense retraite dérapage affirmer président conseil orientation retraite cor remettre cause nécessité réforme affirmer opposition raison survie financier système retraite est-elle vraiment péril audition président conseil orientation retraite cor député remettre question feu projecteur fois brandir exécutif justifier réforme argument équilibre financier système entendre opposition contredire pierre-louis bras olivier faure ps clémence guetter lfi groupe rassemblement national assemblée appuyer propos patron instance indépendant autorité sujet affirmer réforme inutile injustifier point vue budgétaire opposant appuyer précisément séquence audition beaucoup circuler réseau social pleine journée mobilisation contre réforme dépense retraite dérapage maîtriser plupart hypothèse diminuer terme avance extraire vidéo pierre-louis bras président cor remettre vraiment cause bien-fondé réforme système retraite convier rappeler propos scoop résultat figurer rapport annuel cor publier septembre dynamique dépense retraite globalement contenir rapport évolution richesse national lit -on période dépense retraite pib globalement stable prévoit instance hausse long terme part dépense retraite richesse national stable diminution ajouter cor conclure résultat rapport valider bien-fondé discours mettre idée dynamique non contrôler dépense retraite paradoxe apparent opposition raison vraiment part dépense élevé relever économiste nathalie chusseau professeure université lille représenter richesse national beaucoup comparer voisin européen part effectivement dérapage côté dépense problème déficit ajoute mathieu plan directeur adjoint département analyse prévision ofce opposition min oublier partie équation recette système retraite augmentent vite dépense observer économiste regarder solde dépense ressource prochain année système retraite moyenne déficitaire convention scénario retenir note cor rapport hypothèse privilégier servir référence cadre réforme

retraite déficit perdur ajoute ailleurs pierre-louis bras audition expliquer paradoxe apparent fois dépense déraper demain déficit clé contradiction apparent déficit expliquer large partir ressource opposant admettre existence déficit beaucoup affirmer mineur projection cor élever milliard euro milliard comparer milliard euro consacrer année retraite chiffre loin négligeable système danger mort moyen terme expert faux système faillite juge nathalie chusseau chose ordre risque faillite court terme abonde mathieu plane toutefois partager avis juger réforme inutile revanche économiste mettre doute urgence afficher gouvernement situation nécessiter suite estime autant nuage planer au-dessus économie hexagonal menace récession contexte inflationniste particulier plan énergétique économiste ofce attendre économie stabiliser gouvernement cherch davantage réforme protéger finance public rassurer marché financier autant charge dette monte hausse taux renchérir nathalie chusseau ampleur déficit économiste nicolas marque avis confrère directeur général institut économique molinari estime déficit projeté cor représentatif réalité cor regarder uniquement déficit retraite répartition fonctionnaire moyenne ajouter milliard euro déficit an détailler directeur think tank orientation libéral point pierre-loui bras montrer nuancer député cor cache milliard lancer président instance indépendant rattacher matignon expliquer baser donnée régime base fournir gouvernement pointe nicola marque réjouir dépense retraite contrôle facture exploser privé retraite privé amenuiser vrai cor anticiper baisse niveau vie retraité long terme niveau vie retraité devoir continuer progresser ensemble population expliquer instance colloque fin novembr raison indexation retraite prix évolution rapide salaire résumé vrai dépense retraite envoler année venir signifier déficit dizaine milliard euro souligner cor exister système actuel problème recette ampleur déficit expert accorder risque faillite court voire moyen terme déséquilibre durable mettre déficit cacher non prendre compte cor lier fonctionnaire question nécessité réforme proposer gouvernement agir choix politique avérer défendable point vue financier

</contenu>

</article>

<article>

<titre>Réforme des retraites: la colère à la RATP plus mesurée qu'en 2019</titre>

<ddp>2023-01-30</ddp>

<auteur>Jean-Yves Guérin</auteur>

<contenu>mouvement social contre réforme retraite dynamique hiver agent ratp fer lance protestation métro parisien paralyser partir décembre refunctional normalement fin janvier blocage long fort sncf pourtant reine grève rallonge rien année salarié ratp participer nombre journée action interprofessionnel contre réforme janvier janvier occasion transport commun tourner ralenti mardi ligne métro perturber fermée prévenir ratp automatisée fonctionner normalement trafic rer fortement ralenti ligne b précision attendre démonstration force salarier revenir poste métro bus arriver heure cause grève pénurie conducteur mobilisation pointiller colère instant intensité an réforme systémique mettre système terre expliquer arole lamass déléguer général unsa ratp cas année gravement pénaliser recul âge départ retraite accélération réforme touraine clair agent ratp estimer perdre an réforme appliquer droit toucher pension retraite représentant dernier salaire système bien avantageux secteur priver salarier percevoir pension représentant salaire moyen meilleur année élément mettre sourdine envie conducteur ratp découdre gouvernement réforme retraite appliquer septembre employé secteur priver entrer vigueur agent ratp sncf janvier paix social raison entreprise public montée puissance réforme retraite mener

nicolas sarkozy achever fin réforme actuel présenter janvier janvier jean castex pdg
ratp NDLR envoyer message donner bon constater fabien renaud président cgc régie
agent passer travers maille filet salarié oeuvrer epic ratp établissement public
exploiter métro tramway bus monopole pari couronne parisien loin négligeable bien
sûr pilule difficile avaler partir septembre embauché ratp droit régime spécial retraite
élément statut remettre cause clause grand-père gouvernement garantir collaborateur
actuel régie droit régime spécial grève trouve vite limite contexte social ratp joue rôle
mois régie diriger main fer catherine guillouard feu sang jean castex succéder fin
novembr ramener calme dysfonctionnement métro bus parisien salarié ratp rien vivre
mal situation glisser janvier cérémonie voeu ouverture concurrence bus prévoir
janvier prévenir compte miel agent régie

</contenu>

</article>

<article>

<titre>L'opposition à la réforme des retraites ou le reflet d'une France peureuse
et fatiguée</titre>

<ddp>2023-02-13</ddp>

<auteur>Pascal Bruckner</auteur>

<contenu>suite mouvement social voyageur entendre information gare station
métro rester quai mouvement quelques-uns supposer immobilisme bouger air temps
abandonner global local local ressembl trop bocal -ce gourou jean-marc jancovici
préconiser réduire avion voyage vie entier chiffre mystère maître obéir confinement
devenir insensiblement matrice présent tyrannie sanitaire glisser tyrannie sédentaire
monde dangereux régner guerre épidémie terrorisme catastrophe naturel quitter nid
acte héroïsme fou jeunesse plan plan qualifient sociologue tétaniser effroi moindre
élévation température lire signe fin rester triangle bouillotte bouilloir babouche
autant caverne taudis insalubre ancien nid connecter grésill extérieur bon sortir
monde monde venir long soirée série abandon salle obscur trop éloigner débauche
sollicitation travers écran smartphone croisement délicieux apocalypse tisane partout
triomphe livraison flemme sortir puissant livrer repas course vêtement livre coach
cossard partenaire sexuel venir piquer léthargie bref étreinte bien refermer porte
sortant scène universel sofa canapé face écran rempart contre abomination histoire
arriver filtrer image renforcer appétit domiciliaire pavillon appartement jardin yourte
zad bunker blockhaus vendre chaîne paraître ébrouer oeil bouger physiquement au-
delà périmètre assigner prôner esprit exploration goût soumettre oukase
catastrophiste malheur absolu pénitence rabougrissement guise expiation définir
soustraction souhaiter consommer dépenser voyager opposition contre antivax
antiviande antivoiture anticorrider antinucléaire anticher anti-canon neige limiter
possession ambition déplacement homme demain homme diminué aller pair réalité
augmenter virtuel exister soustraire devenon eau dormant rien réveiller état esprit
frileux réforme retraite tombe douche glacé mieux passer président désavouer an
profit retraite point choix cfdt laisse autonomie salarié autant loi caduc année audace
passer voisin allemand audace vertu français gain financier minime dégât politique
considérable face camp non misérabilisme ériger système france repeinte couleur
germinal hold up vieux asservir patronat projet réveiller pire réflexe gauche pleine
débâcle français connaître récemment blessure narcissique covid guerre ukraine
prouver défaillance système médical manque médicament essentiel doliprane
antibiotique suscité haut gradé aveu terrible cas conflit haute intensité troupe jour
bercer mensonge argent gratuit coûter susciter français certitude argent trouver
volonté creuser déficit gravité creuser trou sable retraite auréoler prestige vraie vie

commencer an long préhistoire douleur tourment espérer accéder joie authentique
grasse matiner pêche ligne dépression vraie vie commencer enfance resurgir
décennie tard blaise pascal vivre jamais espérer vivre disposer heureux inévitable
jamais métier pénible -ce contresens plonger classe âge loisir expérience perspicacité
avancer année envoyer rebut adulte parfaitement sain corps esprit dépérir mois inertie
sentir priver levier agir monde français aimer travail sens requête légitime beaucoup
salarier plaindre reconnaître sous-payé matière labeur blessure bel augmentation
apais profession progrès avancement favoriser plaisir bel ouvrage amour métier jour
luxé absolu tâche exaltant occuper boulot ingrat voirie plonge btp immigré bien sûr
aller cuisine restaurant croiser sri lankai philippin pakistanais regarder vide poubelle
travailler chantier proverbe monde sauver planète aider maman vaisselle grève sport
national fierté made in france automne millier lycéen manifestaient retraite étrange
inversion commencer vie travailleur adolescent tempe gris songer clore futur écrire
avance existence sécuriser début fin jeune avant-garde grand parti france parti trouille
passion grève signe vitalité démocratique routine bel exemple conquête devenir
symptôm atonie conservatisme langage subversion chanter international défilé
maintien statu quo espoir révolution estomp ultra gauche sortir artillerie lourde anti-
capitalisme france contemporain servile révolter indocile obséquieuse demander
gouvernement fustiger temps relation adolescent rébellion soumission panne destin
france peur peur peur aimer rassurer force peuple résider conviction forger avenir
non subir choix retrouver confiance périr

</contenu>
</article>
</corpus>

3. Tableau de fréquence des mots (Top 200)

Index	Top 1-50	Fréq	Top 51-100	Fréq	TOP 101-150	Fréq	TOP 151-200	Fréq
1	réforme	580	travailler	81	déficit	53	force	39
2	retraite	524	born	81	trouver	52	génération	39
3	an	315	gauche	80	républicain	52	objectif	39
4	gouvernement	202	rue	80	trouver	51	république	39
5	français	199	prendre	79	républicain	51	parlement	38
6	député	193	compte	79	conseil	51	risque	38
7	travail	187	cotisation	78	nombre	51	plan	38
8	ministre	182	groupe	77	expliquer	50	société	38
9	social	161	loi	76	partir	50	contestation	38
10	texte	155	janvier	74	françois	50	opposer	37
11	macron	153	pension	73	face	50	enfant	37
12	politique	152	question	72	syndical	50	pourtant	37
13	président	145	vie	71	beaucoup	50	partie	37
14	âge	143	mouvement	71	monde	49	général	37
15	contre	138	sénat	69	crise	49	nupe	37
16	lr	137	heure	69	moyen	48	économique	37
17	bien	135	élu	68	attendre	48	entreprise	37

18	france	135	mesure	68	million	48	continuer	36
19	public	130	autant	66	assurer	47	dépense	36
20	emmanuel	129	opposition	64	aller	47	sein	36
21	majorité	128	parti	64	droit	47	mars	36
22	projet	126	non	64	raison	46	commission	36
23	national	125	venir	64	petit	45	ligne	35
24	jour	121	fort	63	taux	45	prochain	35
25	système	120	long	63	laurent	45	chose	35
26	mobilisation	115	légal	63	niveau	44	amendement	35
27	point	113	milliard	63	insoumis	44	croire	35
28	état	112	journée	61	situation	44	juger	35
29	dernier	111	fois	58	report	44	sujet	35
30	exécutif	109	rien	58	rappeler	43	place	34
31	assemblée	105	européen	58	porter	43	présidentiel	34
32	parlementaire	100	article	57	cgt	43	patron	34
33	devoir	99	olivier	57	savoir	42	loin	34
34	syndicat	98	manifestation	57	jeune	42	doute	34
35	passer	97	fin	56	entendre	42	important	34
36	vote	96	mois	56	financier	42	financer	34
37	départ	95	jeudi	56	pari	42	annoncer	33
38	année	95	semaine	55	adopter	41	fonction	33
39	euro	90	opinion	55	début	41	répondre	33
40	mettre	89	régime	55	prévoir	41	mercredi	33
41	voir	89	retraité	55	éric	41	emploi	33
42	temps	89	durée	54	rapport	40	demander	33
43	voter	88	commencer	54	voix	40	revenir	33
44	pays	88	femme	53	sénateur	40	bruno	32
45	chef	88	permettre	53	donner	40	renaissance	32
46	grève	88	mardi	53	bon	40	moment	32
47	droite	88	carrière	53	actif	40	soutenir	32
48	débat	88	ailleurs	53	agir	39	équilibre	32
49	grand	86	jamais	53	salarié	39	blocage	32
50	élisabeth	83	cas	53	cortège	39	retrouver	32

4. Concordances des mots-clés

(1) réforme

Index	Texte précédent	Mot	Texte suivant
1	contre l' audace ; mais qui en doutait ? Partant de ce double constat , il est certain que la	réforme	présentée par Élisabeth Borne sera contestée dans la rue ; il est probable qu' elle sera votée dans l' Hémicycle
2	réalité d' un danger financier . La conscience de la menace est la première condition de l' acceptabilité de la	réforme	. La chef du gouvernement n' a pas cherché non plus à minimiser ce que ce passage , progressif ,

3	jugée raide , Borne fait de sa détermination face à la difficulté sa signature . Voilà les opposants à la	réforme	prévenus , et ses partisans rassurés . Il fallait cependant prouver que déterminé n' était pas synonyme de buté ,
4	Dans l' espoir , évidemment , de conjurer une contestation trop brutale et toute explosion qui aurait raison de la	réforme	2023, comme le Covid avait eu raison de la réforme 2019 . Mais c' est ici que commence l'
5	brutale et toute explosion qui aurait raison de la réforme 2023 , comme le Covid avait eu raison de la	réforme	2019 . Mais c' est ici que commence l' inconnu . Car si les forces syndicales et politiques savent gérer
6	climat incertain dans le pays , maussade mais pas ostensiblement insurrectionnel , qui pèse sur tous les acteurs de la	réforme	des retraites . Il faut donner acte à Élisabeth Borne d' avoir concilié exigence de vérité et souci de valoriser
7	ont été bichonnés . Mardi , Élisabeth Borne , qui les a cités deux fois pendant sa présentation de la	réforme	, a repris presque toutes leurs conditions . « Il y a des points positifs dans les annonces du gouvernement
8	demandé » , reconnaît le président de LR , Éric Ciotti , en évoquant le « rythme atténué de la	réforme	» par rapport au projet initial , « la revalorisation des petites retraites et la prise en compte des congés
9	ces annonces , la coalition de la Nupes s' est dite prête à mener « le combat » contre la	réforme	. Un tout premier meeting unitaire avait d' ailleurs lieu mardi soir à Paris . « Madame Borne n' a
10	faire bénéficier de retraites , à nous , les moins de 35 ans . » « La première ministre prétend que sa	réforme	des retraites est un projet de justice sociale . Mais elle va accélérer dangereusement les inégalités ! » , a
11	première ministre , Élisabeth Borne . « Pensez -vous sincèrement qu' il est bon pour le pays de proposer une	réforme	des retraites en vue de décaler l' âge de départ , à laquelle 70 % des Français sont opposés ,
12	, lui aussi , a rappelé sa volonté de voir le RN s' illustrer comme le premier opposant à cette	réforme	. Le combat du parti à la flamme , pour autant , se concentrera au Palais Bourbon . Car pas
13	CERTAINS syndicats et partis de gauche ont pu laisser croire aux Français que cette	réforme	serait inutile . Elle est au contraire indispensable , à la fois par impératif économique et par nécessité démographique .
14	. Elle est au contraire indispensable , à la fois par impératif économique et par nécessité démographique . « Sans	réforme	c' est la faillite » , résume , lapidaire , Gabriel Attal , le ministre des Comptes publics . C'
15	pour eux . Un système par répartition doit donc , par définition , être financièrement à l' équilibre . Cette	réforme	est aussi une exigence sociale : la France est le pays d' Europe où les jeunes entrent le plus tard
16	le bord du chemin et représente aussi un gâchis de compétences . De nombreux économistes en conviennent . « La	réforme	des retraites est essentielle » , affirmait Christian Saint-Étienne sur Sud Radio le 2 janvier , tandis qu' Élie Cohen
17	Saint-Étienne sur Sud Radio le 2 janvier , tandis qu' Élie Cohen le même jour sur BFMTV , jugeait la	réforme	« absolument indispensable » . Et d' expliquer que « le régime est structurellement en déficit . L' État verse
18	systématiquement sous dotées . L' État cotise pour les retraites des fonctionnaires à hauteur de 74 % . » La	réforme	des retraites est aussi un point important des recommandations récurrentes de la Commission européenne à la France . D' ailleurs
19	point important des recommandations récurrentes de la Commission européenne à la France . D' ailleurs , les effets de la	réforme	à venir ont déjà été intégrés dans le pacte de stabilité transmis par la France à Bruxelles . Il en
20	pour revenir à l' objectif d' un déficit inférieur à 3 % du PIB d' ici 2027 . « Cette	réforme	est un signal fort donné à nos partenaires européens » , confirme Raymond Soubie , ancien conseiller social de Nicolas
21	conseiller social de Nicolas Sarkozy et président du cabinet Alixio . Le « triangle infernal » Obligation économique , la	réforme	est aussi un impératif démographique . Non seulement les générations nombreuses du baby - boom arrivent à l' âge de
22	sur l' inflation , le pouvoir d' achat des retraités a déjà baissé et va continuer à diminuer . Sans	réforme	, le niveau de vie des retraités rapporté à celui de la population reviendra à son niveau des années 1980
23	Certaines déclarations , y compris du président de la République , ont pu semer le trouble en indiquant que la	réforme	des retraites servirait à financer des chantiers sur l' école , l' hôpital , la dépendance ... Mais les cotisations
24	LA MÈRE DES RÉFORMES - ou des batailles - est lancée . En présentant mardi la	réforme	des retraites promise par Emmanuel Macron pendant la campagne présidentielle , Élisabeth Borne a ouvert le chantier qui sera probablement
25	) , le patron de Bercy , Bruno Le Maire , qui prévoit de s' investir politiquement pour porter la	réforme	, et Stanislas Guerini , le ministre de la Fonction publique , alors que « la plupart des régimes spéciaux
26	échec de 2019 , a maintenant rendez-vous avec l' opinion . Une écrasante majorité de Français est hostile à cette	réforme	, selon toutes les enquêtes publiées ces derniers mois . Les concertations menées depuis la fin de l' été ont

27	» à travers des mesures pour les carrières longues et la pénibilité . Bruno Le Maire a affirmé que la	réforme	« apportera 17,7 milliards d' euros » aux caisses de retraite en 2030 . « Chaque euro compte pour un
28	à un vote favorable en s' entendant sur la question de la revalorisation des pensions des retraités actuels . La	réforme	présentée par Élisabeth Borne prévoit un relèvement de la retraite minimale à 85 % du smic net - soit 1
29	» les déficits . Marine Le Pen n' est pas en reste , promettant de « faire barrage à cette	réforme	injuste » . « La confrontation d' idées peut se faire sans désinformation , sans agiter les peurs » ,
30	Anticiper les blocages Pour convaincre les Français , l' exécutif devra imposer un récit alors que la finalité de sa	réforme	n' a pas toujours été très claire . « Chaque euro servira à financer nos retraites , rien d' autre
31	IL A LANCÉ la bataille mais il se tient à distance . Après la présentation de la	réforme	des retraites par Élisabeth Borne mardi , Emmanuel Macron se tient à l' écart du débat . À peine le
32	si mauvais résultat . À l' époque , le chef de l' État se dé battait déjà avec ... une	réforme	des retraites . Laissée ensuite de côté par l' irruption de la crise Covid . Au sein du gouvernement ,
33	que le pire n' est pas forcément à venir . « Le président a déjà pris sa perte avec la	réforme	des retraites pendant la campagne présidentielle , assure un ministre . C' est l' un des seuls sujets qui ait
34	question pour autant de s' exposer en première ligne . Dans la chorégraphie bien orchestrée de la présentation de la	réforme	, Élisabeth Borne renoue avec le rôle ordinaire d' un premier ministre sous la Ve République , celui de bouclier
35	par Élisabeth Borne d' une nouvelle mouture , l' exécutif s' est donc démultiplié pour faire la promotion de sa	réforme	. Le relèvement à 64 ans de l' âge légal de départ à la retraite est « indispensable et vital
36	« qui va changer pour eux » . Le ministre a lui-même suivi la consigne : « Ce projet de	réforme	des retraites n' est pas un projet éclair ou brutal . Il n' est pas antisocial : la retraite minimale
37	SNCF , Jean-Pierre Farandou , et celui de la RATP , Jean Castex , pour « expliquer et accompagner la	réforme	» dans des secteurs où la mobilisation pourrait être importante . De son côté , le parti présidentiel Renaissance a
38	, le parti présidentiel Renaissance a édité un tract intitulé « Agir aujourd'hui pour sauver nos retraites demain » .	Réforme	« améliorable » Malgré cela , des voix se sont fait entendre mercredi pour exprimer quelques désaccords . Au sein
39	pour exprimer quelques désaccords . Au sein même de la majorité . François Bayrou a jugé sur LCI que la	réforme	« est améliorable » . « On va entrer dans une discussion parlementaire qui va être ardue » , a
40	autres de très près . Malgré son retrait apparent , c' est lui qui est à la manoeuvre sur la	réforme	. Avant la présentation du projet mardi , il a procédé aux derniers arbitrages . Et il garde sous le
41	, un allongement de la durée de cotisation , un recul de l' âge de la retraite , une autre	réforme	. Dans le baromètre d' opinion de la DREES 2021 , les retraités se montrent effectivement un peu plus favorables
42	retraites ont souvent donné lieu à de fortes mobilisations sociales . DE MÉMOIRE de parlementaires , le sujet de la	réforme	des retraites a toujours été des plus explosifs . Parce qu' il est particulièrement technique , mais aussi profondément humain
43	alertent sur la question de la justice sociale . D' autres encore jouent sur la temporalité : plus vite une	réforme	arrive dans un mandat , mieux elle passera auprès de la population . C' est le fruit des enseignements tirés
44	d' alors - est annoncé dès le 15 novembre . Il ne s' agit pas à proprement parler d' une	réforme	des retraites , puisque le projet comporte aussi un volet sur la Sécurité sociale . Mais c' est l' allongement
45	...) Le Parlement est ouvert , et le Parlement discute » , martèle -t -il , en prônant une	réforme	« sage » , « négociée » et surtout « progressive » . En témoigne le temps de cotisation prévu
46	conclu en échec . Pour contourner la contestation de ses opposants , Édouard Philippe active l' article 49.3 sur une	réforme	portant le régime « universel » . Le premier ministre se heurte par la suite au premier confinement , et
47	Des opposants au projet du gouvernement affirment que la	réforme	serait une exigence de Bruxelles . Qu' en est -il en réalité ? « C' est la faute à l'
48	? « C' est la faute à l' Europe . » Depuis le début de la contestation sociale contre la	réforme	des retraites , le rôle de l' Union européenne est parfois pointé du doigt par ses opposants . « Quelle
49	député Insoumis Éric Coquerel en début d' année sur BFMTV . En 2019 et 2020 , la thèse d' une	réforme	des retraités dictée par Bruxelles était également avancée par plusieurs élus Insoumis , dont Jean-Luc Mélenchon . De l' autre
50	l' échiquier politique , la députée RN Laure Lavalette a affirmé sur CNews , en janvier dernier , que cette	réforme	obéissait « à une injonction de Bruxelles » . « S' il (Emmanuel Macron) fait cette réforme aujourd'hui
51	cette réforme obéissait « à une injonction de Bruxelles » . « S' il (Emmanuel Macron) fait cette	réforme	aujourd'hui , c' est pour une seule et unique raison , c' est l' engagement auquel il a dû souscrire

52	tout en pointant en revanche le rôle des « marchés financiers ». Qu' en est -il vraiment , la	réforme	est-elle ou non exigée par l' UE ? Dans un article publié sur son site en octobre dernier , la
53	fact - checker » ces allégations . « Non , la Commission européenne n' impose pas à la France sa	réforme	des retraites ! L' on entend souvent dans le cadre du débat national que “ Bruxelles ” exige de repousser
54	, non contraignantes , aux Vingt-Sept . Et c' est ce qu' elle a fait , au sujet de la	réforme	des retraites , à l' adresse de la France , en mai dernier . Dans un document portant sur «
55	l' adresse de la France , en mai dernier . Dans un document portant sur « le programme national de	réforme	de la France pour 2022 » , le Conseil de l' UE recommande que la France s' attache entre autres
56	droit public à l' Université Paris - Panthéon - Assas et spécialiste du droit européen , qui souligne qu' une	réforme	des retraites « fait partie des mesures préconisées par l' UE depuis longtemps » . Certaines voix soulignent par ailleurs
57	respecter le Pacte de stabilité et de croissance européen , la France n' est pas obligée de faire précisément cette	réforme	-là pour rentrer dans les clous » , répond Vincent Couronne . « Une autonomie est laissée aux États pour
58	marchés financiers est un argument avancé par Emmanuel Macron lui-même . Après le recours au 49.3 pour faire passer la	réforme	sans vote à l' Assemblée , le chef de l' État a justifié cette décision , en conseil des ministres
59	financiers , économiques (...) trop grands » , a rapporté Le Monde . Comprendre : renoncer à cette	réforme	mettrait en danger la capacité de la France à emprunter sur les marchés . Enfin , le versement de 40
60	à la France pour financer son plan de relance post-Covid de 100 milliards « n' est pas conditionné à la	réforme	des retraites » , insiste la représentation française de la Commission européenne , contredisant les propos tenus notamment par François
61	François - Xavier Bellamy et Laure Lavalette . « Bruxelles n' a pas de pouvoir sur ce sujet de la	réforme	des retraites car le plan de relance européen est axé sur d' autres sujets , en particulier la transition énergétique
62	énergétique et le numérique » , note Vincent Couronne . Ainsi , il n' est fait aucunement mention d' une	réforme	des retraites dans la décision du Conseil de l' UE , datée de juin 2021 , approuvant le plan de
63	le plan de relance français , souligne Francesco Martucci . En résumé , il est faux de dire que la	réforme	du système de retraite français est dictée par l' Union européenne . En revanche , l' exécutif européen est bel
64	. Par ailleurs , le critère budgétaire européen des 3 % de déficit public n' oblige pas précisément à la	réforme	telle qu' elle a été pensée et annoncée par l' exécutif français , qui pointe par ailleurs les « risques
65	annoncée par l' exécutif français , qui pointe par ailleurs les « risques financiers » d' un renoncement à cette	réforme	. Chaque État est libre de définir la manière de remplir cet engagement . Aucune réforme des retraites n' était
66	un renoncement à cette réforme . Chaque État est libre de définir la manière de remplir cet engagement . Aucune	réforme	des retraites n' était en outre requise pour recevoir les fonds européens du plan de relance post-Covid .
67	non-recevoir . Mais là , personne . Emmanuel Macron déambule seul . Comme isolé . Loin du fracas de la	réforme	des retraites alors que son gouvernement s' apprête à affronter , trois jours plus tard , la deuxième journée de
68	pour apporter son « soutien total » au ministre du Travail , Olivier Dussopt , en première ligne sur la	réforme	et soupçonné par la justice de favoritisme . Là pour faire savoir que le Parlement pouvait « aménager » le
69	. La suite ne dépend plus de lui désormais puisque c' est devant le Parlement que le gouvernement défend la	réforme	. » Alors , pendant ce temps , Emmanuel Macron vaque à ses occupations de président , servi par un
70	président , servi par un agenda qui lui permet de jouer le décalage . Pour la première manifestation contre la	réforme	des retraites , il est à Barcelone pour signer un traité d' amitié avec l' Espagne . Pour la deuxième
71	Olaf Scholz . Mais surtout , il prépare la suite , l' après-réforme des retraites , une fois que la	réforme	pourra comme il l' espère , entrer en application à l' été . Emmanuel Macron réfléchit déjà à une intervention
72	. Mais il connaît déjà les chantiers sur lesquels il veut s' impliquer . D' abord l' éducation avec la	réforme	des lycées professionnels . Ensuite la santé pour réparer un système à bout de souffle . Il a longuement reçu
73	Jeudi matin , il s' est mis à clignoter en rouge vif . Deux jours après la présentation de la	réforme	des retraites , les syndicats CGT de la branche pétrole ont appelé à plusieurs jours de grèves en menaçant «
74	mercredi à l' issue du Conseil des ministres . Une large majorité des Français a beau ne pas soutenir la	réforme	des retraites , l' exécutif semble parier sur leur désintérêt croissant pour la chose publique régulièrement évoquée par les politologues
75	volontarisme et de détermination . À commencer par Emmanuel Macron , qui , au lendemain de la présentation de la	réforme	, assurait encore en Conseil des ministres qu' elle était « indispensable et vitale » . Dans le droit fil
76	septembre dernier devant l' Association de la presse présidentielle : « Est -ce qu' on peut attendre pour faire cette	réforme	? Non . Et est -ce qu' elle doit rentrer en vigueur dès l' été 2023 ? Oui . »

77	être désavoués par l' opinion . D' autant que les Français commencent à se faire à l' idée de la	réforme	, comme résignés . Selon un sondage Odoxa , 62 % d' entre eux s' opposent au report de l'
78	des Français . « Ce sont ces mesures qui expliquent le plus cette érosion » de l' opposition à la	réforme	, souligne Odoxa . Pour l' heure , les Français soutiennent toutefois fortement le mouvement du 19 janvier , mais
79	macronistes . Cette séquence , d' abord pensée comme une mesure spectaculaire qui viendrait faire de l' ombre à la	réforme	des retraites , est jugée hasardeuse par des spécialistes de l' opinion . « C' est un bon moyen de
80	des Républicains , malgré un courant majoritaire qui se félicite du poids de la droite dans la construction de la	réforme	des retraites , certains députés restent fortement hostiles au texte du gouvernement . Les ténors LR se félicitent d' avoir
81	il l' a confié au journal Le Point , samedi . Dans les Vosges , Stéphane Viry considère que cette	réforme	n' est pas en « adéquation » avec les Français . À Belfort comme en Alsace , d' autres députés
82	il veut bien reconnaître) , Ian Boucard , député LR du Territoire de Belfort , ne votera pas la	réforme	. En se réjouissant d' une « liberté de vote » au sein du groupe , il n' hésite pas
83	travaillent jamais » .Nombre de ses collègues partagent ce constat sur l' assiette des cotisations mais ils estiment qu' une	réforme	structurelle des retraites ne peut pas se fonder sur des enjeux conjoncturels . « Casus belli » Si Les Républicains
84	y apporter sa voix . Si d' aventure le gouvernement décidait de passer par un 49.3 pour faire adopter sa	réforme	, ce serait alors un « casus belli » .Raphaël Schellenberger réclamerait illico le dépôt d' une motion de censure
85	aux mauvais combats ! » , met en garde le député d' Eure-et-Loir . Il invite chacun à mesurer la	réforme	à la lumière des expertises de la droite et des études d' impact du gouvernement . « Au - delà
86	sans accorder de blanc-seing à n' importe quel prix , nous allons devoir sérier les combats , sachant que cette	réforme	s' impose si l' on veut sauver le système par répartition » , souligne le chef de file des députés
87	être examiné en commission à l' Assemblée nationale au début du mois de février . À l' Assemblée , la	réforme	des retraites sera âprement débattue . Ce , dans un calendrier restreint . Alors qu' il sera présenté en Conseil
88	décrypte un poids lourd du camp présidentiel , qui veut penser que « grâce à cette disposition constitutionnelle » la	réforme	pourrait avancer « sans trop d' encombres » au Parlement . Trouver un accord au sein d' une commission mixte
89	ensuite au Sénat , où les parlementaires de la Chambre haute , à majorité LR , votent chaque année une	réforme	des retraites en de nombreux points similaires à celle-ci . Il serait alors adopté sans trop de problèmes - sauf
90	tête du plus gros groupe au Sénat . « Je ne vois pas comment on peut ne pas voter une	réforme	attendue depuis des années » , a répété à plusieurs reprises Bruno Retailleau , ces derniers jours . Alors ,
91	Mais pour tous , la méfiance est de mise . « Un plan qui se déroule parfaitement , pour une	réforme	de cette ampleur , ça n' arrive jamais . Il y aura forcément des péripéties » , anticipe cette parlementaire
92	, et profondément inquiétant , c' est le décalage entre la prudence , et même la timidité , de la	réforme	proposée et la véhémence , voire l' indignation , qu' elle suscite dans le pays . Le rejet est massif
93	indignation , qu' elle suscite dans le pays . Le rejet est massif alors qu' au terme du processus de	réforme	l' âge de départ à la retraite restera l' un des plus bas d' Europe et la pension minimum des
94	permet pas de créer en quantité suffisante les biens et les services dont nous avons besoin pour vivre . La	réforme	des retraites est une réforme pro-croissance . Elle est indispensable même si elle doit s' accompagner d' un effort d'
95	quantité suffisante les biens et les services dont nous avons besoin pour vivre . La réforme des retraites est une	réforme	pro-croissance . Elle est indispensable même si elle doit s' accompagner d' un effort d' enrichissement qualitatif - par la
96	Un chantier peut en cacher un autre . Si la	réforme	des retraites accapare l' espace politique et médiatique pour les semaines à venir , Emmanuel Macron n' oublie pas une
97	retraites accapare l' espace politique et médiatique pour les semaines à venir , Emmanuel Macron n' oublie pas une autre	réforme	que , comme celle des retraites , il avait été contraint d' abandonner sous son premier mandat et qu' il
98	il veut goûter l' eau avant de plonger » . En clair : pas question de se lancer dans une	réforme	institutionnelle sans garantie d' aboutir et sans un minimum d' envergure . Place aux consultations , donc . Et la
99	première étape de ce parcours sera de recevoir ses deux prédécesseurs , Nicolas Sarkozy - qui avait fait voter une	réforme	constitutionnelle d' ampleur en 2008 , notamment pour limiter à deux le nombre de mandats présidentiels consécutifs - et François
100	séparément . Dans l' esprit de Macron , il s' agit de les consulter . Pas de leur confier la	réforme	. À l' été , l' idée avait circulé , faisant de Sarkozy et de Hollande les pilotes d' un
101	le cas d' Édouard Balladur à qui Nicolas Sarkozy avait confié la présidence du comité qui avait conduit à la	réforme	de 2008 . Ce ne sera pas le cas cette fois . L' actuel chef de l' État tient à

102	contestation promet d' être forte à l' hôpital , où les syndicats ont appelé à la mobilisation jeudi contre la	réforme	des retraites . Le relèvement de l' âge de départ à 64 ans inquiète les agents hospitaliers , dont l'
103	anticipé (17 ou 27 ans d' exposition) , contrairement à ce qui s' était passé lors de la	réforme	de 2010 , où elles avaient été allongées de deux ans . Pour autant , « 42 % des agents
104	une rencontre , mardi , avec l' Association des journalistes de l' information sociale (Ajis) . « La	réforme	des retraites doit permettre un accès à la retraite tenant compte de la pénibilité réelle , afin de limiter les
105	présenté dans quelques jours . Une baisse historique des naissances et une population vieillissante : à la veille d' une	réforme	des retraites , les chiffres du bilan démographique sont plus sensibles que jamais . « Les bébés de 2023 sont
106	garantir le fonctionnement du système de retraite par répartition . L' hiver démographique , un « impensé » de la	réforme	? C' est la petite musique qui commence à se faire entendre à quelques jours de la présentation du projet
107	le seuil de renouvellement des générations . Un niveau que les associations familiales appellent à retrouver pour assurer « une	réforme	des retraites durable » . Des « discours malthusiens » Études plus longues , vie professionnelle plus dense ou contexte
108	personnes dans les rues ? Combien de grévistes ? À la veille de la première journée de mobilisation contre la	réforme	des retraites , Emmanuel Macron ne veut pas jouer les baromètres . Au choc de la rue , il oppose
109	« Partage de la responsabilité » Emmanuel Macron fait même de cette majorité relative une chance pour faire aboutir cette	réforme	dans la mesure où elle oblige les acteurs à la responsabilité . C' est du moins sa lecture du soutien
110	n' a prévu aucune intervention solennelle ou télévisée . Mais il veut entendre valoriser les trois justifications majeures de cette	réforme	. La première , c' est l' équilibre budgétaire . Faute d' équilibre du régime des retraites , il n'
111	du gouvernement et pas des syndicats . Un choc d' offre positif La troisième justification macronienne consiste à présenter la	réforme	des retraites comme un des éléments d' une relance plus générale du pays . À la rentrée , le chef
112	plan était vendu deux fois . L' exécutif est rapidement revenu au message suivant : tout euro dégagé par la	réforme	servira exclusivement au financement des retraites . Ceci rappelé , Macron veut convaincre que faire travailler les Français globalement plus
113	chef de l' État veut faire du travail la « bataille française » . C' est pourquoi il voit la	réforme	des retraites comme un des éléments d' un triptyque par ailleurs constitué par la réforme de l' assurance - chômage
114	est pourquoi il voit la réforme des retraites comme un des éléments d' un triptyque par ailleurs constitué par la	réforme	de l' assurance - chômage et par le chantier du lycée professionnel dont il attend un meilleur accès des jeunes
115		RÉFORME	des retraites , acte II , scène 1 . Après les concertations avec les partenaires politiques et sociaux ; après
116	, scène 1 . Après les concertations avec les partenaires politiques et sociaux ; après la présentation officielle de la	réforme	par la première ministre ; après les réactions outragées des opposants au texte ... place à la rue . Elle
117	de la protestation et aux éventuels débordements . Car la journée de jeudi conditionnera en partie l' avenir de la	réforme	. Si le gouvernement affiche pour l' heure sa volonté d' aller au bout , certaines voix reconnaissent hors micro
118	que toutes les hypothèses restent à l' étude . « On planifie toujours tous les scénarios quand on fait une	réforme	. Et personne ne dit qu' un processus de réforme ne comprend pas des discussions à un moment donné ...
119	On planifie toujours tous les scénarios quand on fait une réforme . Et personne ne dit qu' un processus de	réforme	ne comprend pas des discussions à un moment donné ... » , glisse -t -on dans l' entourage de Macron
120	le répète à satiété depuis un an et demi ? On peut en douter à écouter les opposants à la	réforme	: « Retraites : nous ne voulons pas passer notre vie à la gagner » , lit -on aujourd'hui ,
121	première ministre , pense que la survie est en jeu . Et d' autre part sur la finalité de la	réforme	: contrairement à ce qui est mis en avant , il ne s' agit pas tant de renflouer les caisses
122	rue , la rue contre les urnes . Confrontation classique chaque fois qu' il s' agit de faire passer une	réforme	difficile ou impopulaire . D' Espagne , Emmanuel Macron a rappelé la légitimité qu' il avait à réformer les retraites
123	ampleur des cortèges . En privé , Macron évoque les précédents de 1995 et de 2010 , deux exemples de	réforme	des retraites qui n' avaient pas été annoncées durant la campagne présidentielle qui avait précédé . L' issue , cependant
124	millions de manifestants . Ce que veut dire Macron , c' est que si Sarkozy a tenu bon sur une	réforme	qu' il n' avait pas annoncée , lui a plus de raisons encore à tenir bon sur une réforme qu'
125	une réforme qu' il n' avait pas annoncée , lui a plus de raisons encore à tenir bon sur une	réforme	qu' il a fait valider dans les urnes . En fait , l' actuel chef de l' État est dans

126	Un président réélu - dans les deux cas contre un représentant de la famille Le Pen - faisant voter une	réforme	des retraites environ un an après sa réélection , annoncée durant la campagne . Il s'agissait alors d'aligner
127	. Ce qui prouve que la clarté du mandat reçu n'est pas la seule condition de réussite d'une	réforme	des retraites . La détermination de celui qui la conduit est tout aussi essentielle . Toutes ces réformes étaient nécessaires
128	avait la hantise de la rue ; ce qui l'a conduit ensuite à reculer sur le CPE ou la	réforme	du lycée . Alors que Sarkozy et Macron font de leur capacité à tenir face à la rue la griffe
129	opinion . Ce succès syndical se traduira sans doute dans les sondages qui devraient exprimer un rejet croissant de la	réforme	. Pour Emmanuel Macron , l'arme nécessaire n'est donc pas la détermination du premier jour , mais celle
130	a bien dû se rendre à l'évidence : les syndicats ont remporté le pari de la mobilisation contre la	réforme	des retraites . Avec plus de 2 millions de manifestants revendiqués par la CGT et plus de 1 million recensés
131	de force des syndicats , le président de la République a opposé la légitimité dont il dispose pour conduire la	réforme	et sa détermination à la mener à son terme . « Il faut que les choses soient dites au moment
132	choses soient dites au moment où les choix démocratiques sont faits » , a expliqué Emmanuel Macron en défendant une	réforme	« démocratiquement présentée , validée » et « surtout juste et responsable » . Avec une nuance toutefois que ne
133	« surtout juste et responsable » . Avec une nuance toutefois que ne cessent de rappeler les opposants à la	réforme	des retraites : si Emmanuel Macron a été réélu pour un second mandat , c'est plus pour faire barrage
134	avec beaucoup de calme » . Il n'empêche , au terme de la première journée de manifestation contre la	réforme	des retraites , et malgré les heurts qui ont émaillé le cortège , les syndicats en ressortent renforcés et la
135	de manifestation . Avec pour objectif d'amplifier la mobilisation pour accroître la pression sur le gouvernement . « La	réforme	des retraites , c'est comme le passage du cap Horn . Soit le bateau casse , soit il passe
136	En 1995 , quand la grève contre la	réforme	des retraites avait paralysé la France , internet était balbutiant . En 2019 , lorsque les syndicats s'étaient de
137	sur la durée de la vie . Ne serait-ce qu'entre 1995 , date des grandes grèves contre la	réforme	des retraites de Juppé , et 2022 , l'espérance de vie est passée de 81,9 ans à 85,2 ans
138	-elle pas parvenue à embarquer sur les plateaux de télévision des représentants de la jeunesse pour s'élever contre une	réforme	qui vise pourtant à préparer - si peu , mais quand même - le monde qui leur parvient ?
139	Alors que les syndicats affichent leur cohésion contre la	réforme	du gouvernement , la gauche se divise . Sur un char du syndicat SUD Solidaires , une enfant d'une
140	d'y être . « Il faut soutenir tout ce qui peut permettre de faire plier le gouvernement sur cette	réforme	totallement injuste et égoïste . » Avec un avertissement à l'adresse de tous : « S'il n'y
141	LE SIMULATEUR de retraites du gouvernement fonctionne à plein régime , mais , face à la	réforme	, les Français semblent toujours aussi remontés . Calcul des trimestres , dispositif « carrières longues » , prise en
142	en 1986 , la question des retraites est toujours un horizon qui s'éloigne : rien ne garantit que cette	réforme	sera la dernière et sera suffisante , s'exclame ce fonctionnaire bac + 8 . Pour moi , c'est
143	10 et 15 ans dont il va falloir payer les études . » Lui est « plutôt pour » la	réforme	, et se félicite « surtout de la fin des régimes spéciaux » . « On ne peut pas tout
144	de distance par rapport aux horaires » . Née en mai 1960 , elle « échappe de peu à la	réforme	», et s'en trouve « fort satisfaite » . À la retraite depuis le 1er janvier seulement ,
145	alors que « seuls 56 % des 55 - 64 ans sont en emploi » , le préalable de la	réforme	devrait être la valorisation du travail des seniors . « Quand vous vous sentez reconnus dans votre travail , vous
146	bombe sociale et la bombe de la dette , l'exécutif a pris le risque d'ouvrir , avec une	réforme	plus symbolique que substantielle , une incertaine boîte de Pandore . * Arnaud Benedetti est professeur associé à l'université
147	question qui ne date pas d'hier : pourquoi la France est-elle si difficile à réformer ? Et pourquoi chaque	réforme	symboliquement chargée , même si son contenu programmatique se révèle finalement plutôt modeste , conduit -elle des centaines de milliers
148	Alors que le projet de	réforme	des retraites chemine vers le Parlement , syndicats et partis d'opposition ont mobilisé leurs troupes contre le texte dont
149	chef de l'État : désormais , et avant même que le texte n'arrive dans l'Hémicycle , la	réforme	d'Emmanuel Macron se heurte aux frondeurs de son propre camp . L'aile gauche de la majorité reprochant au
150	de faire preuve de pédagogie , de se montrer à l'écoute sans pour autant reculer . Le projet de	réforme	est présenté ce lundi en Conseil des ministres . L'exécutif s'emploie à convaincre les opposants , mais également
151	du report de l'âge . En effet , d'ores et déjà un tiers des économies attendues de la	réforme	vont servir à financer de nouvelles dépenses sociales . « Sur les 18 milliards d'euros d'économies attendus de

152	servir à financer de nouvelles dépenses sociales . « Sur les 18 milliards d' euros d' économies attendus de la	réforme	, 6 milliards d' euros sont déjà consacrés aux mesures d' accompagnement , ce qui montre à quel point l'
153	le Haut Conseil estime « ne pas être en mesure d' évaluer l' incidence de moyen terme » de la	réforme	des retraites sur les finances publiques compte tenu « du caractère incomplet des informations » qui lui ont été transmises
154	La	réforme	a été présentée en Conseil des ministres ce lundi . Élisabeth Borne dit vouloir « rester à l' écoute »
155	« rester à l' écoute » . L' exécutif garde son cap . Bousculé par la contestation du projet de	réforme	des retraites , il a présenté son texte , lundi , en Conseil des ministres . Sans plier quant à
156	améliorer le texte sans renoncer au retour à l' équilibre financier du système en 2030 ni aux fondamentaux de la	réforme	, nous y serons ouverts » , a promis Olivier Dussopt . Mais les marges de manœuvre sont restreintes alors
157	hebdomadaire , soulevée par son allié du MoDem , pour générer plus de cotisations sociales . Et ainsi aménager la	réforme	des retraites . Pour ne pas rogner sur le pouvoir d' achat des salariés qui font des heures supplémentaires ,
158	à l' écoute » Sans laisser entrevoir la perspective d' une nouvelle disposition qui viendrait satisfaire les opposants à la	réforme	, Élisabeth Borne est « convaincue que le travail parlementaire permettra d' enrichir » le projet de l' exécutif .
159	exécutif . « Je n' ai pas de doute que la majorité est unie pour porter la nécessité d' une	réforme	pour assurer l' avenir » de l' actuel système de retraite , a - t - elle poursuivi au moment où de
160	Désormais , il faut questionner la solidité de notre majorité . » Car l' hostilité à l' égard de la	réforme	de la retraite n' est plus le seul apanage des adversaires du chef de l' État . Désormais , et
161	chef de l' État . Désormais , et avant même que le texte n' arrive dans l' Hémicycle , la	réforme	d' Emmanuel Macron se heurte aux frondeurs de son propre camp . Or , et tandis que le président de
162	, le député Richard Ramos a appelé jeudi , sur Sud Radio , à « ne pas faire » cette	réforme	« contre les Français » et à « reprendre » le système à points , prévu dans le projet de
163	. C' est d' autant plus vrai que les oppositions , galvanisées par l' ampleur de la mobilisation contre la	réforme	des retraites , ne comptent pas en rester là . « Il n' y a aucune résignation , affirme la
164	, Prisca Thévenot , riposte : « On ne doit pas avoir peur . Il faut continuer à expliquer cette	réforme	en ne se focalisant pas sur l' âge qui n' est pas la finalité mais la modalité de cette réforme
165	réforme en ne se focalisant pas sur l' âge qui n' est pas la finalité mais la modalité de cette	réforme	. » Sur BFMTV , Olivier Vérant abondait , dimanche : « Il y aurait eu 700 000 ou 1,3
166	. « L' enjeu , c' est donc de répondre aux inquiétudes , réelles et nombreuses , en enrichissant la	réforme	avec l' apport de tous . » Sur l' emploi des seniors , un sujet que les plus réticents à
167	l' apport de tous . » Sur l' emploi des seniors , un sujet que les plus réticents à la	réforme	(jusque dans les rangs de la majorité) entendent négocier , Gabriel Attal répond : « On est très
168	le jeu . » Dans Le Journal du dimanche , le ministre du Travail , Olivier Dussopt , défend une	réforme	qui rétablit « un maximum d' égalité » et assure que depuis le 10 janvier , le projet de loi
169	ans de plus . Comment un tel tour de passe-passe est -il possible ? Tout simplement à cause de la	réforme	Touraine , votée en 2014 sous le quinquennat Hollande , mais dont l' impact avait été reporté à bien plus
170	politiques astucieusement laissées à ses successeurs . Les Français n' en avaient pas toujours pris conscience , mais cette précédente	réforme	les oblige déjà à travailler plus longtemps pour toucher leur retraite à taux plein . Compte tenu de cet impact
171	. Compte tenu de cet impact Touraine , pour un salarié ayant commencé sa carrière à 22 ans , la	réforme	Macron ne rajoute que « trois mois » de travail s' il est né en 1961 et seulement « neuf
172	tous ceux nés à partir de 1973 , l' âge de départ est même « identique à celui d' avant	réforme	» prévu par la réforme Touraine , est -il indiqué . Globalement , l' effort à fournir est plus important
173	de 1973 , l' âge de départ est même « identique à celui d' avant réforme » prévu par la	réforme	Touraine , est -il indiqué . Globalement , l' effort à fournir est plus important chez les femmes , même
174	Dans une	réforme	de toute façon très difficile à faire accepter , il a ouvert la boîte de Pandore en prétendant , Emmanuel
175	les femmes et les hommes , selon l' espérance de vie , etc. Le seul argument audible eût été une	réforme	nécessaire pour le pays et pour assurer le paiement des retraites à l' avenir . Loin de là , la
176	nécessaire pour le pays et pour assurer le paiement des retraites à l' avenir . Loin de là , la	réforme	est perçue comme injuste et brutale . Même adoptée en fin de course , elle aura un coût politique pour
177	de la gauche et de la droite ainsi que sur le « en même temps » . Or , cette	réforme	constitue ce qu' on appelle en sociologie un « acte lourd » , de ceux qui marquent les citoyens .

178	vers la droite . Au surplus , dans le conflit dur qui s'annonce , le pouvoir promoteur d' une	réforme	impopulaire devient volens nolensle représentant du parti de l' ordre contre les blocages , les atteintes aux biens ou les
179	libère un espace politique pour la gauche ... Théoriquement , oui . Car la gauche , vent debout contre la	réforme	, est en grande difficulté . Elle montrerait son impuissance si elle échouait à l' empêcher . Au surplus ,
180	n' a ni organisation pour l' animer ni leader pour l' incarner . Les Républicains , en soutenant majoritairement la	réforme	, sont accusés d' être la béquille du pouvoir . Avaient -ils le choix ? Pas vraiment , pour une
181	les concessions faites et en obligeant le pouvoir à recourir au 49.3 , ajoutant le passage en force à une	réforme	impopulaire . Le Rassemblement national va -t -il tirer les marrons du feu de la période ? Le RN pratique
182	Le RN pratique une stratégie habile fondée sur l' évitement , l' élargissement puis le ressentiment . En condamnant la	réforme	, il se range bien sûr du côté de l' électorat populaire ; en refusant de s' associer aux manifestations
183	vue de 2027 , Marine Le Pen cherche à s' appuyer sur un vote de ressentiment accru après une telle	réforme	et elle promettra bien sûr son annulation . Reste que l' expérience indique que si chaque réforme des retraites a
184	après une telle réforme et elle promettra bien sûr son annulation . Reste que l' expérience indique que si chaque	réforme	des retraites a été sur le moment jugée insupportable , elle a fini par entrer dans les moeurs . Et
185	printemps 2003 , Jean-Pierre Raffarin , alors premier ministre de Jacques Chirac , développe tout un argumentaire pour défendre une	réforme	des retraites portée par son ministre des Affaires sociales , un certain François Fillon . « On ne peut pas
186	ils vont voir arriver , ces gens que j' estime et qui manifestent ? Si on ne fait pas la	réforme	, ils vont voir leur retraite s' effondrer » , clame le chef de la majorité . Et de poursuivre
187	elle pourrait être reprise quasiment mot pour mot par l' équipe d' Elisabeth Borne , qui a présenté mi-janvier sa	réforme	en Conseil des ministres . Et elle pourrait être également martelée par l' un de ses successeurs , dans quelques
188	quelques années . Car dans le débat parfois technique sur les retraites , tous les économistes en conviennent : cette	réforme	ne devrait pas être la dernière . « Je suis quasiment sûr qu' il y en aura une nouvelle dans
189	qu' un « nouveau tour de vis s' imposera avant 2035 » . À cette date , si aucune autre	réforme	n' intervient , le système se retrouvera à nouveau déficitaire , à raison de 7 à 8 milliards d' euros
190	d' euros , après un retour fugace à l' équilibre en 2030 : « Le gain financier net de la	réforme	sera constant entre 2030 et 2035 , alors que le solde structurel baissera encore pour des raisons démographiques » ,
191	dans les années qui suivent 2030 » , relate François Ecalte , spécialiste des finances publiques . Mais une nouvelle	réforme	devrait s' imposer dès les prochaines années , juge l' expert : « Les hypothèses du COR se sont toujours
192	annuités pour les salariés du privé et les indépendants . 1995 , Alain Juppé propose de généraliser aux fonctionnaires la	réforme	de son prédécesseur à Matignon : un mouvement social de grande ampleur se déclenche , le pays est bloqué et
193	sur le nombre d' années de cotisations . Un à deux millions de personnes descendent dans la rue contre la	réforme	, sans succès . 2007 , Nicolas Sarkozy poursuit cette stratégie et y inclut les régimes spéciaux des sociétés publiques
194	cet aggiornamento . Au regard de cette chronologie assez dense , il n' est pas absurde de penser que la	réforme	dite Borne , si elle est adoptée d' ici à l' été , ne sera pas la dernière . L'
195	fixé une clause de revoyure en 2027 , à la fin du deuxième quinquennat d' Emmanuel Macron . Si la	réforme	de 2023 est parfois présentée comme la Der des Ders , les ministres n' ont de cesse de répéter que
196	2023 est parfois présentée comme la Der des Ders , les ministres n' ont de cesse de répéter que leur	réforme	garantit l' équilibre financier du système jusqu' en 2030 , s' appuyant sur le dernier rapport du Conseil d' orientation
197	son porte-parole , Olivier Véran , ose -t -il déclarer : « Ce que nous visons , c' est une	réforme	qui permette de ne plus se poser la question (de l' équilibre financier) dans 10 ans » .
198	petits pas qui conduit à revoir régulièrement le système Mais cette récurrence est fustigée par les détracteurs politiques de la	réforme	. « On est en incapacité , en 2023 , de répondre aux défis qui s' accumulent . Les prévisions
199	étant dans les mains du gouvernement , l' exécutif sait qu' il ne peut pas aller trop loin sur cette	réforme	. Au risque de brusquer les Français , comme lors de la crise des gilets jaunes . Au risque ,
200	président du Conseil d' orientation des retraites (COR) . De quoi remettre en cause la nécessité d' une	réforme	, affirme -t -on dans les oppositions . À raison ? La « survie » financière du système des retraites

201	députés a remis cette question sous le feu des projecteurs . Maintes fois brandi par l' exécutif pour justifier sa	réforme	, l' argument de l' équilibre financier du système aurait , entend -on dans les oppositions , été contredit par
202	les propos du patron de l' instance indépendante , qui fait autorité sur le sujet , pour affirmer que la	réforme	est « inutile » ou « injustifiée » du point de vue budgétaire . Les opposants s' appuient précisément sur
203	de l' audition , qui a beaucoup circulé sur les réseaux sociaux , en pleine journée de mobilisation contre la	réforme	: « Les dépenses de retraites ne dérapent pas , elles sont relativement maîtrisées . Dans la plupart des hypothèses
204	cet extrait vidéo , Pierre-Louis Bras . Le président du COR remet -il vraiment en cause le bien-fondé d' une	réforme	du système de retraite ? Tout d' abord , il convient de rappeler que ses propos ne sont pas un
205	COR dans son rapport . « Dans l' hypothèse privilégiée , qui sert de référence dans le cadre de la	réforme	des retraites , le déficit perdure jusqu' en 2070 » , ajoute d' ailleurs Pierre-Louis Bras dans son audition .
206	faillite à court terme » , abonde Mathieu Plane , sans toutefois partager l' avis de ceux qui jugent une	réforme	« inutile » . En revanche , l' économiste met en doute « l' urgence » affichée par le gouvernement
207	« il aurait fallu attendre que l' économie se soit stabilisée » . Le gouvernement cherche davantage , avec cette	réforme	, à « protéger les finances publiques et rassurer les marchés financiers » , d' autant que « la charge
208	en compte par le COR , lié aux fonctionnaires . Ainsi , à la question de la nécessité d' une	réforme	telle que proposée par le gouvernement , il s' agit d' un choix politique qui s' avère défendable d' un
209	s' annoncent déjà suivies par les salariés des remontées mécaniques . Le mouvement de grèves et de manifestations contre la	réforme	des retraites menace -t -il les stations de ski ? Si les mobilisations des 7 et 8 mars prochains s'
210	plusieurs mesures sont concernées . La première concerne , sans surprise , l' âge de 64 ans instauré par la	réforme	des retraites du gouvernement . « Les saisonniers ont des métiers intenses et on ne peut pas demander à un
211	LA MOBILISATION contre la	réforme	des retraites relèvera -t -elle le défi de la longévité ? C' est la question que se posent les oppositions
212	va « plier » . « Une modification du texte » Cela n' implique pas forcément d' abandonner carrément la	réforme	- seuls 12 % pensent que le recul pourra aller jusque-là . Il s' agit davantage d' espérer une modification
213	approchent de l' âge de la retraite et voient celle-ci risquer d' être repoussée de quelques mois à cause de la	réforme	. » 63 % des 50 - 64 ans estiment en effet qu' ils y perdront si ce texte entre
214	. À tel point que certains commencent désormais à l' envisager sérieusement . Et si la version définitive de la	réforme	des retraites était finalement élaborée en commission mixte paritaire (CMP) , dans un cénacle fermé , à l'
215	de loi rectificatif de la Sécurité sociale (PLFSSR) . Car comme pour tous les textes financiers , cette	réforme	est automatiquement soumise à l' article 47 - 1 de la Constitution , une disposition particulière qui oblige le Parlement
216	la presse . Selon elle , les élus de la Chambre basse auront largement le temps de discuter de la	réforme	s' il n' y a pas de blocage parlementaire , puisque l' Assemblée devrait , selon elle , consacrer 73
217	13 séances) . Mais l' opposition n' en démord pas , la méthode choisie par le gouvernement pour cette	réforme	les contraint . « Cela nous empêche de dérouler notre projet car le débat va durer trois jours en commission
218	il est soumis à la validation ou au rejet des députés . La stratégie pourrait s' avérer payante pour la	réforme	des retraites , à une condition : que l' alliance avec Les Républicains - et plus particulièrement les sénateurs -
219	Emmanuel Macron et Elisabeth Borne doivent mener une triple bataille pour faire passer la	réforme	des retraites : devant l' opinion publique , à l' Assemblée nationale , et face à leurs troupes , inquiètes
220	à leurs troupes , inquiètes du succès de la mobilisation du 19 janvier dernier . « Elle est bien la	réforme	. » Elisabeth Borne n' est pas mécontente du texte qu' elle vient de présenter en conférence de presse ce mardi
221	dans la rue , voire de multiplier les appels à la grève . Du classique en ce qui concerne une	réforme	des retraites depuis des années en France . Au gouvernement on ne croit pas , à ce moment -là ,
222	apporté une nouvelle fois la preuve , certains commençant à se demander s' il est bien opportun de mener cette	réforme	en ces temps difficiles pour les Français . Ils ont regardé la mobilisation dans leurs circonscriptions et ont eu peur
223	les députés de la majorité faisaient le même constat : les électeurs croisés ne leur ont pas parlé de la	réforme	des retraites , alors même que certains avaient sûrement battu le pavé quelques jours auparavant . Là aussi les difficultés
224	, il faut démontrer qu' Emmanuel Macron est minoritaire et qu' il n' a pas de légitimité pour faire sa	réforme	. Bataille de la légitimité La bataille qui se joue est bien celle de la légitimité d' un président à
225	Manuel Bompard , le coordinateur de La France insoumise : « Emmanuel Macron n' a aucune légitimité à faire cette	réforme	; il n' a pas de mandat populaire pour le faire . » Emmanuel Macron n' aurait été élu que

226	1 200 euros et touchera tous les retraités , et pas seulement ceux qui partiront à la retraite après la	réforme	. Ce point est issu de l' accord trouvé avec le président des LR , Éric Ciotti . Patatras !
227	discuter avec celui des députés LR , Olivier Marleix , ne garantit pas que tous les députés Républicains voteront la	réforme	. La tradition veut que chaque député ait une liberté de vote . Et aujourd'hui , les élus LR sont
228	que chaque député ait une liberté de vote . Et aujourd'hui , les élus LR sont fortement divisés sur la	réforme	des retraites . Menés par Aurélien Pradié , une dizaine d' entre eux ont fait savoir qu' ils pourraient ne
229	d' attendre . Après la déroute socialiste aux législatives de 1993 , Édouard Balladur trouva donc le dossier de la	réforme	sur son bureau quand il fut nommé à Matignon . Dans sa grande sagesse , il ne demanda de sacrifices
230	ne demanda de sacrifices qu' aux salariés du privé . Bien choisir sa cible est la première condition d' une	réforme	des retraites menée sans - trop - de douleurs . Pour avoir attaqué bille en tête les régimes spéciaux en
231	» - les efforts - et le « sucré » - les compensations - est la deuxième condition d' une	réforme	des retraites digeste . Soit vis-à-vis des catégories disposant de la plus forte capacité de nuisance , SNCF en tête
232	publics considérés comme désavantagés dans le monde du travail : carrières longues , pénibles , femmes , chômeurs ... Chaque	réforme	comporte son lot d' arrangements particuliers . Celle de François Fillon en 2003 , par exemple , intégra les primes
233	du régime par points - revendication de la CFDT depuis 2010 . L' introduction de l' âge pivot dans la	réforme	lui permit de rejoindre les autres centrales dans une opposition franche et massive où il campe encore aujourd'hui . Réforme
234	réforme lui permit de rejoindre les autres centrales dans une opposition franche et massive où il campe encore aujourd'hui .	Réforme	des retraites Édouard Balladur 1993 Origines Premier ministre de cohabitation , Édouard Balladur arrive à Matignon après la déroute socialiste
235	1945 . Objectif Le déficit des retraites est sans précédent : 40 milliards de francs . Édouard Balladur limite sa	réforme	aux salariés du privé et à certaines professions indépendantes - deux ans plus tard , il sera candidat à la
236	la même aujourd'hui . Contestation Pour éviter que la France retombe en récession , l' entrée en vigueur de la	réforme	est étalée sur une période de 10 à 15 ans . Elle est mise en œuvre en été , dans
237	régimes spéciaux , totalement épargnés . Bilan La Caisse nationale d' assurance - vieillesse (Cnav) a évalué la	réforme	Balladur dans un rapport publié en 2014 . Selon ses calculs , le déficit du régime aurait été de 30
238	la durée de cotisation augmentait de 30 mois . Alain Juppé 1995 Origines Premier ministre , Alain Juppé introduit une	réforme	des régimes spéciaux , retraites de la fonction publique comprises , dans son plan de redressement de la Sécurité sociale
239	Objectif L' objectif , annoncé le 15 novembre , est simple : s' attaquer à l' angle mort de la	réforme	Balladur de 1993 en alignant ces régimes sur celui du privé pour réduire les déficits . La France doit assainir
240	avait laissé Alain Juppé . Au pouvoir cinq ans , Lionel Jospin n' y a pas touché . Objectif La	réforme	visé à combler les besoins de financement en allongeant la durée du travail . Les Français sont incités à travailler
241	Les manifestations rassemblent jusqu' à 2 millions de personnes selon les syndicats , 1,13 million selon la police . La	réforme	sera néanmoins adoptée avec le soutien de la CFDT , dirigée par François Chérèque , après des négociations avec le
242	défile , mais n' appelle pas à la grève générale . Bilan Selon un rapport de la Cnav , la	réforme	n' a pas atteint son objectif principal : retarder le départ à la retraite . Cinq ans après sa mise
243	permettant de cesser le travail plus tôt ont été très populaires . Nicolas Sarkozy 2007 Origines C' est la première	réforme	de son quinquennat et le président de la République la veut symbolique de sa volonté de rupture avec les années
244	substantielles . Sud-Rail , qui veut continuer la mobilisation , se retrouve isolé . Bilan Pendant dix ans , la	réforme	a coûté plus cher que si les régimes spéciaux avaient été maintenus en l' état . Les revendications de la
245	d' atteindre 40 milliards d' euros dès 2015 . Éric Woerth , ministre du Travail , est chargé de la	réforme	. Objectif Partout en Europe , on repousse l' âge de départ à la retraite . L' Allemagne décide de
246	plein va progressivement être porté à 67 ans , soit une durée de cotisation de 41,5 ans . Contestation La	réforme	provoque une forte mobilisation à la SNCF , dans les raffineries , chez les transporteurs routiers ou encore des éboueurs
247	les dividendes perçus par les actionnaires . Marisol Touraine 2014 Origines Annoncée par François Hollande pendant sa campagne , la	réforme	est confiée à la ministre des Affaires sociales et de la Santé Marisol Touraine . Objectif Le pouvoir socialiste ne
248	Un compte personnel de prévention de la pénibilité est créé . Il sera financé par les entreprises . Contestation La	réforme	est soutenue par la CFDT . Des manifestations éclatent , mais elles seront peu suivies : 370.000 personnes descendent dans

249	dans le cadre de la loi travail . Emmanuel Macron 2019 Origines Le candidat En marche ! fait de la	réforme	des retraites un symbole de sa volonté de rupture avec l'«ancien monde» . Elle sera « systémique » ,
250	État se substituant à l' Agirc - Arcco , leur gestionnaire principal , pour collecter les cotisations . Contestation La	réforme	suscite l' opposition unanime des partenaires sociaux , de la CGT au Medef . Même la CFDT , qui défend
251	marqué par des violences , bat le record de 1995 . Bilan Début mars 2020 , plusieurs éléments de la	réforme	sont adoptés , certains par 49.3 , c' est - à - dire sans vote . À la fin du
252	Après les manifés et les marches de janvier contre la	réforme	des retraites , faut -il se préparer aux grèves et blocages de février ? La réponse appartient aux syndicats .
253	changé depuis près de trente ans , mais pas les syndicats révolutionnaires . Par principe , ils refusent toujours toute	réforme	, tout dialogue , et ne s' expriment qu' à coups de prises d' otages de nos concitoyens , en
254	, l' exécutif doit , quant à lui , continuer à expliquer avec force et conviction la nécessité de cette	réforme	, et surtout de ne pas reculer . Il y va de l' avenir de notre système des retraites et
255	À CHAQUE mouvement social contre la	réforme	des retraites , sa dynamique . L' hiver 2019 - 2020 , les agents de la RATP étaient les fers
256	cette année . Certes , les salariés de la RATP participent en nombre aux journées d' action interprofessionnelle contre la	réforme	(le 19 janvier et le 31 janvier) . Certes , à cette occasion , les transports en commun
257	, pour l' instant , n' est pas de même intensité qu' il y a trois ans . « La	réforme	système de 2019 mettait tout notre système par terre , explique Arole Lamasse , délégué général de l' Unsa à
258	nous serions gravement pénalisés par le recul de l' âge de départ à la retraite et l' accélération de la	réforme	Touraine . » En clair , les agents RATP estimaient avoir plus à perdre il y a trois ans :
259	» En clair , les agents RATP estimaient avoir plus à perdre il y a trois ans : si la	réforme	avait été appliquée , ils n' auraient plus eu le droit de toucher une pension de retraite représentant 75 %
260	élément met en sourdine les envies des conducteurs de la RATP d' en découdre avec le gouvernement : si la	réforme	des retraites doit s' appliquer dès le 1er septembre 2023 pour les employés du secteur privé , elle n' entrera
261	1er janvier 2025 . Paix sociale La raison ? Dans ces entreprises publiques , la montée en puissance de la	réforme	des retraites de 2010 menée par Nicolas Sarkozy ne s' achèvera que fin 2024 . « La réforme actuelle a
262	de la réforme des retraites de 2010 menée par Nicolas Sarkozy ne s' achèvera que fin 2024 . « La	réforme	actuelle a été présentée le 10 janvier . Dès le 12 janvier , Jean Castex (PDG de la RATP
263	Perturbés par leurs divisions internes sur la	réforme	, Les Républicains anticipent tous les scénarios . Les députés Les Républicains ont déposé près de 633 amendements au projet
264	Les Républicains anticipent tous les scénarios . Les députés Les Républicains ont déposé près de 633 amendements au projet de	réforme	des retraites sur les 7000 issus de tous les groupes . Les principaux correctifs de la droite portent sur les
265	revalorisation à 1 200 euros , impossibilité d' un hold - up sur les réserves du privé et rythme de	réforme	plus raisonnable) . « Il est du devoir d' un député d' identifier les améliorations possibles » , insiste
266	retraites , mais si on veut les augmenter , il n' y a pas de miracle , il faut une	réforme	! » , peste un autre élu , inquiet pour l' image de la droite . Annie Genevard juge «
267	assumer la responsabilité d' un échec éventuel . « Si le gouvernement n' arrive pas à mettre en œuvre cette	réforme	, il ne faudra pas nous l' imputer . Nous avons essayé de la rendre moins brutale , plus juste
268	l' affaire du gouvernement » , prévient la députée du Doubs . Nombre de LR continuent de croire que cette	réforme	est indispensable , mais ils s' attendent à tous les scénarios . Le chef de file de la droite à
269	crédible dans celui de sauveur du régime . C' est d' ailleurs la principale difficulté à laquelle se heurte cette	réforme	des retraites aujourd' hui » , accuse Olivier Marleix .
270	Avec la	réforme	des retraites , le chef de l' État se retrouve seul face à tout ce qu' il se faisait fort
271	fort d' éviter . Il voulait moderniser l' usine à gaz , le voilà contraint de la rafistoler . Cette	réforme	des retraites , dont l' examen débute à l' Assemblée , n' est pas celle dont rêvait Emmanuel Macron .
272	partis , les « frondeurs » , et peut-être même l' usage honni de l' article 49.3 . Avec la	réforme	des retraites , Emmanuel Macron vit un cauchemar éveillé . Rattrapé par les démons que son élection de 2017 était
273	montre au contraire que nous avons bien changé d' époque , et que nous sommes revenus à un agenda de	réforme	» , veut -on croire dans l' entourage du chef de l' État . Bras de fer Il n' empêche
274	ils s' appuient pour pousser leur avantage dans la rue et obtenir au bout du compte le retrait de la	réforme	. Le bras de fer engagé avec l' intersyndicale ramène le président à la gestion ordinaire d' un conflit social

275	et autres « fainéants » qui l'avaient précédé ; en promettant de ne jamais sacrifier l'ambition d'une	réforme	pour satisfaire les « Gaulois réfractaires » ; en tenant tête à ceux qui préfèrent « foutre le bordel »
276	de son exercice du pouvoir depuis sa réélection d'avril dernier . Et qui ajoute à la contestation de la	réforme	des retraites un parfum de revanche contre la seule personne d'Emmanuel Macron . De la part de la rue
277	avancer sans eux . Et qui en profitent pour faire monter les enchères . Pas de vote possible pour la	réforme	si son camp lui-même se divise . Pire , Emmanuel Macron doit aussi tenir compte des états d'âme de
278	par le gouvernement et le chef de l'État , qui entendent rester inflexibles . L'hostilité persistante à la	réforme	des retraites mesurée dans les enquêtes d'opinion se traduira -t-elle mardi par des cortèges plus fournis ? À
279	abandonner le report de l'âge légal de départ à 64 ans . Le point le plus symbolique de la	réforme	« n'est plus négociable » , a -t-elle insisté le week - end dernier , alors que l'
280	au front » . L'exécutif ne veut pas laisser prospérer un doute autour de sa détermination à conduire la	réforme	jusqu'au bout . 64 ans , le point le plus symbolique de la réforme Dans le sillage d'Élisabeth
281	sa détermination à conduire la réforme jusqu'au bout . 64 ans , le point le plus symbolique de la	réforme	Dans le sillage d'Élisabeth Borne , des proches du chef de l'État estiment qu'il faut muscler la
282	des députés LR se fait parfois vacillante . « Ce n'est pas la même chose d'être contre la	réforme	et contre le mouvement social » , juge un ministre , comme avec l'espoir que les perturbations lassent les
283	sein même de la galaxie macroniste . Ainsi Marisol Touraine , l'ex-ministre de François Hollande , a étrillé la	réforme	des retraites , qualifiée lundi sur France Inter de « passeport pour le populisme d'extrême droite » . «
284	million de manifestants , d'après le ministère de l'Intérieur , qui ont défilé jeudi 19 janvier contre la	réforme	des retraites , ils sont plusieurs à avoir attiré l'attention et suscité l'étonnement . Ce que le géographe
285	, près de 8,5 % de l'aire urbaine battait le pavé pour la première journée de manifestation contre la	réforme	des retraites . À Digne-les-Bains , le chef - lieu des Alpes - de - Haute - Provence , où
286	La France des petites et moyennes villes a commencé à travailler tôt et sera par conséquent plus affectée par la	réforme	, notamment les 44 ans de cotisation . « Comme décrit par les romans de Nicolas Mathieu , au sein
287	les départements qui ont le plus voté en faveur de Marine Le Pen en 2022 ont moins défilé contre la	réforme	des retraites . Dans ceux où elle était sous la barre des 20 % le 10 avril , il y
288	Avec une forte mobilisation , les opposants à la	réforme	ont encore fait entendre leurs voix et pensent déjà à donner une suite au mouvement . La mobilisation s'amplifie
289	mobilisation s'amplifie , l'exécutif se raidit . Au terme de la deuxième journée d'action syndicale contre la	réforme	des retraites , le rapport de force se tend . Entre le chiffre de 2,8 millions de manifestants revendiqués par
290	union affichée depuis le début de l'année . Avec le succès de la deuxième journée de mobilisation contre la	réforme	des retraites , c'est désormais l'Assemblée nationale qui se retrouve sous pression . À commencer par la majorité
291	texte , le ministre du Travail Olivier Dussopt a brandi une mise en garde : « Si nous retirions cette	réforme	, le système s'écroulerait et la pension des retraités s'écroulerait de 20 % comme c'est écrit dans
292	que demandent pourtant des manifestants revigorés par l'ampleur des cortèges . Ce qu'exigent aussi les opposants à la	réforme	, syndicaux d'abord , politiques ensuite . Si ces derniers se sont cette fois tenus à l'écart du
293	Et maintenant ... par quel bout porter la	réforme	des retraites ? Le scénario que l'exécutif redoutait , une mobilisation en hausse , est devenu réalité . Le
294	en hausse , est devenu réalité . Le gouvernement est contraint d'adapter son récit . Après celui d'une	réforme	qui financera les prochains grands chantiers du pays (Emmanuel Macron pendant la présidentielle) ; celui de l'équilibre
295	le lendemain , « une partie très importante , majoritaire , de l'opinion ne se reconnaît pas dans cette	réforme	» . Intensifier la pression « On n'a pas partagé avec les Français les raisons véritables de la réforme
296	réforme » . Intensifier la pression « On n'a pas partagé avec les Français les raisons véritables de la	réforme	» , s'est désolé le président du MoDem , qui aurait souhaité que la présentation de la réforme repose
297	la réforme » , s'est désolé le président du MoDem , qui aurait souhaité que la présentation de la	réforme	repose davantage sur un constat partagé et des éléments factuels (démographie en baisse , déséquilibre budgétaire ...) .
298	pays qui s'est imposé . Plutôt que de faire le service après-vente du volet le plus social de la	réforme	, les voix les plus à gauche de la macronie ont exposé leurs griefs (de Marisol Touraine à François
299	le potentiel blocage du pays « car c'est le seul moyen pour que le gouvernement retire ou modifie sa	réforme	» . C'est trois points de plus en une semaine , bien que se profilent les vacances scolaires .

300	pour les jeunes actifs , argumentent -ils . Collective , Tribune On trouve de tout au menu du projet de	réforme	des retraites : débats sur la nécessité de réformer , sur les modalités de départ , sur la prise en
301	notre système par répartition étant la solidarité entre les générations , on pourrait donc s' attendre à ce que cette	réforme	soit justement abordée dans une perspective intergénérationnelle . Et on voit mal pour quelle raison morale il serait anormal de
302	des retraites se succèdent et ratent l' essentiel en refusant d' aborder la question de la justice générationnelle . Cette	réforme	n' y fait pas exception . La proposition chaque fois renouvelée de faire travailler et cotiser davantage les actifs ne
303	à un partage équitable des efforts entre toutes les générations , actifs et retraités . Voilà la promesse d' une	réforme	juste .
304	En difficulté pour faire adopter sa	réforme	des retraites , le président étudie les outils institutionnels à sa disposition . Elisabeth Borne n' a pas encore atteint
305	n' ayant pas encore vraiment terminé son premier mandat et pas tout à fait commencé le deuxième . Avec la	réforme	des retraites en juge de paix autour d' une alternative simple : ça passe ou ça casse . « Le
306	est dans le temps long et garant de l' agenda des réformes . Son gouvernement est missionné pour porter la	réforme	des retraites , mais lui doit réaliser l' ensemble des engagements qu' il a pris devant les Français . En
307	ces derniers jours . D' abord pour faire rentrer Les Républicains dans le rang et les pousser à voter la	réforme	des retraites malgré leurs états d' âme . « Ils ont les clés pour faire tomber le gouvernement , reconnaît
308	vingtaine d' interpellations - , Emmanuel Macron a lui , préféré déjeuner avec Nicolas Sarkozy pour évoquer son projet de	réforme	des institutions . Manière pour le chef de l' État de mettre en scène sa distance vis-à-vis de la contestation
309	de sécurité Autour du chef de l' État , on tente donc de se persuader que l' avenir de la	réforme	va davantage se jouer Palais Bourbon que dans les cortèges . N' en déplaît à Philippe Martinez , qui a
310	et syndicaux ont respecté leurs traditionnelles distances de sécurité . « Nous utiliserons tous les moyens possibles pour que cette	réforme	ne passe pas » , a ainsi prévenu le député LFI de la Somme , François Ruffin . « On
311	du projet de loi sur les retraites , l' exécutif ne sera pas le premier à mener à bien une	réforme	impopulaire . 10 octobre 1995 , Paris . Dans les rues de la capitale , la foule vient pour la
312	alors ne s' est pas risqué à faire . À tort ou à raison . En plein débat sur la	réforme	des retraites , c' est en tout cas l' argument qui s' installe dans les rangs des oppositions . En
313	décide d' aller jusqu' au bout , l' exécutif ne sera pourtant pas le premier à mener à bien une	réforme	impopulaire . En 2003 déjà , la loi Fillon sur les retraites est adoptée malgré la contestation . En 2010
314	2003 déjà , la loi Fillon sur les retraites est adoptée malgré la contestation . En 2010 aussi , la	réforme	défendue par Éric Woerth passe outre les mouvements sociaux engendrés . « C' est le cas typique d' une réforme
315	réforme défendue par Éric Woerth passe outre les mouvements sociaux engendrés . « C' est le cas typique d' une	réforme	faite en cohérence avec sa base . Ça peut diviser , créer du débat et même des grèves , mais
316	de plus loin Pierre-Hadrien Bartoli , directeur des études politiques chez Harris II en est de même pour la grande	réforme	des universités , portée par Jacques Chirac en 1986 . Face à la grogne des mouvements lycéens et étudiants ,
317	question se pose donc de savoir de quel côté il se situe . Le président - candidat a porté la	réforme	des retraites dès sa campagne de réélection , et l' opinion publique s' attend même majoritairement à ce que le
318	principe même d' une retraite étatiste , jacobine , obligatoire et collectiviste devrait être remis en cause . Avant toute	réforme	, il faut se demander s' il faut réellement « sauver le système de répartition » . Certes , un
319	Elle a clairement expliqué aux téléspectateurs français que notre système actuel devra exploser dans les prochaines années si une profonde	réforme	(celle qu' elle propose) n' est pas adoptée . Elle a raison , et elle a tort .
320	: on cotise plus longtemps , et on est pensionné plus tard . Elle a tort quand elle présente une	réforme	qui prétend précisément « sauver le système par répartition » dont elle vient d' affirmer qu' il est explosif ,
321	puis généralisés (PEE , Perp , Perc , Pere , Perco) . On peut remarquer ensuite que la	réforme	par capitalisation a été mise en place dans la plupart des pays libres , il est vrai selon des modalités
322	, la responsabilité , la propriété et la dignité de l' être humain . « Dans les pays où la	réforme	par capitalisation a été mise en place , le niveau des retraites s' est révélé plus que du double de
323	résumait bien , en quelques mots empreints d' une colère froide , le sentiment de nombreux manifestants opposés à la	réforme	des retraites . Ce syndicaliste arborant une chasuble Solidaires rose battait le pavé aux côtés de sa collègue , Patricia

324	services à la personne ou les étudiants , tous les profils étaient représentés , voulaient croire les opposants à la	réforme	des retraites . La mobilisation « est multiforme dans sa géographie , dans sa sociologie , dans ses professions »
325	politique d' Emmanuel Macron , favorisé par le contexte économique et social tendu , qui inquiète les ménages . La	réforme	des retraites est , en cela , un catalyseur des préoccupations , un « équivalent revendicatif général » , constate
326	accès aux soins et de la fermeture de classes » , explique Louis Margueritte . « La mobilisation contre la	réforme	devient un prétexte pour exprimer des angoisses qui n' ont , au fond , rien à voir avec le texte
327	, se trouvait Antoine Loguillard , enseignant d' histoire - géographie depuis 1992 . Celui qui a manifesté contre la	réforme	des retraites en 2003 et en 2010 affirme : « Ce qui me frappe , c' est que contrairement aux
328	mesure d' âge . Je n' ai jamais contesté la nécessité de travailler plus ni même la nécessité d' une	réforme	des retraites . Ce que je dis n' a pas varié : pour qu' une réforme soit acceptée des Français
329	la nécessité d' une réforme des retraites . Ce que je dis n' a pas varié : pour qu' une	réforme	soit acceptée des Français , il faut qu' elle soit juste . Qui peut justifier qu' une réforme est juste
330	qu' une réforme soit acceptée des Français , il faut qu' elle soit juste . Qui peut justifier qu' une	réforme	est juste si celui qui a commencé à 17 ou 18 ans doit cotiser 44 ans , alors que celui
331	ceux qui ont commencé à travailler avant 21 ans de pouvoir partir avec 43 annuités , alors je voterai la	réforme	. Dans le JDD , la première ministre indiquait que votre demande coûterait une dizaine de milliards . Vous refusez
332	motion de censure s' il y a un 49.3 ? S' il y a 49.3 , c' est que la	réforme	aura déjà échoué .
333	y a des absences qui interpellent . Celle de Laurent Wauquiez ne passe pas inaperçue à droite alors que la	réforme	des retraites , souhaitée par Les Républicains , divise sa famille politique et les Français . « Parmi les députés
334	souhaitée par Les Républicains , divise sa famille politique et les Français . « Parmi les députés hostiles à la	réforme	, je vois que certains sont des soutiens de Laurent Wauquiez » , sourit Aurélien Pradié . L' ancien patron
335	de faire des économies . » Même tonalité pour l' autre député de Haute-Loire Jean- Pierre Vigier : « La	réforme	des retraites , pour moi , c' est clair net et précis , en l' état , c' est non
336	clair net et précis , en l' état , c' est non ! » Dans leur refus de voter cette	réforme	, tous les élus wauquiezistes se justifient en dénonçant un projet de loi bien insuffisant , selon eux , pour
337	la nécessité de « remettre la valeur travail au coeur de la société » . « Je suis pour une	réforme	des retraites mais pas celle-ci qui est une anerie . Je voterai contre sans hésitation » , développe Jean-Pierre Taite
338	» , et notamment la question du temps de travail . « La France qui travaille n' accepte pas cette	réforme	des retraites , appuie Fabien Di Filippo , clairement opposé au projet de loi du gouvernement . Elle nous dit
339	qui alertait dès 2011 sur « le cancer de l' assistanat » . « Passer entre les gouttes d' une	réforme	impopulaire » Pour autant , même s' il la juge imparfaite , Laurent Wauquiez estime qu' il faut voter cette
340	impopulaire » Pour autant , même s' il la juge imparfaite , Laurent Wauquiez estime qu' il faut voter cette	réforme	. Le 20 janvier , lors de ses vœux à la presse en Auvergne - Rhône - Alpes , celui
341	celui qui désormais ne veut plus tomber dans le commentaire de la vie politique a eu quelques mots sur la	réforme	des retraites . « Cette réforme n' est pas celle que j' aurais faite et elle a des lacunes »
342	tomber dans le commentaire de la vie politique a eu quelques mots sur la réforme des retraites . « Cette	réforme	n' est pas celle que j' aurais faite et elle a des lacunes » , avait -il énoncé . Mais
343	a un principe de responsabilité » et « ce principe de responsabilité consiste à ne pas s' opposer à cette	réforme	» , avait -il poursuivi , conscient que tous les pays européens ont fixé un âge de départ légal à
344	ex-ministre de se contenter du « service minimum » . « Wauquiez veille à passer entre les gouttes d' une	réforme	impopulaire » , s' offusque un ténor LR . D' autres sont même convaincus que le président de région jouerait
345	ses amis pour leur rappeler la portée politique et la dimension symbolique de leur vote : une opposition à la	réforme	des retraites , même imparfaite , affaiblirait nécessairement la crédibilité de la droite . Sera -t -il entendu ? Laurent
346	l' Hémicycle que ce sont les « classes moyennes et populaires qui paient le prix fort de (cette)	réforme	comptable » , il a voté pour la motion de rejet des Insoumis . « Sois plus présent dans les
347	qu' il ne peut plus renverser le cours de la bataille de l' opinion . Impopulaire et rejetée , la	réforme	des retraites le restera . Les ministres n' ont que des très petits atouts dans leur manche , mais ils
348	L' argument a même eu un effet boomerang . Il y eut donc un premier correctif : assumer que la	réforme	n' avait d' autre but que d' assurer l' équilibre du régime par répartition . Étape nécessaire , mais encore

349	. Significatif renversement des priorités politiques . Mais cela conduit aussi le gouvernement à adapter son discours . « La	réforme	, c' est pour ne pas mettre en danger le paiement de vos pensions » , explique par exemple désormais
350	Pour la cinquième fois ce jeudi 16 février , les organisations syndicales appellent à poursuivre le mouvement social contre la	réforme	des retraites . Tandis que l' examen des quelque 16.000 amendements restants continue toute la semaine à l' Assemblée nationale
351	11 % des employés de la fonction publique ne s' étaient pas présenté à leur poste en opposition à la	réforme	le 7 février . Éducation , énergie , industrie Dans les secteurs de l' éducation , de l' énergie et
352	éducation . « Il était impensable pour les syndicats de ne pas se mobiliser alors que le texte de la	réforme	des retraites est débattu à l' Assemblée nationale » explique Yvan Ricordeau , secrétaire national de la CFDT . L'
353	se soustraire . Devenons des eaux dormantes que rien ne peut réveiller Sur cet état d' esprit frileux , la	réforme	des retraites tombe comme une douche glacée . Elle serait mieux passée si le président ne l' avait lui-même désavouée
354	en réunissant le bureau politique des Républicains , Éric Ciotti avait l' intention de dégager une position commune sur la	réforme	des retraites qu' il a toujours clairement appelé à voter . Manière d' apaiser des divisions de plus en plus
355	à la cohésion de notre famille » . Pour y parvenir , Éric Ciotti avait préparé une motion sur la	réforme	des retraites . « C' est donc en parfaite cohérence avec notre histoire , forts de nos convictions et de
356	, et parce que nous portons la responsabilité d' incarner l' alternance à droite , que nous souhaitons soutenir une	réforme	du système de retraite portant à terme l' âge l' égal de départ à 64 ans et le nombre d'
357	proche d' Aurélien Pradié , ont insisté sur « la liberté de vote sacrée » du parlementaire , sur la	réforme	des retraites comme sur l' ensemble des textes débattus au Parlement , le patron de LR « a recadré »
358	Sur les 73 présents au moment du vote , 64 se sont prononcés pour ce texte de soutien à la	réforme	des retraites , 9 ont décidé de s' abstenir . Si Aurélien Pradié , opposé au principe même de la
359	secrétaire général . Un message à l' attention d' Aurélien Pradié , fer de lance de l' opposition à la	réforme	des retraites . « Il faut arrêter les caricatures , personne à cette table n' a prôné la retraite à
360	à 43 ans de cotisation , cela devient plus juste et crée les conditions d' une acceptabilité importante de la	réforme	. » « C' est une avancée substantielle correspondant à un point majeur que nous soulevions , salue à son
361	un point majeur que nous soulevions , salue à son tour la secrétaire générale de LR Annie Genevard . Cette	réforme	doit être productive sur le plan budgétaire mais aussi juste et progressive . » Annonces en cascade « Et nos
362	», affirme le député du Lot . « Je ne vois pas comment Pradié pourrait refuser de voter la	réforme	», appuie un député LR . « Si nous obtenons des avancées , une majorité des LR votera ce
363	. Une chose est sûre : cette activité est dispensée dans le cadre d' un blocus universitaire organisé contre la	réforme	des retraites . Voté en assemblée générale la semaine passée , il est mis à exécution depuis 6h30 ce mercredi
364	élan pour frapper plus fort . S' il se tient officiellement à distance des débats autour de son projet de	réforme	des retraites , Emmanuel Macron ne se désintéresse pas pour autant de l' examen du texte à l' Assemblée nationale
365	Nupes dans son ensemble , dont les milliers d' amendements rendent incertain l' examen de l' article 7 de la	réforme	, portant sur le report de l' âge légal . Sans oublier le Rassemblement national , qui a annoncé dans
366	de censure , par la voix de Marine Le Pen . « Ceux qui ont défendu et fait voter la	réforme	Touraine la dénoncent désormais (...) . La gauche nous demande depuis des semaines d' en faire plus sur
367	, une abstention . Avec un objectif : ne pas braquer le gouvernement , avec lequel un accord sur la	réforme	a été scellé , sur la base d' intérêts communs . Mais une très large majorité des parlementaires du groupe
368	fixée vendredi soir , Les Républicains restent très divisés . Si la gauche retire ses amendements et que toute la	réforme	est soumise au vote , près d' une dizaine d' élus LR pourraient s' abstenir . Et autant sont susceptibles
369	à l' image du député de la Loire Jean-Pierre Taite , proche de Laurent Wauquiez . « Il faut une	réforme	mais pas celle-ci . Plutôt que d' allonger la durée du temps de travail , augmentons le temps de travail
370	avoir changé leur vote , pour protester contre les remontrances de Bruno Retailleau , qui a appelé à soutenir la	réforme	comme un seul homme dans Le Journal du dimanche . « Il faut avoir de la constance et du courage
371	en rappelant le vote « très clair » du bureau politique et le soutien des élus LR présents à la	réforme	des retraites . Dans le camp présidentiel , plusieurs responsables s' agacent de voir Les Républicains souffler le chaud et
372	qu' on soit vigilant sur le maintien des équilibres financiers , ce n' est pas la peine de faire une	réforme	, si au bout du bout on n' arrive pas à équilibrer » , a prévenu mercredi le chef de
373	ce que pourrait se dire un observateur de nos débats récurrents autour de la retraite . Non pas que la	réforme	proposée par le gouvernement soit exempte de toute critique . Ayant défendu le changement systémique inspiré des Scandinaves (la

374	débat à l'Assemblée nationale . Mais enfin , tout de même , la nature des échanges autour de cette	réforme	a de quoi inquiéter . Nous semblons ne plus croire vraiment aux valeurs qui ont fondé utilement l' incroyable accumulation
375	de notre modèle dans l' un des pays les plus égalitaires du monde . Ce qui se joue dans la	réforme	des retraites , c' est cela : développer le travail pour défendre notre société de bien-être ou étouffer notre modèle
376	à retirer plusieurs milliers d' amendements , ce qui aurait pour conséquence directe de considérablement accélérer les discussions sur la	réforme	des retraites et de permettre certains votes . Ce , à seulement un jour de la fin des débats au
377	, les communistes avaient annoncé le retrait de tous leurs amendements précédant l' article 7 , point central de la	réforme	qui concerne le report de l' âge légal de la retraite à 64 ans . Une démarche qu' avaient déjà
378	poursuivaient dans l' Hémicycle , un certain nombre d' entre eux se sont joints à la mobilisation syndicale contre la	réforme	des retraites qui avait lieu à Paris , jeudi après-midi . Le leader Insoumis , Jean-Luc Mélenchon , s' est
379	Les expéditions de carburants sont toujours bloquées à la sortie de toutes les raffineries de France en opposition à la	réforme	des retraites . Déjà 6 % des stations - service manquent d' au moins un carburant , deux jours à
380	au moins un carburant , deux jours à peine après les premiers blocages dans les raffineries en opposition à la	réforme	des retraites . Pas de quoi s' inquiéter , selon un représentant du secteur , qui estime que le spectre
381	battait en octobre pour obtenir une augmentation de salaire , tandis qu' il s' agit cette fois de combattre une	réforme	des retraites . « La motivation n' est pas la même , pas sûr que toutes les raffineries se mettent
382	« valeur travail » inlassablement érigée par Les Républicains comme préoccupation cardinale s' est enlisée dans la complexité de la	réforme	des retraites . C' est pour cela que Paul Rannard en veut aux Républicains . S' il avait face à
383	Les débats parlementaires ont révélé des divergences chez LR . Les ténors du parti ont tracé une ligne épousant la	réforme	, mais des courants internes sont venus la contester . Ce brouillard a fait naître une inquiétude face au risque
384	de laisser à Emmanuel Macron le privilège d' apparaître comme le plus libéral sur ce sujet ? Et si la	réforme	franchit l' obstacle de la rue , le président de la République ne sera -t -il pas le seul à
385	le faire . Mais la droite cherche le bon chemin pour adapter son logiciel . Les LR reconnaissent que la	réforme	des retraites bouscule un pilier idéologique et qu' il est urgent de se mettre au boulot sur le travail ,
386	professionnelle se multiplient . Mais ils restent encore trop peu utilisés dans les entreprises . À l' heure où la	réforme	des retraites veut faire travailler les Français plus longtemps , celles-ci vont devoir mettre les bouchées doubles sur la prise
387	ce dernier , qui a évoqué avec la première ministre les priorités de son groupe - cohérence globale de la	réforme	, situation des seniors et des femmes - lors de l' examen du texte . Interrogé sur France Inter jeudi
388	la table » , a -t -il ajouté . Pour autant , si la majorité sénatoriale est favorable à la	réforme	des retraites , Gérard Larcher et Bruno Retailleau entendent rappeler la nécessité de veiller aux équilibres financiers . « C'
389	social » , rappelle Bruno Retailleau . « Nous allons nous assurer qu' il ne s' agit pas d' une	réforme	pour rien , et que l' on ne se retrouvera pas en déficit en 2030 » , poursuit le président
390	politique familiale et des mères de famille (lire ci-dessous) . « Il n' est pas question que la	réforme	se fasse sur leur dos , avance Bruno Retailleau . Elles ont permis de consolider notre modèle , et là
391	salariés - ni au système de bonus - malus pour les entreprises . Malgré leur opinion très défavorable sur cette	réforme	et leur farouche opposition , les différents groupes de gauche du Sénat attendent eux aussi de retravailler le projet de
392	est pas dans notre culture . Nous serons à l' offensive pour marquer notre opposition sur le fond de cette	réforme	» , prévient Éliane Assassi . Le patron du groupe écologiste , Guillaume Gontard , plaide lui aussi pour un
393	Le parcours laborieux de la supposée « mère des batailles » , c' est - à - dire la	réforme	des retraites , fait des vainqueurs inattendus . Le premier est un revenant : le Sénat , transcendé par l'
394	par l' exécutif révèlent la complexité , l' illisibilité , et donc l' inéquité du système , avant et après	réforme	. Le micmac sur les carrières longues illustre cette confusion . Derrière l' objectif d' un report de l' âge
395	déjà pour l' Agirc - Arrco , qui verse aujourd'hui un quart des pensions . La version 2023 de la	réforme	, nécessaire , rectifie le système mais ne le transforme pas . On continue à poser des « rustines »
396	s' agit de la capitalisation . Une option que le gouvernement n' a pas explorée . L' incipit de sa	réforme	est au contraire de défendre la survie de la répartition , « trésor national » . La mécanique démographique est
397	tout juste à l' allongement de l' espérance de vie , y compris en bonne santé , constaté depuis la	réforme	Woerth de 2010 » , constataient Gilbert Cette et Élie Cohen dans Telos . L' évolution du nombre d' actifs

398	2,1 % des prestations en 2021 (7,6 milliards d'euros sur 338 milliards) . L' état anxieux de	réforme	des retraites permanente depuis trente ans a déjà posé les bases d' une prochaine réforme , radicale cette fois .
399	. L' état anxieux de réforme des retraites permanente depuis trente ans a déjà posé les bases d' une prochaine	réforme	, radicale cette fois .
400	» , c' est la motivation que le gouvernement ne cesse de mettre en avant pour défendre sa très décriée	réforme	des retraites . Depuis de nombreuses semaines , les membres de l' exécutif se relaient jour après jour pour rappeler
401	les membres de l' exécutif se relaient jour après jour pour rappeler le bien-fondé de leur projet . Et cette	réforme	est « indispensable » pour financer le système , a encore martelé dimanche sur Europe 1 , Aurore Bergé ,
402	système de financement des retraites atteindrait 13,5 milliards d' euros à l' horizon 2030 . L' objectif affiché de la	réforme	est de combler ce trou . Et , pour y parvenir , le gouvernement compte sur le report de deux
403	cordons de la bourse . Et à force de multiplier les concessions coûteuses , il pourrait se retrouver avec une	réforme	qui ne virerait plus au vert . Déjà , en présentant le projet , début janvier , la première ministre
404	que son collègue ministre du Travail , Olivier Dussopt , affirme ce week - end dans Le Parisien que cette	réforme	est « de gauche » , le ministre délégué aux Comptes publics déplore de son côté que l' équilibre financier
405	l' aurez sûrement pas . En 2019 , il s' agissait surtout , lors de la précédente tentative avortée de	réforme	, de modifier les règles du système pour le rendre plus juste : c' était la réforme par points ,
406	tentative avortée de réforme , de modifier les règles du système pour le rendre plus juste : c' était la	réforme	par points , dont l' idée venait de la CFDT . Abandonnée précipitamment à cause de l' opposition des autres
407	aura seulement gagné l' introduction dans le langage courant , de l' opposition , un peu pédante , de la	réforme	systémique à la réforme paramétrique . Mais si le président de la République apparaît d' ores et déjà comme le
408	introduction dans le langage courant , de l' opposition , un peu pédante , de la réforme systémique à la	réforme	paramétrique . Mais si le président de la République apparaît d' ores et déjà comme le principal perdant de l'
409	» Dans un quinquennat où l' égalité femmes - hommes a été érigée en « grande cause » , une	réforme	des retraites pénalisant les mères de famille - ne serait -ce qu'«un peu » , comme en est convenu le
410	partiel , salaires et pensions inférieures ... Animées par le sentiment d' être les « grandes perdantes » de la	réforme	, de nombreuses femmes ont défilé ce mardi partout en France , veille de la Journée internationale des droits des
411	petits-enfants ou veiller un conjoint malade , cette militante féministe juge « indécent de les pénaliser , alors que la	réforme	aurait dû , au contraire , permettre de corriger des inégalités » . Aujourd'hui , les mères bénéficient de trimestres
412	public . Grâce à cette majoration , elles peuvent souvent partir à taux plein dès 62 ans . Avec la	réforme	, elles devront travailler jusqu' à 64 ans . Les enfants doivent être « pris en compte dans la retraite
413	désormais tous bac + 5 , mais à quel prix ? Les hommes qui sont à la manoeuvre derrière cette	réforme	savent -ils seulement combien les grossesses fatiguent le corps des femmes , et combien les tâches domestiques peuvent être éreintantes
414	bambins , Marion confirme : « J' ai plein d' amis qui s' arrêtent à un enfant . Depuis la	réforme	de François Hollande , qui a supprimé beaucoup d' aides , cela revient très cher ! C' est pour cela
415	Retailleau (patron du groupe LR au sénat , NDLR) . » Sans s' opposer au principe d' une	réforme	, Muriel , 58 ans , sage - femme à Orléans , juge qu' elle « majore un handicap déjà
416	%) . DRH dans une compagnie d' assurances , Marie , 55 ans , estime aussi que « cette	réforme	devrait venir rééquilibrer les inégalités de traitement dans les carrières et les rémunérations » . « L' année où on
417	rapport aux étudiants qui investissent pour acquérir des compétences utiles au pays . Le pire , c' est que cette	réforme	pourrait ne pas suffire , à cause des nombreuses et coûteuses concessions . »
418	mal bâti , au devenir incertain et largement repoussé par l' opinion publique . La France a besoin d' une	réforme	de son système de retraites qui soit enfin crédible . Donc qui évite de remettre l' ouvrage sur le métier
419	retraites par points . Rappelons , hic et nunc , que moins de Français s' opposaient à cette solution (	réforme	abandonnée du premier quinquennat Macron) qu' à l' actuel projet de réforme . En bref , le président Macron
420	Français s' opposaient à cette solution (réforme abandonnée du premier quinquennat Macron) qu' à l' actuel projet de	réforme	. En bref , le président Macron a été réélu mais en matière de retraite l' élève le plus puissant
421	les choses seraient gérables . Or , tout ce qui touche aux retraites doit être compris en flux . Une	réforme	des retraites est assimilable à la construction d' une unité hydroélectrique qui suppose de dérouter le fleuve le temps de

422	ENSEIGNANTS , lycéens et étudiants repartent en guerre contre la	réforme	des retraites . Du côté des professeurs , le Snuipp , premier syndicat du primaire , prévoit plus de 60
423	mercredi à l' occasion de la journée des droits des femmes . Puis , jeudi , pour réclamer une rapide	réforme	du système des bourses . Enfin , vendredi , sera organisé un rassemblement autour de la question du dérèglement climatique
424	, selon son expression favorite . Emmanuel Macron serait prêt à admettre lui aussi que la finalité ultime de sa	réforme	est de rassurer ceux qui nous ont fait crédit . Sauf qu' il ne peut le dire frontalement . Le
425	est révolu . Il faut s' y résoudre d' une façon ou d' une autre . L' objectif de la	réforme	des retraites est d' amadouer les créanciers des Français . Horrible et triste vérité .
426	ON PEUT soutenir la	réforme	des retraites sans oublier de rappeler l' une des vraies raisons de sa programmation dans le calendrier parlementaire . C'
427	européen . Pendant cinq ans , le président de la République a dit qu' il ne voulait pas faire une	réforme	des retraites qui allongerait l' âge de départ , et s' il fait cette réforme aujourd'hui , c' est pour
428	ne voulait pas faire une réforme des retraites qui allongerait l' âge de départ , et s' il fait cette	réforme	aujourd'hui , c' est pour une seule et unique raison , c' est l' engagement auquel il a dû souscrire
429	du mouvement LR sur l' obligation de faire évoluer notre système des retraites . « Je suis favorable à une	réforme	qui me semble nécessaire pour l' équilibrer et faire en sorte que la France sorte d' une situation qui la
430	y a aucune raison de s' y opposer » , explique le parlementaire . Pour autant , même si cette	réforme	lui semble indispensable , il met en garde face au danger d' accepter que les mécanismes de l' Union européenne
431	à leur souveraineté . François - Xavier Bellamy va même plus loin et croit que la faible acceptabilité de la	réforme	des retraites en France constatée en ce moment naît aussi d' un sentiment qu' il estime largement partagé dans l'
432	partagé dans l' opinion publique . « Les Français savent très bien que ceux qui leur demandent d' accepter cette	réforme	sont ceux qui l' ont conspuée depuis des années et qui obéissent à un autre agenda que celui auquel ils
433	, François - Xavier Bellamy renvoie à une fable de Jean de La Fontaine pour illustrer le lien entre la	réforme	des retraites française et le plan de relance européen qui fut décidé par l' Union européenne pour faire face aux
434	jugent beaucoup moins rigoureux . Une situation que François - Xavier Bellamy résume en un constat renvoyant directement à la	réforme	qui agite notre pays depuis plusieurs semaines : « Pour l' Allemagne , il était inconcevable que les excédents budgétaires
435	des débats ne signera peut-être pas la fin de la mobilisation . Alors que l' examen parlementaire du projet de	réforme	des retraites doit s' achever le 15 mars prochain , le patron de la CGT , Philippe Martinez , a
436	Alors que les opposants à la	réforme	des retraites refusent de travailler deux ans de plus , que des jeunes couples ont quitté les grandes villes après
437	de la génération du baby - boom) que des changements législatifs (loi El Khomri , ordonnances Macron ,	réforme	de l' assurance - chômage etc.) . « Penser que les Français ne veulent plus travailler est idiot .
438	Les syndicats demandaient à rencontrer Emmanuel Macron « en urgence » à l' Élysée pour lui demander de retirer sa	réforme	des retraites ; le président de la République leur a répondu par écrit . Une lettre rendue publique vendredi dans
439	à l' obstruction de la gauche , l' exécutif a demandé vendredi un vote bloqué sur l' ensemble de la	réforme	des retraites pour donner un coup d' accélérateur aux débats en cours au Sénat . Et éviter que les discussions
440	figé Détermination syndicale contre détermination gouvernementale , le bras de fer est figé . Du côté des opposants à la	réforme	, il s' agit de prendre l' avantage en mobilisant la rue avant l' adoption définitive du texte par le
441	jusque-là sans céder un pouce de terrain . Quitte à envisager de recourir à l' article 49.3 pour adopter la	réforme	des retraites si les alliés des Républicains , voire quelques députés de la majorité , devaient finalement faire défaut au
442	premier ministre britannique , Rishi Sunak , il a éludé le sujet , indiquant juste son souhait de voir la	réforme	« aller à son terme » au Parlement . Quant à l' éventualité d' un recours à l' article 49.3
443	qu' il leur adresse , il ne manque pas de leur rappeler la légitimité dont il jouit pour porter cette	réforme	en rappelant que le sujet « a été au cœur de l' élection présidentielle » . « Tout ne peut
444	. Lui veut passer à la suite . Et a déjà prévu de s' adresser aux Français une fois la	réforme	adoptée pour tenter d' enclencher enfin ce second mandat qui , un an après sa réélection , peine toujours à
445	Le 49.3 est une arme institutionnelle . Mais la bataille se joue aussi sur le terrain psychologique . Adopter la	réforme	des retraites au 49.3 , « Je ne veux pas me placer dans cette optique » , maintient Elisabeth Borne
446	au vote définitif . Celui qui tranchera le sort du projet de loi . C' est le sort de la	réforme	et de Borne qui se jouent Si donc , le 49.3 était finalement nécessaire , l' autorisation devrait obligatoirement en

447	avait déjà été le cas en 2020 lorsque Édouard Philippe avait demandé le 49.3 pour faire adopter « sa »	réforme	des retraites . S' y préparer , mais l' éviter , donc . Élisabeth Borne se montre convaincue que ,
448	49.3 . Mais , pour l' heure , elle se montre confiante . Si c' est le sort de la	réforme	qui se joue , celui de la première ministre est également concerné . Qu' elle aille au vote et qu'
449	gagne la conforterait à Matignon . Qu' elle doive demander le 49.3 serait une déception , mais qui sauverait la	réforme	, sans la condamner elle .
450	de séance . Presque détendu . Il est 21 h 30 , le ministre du Travail le sait : la	réforme	des retraites , dont il a la charge , est sur le point d' être largement adoptée par la Chambre
451	au terme de dix jours de discussion , 100 heures de débat , plus de 8 000 amendements , la	réforme	des retraites a été votée par 195 voix contre 112 , avec de l' avance sur le délai prévu .
452	, enrageait , furibonde , une sénatrice communiste quelques minutes plus tard . De l' avis de tous , la	réforme	des retraites laissera des traces . La majorité sénatoriale dénonçant une « obstruction » constante . « Nous assistons à
453	Assemblée nationale : depuis quelques jours , tout le monde fait les comptes . En cas de vote sur la	réforme	des retraites jeudi , le camp présidentiel disposera -t -il d' assez de députés pour obtenir la majorité absolue ,
454	Ou l' exécutif sera -t -il contraint de recourir à l' article 49.3 de la Constitution pour faire adopter cette	réforme	sans vote ? Chacun y va de son pronostic mais seule la vérité du scrutin fera foi . Le risque
455	pas certain de pouvoir compter sur toutes ses troupes ni sur tous ses alliés de circonstance pour faire voter sa	réforme	. À quelques jours seulement du scrutin - s' il tant est qu' il y en ait un - ,
456	de voix . Le député de Mayenne , Yannick Favennec , l' annonce au Figaro : il votera contre la	réforme	, qui ne le satisfait pas . Selon plusieurs sources , au moins deux autres députés Horizons pourraient « s'
457	L' un d' entre eux , Richard Ramos , a déjà exprimé à plusieurs reprises ses fortes réserves contre cette	réforme	qu' il juge « injuste » . « Ma position est toujours la même , à l' heure qu' il
458	. « Ma position est toujours la même , à l' heure qu' il est , je voterai contre cette	réforme	ou m' abstiendrai » , indique -t -il au Figaro . Son groupe ne pourrait alors dans le meilleur des
459	disposer que de 50 voix favorables . Les Républicains (35/61) L' allié de circonstance du gouvernement pour cette	réforme	reste très divisé sur la question des retraites . Sur 61 députés , « 21 à 24 devraient voter contre
460	une petite dizaine de députés wauquiezistes . « Un peu plus d' une trentaine semblent certains de voter pour la	réforme	» , précise un député LR , ajoutant que les autres se situent parmi les hésitants . Depuis quelques jours
461	depuis le début de la législature . Cette fois , une grande majorité d' entre eux sont défavorables à cette	réforme	. « Sur 20 députés , une grosse quinzaine est radicalement contre , deux ou trois s' abstiendront , et
462	, les 22 écologistes et les 22 communistes , devraient tous , sauf énorme surprise , s' opposer à cette	réforme	. Parmi les cinq députés non-inscrits , quatre devraient voter contre , et une seule , Emmanuelle Ménard , hésite
463	à l' Assemblée nationale , où le texte n' a pas pu être voté , le projet de loi de	réforme	des retraites a été adopté , à la Chambre haute , en fin de semaine dernière par la majorité sénatoriale
464	, c' est en commission mixte paritaire (CMP) , ce mercredi , que les lignes définitives de cette	réforme	controversée doivent être écrites . Une réunion qui dès 9 heures réunira sept députés et sept sénateurs , à huis
465	bien voir les négociations entre parlementaires aboutir . Étant donné l' enjeu , qu' ils soient pour ou contre la	réforme	des retraites , les parlementaires ont préparé avec soin la CMP . En sont membres les présidentes de commission des
466	Corinne Féret . Au vu des élus qui la composent - dix des quatorze parlementaires présents sont favorables à la	réforme	- , la CMP est censée être « conclusive » . À moins d' un énième rebondissement , toujours possible
467	en veux (la direction de LR , NDLR) d' avoir dit dès décembre qu' on allait voter cette	réforme	, ça a biaisé nos débats » , s' est confiée , devant les élus , la députée du Jura
468	? À LR , certains l' espèrent encore . « On ne peut pas renier nos convictions parce que la	réforme	est portée par un opposant » , a rappelé la députée LR de Savoie Émilie Bonnivard . « Ne pas
469	comportement des oppositions de gauche , minoritaires dans la CMP , mais toujours déterminées à empêcher le vote de la	réforme	des retraites ? « Nous sommes trois sur quatorze ... que voulez -vous que l' on fasse ? » ,
470	sources de financement . Éric Woerth , ministre du Travail et de la Fonction publique , défend en 2010 une	réforme	consistant pour l' essentiel à reporter l' âge légal de départ de 60 à 62 ans , et l' âge
471	le chiffre de 3 millions de manifestants . Mais le gouvernement de François Fillon n' a pas cédé et la	réforme	, votée le 27 octobre , fut promulguée le 10 novembre 2010 . À la tête du combat politique contre

472	votée le 27 octobre , fut promulguée le 10 novembre 2010 . À la tête du combat politique contre la	réforme	, le PS s' était engagé à l' abroger ; mais , élu dix-huit mois plus tard , François Hollande
473	aux partenaires sociaux . L' augmentation de la durée d' activité est présentée comme le « socle » de la	réforme	, mais il n' est pas encore dit si c' est par un simple allongement de la durée de cotisation
474	mars Une première journée de mobilisation avait été organisée le 23 mars 2010 , donc avant que soit connue la	réforme	des retraites . L' objectif : demander un changement de politique économique . 177 cortèges rassemblent entre 380 000 (
475	dans une déclaration depuis l' hôtel Matignon , François Fillon se montre inflexible . Pas question de reculer sur la	réforme	des retraites . Plus encore , il prévient les Français que de nouveaux efforts seront nécessaires pour réduire les déficits
476	-il . Mais Fillon doit monter au créneau sur un autre terrain . Le jour de la présentation de la	réforme	, Mediapart publie le verbatim d' enregistrements clandestins de Liliane Bettencourt . Ces enregistrements sont censés étayer des soupçons de
477	Mis en examen , il obtiendra plus tard des non-lieux dans la totalité des dossiers incriminés . Mais en pleine	réforme	des retraites , ces attaques portent , d' autant que la gauche , d' Arnaud Montebourg à François Hollande ,
478	. Le cap des 3 millions franchi en octobre Mais avant ce dénouement politique , la contestation sociale de la	réforme	se poursuit . Au retour de la trêve estivale , pas moins de huit journées sont organisées en deux mois
479	1,2 et 3,5 millions de personnes dans les rues ; un chiffre qui n' a pas été dépassé avec la	réforme	en cours . À noter que des premiers comptages indépendants apparaissent , donnant des chiffres très proches de ceux de
480	cette période , d' avril à novembre 2010 , l' opinion est restée partagée , avec un soutien à la	réforme	plus élevé qu' en d' autres occasions . Malgré les cortèges monstres , le baromètre de l' Ifop montre que
481	des sondés trouvaient « justifiée » la mobilisation syndicale contre le texte . Ce soutien , finalement rare pour une	réforme	des retraites , s' explique par la compréhension majoritaire du problème financier à régler . Défiés dans la rue ,
482	l' étude Odoxa - Backbone Consulting pour <i>Le Figaro</i> révèle qu' une majorité de Français considérerait l' adoption de la	réforme	, y compris par un vote , comme « un déni de démocratie » . « Une majorité existe »
483	, Elisabeth Borne a ainsi semblé balayer l' hypothèse d' un recours à l' article 49.3 pour faire adopter sa	réforme	des retraites . Une option manifestement rejetée par 74 % des Français , qui jugeraient « inacceptable » une éventuelle
484	Backbone pour <i>Le Figaro</i> . Même les sympathisants des Républicains (56 %) , électorat pourtant favorable à une	réforme	, refusent un passage en force . Le 49.3 , une ligne rouge pour 3/4 des Français Pour adopter son
485	un passage en force . Le 49.3 , une ligne rouge pour 3/4 des Français Pour adopter son projet de	réforme	, le gouvernement pourrait avoir recours à l' article 49.3 de la constitution . Cet article permet de faire passer
486	», selon l' institut de sondage . D' autant que 67 % des sondés se disent opposés à la	réforme	et souhaite son rejet . En cas d' un vote favorable jeudi , 62 % d' entre eux estimerait que
487	Français sur dix pensent ainsi que le mouvement social doit se poursuivre , même en cas d' adoption de la	réforme	. Soit une hausse de +4 points par rapport au 10 mars , notamment chez les sympathisants de La France
488	l' accord trouvé entre la droite et la majorité macroniste en commission mixte paritaire sur le projet de loi de	réforme	des retraites (lire ci-dessous) , nul ne sait dire quelle sera l' issue de la journée de jeudi
489	en est si conscient qu' il a reçu mercredi dans la soirée Elisabeth Borne et les ministres concernés par la	réforme	pour avoir leur sentiment et prendre le moins de risques possibles . À l' issue de cette réunion en haut
490	du Luxembourg , le vote solennel devrait se dérouler sans encombre , la majorité sénatoriale étant largement favorable à cette	réforme	. C' est à partir de 15 heures , lorsque le texte reviendra au Palais Bourbon , que le suspense
491	cette issue semble inéluctable . Pour d' autres , elle est inévitable . L' hypothèse d' une adoption de la	réforme	grâce à l' article 49 , alinéa 3 de la Constitution est pourtant celle qui donnerait le « moins de
492	élu macroniste . « C' est impopulaire , certes , mais prend -on le risque d' un rejet de la	réforme	et d' une crise politique majeure ? » , interroge un député Horizons . « Malheureusement , je ne vois
493	lui-même a estimé lundi qu' il détenait une « majorité solide » à l' Assemblée nationale pour faire adopter sa	réforme	. Avant un changement de dernière minute ? Un vote favorable des députés Il s' agirait du meilleur scénario pour
494	ces derniers jours , notamment du côté de la droite , où 21 à 24 députés pourraient voter contre la	réforme	, et où certains autres devraient s' abstenir . « Le 49.3 serait bien trop commode pour certains LR qui
495	» Une stratégie « quitte ou double » qui inquiète les plus prudents macronistes , peu enclins à risquer cette	réforme	pour laquelle ils militent de longue date . Un vote défavorable à l' Assemblée Le revers serait terrible . Et

496	L'Assemblée nationale votera à partir de 15 heures la	réforme	des retraites , tandis que le Sénat l' a adopté en fin de matinée ce jeudi . Les syndicats engagés
497	le Sénat l' a adopté en fin de matinée ce jeudi . Les syndicats engagés dans la bataille contre la	réforme	des retraites ont réitéré jeudi leur appel aux députés à « voter contre » le texte « injuste » et
498	et populaire opposé au recul de l' âge légal de départ en retraite , de voter contre le projet de	réforme	» , a déclaré François Hommeril (CFE - CGC) au nom des organisations syndicales . « L' Assemblée
499	organisations syndicales . « L' Assemblée nationale et le vote de ce jour ont un rôle crucial pour stopper cette	réforme	fondamentalement injuste et déconnectée de la réalité du travail » , a -t -il également affirmé . « Nous sommes
500	financière du régime par répartition , là restera l' essentiel . Mais au-delà de l' enjeu de fond de cette	réforme	, quel fiasco politique ! Avec cette victoire à la Pyrrhus , Emmanuel Macron et son gouvernement paient de lourdes
501	gouvernement paient de lourdes fautes d' analyse . L' exécutif savait d' avance qu' il n' y a pas de	réforme	des retraites heureuse . Pourquoi alors avoir plaidé sa « justice » avant d' en assumer sa nécessité ? Pourquoi
502	approximations et de gaffes . Si l' exécutif a eu le courage de tenir bon sur le cœur de sa	réforme	, il a péché par naïveté , par présomption et par maladresse . Une image peu glorieuse Mais aux erreurs
503	de voir des élus de droite , tel des frondeurs socialistes , n' avoir de cesse que de raboter la	réforme	Dusopt , la rendant toujours plus coûteuse et moins courageuse . Il a été ensuite humiliant pour lui de voir
504	relais à l' Assemblée se sont pourtant retrouvés du même côté pour priver la droite de la paternité d' une	réforme	qu' elle réclamait . Et l' on va même voir maintenant des députés LR habitués à se draper dans la
505	de dégager une majorité , a dû se résigner au 49.3 . Elle sort de la séquence affaiblie . Sa	réforme	des retraites est en passe d' être entérinée ... mais avec un goût d' amertume . Dix mois jour pour
506	» . Après une adoption en bonne et due forme au Sénat , jeudi matin , l' examen de la	réforme	par les députés s' annonçait bien plus périlleux . Un rejet aurait hypothéqué l' avenir d' Élisabeth Borne à Matignon
507	Si plusieurs députés LR ont annoncé leur intention de la voter , Élisabeth Borne devrait pouvoir y résister et la	réforme	sera formellement adoptée . Sans en sortir totalement indemne . Sa capacité à mener les réformes promises par le chef
508	semé d' embûches . Des«échappées personnelles » Elle n' avait pourtant pas ménagé sa peine pour tenter de transformer la	réforme	des retraites - qualifiée de « réforme Borne » par les manifestants - en succès personnel . Se sachant attendue
509	Elle n' avait pourtant pas ménagé sa peine pour tenter de transformer la réforme des retraites - qualifiée de «	réforme	Borne » par les manifestants - en succès personnel . Se sachant attendue au tournant par les oppositions comme par
510	plutôt qu' à 65 ans (la promesse initiale d' Emmanuel Macron) ; en écartant l' adoption de la	réforme	à travers un amendement expéditif en marge de la discussion budgétaire de l' automne dernier (comme certains l' imaginaient
511	Lionel Jospin , d' instaurer un dialogue nourri avec Éric Ciotti , le nouveau président de LR . Quand la	réforme	est présentée , en début d' année , Élisabeth Borne pense alors qu' un accord avec la droite est possible
512	des LR , avant d' expliquer que Les Républicains avaient « essayé d' apporter des modifications importantes » à une	réforme	qu' il juge « indispensable » . Dans son constat , Éric Ciotti se félicite de voir les « points
513	déplore que ça se termine comme ça . Nous étions une majorité au sein des Républicains à reconnaître que cette	réforme	était nécessaire . » Enfin , au Sénat , Bruno Retailleau a estimé qu' une adoption via un 49.3 «
514	on montre la lune du doigt , l' insensé regarde le doigt . Devant la crise politique provoquée par la	réforme	des retraites , la tentation est grande de regarder le 49.3 . Autrement dit , d' imputer cette crise à
515	Les médias internationaux dénoncent la « faiblesse » du président français qui a préféré faire passer la	réforme	par le 49.3 , plutôt que de laisser les députés voter à l' Assemblée . Après deux mois de débats
516	que de laisser les députés voter à l' Assemblée . Après deux mois de débats houleux autour du projet de	réforme	des retraites , l' heure du dénouement a sonné . Sous les huées de l' opposition à l' Assemblée nationale
517	plus bas . Emmanuel Macron , un « canard boiteux » Le quotidien espagnol juge également le texte de la	réforme	de « décaféiné » , « moins ambitieux qu' à l' initial » , à force des révisions apportées par
518	par le Sénat et la commission mixte paritaire . Le Telegraph , quotidien britannique , se demande même si cette	réforme	n' a pas fait d' Emmanuel Macron « un canard boiteux » . Plusieurs journaux s' accordent à dire que
519	ET MAINTENANT ? Après le déclenchement du 49.3 par Élisabeth Borne pour faire adopter la	réforme	des retraites , les oppositions comptent bien riposter . La première ministre , à la tribune , l' a elle-même
520	recours : « Il faut censurer le gouvernement et nous espérons que ceux qui s' apprêtaient à voter contre cette	réforme	des retraites , voteront cette motion de censure » , a déclaré la présidente du groupe RN à l' Assemblée

521	vigueur depuis moins d' un an . Or , sur le fond , les parlementaires de gauche veulent empêcher cette	réforme	d' exister » , estime Anne - Charlène Bezzina . Et puis , cela impose un calendrier très restreint :
522	, une arme brandie par les oppositions de gauche qui critiquent vivement le véhicule législatif employé pour faire passer la	réforme	. « Certes , nous avons eu du 44.3 , du 49.3 , du 47.1 et l' ensemble de ces
523	le nouveau paradigme inflationniste exige l' adoption urgente de la taxe carbone , du revenu universel , d' une véritable	réforme	de l' État . Pour d' autres , il appelle de toute évidence le retour de l' ISF , la
524	autres , il appelle de toute évidence le retour de l' ISF , la démultiplication des investissements publics , une	réforme	de la santé , de l' éducation ... Au milieu de ce maelstrom s' impose , comme lors de chaque
525	a besoin de dégager des marges de manoeuvre pour répondre au défi de la transition écologique , mener une véritable	réforme	de l' école , assurer le financement de l' innovation ... mais aussi , plus trivialement , rembourser les intérêts
526	recours à cette facilité . En manière d' alternative sont annoncées une revue des dépenses au printemps et surtout la	réforme	des retraites , même si elle n' a jamais été clairement présentée de cette manière aux Français . Du point
527	hausse du taux d' emploi , il augmente les recettes et diminue les dépenses . D' où l' appellation de	réforme	« à double dividende » . Les études comparatives des finances publiques françaises et allemandes démontrent d' ailleurs que ce
528	du texte sur la trajectoire de la dette , l' exécutif semble avoir perdu sur tous les tableaux . La	réforme	est plus contestée que jamais et les finances publiques paraissent abandonnées à leur lente dérive .
529	sur les motions de censure contre le gouvernement . Si ces dernières n' aboutissent pas , les opposants à la	réforme	des retraites seront de nouveau dans la rue , et cette nouvelle mobilisation fait craindre des débordements , comme ceux
530	ont été conduites au poste de police . Tension également à Bordeaux et Brest où 6 000 opposants à la	réforme	ont battu le pavé . La crainte de voir la violence monter d' un cran , dès ce lundi et
531	. Leur accès reste interdit . Jeudi 23 mars , lors de la neuvième journée de mobilisation programmée contre la	réforme	, les syndicats vont -ils parvenir à maintenir l' ordre dans les cortèges ? Selon l' évolution politique du dossier
532	L' image est symbolique autant qu' inédite . Pour cette cinquième journée de protestation contre la	réforme	des retraites , jeudi 16 février , tous les leaders de l' intersyndicale s' appréhendent à manifester en ce début
533	dans ces zones rurales et périurbaines que se concentrent ouvriers et employés , catégories socioprofessionnelles les plus opposées à la	réforme	, respectivement 76 % et 67 % , selon un sondage Elabe pour BFMTV effectué tout début janvier . La
534	(2 %) suivent de près . Le centre de l' Hexagone semble pareillement être très opposé à cette	réforme	des retraites . Le Loir-et-Cher , l' Indre comme la Creuse flirtent avec les 3 % de leurs citoyens manifestant
535	territoires coïncident avec les bastions du Rassemblement national (RN) , dont les sympathisants sont fortement opposés à la	réforme	: 79 % d' après le dernier sondage Odoxa pour Le Figaro , à égalité avec les partisans de La
536	parfois vu un habitant sur trois être dans la rue . L' incarnation de cette opposition de droite à la	réforme	des retraites , Aurélien Pradié , est député du Lot , deuxième département le plus mobilisé . Même principe avec
537	rester fidèle à la volonté de ses électeurs , le choix peut se révéler cornélien pour les parlementaires . La	réforme	des retraites n' échappe pas à la règle .
538	Comme il était exclu qu' Emmanuel Macron retire sa	réforme	des retraites , il ne fallait pas attendre grand-chose de son intervention télévisée . Le texte adopté par 49.3 ,
539	réalité . Comme prévu , le président a fait chou blanc . Comme prévu , entre les opposants à la	réforme	et l' exécutif , le face-à-face continue . Et , comme prévu , la porte de sortie , forcément étroite
540	De quoi la	réforme	des retraites est-elle réellement le nom ? Quand un texte législatif , aussi structurant soit -il , mobilise sans discontinuer
541	autres , n' est -elle pas en train de se produire sous nos yeux ? Quand Emmanuel Macron propose sa	réforme	, quelques mois après sa réélection , la guerre en Ukraine a déjà commencé depuis un semestre , l' inflation
542	déclassement de la France . Si on y rajoute une dimension institutionnelle avec le recours au 49.3 pour valider la	réforme	, nous assistons à une crise composite chimiquement pure qui a pris l' exécutif par surprise . Les macronistes les
543	Or , les retraites ne viennent répondre à aucune de ces angoisses . Pire , à leurs yeux , la	réforme	proposée aggrave une situation jugée déjà précaire . Comment répondre à des angoisses qui vont bien au-delà du texte controversé

544	en y répondant que la France pourrait trouver un début apaisement . Depuis que le gouvernement a véritablement lancé cette	réforme	, le rejet n' a jamais varié , ni à la baisse ni à la hausse . Quels que soient
545	son intervention télévisée mercredi midi , Emmanuel Macron l' a lui-même reconnu , les colères vont au-delà de la seule	réforme	des retraites : « Beaucoup des choses qui se sont dites ne sont pas sur les retraites y compris les
546	l' heure , c' est pas l' heure , après l' heure , c' est déjà trop tard ... La	réforme	des retraites , elle , cumule ces deux inconvénients . Avant que les Français aient pu absorber les contraintes du
547	rapport aux déficits . En 2017 , lors de la première élection d' Emmanuel Macron , l' urgence de la	réforme	pour enrayer la dégradation des comptes était relativement partagée . Aujourd'hui , après le « quoi qu' il en coûte
548	communication , les explications , les négociations jusqu' au parcours parlementaire on ne peut plus chaotique . Pourtant , la	réforme	est nécessaire . L' exécutif , en ne saisissant pas d' emblée son caractère composite , a manqué à son
549	les poubelles s' entassent ; la nuit , elles brûlent . Alors que la grève des éboueurs parisiens contre la	réforme	des retraites en est à sa troisième semaine , et que le mouvement a été reconduit jusqu' au lundi 27
550	seul moyen de sortir du chaos social , politique et institutionnel qui s' exprime sur fond d' opposition à la	réforme	des retraites est de faire appel à la souveraineté populaire en demandant aux Français de décider par voie référendaire ,
551	écrivions voici tout juste deux mois , au lendemain de la première mobilisation contre le projet de loi sur la	réforme	des retraites : nous sommes entrés dans l' une de ces périodes où la société est en passe de se
552	qu' elles étaient la condition de la démocratie - , classes populaires prolétariées , etc. L' opposition massive à la	réforme	des retraites exprime un rejet contre ce qui est perçu par une majorité de Français comme la régression de trop
553	lui tend la main : demander aux Français en dernière instance de décider par voie référendaire du sort d' une	réforme	, en tirer les enseignements une fois exprimée la volonté générale et remettre ainsi sur ses rails une démocratie dont
554	de la souveraineté populaire au-delà du respect formel des règles du jeu institutionnel . Le mouvement de contestation de la	réforme	des retraites débouche à son tour , in fine , sur la demande d' un référendum d' initiative partagée .
555	proportionnelle et le caractère vertical de nos institutions ont aussi participé à la fracture démocratique dont la contestation de la	réforme	des retraites n' est finalement qu' un symptôme . Contrairement à ce que prétend l' extrême gauche à grands cris
556	apparaît cependant plus que jamais vidée de sa substance , coupée du demos . D' aucuns en appellent à une	réforme	institutionnelle pour sortir de l' impasse . En vérité , c' est un retour aux sources que réclament les Français

(2) grève

Index	Texte précédent	Mot	Texte suivant
1	« gilets jaunes » déclenché par une question de pouvoir d' achat ; les syndicats ont la hantise d' une	grève	style contrôleurs SNCF avant Noël . C' est ce climat incertain dans le pays , maussade mais pas ostensiblement insurrectionnel
2	raffineries agite la menace d' une mise à l' arrêt du pays . « Il y a un droit de	grève	, il y a un droit à manifester » , mais « c' est important aussi de ne pas pénaliser
3	Si les soignants ont l' habitude de manifester avec un brassard « en	grève	» tout en assurant leur poste , la contestation promet d' être forte à l' hôpital , où les syndicats
4	En 1995 , quand la	grève	contre la réforme des retraites avait paralysé la France , internet était balbutiant . En 2019 , lorsque les syndicats
5	- , seuls 3 % des salariés télétravaillaient au moins un jour par semaine , selon l' Insee . Cette	grève	avait d' ailleurs incité de nombreuses entreprises à considérer le bon côté du travail à distance et à s' équiper
6	encore plus nombreux quand c' est nécessaire (31 % en avril 2021) . En Île-de-France , où la	grève	dans les transports en commun mène vite au chaos , 36 % des salariés télétravaillent , et même 56 %
7	directeur adjoint à l' OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) . Les commerçants parisiens savent , quand une	grève	s' annonce , que leur chiffre d' affaires en souffrira , car les clients qui n' habitent pas tout près
8	ce soit pour cause d' attente dans les transports ou pour cause de télétravail . Mais l' impact d' une	grève	ne se juge pas seulement à l' aune de la croissance économique . Plus elle est dure , plus elle

9	massivement le même jour dans les grandes agglomérations, la circulation automobile s'améliore ! Si l'effet d'une	grève	se mesure à la paralysie du pays, le blocage des raffineries, les coupures d'électricité (ou simplement
10	en moins de temps (ce qui est flagrant notamment dans la communication et les transports, hors jours de	grève	s'entend). Paradoxalement, le progrès technique, qui permet d'exécuter plus rapidement un certain nombre de
11	qui peuvent paralyser le pays et gâcher la vie du commun des mortels ? Vue de l'extérieur, la	grève	est souvent considérée comme une tradition française, et même comme un marqueur de l'identité nationale. Ce n'
12	côté de l'électorat populaire ; en refusant de s'associer aux manifestations de rue ou aux appels à la	grève	, il contribue à son institutionnalisation. Il veut tout à la fois être un parti social et un parti
13	Si certaines stations seront en	grève	le 19 février, les mobilisations des 7 et 8 mars s'annoncent déjà suivies par les salariés des remontées
14	8 mars prochains s'annoncent déjà suivies, certaines stations prennent de l'avance et ont déposé des préavis de	grève	avant la fin des vacances scolaires, le 5 mars. Dans les Pyrénées, les amateurs de sports d'
15	bloqués le 19 février en bas des pistes. Dameurs, pisteurs, perchistes et salariés des remontées mécaniques feront	grève	à Luchon - Superbagnères, Le Pourdis et Bourg d'Oueil. « C'est le début des vacances pour
16	principaux syndicats des remontées mécaniques, la CGT et Force ouvrière (FO) ont déposé des « préavis de	grève	de manière illimitée ». Illimité ne signifie pas que ces installations sont mises à l'arrêt indéfiniment. «
17	Concrètement, le 7 et le 8 mars, « il y aura, a minima, une heure de	grève	en début de prise de service, mais chaque station fera comme elle veut et pourra allonger le temps de
18	à 64 ans, promettent de mobiliser leurs troupes dans la rue, voire de multiplier les appels à la	grève	. Du classique en ce qui concerne une réforme des retraites depuis des années en France. Au gouvernement on
19	avec le gouvernement sur la pénibilité. La CGT de Bernard Thibault défie, mais n'appelle pas à la	grève	générale. Bilan Selon un rapport de la Cnav, la réforme n'a pas atteint son objectif principal :
20	publics. À quand un vrai service minimum dans les trains et les métros pour qu'enfin le droit de	grève	de quelques-uns cesse de s'imposer au mépris du droit de travailler de millions d'autres ? On peut toujours
21	le gouvernement a garanti aux collaborateurs actuels de la Régie qu'ils auraient toujours droit au régime spécial. Faire	grève	pour les autres trouve vite ses limites. Le nouveau contexte social à la RATP joue aussi son rôle.
22	», s'est félicité Laurent Berger, au cœur du cortège parisien. Malgré une baisse des taux de	grève	dans la fonction publique, à la SNCF ou encore du côté de l'Éducation nationale, les rues de
23	comme dans les plus grandes ». Mais à la différence de samedi dernier, où l'appel à la	grève	n'était pas de mise pour ne pas compliquer le chassé-croisé des vacances d'hiver, jeudi prochain
24	sera « perturbé » sur les lignes de la SNCF, mais beaucoup moins que lors des précédents jours de	grève	. Quatre TGV sur cinq circuleront en moyenne, et un TER sur deux. Aucun train de nuit ne
25	dix sont supprimés au départ de l'aéroport d'Orly, en région parisienne. Ailleurs en France, la	grève	des contrôleurs aériens a conduit l'administration à demander l'annulation de 20 % des vols depuis les aéroports de
26	20 % des vols depuis les aéroports de Toulouse, Marseille, Lyon, Montpellier et Nantes. Préavis de	grève	dans la fonction publique Un préavis de grève a été déposé par les fédérations de la fonction publique des différentes
27	Toulouse, Marseille, Lyon, Montpellier et Nantes. Préavis de grève dans la fonction publique Un préavis de	grève	a été déposé par les fédérations de la fonction publique des différentes organisations syndicales. La CGT - Services publics
28	de la fonction publique des différentes organisations syndicales. La CGT - Services publics a même déposé un préavis de	grève	portant sur l'ensemble du mois de février. Pour autant, la part de salariés grévistes parmi les fonctionnaires
29	débat à l'Assemblée nationale » explique Yvan Ricordeau, secrétaire national de la CFDT. L'ombre d'une	grève	reconductible Les organisations syndicales préviennent toutefois que « si malgré tout le gouvernement et les parlementaires restaient sourds à la
30	dans le secteur ferroviaire, SUD-rail, la CGT - Cheminots et l'intersyndicale RATP ayant déjà appelé à une	grève	massive et reconductible. Des cheminots ont ainsi déjà déposé leurs déclarations d'intention de grève alors que cela est
31	déjà appelé à une grève massive et reconductible. Des cheminots ont ainsi déjà déposé leurs déclarations d'intention de	grève	alors que cela est possible jusqu'à 48h avant le jour J. Toutefois, le numéro un de la CFDT
32	CFDT, Laurent Berger, a précisé de son côté ne pas encore être « dans la logique de la	grève	reconductible » et que « ce n'est pas un appel à la grève générale » non plus, expliquant
33	« dans la logique de la grève reconductible » et que « ce n'est pas un appel à la	grève	générale » non plus, expliquant que le 7 mars fera l'objet d'un « appel à la grève

34	grève générale » non plus , expliquant que le 7 mars fera l' objet d' un « appel à la	grève	de 24 heures mais pas forcément davantage » . Comme le rappelle au Figaro Yvan Ricordeau , le mot «
35	tout le monde veut sauver la planète , mais personne ne veut aider maman à faire la vaisselle . La	grève	enfin : elle est notre sport national , notre fierté , notre made in France . À l' automne 2010
36	à l' avant-garde du plus grand parti de France , le parti de la trouille . Notre passion pour la	grève	est moins un signe de vitalité démocratique que de routine , bel exemple d' une conquête devenue symptôme d' atonie
37	dans les raffineries s' installent dans le temps . « Tout va dépendre de la poursuite ou pas de la	grève	, de son intensification ou pas » , a déclaré Francis Pousse à l' AFP . Un autre engrenage inquiète
38	Les activités de production continuent elles à tourner à plein . Elles pourraient toutefois venir à s' arrêter si la	grève	durait . Recours à l' importation Dans ce cas de figure , le gouvernement pourrait abattre la carte des réquisitions
39	la carte des réquisitions de personnel , comme il avait fini par le faire en octobre dernier , lorsqu' une	grève	de plusieurs semaines chez TotalEnergies avait paralysé le système de distribution . « S' il y avait des blocages réels
40	les outils juridiques pour intervenir » . Un spécialiste se risque à pronostiquer qu' il faudrait que le mouvement de	grève	se poursuive sur plusieurs jours , voire plusieurs semaines , avant d' observer de premières graves pénuries dans le pays
41	le sol français , les pétroliers peuvent toujours recourir à l' importation . Mais alors , comment expliquer que la	grève	reconductible de la CGT - TotalEnergies au mois d' octobre ait pu à ce point paralyser les chaînes d' approvisionnement
42	paralyser les chaînes d' approvisionnement ? « La situation était complètement différente » , juge Frédéric Plan . « La	grève	d' octobre a démarré alors que les stocks étaient exceptionnellement bas en raison des ristournes cumulées de TotalEnergies et du
43	retraites . « La motivation n' est pas la même , pas sûr que toutes les raffineries se mettent en	grève	et pas sûr qu' elles le soient aussi longtemps qu' en octobre » , prédit Olivier Gantois .
44	hommes seniors . » Ce 8 mars , les organisations syndicales vont se joindre à l' appel à la «	grève	féministe » . Une « convergence des luttes » inédite . « Ce sera un grand 8 mars ! ,
45	de plus “ pour rien ” » Si Julie , cadre dans l' esthétique , s' énerve les jours de	grève	, ce n' est pas contre le gouvernement , mais contre « ces gens qui nous empêchent de travailler »
46	à l' exécutif , contre seulement 35 % aux syndicats . Il n' empêche , malgré les appels à la	grève	reconductible dans des secteurs clés , le spectre d' une paralysie reste encore loin . Toutes les raffineries ont bien
47	se produisent . Casseurs ou policiers provocateurs ? Une polémique est lancée , notamment instruite par Jean-Luc Mélenchon . La	grève	s' étend également aux éboueurs - notamment à Marseille - aux cantines scolaires et aux crèches , et bien entendu
48	national (73 %) . Le spectre d' un blocage du pays reste toutefois encore loin , malgré une	grève	reconductible des éboueurs dans les grandes villes .
49	de ces « villes moyennes » sont parfois supérieurs à ceux des métropoles . Lors de la dernière journée de	grève	, mercredi 15 mars , on dénombrait davantage de personnes dans la rue à Saint-Nazaire (Loire - Atlantique)
50	, en proportion de sa population : 3,5 % des habitants battent en moyenne le pavé à chaque journée de	grève	. Côtes - d' Armor (2,5 %) , Ille-et-Vilaine (2 %) et Morbihan (2 %
51	LE JOUR , les poubelles s' entassent ; la nuit , elles brûlent . Alors que la	grève	des éboueurs parisiens contre la réforme des retraites en est à sa troisième semaine , et que le mouvement a
52	l' entreprise Pizzorno . La journée de mardi a été marquée par une légère accalmie sur le front de la	grève	; les éboueurs étaient un peu plus nombreux à avoir repris le travail . « Ils se préparent pour la
53	. « Ils se préparent pour la journée de mobilisation du 23 mars . Après deux semaines et demie de	grève	et de perte de salaire , certains se ménagent aussi un peu » , indique la responsable CGT . Le
54	de reprendre du service car réquisitionnés par la Préfecture de police . Au bout d' une dizaine de jours de	grève	, le préfet de police de Paris Laurent Nuñez a en effet adressé une lettre de mise en demeure à
55	de Pauline Toubhans , copropriétaire dans une « grosse résidence de 130 lots » . « Après quinze jours de	grève	, il y avait un tas d' ordures sur deux mètres et demi de haut devant l' entrée , raconte
56	la maire de Paris ait privilégié les grévistes plutôt que les habitants » . « Je respecte le droit de	grève	, mais on a le droit à un service minimum quand même ! Il y a un vrai risque sanitaire
57	Paris devient un enfer » . « « Les gilets jaunes » , les transports qui fonctionnent mal , la	grève	des poubelles ... Ça fait beaucoup , je comprends que des milliers de personnes quittent la ville chaque année !

(3) contre

Index	Texte précédent	Mot	Texte suivant
-------	-----------------	-----	---------------

1	y croyait ? Quelques discussions ont permis de poser les bases d' un accord avec Les Républicains , étrangement vaccinés	contre	l' audace ; mais qui en doutait ? Partant de ce double constat , il est certain que la réforme
2	. Après ces annonces , la coalition de la Nupes s' est dite prête à mener « le combat »	contre	la réforme . Un tout premier meeting unitaire avait d' ailleurs lieu mardi soir à Paris . « Madame Borne
3	» , a salué Elisabeth Borne . Alors que les organisations syndicales et les partis de gauche sont vent debout	contre	le décalage de l' âge légal de départ à la retraite , la chef du gouvernement a évoqué « un
4	montrent effectivement un peu plus favorables que les actifs à l' allongement de la durée de cotisation (29 %	contre	24 %) et au recul de l' âge de départ en retraite (24 % contre 20 %)
5	(29 % contre 24 %) et au recul de l' âge de départ en retraite (24 %	contre	20 %) , mais les uns et les autres s' opposent massivement à une diminution des pensions servies (
6	actifs . Si leur niveau de vie médian est légèrement supérieur à celui des actifs (1900 euros par mois	contre	1840 euros en 2020 ; source DREES) , c' est parce qu' ils ont plus rarement des enfants à
7	en réalité ? « C' est la faute à l' Europe . » Depuis le début de la contestation sociale	contre	la réforme des retraites , le rôle de l' Union européenne est parfois pointé du doigt par ses opposants .
8	occupations de président , servi par un agenda qui lui permet de jouer le décalage . Pour la première manifestation	contre	la réforme des retraites , il est à Barcelone pour signer un traité d' amitié avec l' Espagne . Pour
9	. Et est -ce qu' elle doit rentrer en vigueur dès l' été 2023 ? Oui . » Détermination politique	contre	détermination syndicale , la figure est classique en entrée de conflit social . Mais dans cette chorégraphie bien orchestrée ,
10	, la contestation promet d' être forte à l' hôpital , où les syndicats ont appelé à la mobilisation jeudi	contre	la réforme des retraites . Le relèvement de l' âge de départ à 64 ans inquiète les agents hospitaliers ,
11	que cette baisse est donc liée à la fécondité . Son indice s' établit désormais à 1,80 enfant par femme	contre	1,84 en 2021 . Il s' élevait à près de 2 enfants par femmes il y a dix ans ,
12	Combien de personnes dans les rues ? Combien de grévistes ? À la veille de la première journée de mobilisation	contre	la réforme des retraites , Emmanuel Macron ne veut pas jouer les baromètres . Au choc de la rue ,
13	Les urnes	contre	la rue , la rue contre les urnes . Confrontation classique chaque fois qu' il s' agit de faire passer
14	Les urnes contre la rue , la rue	contre	les urnes . Confrontation classique chaque fois qu' il s' agit de faire passer une réforme difficile ou impopulaire .
15	dans une situation comparable à celle de Jacques Chirac en 2003 . Un président réélu - dans les deux cas	contre	un représentant de la famille Le Pen - faisant voter une réforme des retraites environ un an après sa réélection
16	Emmanuel Macron a bien dû se rendre à l' évidence : les syndicats ont remporté le pari de la mobilisation	contre	la réforme des retraites . Avec plus de 2 millions de manifestants revendiqués par la CGT et plus de 1
17	dis , avec beaucoup de calme » . Il n' empêche , au terme de la première journée de manifestation	contre	la réforme des retraites , et malgré les heurts qui ont émaillé le cortège , les syndicats en ressortent renforcés
18	En 1995 , quand la grève	contre	la réforme des retraites avait paralysé la France , internet était balbutiant . En 2019 , lorsque les syndicats s'
19	paralysé la France , internet était balbutiant . En 2019 , lorsque les syndicats s' étaient de nouveau mobilisés -	contre	la retraite à points - , seuls 3 % des salariés télétravaillaient au moins un jour par semaine , selon
20	au travail sur la durée de la vie . Ne serait -ce qu' entre 1995 , date des grandes grèves	contre	la réforme des retraites de Juppé , et 2022 , l' espérance de vie est passée de 81,9 ans à
21	malgré l' effort demandé , les choses , de ce point de vue , se sont améliorées . Pourquoi lutter	contre	une tendance globalement positive ? On peut s' interroger - outre l' opportunisme syndical - sur les ressorts profonds de
22	n' est -elle pas parvenue à embarquer sur les plateaux de télévision des représentants de la jeunesse pour s' élever	contre	une réforme qui vise pourtant à préparer - si peu , mais quand même - le monde qui leur parvient
23	Alors que les syndicats affichent leur cohésion	contre	la réforme du gouvernement , la gauche se divise . Sur un char du syndicat SUD Solidaires , une enfant
24	À la retraite depuis le 1er janvier seulement , elle est « incapable de dire si(elle) est pour ou	contre	» : « Allez vous y retrouver quand vous n' êtes qu' un simple citoyen ! , lance -t -elle
25	le projet de réforme des retraites chemine vers le Parlement , syndicats et partis d' opposition ont mobilisé leurs troupes	contre	le texte dont la mesure principale et symbolique est le passage de 62 à 64 ans du départ légal à
26	et de la « justice » d' un tel report . Les sondages montrent en effet une opposition très nette	contre	le projet . L' hostilité à son égard n' est plus le seul apanage des adversaires du chef de l'
27	, a mis en garde la première ministre , qui « espère » encore « un débat lisible , projet	contre	projet » . D' ici le début du rendez-vous parlementaire , le gouvernement aura à affronter une deuxième journée de

28	PAS seulement un texte qui arrive ce lundi sur la table en Conseil des ministres . C' est un texte	contre	lequel ont défilé entre un et deux millions de Français , aux côtés des oppositions et des syndicats . «
29	député Richard Ramos a appelé jeudi , sur Sud Radio , à « ne pas faire » cette réforme «	contre	les Français » et à « reprendre » le système à points , prévu dans le projet de 2019 abandonné
30	ligne : si nous ne sommes pas entendus , nous pourrions nous tourner vers l' abstention et même le vote	contre	» , a assuré au Figaro ce membre de Fédération progressiste , le parti de l' ex-ministre du Travail François Rebsamen
31	faire bloc . C' est d' autant plus vrai que les oppositions , galvanisées par l' ampleur de la mobilisation	contre	la réforme des retraites , ne comptent pas en rester là . « Il n' y a aucune résignation ,
32	Mais les syndicats dénoncent pour les « carrières longues » une durée de cotisation de quarante - quatre ans (	contre	quarante - trois ans pour les autres) . « C' est une situation que nous connaissons déjà avec 180.000
33	qui s' annonce , le pouvoir promoteur d' une réforme impopulaire devient volens nolens le représentant du parti de l' ordre	contre	les blocages , les atteintes aux biens ou les violences . Ainsi le macronisme glisse -t -il vers un bloc
34	Ce qui libère un espace politique pour la gauche ... Théoriquement , oui . Car la gauche , vent debout	contre	la réforme , est en grande difficulté . Elle montrerait son impuissance si elle échouait à l' empêcher . Au
35	. Car ils ne peuvent courir le risque d' être du côté de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen	contre	Emmanuel Macron si celui-ci , par hypothèse , devenait le chef du parti de l' ordre . Ils seraient alors
36	du privé sur le nombre d' années de cotisations . Un à deux millions de personnes descendent dans la rue	contre	la réforme , sans succès . 2007 , Nicolas Sarkozy poursuit cette stratégie et y inclut les régimes spéciaux des
37	une séquence de l' audition , qui a beaucoup circulé sur les réseaux sociaux , en pleine journée de mobilisation	contre	la réforme : « Les dépenses de retraites ne dérapent pas , elles sont relativement maîtrisées . Dans la plupart
38	8 mars s' annoncent déjà suivies par les salariés des remontées mécaniques . Le mouvement de grèves et de manifestations	contre	la réforme des retraites menace -t -il les stations de ski ? Si les mobilisations des 7 et 8 mars
39	LA MOBILISATION	contre	la réforme des retraites relèvera -t -elle le défi de la longévité ? C' est la question que se posent
40	ce moment . Et que c' est d' ailleurs l' espoir de la gauche de faire se lever les Français	contre	lui sur ce thème . Au gouvernement comme dans l' opposition , tout le monde a compris que le malaise
41	de mobiliser son électorat pour battre son adversaire : il avait recueilli 9,7 millions de voix (27,8 %)	contre	8,1 millions (23,1 %) . Emmanuel Macron emporte le second tour avec 18,7 millions de voix face à
42	La gauche a juste permis d' amplifier le score , d' accroître l' écart pour le monter à 58,5 %	contre	41,5 % . Les législatives ont confirmé le vote de la présidentielle . Certes Emmanuel Macron n' a pas eu
43	, au passage , dans la fonction publique , sont toujours calculées sur la base des six derniers mois ,	contre	les 25 meilleures années dans le privé . Dernière condition du succès , nécessaire mais non suffisante , avoir la
44	Après les manifs et les marches de janvier	contre	la réforme des retraites , faut -il se préparer aux grèves et blocages de février ? La réponse appartient aux
45	, durcir le combat , c' est s' exposer à la lassitude , au retournement des Français aujourd' hui en majorité	contre	le relèvement de l' âge légal de départ à 64 ans . Or l' opinion est cruciale , dans cette
46	À CHAQUE mouvement social	contre	la réforme des retraites , sa dynamique . L' hiver 2019 - 2020 , les agents de la RATP étaient
47	de tel cette année . Certes , les salariés de la RATP participent en nombre aux journées d' action interprofessionnelle	contre	la réforme (le 19 janvier et le 31 janvier) . Certes , à cette occasion , les transports
48	sur une ligne de crête , car certains députés , tel Pierre-Henri Dumont (Pas-de-Calais) , menacent de voter	contre	le texte si certains amendements ne sont pas retenus . « Pas un seul d' entre nous n' a fait
49	peine . La députée du Doubs n' est pas certaine aujourd' hui qu' un tiers des 62 députés du groupe voterait	contre	le texte , mais elle refuse de se lancer dans un décompte des pro et des antiréforme . Le vote
50	réélection d' avril dernier . Et qui ajoute à la contestation de la réforme des retraites un parfum de revanche	contre	la seule personne d' Emmanuel Macron . De la part de la rue , mais pas seulement . Comme François
51	la position des députés LR se fait parfois vacillante . « Ce n' est pas la même chose d' être	contre	la réforme et contre le mouvement social » , juge un ministre , comme avec l' espoir que les perturbations
52	LR se fait parfois vacillante . « Ce n' est pas la même chose d' être contre la réforme et	contre	le mouvement social » , juge un ministre , comme avec l' espoir que les perturbations lassent les Français .
53	le 1,12 million de manifestants , d' après le ministère de l' Intérieur , qui ont défilé jeudi 19 janvier	contre	la réforme des retraites , ils sont plusieurs à avoir attiré l' attention et suscité l' étonnement . Ce que

54	périphérique », la France « des préfectures et des sous-préfectures », s' est en effet mobilisé en nombre	contre	le projet de loi avancé par Emmanuel Macron . À Foix (Ariège) , plus de 20 % de
55	l' Hexagone , près de 8,5 % de l' aire urbaine battait le pavé pour la première journée de manifestation	contre	la réforme des retraites . À Digne-les-Bains , le chef - lieu des Alpes - de - Haute - Provence
56	et de l' abstention . « On retrouve la même géographie que durant les rassemblements en soutien àCharlie Hebdo et	contre	les ordonnances travail . Dans ces territoires acquis au RN , la manifestation demeure plus rare » , constate ainsi
57	2015 , les départements qui ont le plus voté en faveur de Marine Le Pen en 2022 ont moins défilé	contre	la réforme des retraites . Dans ceux où elle était sous la barre des 20 % le 10 avril ,
58	. La mobilisation s' amplifie , l' exécutif se raidit . Au terme de la deuxième journée d' action syndicale	contre	la réforme des retraites , le rapport de force se tend . Entre le chiffre de 2,8 millions de manifestants
59	péril l' union affichée depuis le début de l' année . Avec le succès de la deuxième journée de mobilisation	contre	la réforme des retraites , c' est désormais l' Assemblée nationale qui se retrouve sous pression . À commencer par
60	hésité à soutenir les actions coup de poing des syndicats , les coupures d' électricité par exemple , non pas	contre	les habitations privées , mais « à partir du moment où ça entre dans le champ politique de l' exercice
61	. Face à Emmanuel Macron , son diagnostic est fait : « On ne peut pas diriger longtemps son pays	contre	son peuple . On voit bien aujourd'hui que nous dépassons largement le niveau des seules mobilisations politiques et syndicales ...
62	le niveau des seules mobilisations politiques et syndicales ... » Au sein de la Nupes , la colère est forte	contre	la majorité présidentielle , d' autant plus que mardi matin , la conférence des présidents a choisi la motion référendaire
63	net recul de la mobilisation nationale , estimée à 757.000 personnes selon Beauvau - dont 57.000 à Paris - ,	contre	près de 2 millions pour la CGT , dont 400.000 dans la capitale . Une baisse de régime qui a
64	l' article liminaire du projet de loi a été adopté d' une courte tête , mardi , par 246 voix	contre	229 . « Depuis la présentation du texte par la première ministre , le 10 janvier , on se faisait
65	longues semaines ont été assez coûteuses politiquement pour nous . Maintenant , place au débat à l' Assemblée , proposition	contre	proposition » , veut croire un proche du président de la République . « La majorité et les oppositions vont
66	plus nombreux dans les rues , sont jugés trop hostiles , et le président Jacques Chirac préfère renoncer . Réformer	contre	l' opinion , voilà ce que le chef d' État d' alors ne s' est pas risqué à faire .
67	Faure , a résumé sur LCI la situation en une interrogation . « Est -ce qu' un gouvernement peut gouverner	contre	l' opinion ? Contre celles et ceux qui sont , en fait , le vrai souverain ? » Il s'
68	sur LCI la situation en une interrogation . « Est -ce qu' un gouvernement peut gouverner contre l' opinion ?	Contre	celles et ceux qui sont , en fait , le vrai souverain ? » Il s' est empressé de proposer
69	souverain ? » Il s' est empressé de proposer une réponse : « On ne peut pas gouverner très longtemps	contre	son propre pays . » S' il décide d' aller jusqu' au bout , l' exécutif ne sera pourtant pas
70	une autre histoire . À Paris , l' on retrouvait ainsi plutôt des habitués des mobilisations sociales , présents déjà	contre	les réformes des retraites de 2003 , 2010 ou 2019 , ou contre la loi travail en 2016 . Des
71	habitués des mobilisations sociales , présents déjà contre les réformes des retraites de 2003 , 2010 ou 2019 , ou	contre	la loi travail en 2016 . Des corporations puissantes , regroupées derrière des bannières : fonctionnaires , enseignants , étudiants
72	de l' accès aux soins et de la fermeture de classes » , explique Louis Margueritte . « La mobilisation	contre	la réforme devient un prétexte pour exprimer des angoisses qui n' ont , au fond , rien à voir avec
73	fonctionnaires » , se trouvait Antoine Loguillard , enseignant d' histoire - géographie depuis 1992 . Celui qui a manifesté	contre	la réforme des retraites en 2003 et en 2010 affirme : « Ce qui me frappe , c' est que
74	Laurent Wauquiez) ou de Fabien Di Filippo (Moselle) , soutien du premier cercle . « Je suis	contre	un âge légal de départ à la retraite , car cela veut dire que celui qui a commencé de travailler
75	» . « Je suis pour une réforme des retraites mais pas celle-ci qui est une ânerie . Je voterai	contre	sans hésitation » , développe Jean-Pierre Taite (Loire) qui plaide pour « tout remettre à plat » ,
76	troupes . Mardi , lors du vote de l' article liminaire du projet de loi , sur 15 voix «	contre	» exprimées par les députés LR , 8 venaient de députés proches de Laurent Wauquiez . De quoi surprendre ,
77	ressemblent ... Pour la cinquième fois ce jeudi 16 février , les organisations syndicales appellent à poursuivre le mouvement social	contre	la réforme des retraites . Tandis que l' examen des quelque 16.000 amendements restants continue toute la semaine à l'
78	. Telle est notre scène universelle : le sofa ou le canapé , face à un écran , seul rempart	contre	l' abomination de l' histoire qui nous arrive filtrée par les images et qui renforce notre appétit domiciliaire . Chacun

79	par soustraction - on souhaite moins consommer , moins dépenser , moins voyager - ou par opposition : on est	contre	. On est antivax , anti viande , antivoiture , anticorrada , antinucléaire , antichasse , anti-canon à neige . Il
80	leur « droit au silence » en cas de garde à vue . Il s' agit d' un atelier «	contre	la répression » , glisse , gênée , une étudiante venue y assister avant de couper court à la discussion
81	la bienvenue . Une chose est sûre : cette activité est dispensée dans le cadre d' un blocus universitaire organisé	contre	la réforme des retraites . Voté en assemblée générale la semaine passée , il est mis à exécution depuis 6h30
82	au vote , près d' une dizaine d' élus LR pourraient s' abstenir . Et autant sont susceptibles de voter	contre	, à l' image du député de la Loire Jean-Pierre Taite , proche de Laurent Wauquiez . « Il faut
83	. » Souffler le chaud et le froid D' autres parlementaires affirment aussi avoir changé leur vote , pour protester	contre	les remontrances de Bruno Retailleau , qui a appelé à soutenir la réforme comme un seul homme dans Le Journal
84	peur de les perdre en route ... » , regrette un cadre de Renaissance . D' autres mettent en garde	contre	le coût de cette nouvelle concession sur les carrières longues , chiffrée à 500 millions d' euros par le ministre
85	parce qu' il faut bien financer ce bien-être , nos prélèvements obligatoires augmentent : ils représentent 47,5 % du PIB	contre	41,5 % en Allemagne . Une différence de 180 milliards par an . Et comme cela ne suffit pas ,
86	pas , nous ne cessons , en plus , de nous endetter : la dette représente 110 % du PIB	contre	69 % en Allemagne . L' écart est de 1 200 milliards . Le changement de société est là ,
87	discussions se poursuivaient dans l' Hémicycle , un certain nombre d' entre eux se sont joints à la mobilisation syndicale	contre	la réforme des retraites qui avait lieu à Paris , jeudi après-midi . Le leader Insoumis , Jean-Luc Mélenchon ,
88	fondamentaux . « Avoir 25 ans et parler de la paresse , c' est triste . Il faut absolument lutter	contre	les assistés de demain et rester ferme sur un principe : pas de solidarité sans effort . » Chez LR
89	la main , souveraineté ... L' argumentaire des jeunes LR est prêt , mais s' ils s' attendent à ferrailler	contre	la gauche qui a « gagné la bataille culturelle » en soutenant l' idée que le travail serait un enfer
90	figurent la construction (53,4 accidents du travail avec arrêt au cours de l' année pour 1 000 salariés ,	contre	33,5 sur l' ensemble des secteurs) , le secteur du commerce , des transports et de l' hébergement -
91	changé la fréquence des visites médicales du travail : elles doivent avoir lieu tous les 5 ans au maximum ,	contre	un délai de 2 ans auparavant . Résultat , « 61 % des salariés du privé n' ont pas bénéficié
92	grand entretien qu' il a donné à Philosophie Magazine(10 février 2023) , Laurent Berger s' est inscrit en faux	contre	l' idée , complaisamment colportée , d' une désaffection des travailleurs français à l' égard de leur travail . Bien
93	pour les femmes nées en 1966 au lieu de cinq pour les hommes de la même génération , 8 mois	contre	4 pour les hommes de la génération 1980 . Et on sait très bien que les femmes seniors sont encore
94	ailleurs l' Union nationale des associations familiales (Unaf) . Il ne s' agit pas uniquement de « lutter	contre	les inégalités femmes - hommes » , mais aussi de pérenniser « notre système de retraite par répartition qui repose
95	» Si Julie , cadre dans l' esthétique , s' énerve les jours de grève , ce n' est pas	contre	le gouvernement , mais contre « ces gens qui nous empêchent de travailler » : « Évidemment , on a
96	dans l' esthétique , s' énerve les jours de grève , ce n' est pas contre le gouvernement , mais	contre	« ces gens qui nous empêchent de travailler » : « Évidemment , on a plein d' annulations ! ,
97	ENSEIGNANTS , lycéens et étudiants repartent en guerre	contre	la réforme des retraites . Du côté des professeurs , le Snuipp , premier syndicat du primaire , prévoit plus
98	les jeunes seront plus intelligents que ça . » De son côté , Valérie Pécresse a décidé de porter plainte	contre	Louis Boyard au nom de la région Île-de-France pour « incitation au délit d' entrave » et « incitation à
99	seulement plus élevé de 20 points que celui de l' ensemble de la zone euro (113 % du PIB	contre	93 %) , mais il ne diminue pas contrairement à celui des autres grands pays de la zone euro
100	les OAT à 10 ans , bénéficient d' un traitement de faveur : leur taux est de 3,17 % ,	contre	2 , 64 % en Allemagne , mais 4,45 % en Italie . La remontée est certes considérable depuis un
101	qu' une nette majorité de sondés (64 %) imputerait la responsabilité d' un blocage à l' exécutif ,	contre	seulement 35 % aux syndicats . Il n' empêche , malgré les appels à la grève reconductible dans des secteurs
102	Assemblée nationale où le texte n' avait pas pu être soumis au vote . Bras de fer figé Détermination syndicale	contre	détermination gouvernementale , le bras de fer est figé . Du côté des opposants à la réforme , il s'
103	heures de débat , plus de 8 000 amendements , la réforme des retraites a été votée par 195 voix	contre	112 , avec de l' avance sur le délai prévu . Victoire politique pour le Sénat ; soulagement pour l'
104	le plein de voix . Le député de Mayenne , Yannick Favennec , l' annonce au Figaro : il votera	contre	la réforme , qui ne le satisfait pas . Selon plusieurs sources , au moins deux autres députés Horizons pourraient

105	satisfait pas . Selon plusieurs sources , au moins deux autres députés Horizons pourraient « s' abstenir , voire voter	contre	» . Dans le meilleur des cas , le groupe pourra donc compter sur 28 voix favorables , « mais
106	parlementaires . L' un d' entre eux , Richard Ramos , a déjà exprimé à plusieurs reprises ses fortes réserves	contre	cette réforme qu' il juge « injuste » . « Ma position est toujours la même , à l' heure
107	injuste » . « Ma position est toujours la même , à l' heure qu' il est , je voterai	contre	cette réforme ou m' abstiendrai » , indique -t -il au Figaro . Son groupe ne pourrait alors dans le
108	réforme reste très divisé sur la question des retraites . Sur 61 députés , « 21 à 24 devraient voter	contre	» , indique l' un d' entre eux , chacun ayant sorti sa calculatrice pour les derniers décomptes . Parmi
109	Depuis quelques jours , plusieurs ministres du gouvernement tentent de convaincre les indécis . « Peut - être que certains	contre	vont basculer dans l' abstention et certains hésitants dans le pour , mais dans le meilleur des cas , il
110	majorité d' entre eux sont défavorables à cette réforme . « Sur 20 députés , une grosse quinzaine est radicalement	contre	, deux ou trois s' abstiendront , et deux pourraient voter pour » , informe un cadre du groupe .
111	, sauf énorme surprise , s' opposer à cette réforme . Parmi les cinq députés non-inscrits , quatre devraient voter	contre	, et une seule , Emmanuelle Ménard , hésite encore entre un vote favorable ou une abstention . Au total
112	dans le meilleur des cas , le camp présidentiel pourra compter sur 281 voix favorables et devra subir 278 votes	contre	. Une très courte majorité donc , qui ferait courir au gouvernement le risque d' un rejet du texte dans
113	courir au gouvernement le risque d' un rejet du texte dans le cas où certains élus hésitants viendraient à voter	contre	et ou d' autres auraient - ou simulerait - un empêchement de dernière minute .
114	qui espère bien voir les négociations entre parlementaires aboutir . Étant donné l' enjeu , qu' ils soient pour ou	contre	la réforme des retraites , les parlementaires ont préparé avec soin la CMP . En sont membres les présidentes de
115	députée du Jura Justine Gruet . Que feront les soutiens d' Aurélien Pradié ? Pourront -ils transformer un vote «	contre	» en abstention ? À LR , certains l' espèrent encore . « On ne peut pas renier nos convictions
116	réforme , votée le 27 octobre , fut promulguée le 10 novembre 2010 . À la tête du combat politique	contre	la réforme , le PS s' était engagé à l' abroger ; mais , élu dix-huit mois plus tard ,
117	Même si , dans le même temps , les deux tiers des sondés trouvaient « justifiée » la mobilisation syndicale	contre	le texte . Ce soutien , finalement rare pour une réforme des retraites , s' explique par la compréhension majoritaire
118	chiffres circulant ces derniers jours , notamment du côté de la droite , où 21 à 24 députés pourraient voter	contre	la réforme , et où certains autres devraient s' abstenir . « Le 49.3 serait bien trop commode pour certains
119	tandis que le Sénat l' a adopté en fin de matinée ce jeudi . Les syndicats engagés dans la bataille	contre	la réforme des retraites ont réitéré jeudi leur appel aux députés à « voter contre » le texte « injuste
120	syndicats engagés dans la bataille contre la réforme des retraites ont réitéré jeudi leur appel aux députés à « voter	contre	» le texte « injuste » et « brutal » , aux abords de l' Assemblée nationale , à quelques
121	l' immense mouvement social et populaire opposé au recul de l' âge légal de départ en retraite , de voter	contre	le projet de réforme » , a déclaré François Hommeril (CFE - CGC) au nom des organisations syndicales
122	affirmé . « Nous sommes venus interpellier les députés pour qu' ils soient en phase avec les citoyens et votent	contre	ce projet de loi » , a poursuivi dans la foulée le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez .
123	, elle s' est dite « très choquée » par les huées et s' est livrée à une nouvelle charge	contre	les oppositions . « Jusqu' à la dernière minute , nous avons tout fait pour aller au vote . Mais
124	. Le pays « légal » rejoignait le pays « réel » . Les autres - les macronistes - faisaient	contre	mauvaise fortune bon coeur . Emmanuel Macron et Elisabeth Borne s' engageant à « construire des compromis » . Et
125	y aurait recours : « Il faut censurer le gouvernement et nous espérons que ceux qui s' apprêtaient à voter	contre	cette réforme des retraites , voteront cette motion de censure » , a déclaré la présidente du groupe RN à
126	annonce du recours au 49.3 , seront encore redoutés ce lundi , après le vote sur les motions de censure	contre	le gouvernement . Si ces dernières n' aboutissent pas , les opposants à la réforme des retraites seront de nouveau
127	, est réelle . « Maintenant , à nous de jouer ! » , a notamment averti sur son site	Contre	Attaque , ex-Nantes Révoltée et vitrine de la gauche radicale dans la ville . Autre risque redouté : celui de
128	est celui d' une convergence des luttes , où toute manifestation serait prétexte à des bouffées de violence . Celle	contre	les bassines - ces retenues d' eau contestées par les milieux écologistes - prévues les 24 et 25 mars prochains
129	la Concorde . Leur accès reste interdit . Jeudi 23 mars , lors de la neuvième journée de mobilisation programmée	contre	la réforme , les syndicats vont -ils parvenir à maintenir l' ordre dans les cortèges ? Selon l' évolution politique
130	L' image est symbolique autant qu' inédite . Pour cette cinquième journée de protestation	contre	la réforme des retraites , jeudi 16 février , tous les leaders de l' intersyndicale s' apprêtent à manifester en

131	Les manifestations du 7 mars l' ont confirmé : de nombreuses préfectures et sous-préfectures de départements ruraux sont extrêmement mobilisées	contre	le texte du gouvernement . Ainsi de Foix (Ariège) , où plus de 20 % des habitants de
132	dans la rue à Saint-Nazaire (Loire - Atlantique) qu' à Lille (Nord) - respectivement 6 200	contre	5 500 - , bien que la cité de Martine Aubry compte sept fois plus d' habitants . Les 3
133	avec Francis Dubois (Corrèze) ou Fabrice Brun (Ardèche) . Certains sénateurs Les Républicains qui ont voté	contre	ce texte ou se sont abstenus appartenaient également à ces territoires . Entre tenir la ligne du parti et rester
134	JOUR , les poubelles s' entassent ; la nuit , elles brûlent . Alors que la grève des éboueurs parisiens	contre	la réforme des retraites en est à sa troisième semaine , et que le mouvement a été reconduit jusqu' au
135	un groupe Facebook du 17e arrondissement s' échangeant ainsi le numéro d' une société privée qui vient ramasser les ordures	contre	rémunération . L' initiative vient de Pauline Toubhans , copropriétaire dans une « grosse résidence de 130 lots » .
136	Arnaud , Rozès , Stéphane Nous l' écrivions voici tout juste deux mois , au lendemain de la première mobilisation	contre	le projet de loi sur la réforme des retraites : nous sommes entrés dans l' une de ces périodes où
137	la démocratie - , classes populaires prolétariées , etc. L' opposition massive à la réforme des retraites exprime un rejet	contre	ce qui est perçu par une majorité de Français comme la régression de trop ; elle est de facto plus
138	elle est de facto plus que l' acte de défense d' un acquis , elle constitue un acte de résistance	contre	la réduction du politique à une technique d' ajustement à la globalisation . Le politique est le sismographe de la
139	en véritable crise démocratique . En octobre 2018 , la révolte des ronds - points avait débuté par une protestation	contre	l' augmentation des prix du carburant liée à l' instauration d' une nouvelle taxe . Rapidement , cependant , la

5. Cooccurrences de la « réforme » ayant une fréquence supérieure à 5

Index	Mot	Fréq	Index	mot	Fréq
1	retraite	240	104	grève	9
2	contre	59	105	loi	9
3	macron	43	106	non	8
4	an	40	107	trop	8
5	français	37	108	ailleurs	8
6	voter	35	109	répartition	8
7	emmanuel	34	110	affirmer	8
8	gouvernement	33	111	retraité	8
9	réforme	32	112	république	8
10	député	32	113	euro	8
11	ministre	30	114	touraine	8
12	système	29	115	actuel	8
13	projet	28	116	côté	8
14	social	27	117	exprimer	8
15	mobilisation	27	118	cotisation	8

16	état	25	119	mandat	8
17	france	22	120	parlement	8
18	vote	22	121	partager	8
19	adopter	22	122	retrouver	8
20	président	21	123	demander	8
21	born	20	124	amendement	8
22	âge	20	125	favorable	8
23	passer	20	126	condition	7
24	devoir	20	127	face	7
25	opposition	20	128	force	7
26	politique	20	129	éric	7
27	heure	19	130	penser	7
28	élisabeth	18	131	bon	7
29	chef	18	132	proposer	7
30	raison	18	133	croire	7
31	majorité	18	134	important	7
32	bien	18	135	commission	7
33	texte	18	136	fort	7
34	lr	18	137	vie	7
35	présenter	17	138	financer	7
36	opposant	16	139	bruno	7
37	point	16	140	imposer	7
38	public	16	141	prendre	7
39	dernier	16	142	présidentiel	7
40	exécutif	16	143	ligne	7
41	travail	16	144	françois	7
42	républicain	16	145	début	7
43	voir	15	146	conseil	7
44	porter	15	147	répondre	7
45	temps	15	148	attendre	7
46	débat	15	149	groupe	7

47	commencer	14	150	étude	7
48	fois	14	151	sénat	7
49	pays	14	152	jamais	7
50	syndicat	14	153	terme	7
51	jour	14	154	abandonner	7
52	européen	14	155	cas	7
53	mettre	14	156	partir	7
54	mener	13	157	permettre	7
55	opposer	13	158	compte	7
56	gauche	13	159	général	7
57	expliquer	13	160	manifestant	7
58	parlementaire	13	161	diviser	7
59	national	13	162	cause	7
60	journée	13	163	refuser	7
61	départ	12	164	femme	7
62	opinion	12	165	bout	7
63	question	12	166	autour	7
64	article	12	167	constat	6
65	élu	12	168	détermination	6
66	financier	11	169	donner	6
67	contestation	11	170	rapport	6
68	autant	11	171	mardi	6
69	mouvement	11	172	essentiel	6
70	agir	11	173	revenir	6
71	janvier	11	174	continuer	6
72	assemblée	11	175	chantier	6
73	grand	11	176	promettre	6
74	jeudi	11	177	campagne	6
75	travailler	11	178	prévoir	6
76	rue	10	179	injuste	6
77	présentation	10	180	ensuite	6

78	équilibre	10	181	discussion	6
79	juger	10	182	durée	6
80	régime	10	183	avancer	6
81	nécessaire	10	184	mesure	6
82	déficit	10	185	manière	6
83	bataille	10	186	aucun	6
84	assurer	10	187	olivier	6
85	année	10	188	dusopt	6
86	défendre	10	189	savoir	6
87	droite	10	190	manifestation	6
88	sarkozy	10	191	préparer	6
89	rappeler	10	192	arriver	6
90	fin	10	193	rester	6
91	indispensable	9	194	semaine	6
92	nécessité	9	195	institutionnel	6
93	venir	9	196	moment	6
94	objectif	9	197	million	6
95	mois	9	198	légitimité	6
96	milliard	9	199	pourtant	6
97	entendre	9	200	quinquennat	6
98	sujet	9	201	accepter	6
99	annoncer	9	202	poursuivre	6
100	soutenir	9	203	remettre	6
101	rejet	9	204	soutien	6
102	appeler	9	205	principe	6
103	impopulaire	9	206	examen	6

6. Textes riches contenant des balises de métaphore

```
<?xml version="1.0" ?>
<corpus>
  <article index="1">
```

<titre>La <guerre>bataille</guerre> de l'opinion, le vrai défi de Borne et de Macron</titre>

<ddp>2023-01-10</ddp>

<auteur>Guillaume Tabard</auteur>

<contenu>De longues concertations n'ont pas permis de <guerre>désarmer</guerre> l'opposition des syndicats, de tous les syndicats, au moindre report de l'âge légal de départ en retraite ; mais qui y croyait ? Quelques discussions ont permis de poser les bases d'un accord avec Les Républicains, étrangement vaccinés contre l'audace ; mais qui en doutait ? Partant de ce double constat, il est certain que la réforme présentée par Élisabeth Borne sera contestée dans la rue ; il est probable qu'elle sera votée dans l'Hémicycle. Mais c'est une autre <guerre>bataille</guerre>, plus décisive encore, qu'engage l'exécutif : celle de l'opinion. Une opinion que ni les syndicats ni les partis politiques ne maîtrisent ou ne sont capables d'orienter. Une opinion dont <guerre>l'hostilité</guerre> à la retraite à 64 ans est majoritaire, à en croire les sondages, mais dont personne n'est en mesure de dire si elle est résignée ou remontée, dépressive ou explosive, lassée ou mobilisée. Or, c'est aussi le <guerre>moral</guerre> général du pays qui décidera de l'issue du grand chantier de ce quinquennat. Il faut donner acte à Élisabeth Borne d'avoir concilié exigence de vérité et souci de valoriser certaines <voyage>avancée</voyage> s sociales. Oui, l'équilibre du régime est bien en péril si rien n'est fait. Il fallait ce rappel d'évidence tant les tenants de l'immobilisme ou de la taxation des autres avaient fini par semer le doute chez les Français quant à la réalité d'un danger financier. La conscience de la menace est la première condition de l'acceptabilité de la réforme. La chef du gouvernement n'a pas cherché non plus à minimiser ce que ce passage, progressif, aux 64 ans avait d'exigeant et de contraignant. Tout déni serait un facteur supplémentaire d'exaspération. Parfois jugée raide, Borne fait de sa détermination face à la difficulté sa signature. Voilà les opposants à la réforme prévenus, et ses partisans rassurés. Il fallait cependant prouver que déterminé n'était pas synonyme de buté, ou d'inflexible. Dans les explications de l'occupante de Matignon et de ses ministres, l'insistance a été forte sur les évolutions, aménagements et améliorations résultant des concertations sociales ou politiques. De la validation des TUC, ces emplois aidés des années 1980, à celle des congés parentaux, de l'extension du minimum contributif à tous les retraités au nouveau dispositif sur la pénibilité, le gouvernement veut convaincre que la copie présentée en Conseil des ministres le 23 janvier n'est pas la simple transposition du projet initial. Toutes ces assurances, sur la méthode et sur le fond des « <voyage>avancée</voyage> s » acceptées, visent à convaincre que les volets « justice » et « progrès » de la copie gouvernementale sont aussi importants que le volet « équilibre ». Dans l'espoir, évidemment, de conjurer une contestation trop brutale et toute explosion qui aurait raison de la réforme 2023, comme le Covid avait eu raison de la réforme 2019. Mais c'est ici que commence l'inconnu. Car si les forces syndicales et politiques savent gérer un conflit « classique », indexé sur le nombre de manifestants et le nombre de jours de grèves, personne ne sait appréhender une conflictualité non encadrée. Le gouvernement redoute un mouvement style « gilets jaunes » déclenché par une question de pouvoir d'achat ; les syndicats ont la hantise d'une grève style contrôleurs SNCF avant Noël. C'est ce climat incertain dans le pays, maussade mais pas ostensiblement insurrectionnel, qui pèse sur tous les acteurs de la réforme des retraites. Il faut donner acte à Élisabeth Borne d'avoir concilié exigence de vérité et souci de valoriser certaines avancées sociales</contenu>

</article>

<article index="5">

<titre>l'exécutif doit aussi convaincre ses alliés</titre>

<ddp>2023-01-11</ddp>

<auteur>François-Xavier Bourmaud, Tristan Quinault-Maupoil</auteur>

<contenu>IL A LANCÉ la <guerre>bataille</guerre> mais il se tient à distance. Après la présentation de la réforme des retraites par Élisabeth Borne mardi, Emmanuel Macron se tient à l'écart du débat. À peine le président de la République s'est-il exprimé en Conseil des ministres pour vanter le contenu du texte. Pour le reste, le chef de l'État laisse ses <guerre>troupes</guerre> monter au front pour mener la première <guerre>offensive</guerre> : la <guerre>conquête</guerre> de l'opinion publique. C'est loin d'être <guerre>gagné</guerre>. 36 %, c'est le taux de bonnes opinions que rassemble Emmanuel Macron dans le baromètre Ifop- Paris Match publié mercredi (- 2 points). Il faut remonter à début 2020 pour retrouver un si mauvais résultat. À l'époque, le chef de l'État se débattait déjà avec... une réforme des retraites. Laissée ensuite de côté par l'irruption de la crise Covid. Au sein du gouvernement, on espère toutefois que le pire n'est pas forcément à venir. «Le président a déjà pris sa perte avec la réforme des retraites pendant la campagne présidentielle, assure un ministre. C'est l'un des seuls sujets qui ait été clairement identifié par les Français et malgré leurs doutes sur le report de l'âge légal de départ, il a été réélu. » Pas question pour autant de s'exposer <guerre>en première ligne</guerre>. Dans la chorégraphie bien orchestrée de la présentation de la réforme, Élisabeth Borne renoue avec le rôle ordinaire d'un premier ministre sous la Ve République, celui de bouclier du président. À n'en pas douter, le sujet est corrosif pour l'exécutif. Au lendemain de la présentation par Élisabeth Borne d'une nouvelle mouture, l'exécutif s'est donc démultiplié pour faire la promotion de sa réforme. Le relèvement à 64 ans de l'âge légal de départ à la retraite est « indispensable et vital » pour « préserver » le système, a réaffirmé Emmanuel Macron lors du Conseil des ministres. Selon Olivier Véran, le porte-parole du gouvernement, qui a relayé ses propos, le président a appelé ses ministres à la « mobilisation » pour « expliquer aux Français très concrètement » ce « qui va changer pour eux ». Le ministre a lui-même suivi la consigne : « Ce projet de réforme des retraites n'est pas un projet éclair ou brutal. Il n'est pas antisocial : la retraite minimale est augmentée de 100 euros brut pour en moyenne 2 millions de retraités. » Clément Beaune, le ministre des Transports, a rencontré dès mardi soir le patron de la SNCF, Jean-Pierre Farandou, et celui de la RATP, Jean Castex, pour « expliquer et accompagner la réforme » dans des secteurs où la mobilisation pourrait être importante. De son côté, le parti présidentiel Renaissance a édité un tract intitulé « Agir aujourd'hui pour sauver nos retraites demain ». Réforme « améliorable » Malgré cela, des voix se sont fait entendre mercredi pour exprimer quelques désaccords. Au sein même de la majorité. François Bayrou a jugé sur LCI que la réforme « est améliorable ». « On va entrer dans une discussion parlementaire qui va être ardue », a dit le président du MoDem, qui plaide pour une augmentation des cotisations de l'employeur. « Je sais très bien que le gouvernement n'est pas de cet avis, mais mon idée n'est pas de le gêner ni de le mettre en difficulté », a-t-il assuré. Le centriste estime que « beaucoup de Français ont le sentiment qu'on demande des efforts aux mêmes, à ceux qui sont au travail, et pas du tout à ceux qui sont à la tête des entreprises ». Dans Le Point, Édouard Philippe a sobrement salué les arbitrages de l'exécutif. « Si la mesure que le gouvernement propose a le même effet sur l'équilibre qu'un report à 65 ans, très bien », a-t-il dit. Horizons pourrait profiter de la discussion parlementaire pour faire d'autres propositions. Élisabeth Borne doit recevoir jeudi à Matignon les présidents

des groupes de la majorité. Depuis la coulisse, Emmanuel Macron surveille les positions des uns et des autres de très près. Malgré son retrait apparent, c'est lui qui est à la manoeuvre sur la réforme. Avant la présentation du projet mardi, il a procédé aux derniers arbitrages. Et il garde sous le coude des options pour répondre aux réticences qui s'expriment au sein de sa majorité mais aussi à l'extérieur. Si les manifestations devaient prendre de l'ampleur, il sera temps de s'exposer à nouveau.</contenu>

</article>

<article index="28">

<titre>Macron tente de remobiliser son camp</titre>

<ddp>2023-01-23</ddp>

<auteur>Claire Conruyt, Wally Bordas, Loris Boichot</auteur>

<contenu>Alors que le projet de réforme des retraites <voyage>chemine</voyage> vers le Parlement, syndicats et partis d'opposition ont mobilisé leurs troupes contre le texte dont la mesure principale et symbolique est le passage de 62 à 64 ans du départ légal à la retraite. Mais l'exécutif peine à convaincre les Français de l'utilité et de la « justice » d'un tel report. Les sondages montrent en effet une opposition très nette contre le projet. L'hostilité à son égard n'est plus le seul apanage des adversaires du chef de l'État : désormais, et avant même que le texte ne <voyage>arrive</voyage> dans l'Hémicycle, la réforme d'Emmanuel Macron se heurte aux frondeurs de son propre camp. L'aile gauche de la majorité reprochant au texte des « injustices sociales ». L'objectif du chef de l'État est désormais d'occuper l'espace, de faire preuve de pédagogie, de se montrer à l'écoute sans pour autant reculer. Le projet de réforme est présenté ce lundi en Conseil des ministres. L'exécutif s'emploie à convaincre les opposants, mais également certains soutiens réticents du chef de l'État.</contenu>

</article>

<article index="55">

<titre>On peut être des réformateurs justes</titre>

<ddp>2023-02-08</ddp>

<auteur>Marion Mourgue</auteur>

<contenu>LE FIGARO. - En 2019, vous aviez écrit que « 64 ans est un cap responsable et raisonnable ». Pourquoi avoir changé d'avis? Aurélien PRADIÉ. - Je n'ai jamais contesté la mesure d'âge. Je n'ai jamais contesté la nécessité de travailler plus ni même la nécessité d'une réforme des retraites. Ce que je dis n'a pas varié : pour qu'une réforme soit acceptée des Français, il faut qu'elle soit juste. Qui peut justifier qu'une réforme est juste si celui qui a commencé à 17 ou 18 ans doit cotiser 44 ans, alors que celui qui a commencé à 30 ans n'aura à cotiser que 43 ans ? Peut-on poser le problème sereinement sans caricaturer les uns et les autres ? Le seul <guerre>combat</guerre> que j'ai mené, depuis plusieurs semaines, a été de faire en sorte que ceux ayant commencé à travailler avant 21 ans ne soient pas pénalisés. Je suis constant dans ce <guerre>combat</guerre>. Élisabeth Borne a néanmoins fait quelques concessions... L'annonce d'Élisabeth Borne d'élargir le dispositif des carrières longues aux 20-21 ans ne règle pas le problème pour ceux qui ont commencé à travailler à 16, 17 ou 18 ans. Eux devront toujours cotiser 44 annuités. Il y a donc encore un manque majeur. Devrais-je mentir en disant que le compte y est ? Non. Peu important les sarcasmes et les caricatures, j'assume de tenir bon lorsque c'est dans l'intérêt des Français. C'est mon devoir de député de le dire ! J'entends bien continuer à me battre pendant les quinze jours du débat parlementaire pour que l'on corrige cette injustice. Je suis un homme de parole. Si la première

ministre permet à toutes celles et ceux qui ont commencé à travailler avant 21 ans de pouvoir partir avec 43 annuités, alors je voterai la réforme. Dans le JDD, la première ministre indiquait que votre demande coûterait une dizaine de milliards. Vous refusez de la croire ? Je demande à la première ministre de nous fournir l'étude d'impact financière. Vous rendez-vous compte qu'on s'habitue à un fonctionnement démocratique dégradé, où la première ministre de la France assène des chiffres invérifiables dans une interview, et les députés devraient s'y fier ! Chaque année, la nation consacre 8 milliards d'euros aux pensions d'invalidité. Tout le monde sait que si nous allongeons l'âge légal de départ à la retraite, nous augmentons de facto le nombre de pensions d'invalidité pour ceux qui ont commencé tôt et qui physiquement ne peuvent pas tenir. Qui parle de cette dépense gigantesque qui pèse sur l'Assurance-maladie ? La bonne gestion budgétaire, ce n'est pas toujours la facilité. Beaucoup d'élus LR jugent que vous divisez votre famille politique. Que leur dites-vous ? Pour reconstruire la droite, notre <voyage>chemin</voyage> n'est ni macroniste ni lepéniste. Ce sont deux exigences aussi fortes l'une que l'autre. Le seul pacte à nouer, c'est avec les Français, pas avec le gouvernement. Pour l'avenir, la droite ne fera rien de grand, ni pour elle ni pour le pays, sans reconquérir le peuple. Aimer le travail, c'est d'abord respecter les Français qui travaillent dur. Je vois bien que mes positions peuvent parfois agacer ou inquiéter mais elles n'ont qu'une ambition collective : contribuer à la reconstruction. Sur les carrières longues, avons-nous eu tort de mener la <guerre>bataille</guerre> ? Non et tout le monde le reconnaît. Mais un numéro deux peut-il être en désaccord avec le président de LR ? Ce même président dont vous dénonciez le manque d'autorité... Je dis les choses avec clarté et franchise. Il faut s'y habituer. Chez moi, c'est l'expression du respect. Je resterai toujours loyal à ma famille politique. Parler librement, c'est aussi de la loyauté. Éric Ciotti est notre président. Sa mission est exigeante et je lui fais confiance pour réussir. Sur les retraites, je n'ai claqué aucune porte. Je pose et rappelle sereinement une exigence : que tous ceux qui ont commencé avant 21 ans en carrière longue puissent sans exception partir à 43 annuités de cotisation. C'est clair, net et ferme. Pour reparler à tous les Français, il nous faudra plusieurs voix. Olivier Marleix m'a lui-même montré le <voyage>chemin</voyage> lorsqu'il a mené la fronde sur le passe vaccinal. Il a posé les bonnes questions avant les autres. Il ne faut pas confondre « droite populaire et quête de popularité », tance le sénateur Stéphane Le Rudulier. Bruno Retailleau n'a pas apprécié vos leçons sur le courage politique. Jouez-vous collectif ? L'<voyage>aventure</voyage> n'a de sens que si elle est collective. Je l'ai appris depuis longtemps. Je n'ai aucun doute sur le fait que nous parvenions à nous parler. Nous appartenons à la même famille politique. Chacun détient sûrement une part de vérité. J'ai une divergence avec Bruno Retailleau, mais cela n'empêche pas le respect. Être réformateur est une belle ambition. Être juste l'est tout autant. On peut être des réformateurs justes. N'ayons pas peur de réhabiliter le tempérament en politique. N'ayons pas peur de mener le combat. La politique ce n'est pas qu'une affaire de négociation. Voterez-vous la motion de censure s'il y a un 49.3 ? S'il y a 49.3, c'est que la réforme aura déjà échoué.</contenu>

</article>

<article index="56">

<titre>Le silence de Laurent Wauquiez interrogé</titre>

<ddp>2023-02-09</ddp>

<auteur>Marion Mourgue</auteur>

<contenu>« Laurent, il faut que tu démarres », lui a vivement conseillé, dès Noël, Rachida Dati. Il y a des silences qui interrogent. Il y a des absences qui

interpellent. Celle de Laurent Wauquiez ne passe pas inaperçue à droite alors que la réforme des retraites, souhaitée par Les Républicains, divise sa famille politique et les Français . « Parmi les députés<guerre>hostiles</guerre> à la réforme, je vois que certains sont des soutiens de Laurent Wauquiez » , sourit Aurélien Pradié. L'ancien patron de LR, lui aussi, l'a bien remarqué : même ses très proches, souvent représentants de circonscriptions rurales refusent de la voter à l'image des députés Dino Cinieri (Loire), un ami de longue date, d'Isabelle Valentin (Haute-Loire... et dont le suppléant n'est autre que Laurent Wauquiez) ou de Fabien Di Filippo (Moselle), soutien du premier cercle. « Je suis contre un âge légal de départ à la retraite, car cela veut dire que celui qui a commencé de travailler à 16 ans devra travailler plus que celui qui a commencé à 20 ans », expliquait fin janvier Isabelle Valentin dans Le Progrès en dénonçant un projet de loi purement comptable à ses yeux. « C'est quand même fondamentalement injuste. Avec ce système, on va pénaliser les personnes qui ont travaillé toute leur vie dans le but de faire des économies. » Même tonalité pour l'autre député de Haute-Loire Jean- Pierre Vigier : « La réforme des retraites, pour moi, c'est clair net et précis, en l'état, c'est non ! » Dans leur refus de voter cette réforme, tous les élus wauquiezistes se justifient en dénonçant un projet de loi bien insuffisant, selon eux, pour répondre aux attentes des Français et à la nécessité de « remettre la valeur travail au coeur de la société ». « Je suis pour une réforme des retraites mais pas celle-ci qui est une ânerie. Je voterai contre sans hésitation » , développe Jean-Pierre Taite (Loire) qui plaide pour « tout remettre à plat », et notamment la question du temps de travail . « La France qui travaille n'accepte pas cette réforme des retraites, appuie Fabien Di Filippo, clairement opposé au projet de loi du gouvernement . Elle nous dit : « Pourquoi le gouvernement demande toujours des efforts aux mêmes et fait des chèques toujours aux mêmes ? » Il faut d'abord en finir avec la logique de l'assistanat à tout-va. » Un argument que Laurent Wauquiez entend parfaitement, lui qui alertait dès 2011 sur « le cancer de l'assistanat ». « Passer entre les gouttes d'une réforme impopulaire » Pour autant, même s'il la juge imparfaite, Laurent Wauquiez estime qu'il faut voter cette réforme. Le 20 janvier, lors de ses vœux à la presse en Auvergne-Rhône-Alpes, celui qui désormais ne veut plus tomber dans le commentaire de la vie politique a eu quelques mots sur la réforme des retraites. « Cette réforme n'est pas celle que j'aurais faite et elle a des lacunes » , avait-il énoncé. Mais « il y a un principe de responsabilité » et « ce principe de responsabilité consiste à ne pas s'opposer à cette réforme » , avait-il poursuivi, conscient que tous les pays européens ont fixé un âge de départ légal à la retraite entre 64 et 67 ans. Depuis, Wauquiez considère qu'il a été suffisamment clair et qu'il n'a pas besoin de le répéter. « Laurent Wauquiez a disparu, ça commence à agacer » , pestent pourtant les parlementaires LR. « Personne ne comprend » , juge un ténor du parti, « il est en train de se fragiliser quand il parlera, on lui dira : mais tu étais où quand on devait affronter la <catas>tempêtes</catas> ? » « Le problème pour la droite aujourd'hui ce n'est pas le silence de Wauquiez » , considère son entourage. « Le problème de la droite c'est qu'elle n'est pas certaine de tenir les engagements pris par ses dirigeants. La solution, c'est donc de convaincre les députés, et Laurent y prend toute sa part. C'est bien plus utile que de nourrir le cirque médiatique » , fait valoir ce proche. « Pourquoi Laurent Wauquiez ne le dit-il pas alors ? » , interrogent les élus, en reprochant à l'ex-ministre de se contenter du « service minimum ». « Wauquiez veille à passer entre les gouttes d'une réforme impopulaire » , s'offusque un ténor LR. D'autres sont même convaincus que le président de région jouerait un double<jeu>jeu</jeu>en donnant « des consignes » de vote à ses <guerre>troupes</guerre>. Mardi, lors du vote de l'article liminaire du

projet de loi, sur 15 voix « contre » exprimées par les députés LR, 8 venaient de députés proches de Laurent Wauquiez. De quoi surprendre, même au sein de la direction LR. « S'il suffisait d'appuyer sur un bouton, vous le sauriez », a répondu le président de région à Éric Ciotti, souvent étonné par les votes des wauquiezistes. « Laurent a trop de respect pour les élus pour donner des consignes de vote », assure Jean-Pierre Taite. « Il nous laisse la liberté de positionnement. » Pour autant, Laurent Wauquiez a passé de nombreux coups de fil à ses amis pour leur rappeler la portée politique et la dimension symbolique de leur vote : une opposition à la réforme des retraites, même imparfaite, affaiblirait nécessairement la crédibilité de la droite. Sera-t-il entendu ? Laurent Wauquiez a aussi vivement conseillé à certains de ses proches, tentés de soutenir la motion référendaire du RN, de ne pas le faire. D'autres ne l'ont pas écouté, Fabien Di Filippo (Moselle) l'a votée. Jean-Yves Bonny (Cantal) aussi. Quant à Fabrice Brun (Ardèche), qui a dénoncé dans l'Hémicycle que ce sont les « classes moyennes et populaires qui paient le prix fort de (cette) réforme comptable », il a voté pour la motion de rejet des Insoumis. « Sois plus présent dans les médias » En pleine <catas>tempêtes</catas> , justement, au groupe LR, Laurent Wauquiez, Éric Ciotti et Olivier Marleix se sont retrouvés dans un restaurant proche de l'Assemblée lundi, en deuxième partie de soirée. Juste après une réunion exceptionnelle des députés LR sur les retraites où un buffet avait été dressé. Laurent Wauquiez avait préféré ne pas s'y rendre. Il n'est pas non plus venu le lendemain au comité stratégique de LR au siège du parti. Un chef, ça conduit une liste, ça se présente aux élections», a-t-il longtemps considéré, y voyant « un refus d'<voyage>obstacle</voyage> » dangereux. Lors de leur rendez-vous du 5 janvier, Laurent Wauquiez lui a redit sa détermination à être candidat à la présidentielle. Mais il est aussi convaincu que ce n'est qu'après les élections européennes, en 2024, qu'il faudra <voyage>accélérer et arriver</voyage> avec des idées nouvelles. D'où ses immersions dans le pays pour comprendre les points de blocage dans la société, les absurdités, les dysfonctionnements. Il a aussi vivement entendu le conseil de Nicolas Sarkozy : « Ne cherche pas à être aimé des Français, ils ne t'aimeront jamais pour ce que tu es, mais ils commenceront à t'écouter parce que tu dis quelque chose qu'ils attendent. »</contenu>

</article>

7. Tableau d'analyse des citations (extrait)

Citation	Context	Source	Mode
« avancées »	janvier n'est pas la simple transposition du projet initial. Toutes ces assurances, sur la méthode et sur le fond des « avancées » acceptées, visent à convaincre que les volets « justice » et « progrès » de la copie gouvernementale sont aussi	inconnu	DDS
« justice »	ces assurances, sur la méthode et sur le fond des « avancées » acceptées, visent à convaincre que les volets « justice » et « progrès » de la copie gouvernementale sont aussi importants que le volet « équilibre ». Dans l'espoir, évidemment,	inconnu	DDS
« progrès »	méthode et sur le fond des « avancées » acceptées, visent à convaincre que les volets « justice » et « progrès » de la copie gouvernementale sont aussi importants que le volet «	inconnu	DDS

	équilibre ». Dans l'espoir, évidemment, de conjurer une contestation		
« équilibre »	que les volets « justice » et « progrès » de la copie gouvernementale sont aussi importants que le volet « équilibre ». Dans l'espoir, évidemment, de conjurer une contestation trop brutale et toute explosion qui aurait raison de la réforme 2023, comme	inconnu	DDS
« classique »	la réforme 2019. Mais c'est ici que commence l'inconnu. Car si les forces syndicales et politiques savent gérer un conflit « classique », indexé sur le nombre de manifestants et le nombre de jours de grèves, personne ne sait appréhender une conflictualité	inconnu	DDS
«Deux garanties pour lesquelles nous nous sommes battus ne sont pas à ce stade clairement assurées»	Cette accélération sera un point de discussion, comme le sera le sujet des petites retraites.» Une ligne rouge à LR. «Deux garanties pour lesquelles nous nous sommes battus ne sont pas à ce stade clairement assurées», explique Aurélien Pradié, député LR du Lot. «La première, c'est l'assurance de relever à 85 % du smic les retraites	Aurélien Pradié	DD
«La première, c'est l'assurance de relever à 85 % du smic les retraites actuelles et pas seulement les nouvelles pour celles et ceux qui ont travaillé toute leur vie.»	lesquelles nous nous sommes battus ne sont pas à ce stade clairement assurées», explique Aurélien Pradié, député LR du Lot. «La première, c'est l'assurance de relever à 85 % du smic les retraites actuelles et pas seulement les nouvelles pour celles et ceux qui ont travaillé toute leur vie.» Elisabeth Borne annonce une «augmentation» de ces pensions. «Le niveau de 85 % du smic est une ligne rouge. En deçà,	Aurélien Pradié	DD
«Cela n'est pas et n'a jamais été notre ADN»	autant, se concentrera au Palais Bourbon. Car pas question pour le RN d'envisager de se joindre à une quelconque manifestation. «Cela n'est pas et n'a jamais été notre ADN», confirme une députée. «Il n'y a pas que la rue, il y a aussi le travail médiatique», assurait encore ce	un député	DD
«l'argent des retraites financera les retraites»	petites retraites et la prise en compte des congés parentaux». La droite s'est aussi satisfaite de l'engagement d'Élisabeth Borne que «l'argent des retraites financera les retraites», comme le souligne la vice-présidente de la commission des finances, Véronique Louwagie.	La driote	DDS
«augmentation»	actuelles et pas seulement les nouvelles pour celles et ceux qui ont travaillé toute leur vie.» Elisabeth Borne annonce une «augmentation» de ces pensions. «Le niveau de 85 % du smic est une ligne rouge. En deçà, l'effort ne sera pas à	Elisabeth Borne	DDS
«Il y a des points positifs dans les annonces du gouvernement, conformément à ce que nous avons demandé»	Élisabeth Borne, qui les a cités deux fois pendant sa présentation de la réforme, a repris presque toutes leurs conditions. «Il y a des points positifs dans les annonces du gouvernement, conformément à ce que nous avons demandé», reconnaît le président de LR, Éric Ciotti, en évoquant le «rythme atténué de la réforme» par rapport au projet initial,	Éric Ciotti	DD
«rythme atténué de la réforme»	annonces du gouvernement, conformément à ce que nous avons demandé», reconnaît le président de LR, Éric Ciotti, en évoquant le «rythme atténué de la réforme» par rapport au projet initial, «la revalorisation des petites retraites et la prise en compte des congés parentaux». La droite	Éric Ciotti	DDS
«à cette heure, le compte n'y est pas»	d'aller jusqu'à l'âge légal. Pour eux, la durée de cotisation acquise doit primer sur l'âge légal.» Dès lors, pour LR, «à cette heure, le compte n'y est pas» encore, fait valoir Éric Ciotti. «Je serai très attentif à la question de l'emploi des seniors et des carrières hachées	Éric Ciotti	DDS
«La seconde, c'est d'assurer que ceux qui	est une ligne rouge. En deçà, l'effort ne sera pas à la hauteur», poursuit-il en demandant une clarification du	Éric Woerth	DD

ont commencé à travailler avant 21 ans puissent partir avec 42 puis demain 43 annuités de cotisation»	gouvernement. «La seconde, c'est d'assurer que ceux qui ont commencé à travailler avant 21 ans puissent partir avec 42 puis demain 43 annuités de cotisation», détaille l'ex-candidat à la présidence du parti. «Pour ces travailleurs qui ont débuté tôt, nous devons leur assurer de ne		
«En revanche, ils vont plus vite sur l'accélération des 43 annuités et les 64 ans même s'ils retiennent le rythme que nous avons proposé de 3 mois par an. Cette accélération sera un point de discussion, comme le sera le sujet des petites retraites.»	le projet du Sénat voté depuis quatre ans et cela est plutôt positif», se satisfait Gérard Larcher, président du Sénat. «En revanche, ils vont plus vite sur l'accélération des 43 annuités et les 64 ans même s'ils retiennent le rythme que nous avons proposé de 3 mois par an. Cette accélération sera un point de discussion, comme le sera le sujet des petites retraites.» Une ligne rouge à LR. «Deux garanties pour lesquelles nous nous sommes battus ne sont pas à ce stade clairement	Gérard Larcher	DD
«Je serai très attentif à la question de l'emploi des seniors et des carrières hachées pour les femmes. Tout cela laisse de la place au débat parlementaire»	sur l'âge légal.» Dès lors, pour LR, «à cette heure, le compte n'y est pas» encore, fait valoir Éric Ciotti. «Je serai très attentif à la question de l'emploi des seniors et des carrières hachées pour les femmes. Tout cela laisse de la place au débat parlementaire», acquiesce Gérard Larcher. «Ces sujets sont très techniques et le diable se niche souvent dans les détails, conclut Olivier Marleix.	Gérard Larcher	DD
«C'est une grave récession sociale»	précise mais nous actons le fait que le gouvernement fait l'effort de venir sur nos propositions.» Refus de la gauche «C'est une grave récession sociale», a dénoncé Jean-Luc Mélenchon. Après ces annonces, la coalition de la Nupes s'est dite prête à mener «le combat» contre	Jean-Luc Mélenchon	DD
«Un projet "de justice, d'équilibre et de progrès"? Euh... non. Un projet pour faire des économies, archaïque, injuste, brutal, cruel? Oui»	soir à Paris. «Madame Borne n'a honte de rien», a répliqué sur Twitter Mathilde Panot, la présidente du groupe LFI. «Un projet "de justice, d'équilibre et de progrès"? Euh... non. Un projet pour faire des économies, archaïque, injuste, brutal, cruel? Oui», a rectifié l'Insoumise. «La guerre sociale est déclarée», a également jugé le député LFI Louis Boyard. Sa collègue du même	l'Insoumise	DD
«La guerre sociale est déclarée»	d'équilibre et de progrès"? Euh... non. Un projet pour faire des économies, archaïque, injuste, brutal, cruel? Oui», a rectifié l'Insoumise. «La guerre sociale est déclarée», a également jugé le député LFI Louis Boyard. Sa collègue du même groupe, Alma Dufour, a, elle, voulu ironiser, faisant	Louis Boyard	DD
«L'inaction climatique de nos dirigeants est tellement grave qu'on dirait que c'est fait exprès pour être sûr de ne pas nous faire bénéficier de retraites, à nous, les moins de 35 ans.»	Louis Boyard. Sa collègue du même groupe, Alma Dufour, a, elle, voulu ironiser, faisant le lien avec le réchauffement climatique: «L'inaction climatique de nos dirigeants est tellement grave qu'on dirait que c'est fait exprès pour être sûr de ne pas nous faire bénéficier de retraites, à nous, les moins de 35 ans.» «La première ministre prétend que sa réforme des retraites est un projet de justice sociale. Mais elle va accélérer dangereusement les	Alma Dufour	DD
«Pensez-vous sincèrement qu'il est bon pour le pays de proposer une réforme des retraites en vue de décaler l'âge de départ, à laquelle 70 % des Français sont opposés, en leur faisant payer les échecs de vos politiques?»	RN à l'Assemblée concentrera ses prises de parole. Ce mardi, dans l'hémicycle, elle a interpellé la première ministre, Élisabeth Borne. «Pensez-vous sincèrement qu'il est bon pour le pays de proposer une réforme des retraites en vue de décaler l'âge de départ, à laquelle 70 % des Français sont opposés, en leur faisant payer les échecs de vos politiques?», a questionné Marine Le Pen. Jordan Bardella, lui aussi, a rappelé sa volonté de voir le RN s'illustrer comme le	Marine Le Pen	DD

«Il n'y a pas que la rue, il y a aussi le travail médiatique»	d'envisager de se joindre à une quelconque manifestation. «Cela n'est pas et n'a jamais été notre ADN», confirme une députée. «Il n'y a pas que la rue, il y a aussi le travail médiatique», assurait encore ce mardi Marine Le Pen en privé.	Marine Le Pen	DD
«Madame Borne n'a honte de rien»	prête à mener «le combat» contre la réforme. Un tout premier meeting unitaire avait d'ailleurs lieu mardi soir à Paris. «Madame Borne n'a honte de rien», a répliqué sur Twitter Mathilde Panot, la présidente du groupe LFI. «Un projet "de justice, d'équilibre et de progrès"? Euh...	Mathilde Panot	DD
«Ces sujets sont très techniques et le diable se niche souvent dans les détails, conclut Olivier Marleix. Nous vérifierons chaque point de manière précise mais nous actons le fait que le gouvernement fait l'effort de venir sur nos propositions.»	seniors et des carrières hachées pour les femmes. Tout cela laisse de la place au débat parlementaire», acquiesce Gérard Larcher. «Ces sujets sont très techniques et le diable se niche souvent dans les détails, conclut Olivier Marleix. Nous vérifierons chaque point de manière précise mais nous actons le fait que le gouvernement fait l'effort de venir sur nos propositions.» Refus de la gauche «C'est une grave récession sociale», a dénoncé Jean-Luc Mélenchon. Après ces annonces, la coalition de la	Olivier Marleix	DD
«La première ministre prétend que sa réforme des retraites est un projet de justice sociale. Mais elle va accélérer dangereusement les inégalités!»	fait exprès pour être sûr de ne pas nous faire bénéficier de retraites, à nous, les moins de 35 ans.»«La première ministre prétend que sa réforme des retraites est un projet de justice sociale. Mais elle va accélérer dangereusement les inégalités!», a également mis en garde le député PCF Pierre Dharréville. Opposition du RN À ses députés, Marine Le Pen l'a répété	Pierre Dharréville	DD
«Globalement, ils reprennent le projet du Sénat voté depuis quatre ans et cela est plutôt positif»	Borne que «l'argent des retraites financera les retraites», comme le souligne la vice-présidente de la commission des finances, Véronique Louwagie. «Globalement, ils reprennent le projet du Sénat voté depuis quatre ans et cela est plutôt positif», se satisfait Gérard Larcher, président du Sénat. «En revanche, ils vont plus vite sur l'accélération des 43 annuités et les	Gérard Larcher	DD
« La réforme des retraites est essentielle »	beaucoup de monde sur le bord du chemin et représente aussi un gâchis de compétences. De nombreux économistes en conviennent. « La réforme des retraites est essentielle » , affirmait Christian Saint-Étienne sur Sud Radio le 2 janvier, tandis qu'Élie Cohen le même jour sur BFMTV, jugeait la	Christian Saint-Étienne	DD
« absolument indispensable »	affirmait Christian Saint-Étienne sur Sud Radio le 2 janvier, tandis qu'Élie Cohen le même jour sur BFMTV, jugeait la réforme « absolument indispensable ». Et d'expliquer que « le régime est structurellement en déficit. L'État verse une compensation de 30 milliards d'euros pour équilibrer	Christian Saint-Étienne	DDS
« le régime est structurellement en déficit. L'État verse une compensation de 30 milliards d'euros pour équilibrer les régimes de retraites des fonctionnaires qui sont systématiquement sous dotés. L'État cotise pour les retraites des fonctionnaires à hauteur de 74 %. »	2 janvier, tandis qu'Élie Cohen le même jour sur BFMTV, jugeait la réforme « absolument indispensable ». Et d'expliquer que « le régime est structurellement en déficit. L'État verse une compensation de 30 milliards d'euros pour équilibrer les régimes de retraites des fonctionnaires qui sont systématiquement sous dotés. L'État cotise pour les retraites des fonctionnaires à hauteur de 74 %. » La réforme des retraites est aussi un point important des recommandations récurrentes de la Commission européenne à la France. D'ailleurs,	Élie Cohen	DD

« Si nous étions à la moyenne des pays européenne, nous économiserions 50 milliards d'euros par an sur les dépenses de retraite », affirme Élie Cohen. Au final, les 2 points de PIB que nous dépensons en plus sur les retraites, expliquent pourquoi la dépense publique est plus importante en France que dans les autres pays européens . »	: la coalition SPD-Verts l'a porté à 67 ans en Allemagne, et le gouvernement socialiste à 65 ans en Espagne. « Si nous étions à la moyenne des pays européenne, nous économiserions 50 milliards d'euros par an sur les dépenses de retraite », affirme Élie Cohen. Au final, les 2 points de PIB que nous dépensons en plus sur les retraites, expliquent pourquoi la dépense publique est plus importante en France que dans les autres pays européens . » Certaines déclarations, y compris du président de la République, ont pu semer le trouble en indiquant que la réforme des	Élie Cohen	DD
« Sans réforme c'est la faillite »	que cette réforme serait inutile. Elle est au contraire indispensable, à la fois par impératif économique et par nécessité démographique. « Sans réforme c'est la faillite », résume, lapidaire, Gabriel Attal, le ministre des Comptes publics. C'est en tout cas un passage obligé pour sauver le	Gabriel Attal	DD
« Pas un euro de cotisation vieillesse ne servira à autre chose qu'à financer les retraites », rassure Olivier Dussopt, ministre du Travail. En revanche, le fait de travailler plus longtemps générera aussi des cotisations familiales, des cotisations maladie, de l'impôt sur le revenu, de la CVAE pour les entreprises, de la TVA . »	dépendance... Mais les cotisations encaissées grâce au recul de l'âge iront bien au financement des retraites. C'est une obligation juridique. « Pas un euro de cotisation vieillesse ne servira à autre chose qu'à financer les retraites », rassure Olivier Dussopt, ministre du Travail. En revanche, le fait de travailler plus longtemps générera aussi des cotisations familiales, des cotisations maladie, de l'impôt sur le revenu, de la CVAE pour les entreprises, de la TVA . » Autant de recettes nouvelles qui donneront au gouvernement des marges de manoeuvre pour financer d'autres chantiers.	Olivier Dussopt	DD
« Cette réforme est un signal fort donné à nos partenaires européens »	capacité à engager les réformes nécessaires pour revenir à l'objectif d'un déficit inférieur à 3 % du PIB d'ici 2027. « Cette réforme est un signal fort donné à nos partenaires européens », confirme Raymond Soubie, ancien conseiller social de Nicolas Sarkozy et président du cabinet Alixio. Le « triangle infernal »	Raymond Soubie	DD
« apportera 17,7 milliards d'euros »	» à travers des mesures pour les carrières longues et la pénibilité. Bruno Le Maire a affirmé que la réforme « apportera 17,7 milliards d'euros » aux caisses de retraite en 2030. « Chaque euro compte pour un État qui a (près de) 3 000 milliards	Bruno Le Maire	DDS
« Chaque euro compte pour un État qui a (près de) 3 000 milliards d'euros de dette »	Bruno Le Maire a affirmé que la réforme « apportera 17,7 milliards d'euros » aux caisses de retraite en 2030. « Chaque euro compte pour un État qui a (près de) 3 000 milliards d'euros de dette », a-t-il dit. Demander aux Français de travailler davantage avant de prendre sa retraite, « des majorités, de droite comme de	Bruno Le Maire	DD
« meilleur qu'il ne l'était il y a six mois »	(lire page 4). Une première journée de mobilisation est prévue le 19 janvier. Pour autant, le projet du gouvernement est « meilleur qu'il ne l'était il y a six mois », a salué Elisabeth Borne. Alors que les organisations syndicales et les partis de gauche sont vent debout contre le décalage	Élisabeth Borne	DDS
« des majorités, de droite comme de gauche, l'ont fait avant nous »	3 000 milliards d'euros de dette », a-t-il dit. Demander aux Français de travailler davantage avant de prendre sa retraite, « des majorités, de droite comme de gauche, l'ont fait avant nous », a plaidé Elisabeth Borne, référence aux	Élisabeth Borne	DD

	réformes de la socialiste Marisol Touraine en 2014, du sarkozyste Éric Woerth en		
« une grave régression sociale »	insoumise promet de descendre dans la rue et de multiplier les coups d'éclat dans l'Hémicycle. Jean-Luc Mélenchon a aussitôt dénoncé « une grave régression sociale », lui qui brandit encore le symbole de la retraite à 60 ans. Comme le socialiste Olivier Faure. Une mesure «	Jean-Luc Mélenchon	DDS
« faire barrage à cette réforme injuste »	qui y voit le risque « d'aggraver davantage » les déficits. Marine Le Pen n'est pas en reste, promettant de « faire barrage à cette réforme injuste ». « La confrontation d'idées peut se faire sans désinformation, sans agiter les peurs », a d'ores et déjà avancé	Marine Le Pen	DDS
« La confrontation d'idées peut se faire sans désinformation, sans agiter les peurs »	les déficits. Marine Le Pen n'est pas en reste, promettant de « faire barrage à cette réforme injuste ». « La confrontation d'idées peut se faire sans désinformation, sans agiter les peurs », a d'ores et déjà avancé la chef du gouvernement, qui sait que la bataille de l'opinion sera plus difficile que	Marine Le Pen	DD
« Députés et ministres, à nous d'envahir tous les espaces »	services publics. Politiquement, la majorité s'organise pour faire face aux cortèges et blocages divers et variés qui attendent le pays. « Députés et ministres, à nous d'envahir tous les espaces », estime Sylvain Maillard, le vice-président du groupe Renaissance à l'Assemblée nationale. La chef des députés macronistes Aurore Bergé veut «	Sylvain Maillard	DD
« Ce projet de réforme des retraites n'est pas un projet éclair ou brutal. Il n'est pas antisocial : la retraite minimale est augmentée de 100 euros brut pour en moyenne 2 millions de retraités. »	Français très concrètement » ce « qui va changer pour eux ». Le ministre a lui-même suivi la consigne : « Ce projet de réforme des retraites n'est pas un projet éclair ou brutal. Il n'est pas antisocial : la retraite minimale est augmentée de 100 euros brut pour en moyenne 2 millions de retraités. » Clément Beaune, le ministre des Transports, a rencontré dès mardi soir le patron de la SNCF, Jean-Pierre Farandou, et celui	Clément Beaune	DD
« Si la mesure que le gouvernement propose a le même effet sur l'équilibre qu'un report à 65 ans, très bien »	sont à la tête des entreprises ». Dans Le Point, Édouard Philippe a sobrement salué les arbitrages de l'exécutif. « Si la mesure que le gouvernement propose a le même effet sur l'équilibre qu'un report à 65 ans, très bien », a-t-il dit. Horizons pourrait profiter de la discussion parlementaire pour faire d'autres propositions. Élisabeth Borne doit recevoir jeudi à Matignon	Édouard Philippe	DD
« indispensable et vital »	faire la promotion de sa réforme. Le relèvement à 64 ans de l'âge légal de départ à la retraite est « indispensable et vital » pour « préserver » le système, a réaffirmé Emmanuel Macron lors du Conseil des ministres. Selon Olivier Véran, le porte-parole	Emmanuel Macron	DDS
« préserver »	Le relèvement à 64 ans de l'âge légal de départ à la retraite est « indispensable et vital » pour « préserver » le système, a réaffirmé Emmanuel Macron lors du Conseil des ministres. Selon Olivier Véran, le porte-parole du gouvernement, qui a	Emmanuel Macron	DDS
« qui va changer pour eux »	le président a appelé ses ministres à la « mobilisation » pour « expliquer aux Français très concrètement » ce « qui va changer pour eux ». Le ministre a lui-même suivi la consigne : « Ce projet de réforme des retraites n'est pas un projet éclair	Emmanuel Macron	DDS
« est améliorable »	mercredi pour exprimer quelques désaccords. Au sein même de la majorité. François Bayrou a jugé sur LCI que la réforme « est améliorable ». « On va entrer dans une discussion parlementaire qui va être ardue », a dit le président du MoDem, qui	François Bayrou	DDS

« On va entrer dans une discussion parlementaire qui va être ardue »	désaccords. Au sein même de la majorité. François Bayrou a jugé sur LCI que la réforme « est améliorable ». « On va entrer dans une discussion parlementaire qui va être ardue », a dit le président du MoDem, qui plaide pour une augmentation des cotisations de l'employeur. « Je sais très bien	François Bayrou	DD
« expliquer et accompagner la réforme »	a rencontré dès mardi soir le patron de la SNCF, Jean-Pierre Farandou, et celui de la RATP, Jean Castex, pour « expliquer et accompagner la réforme » dans des secteurs où la mobilisation pourrait être importante. De son côté, le parti présidentiel Renaissance a édité un tract	inconnu	DDS
« mobilisation »	Selon Olivier Véran, le porte-parole du gouvernement, qui a relayé ses propos, le président a appelé ses ministres à la « mobilisation » pour « expliquer aux Français très concrètement » ce « qui va changer pour eux ». Le ministre a lui-même	Olivier Véran	DDS
« Je sais très bien que le gouvernement n'est pas de cet avis, mais mon idée n'est pas de le gêner ni de le mettre en difficulté »	qui va être ardue », a dit le président du MoDem, qui plaide pour une augmentation des cotisations de l'employeur. « Je sais très bien que le gouvernement n'est pas de cet avis, mais mon idée n'est pas de le gêner ni de le mettre en difficulté », a-t-il assuré. Le centriste estime que « beaucoup de Français ont le sentiment qu'on demande des efforts aux mêmes, à	Président du MoDem	DD
« Agir aujourd'hui pour sauver nos retraites demain »	des secteurs où la mobilisation pourrait être importante. De son côté, le parti présidentiel Renaissance a édité un tract intitulé « Agir aujourd'hui pour sauver nos retraites demain ». Réforme « améliorable » Malgré cela, des voix se sont fait entendre mercredi pour exprimer quelques désaccords. Au sein même	Renaissance	DD
« améliorable »	côté, le parti présidentiel Renaissance a édité un tract intitulé « Agir aujourd'hui pour sauver nos retraites demain ». Réforme « améliorable » Malgré cela, des voix se sont fait entendre mercredi pour exprimer quelques désaccords. Au sein même de la majorité. François	Renaissance	DDS
« beaucoup de Français ont le sentiment qu'on demande des efforts aux mêmes, à ceux qui sont au travail, et pas du tout à ceux qui sont à la tête des entreprises »	mon idée n'est pas de le gêner ni de le mettre en difficulté », a-t-il assuré. Le centriste estime que « beaucoup de Français ont le sentiment qu'on demande des efforts aux mêmes, à ceux qui sont au travail, et pas du tout à ceux qui sont à la tête des entreprises ». Dans Le Point, Édouard Philippe a sobrement salué les arbitrages de l'exécutif. « Si la mesure que le gouvernement	Un centriste	DD
«Le président a déjà pris sa perte avec la réforme des retraites pendant la campagne présidentielle, assure un ministre. C'est l'un des seuls sujets qui ait été clairement identifié par les Français et malgré leurs doutes sur le report de l'âge légal de départ, il a été réélu. »	l'irruption de la crise Covid. Au sein du gouvernement, on espère toutefois que le pire n'est pas forcément à venir. «Le président a déjà pris sa perte avec la réforme des retraites pendant la campagne présidentielle, assure un ministre. C'est l'un des seuls sujets qui ait été clairement identifié par les Français et malgré leurs doutes sur le report de l'âge légal de départ, il a été réélu. » Pas question pour autant de s'exposer en première ligne. Dans la chorégraphie bien orchestrée de la présentation de la réforme,	Un ministre	DD
« Il faut recommencer à circuler, à travailler, car il en va de l'intérêt national »	, commentent les journalistes de l'époque. Le point culminant est fixé au 12 décembre, avec deux millions de personnes mobilisées. « Il faut recommencer à circuler, à travailler, car il en va de l'intérêt national », déclare alors Alain Juppé. Sous la pression de Jacques Chirac, le premier ministre finit par plier, dépassé par l'ampleur	Alain Juppé	DD
« fracture sociale »	de fortes tensions. L'exemple le plus marquant remonte à 1995. Élu au mois de mai sur le thème de la « fracture	inconnu	DDS

	sociale », Jacques Chirac active sans attendre son gouvernement. Le « plan Juppé » - du nom du premier ministre d'alors		
«fact-checker»	un article publié sur son site en octobre dernier, la représentation en France de la Commission européenne s'occupait elle-même de «fact-checker» ces allégations. «Non, la Commission européenne n'impose pas à la France sa réforme des retraites ! L'on entend souvent dans	Commission européenne	DDS
«Non, la Commission européenne n'impose pas à la France sa réforme des retraites ! L'on entend souvent dans le cadre du débat national que "Bruxelles" exige de repousser l'âge de départ à la retraite. Pourtant, c'est faux»	sur son site en octobre dernier, la représentation en France de la Commission européenne s'occupait elle-même de «fact-checker» ces allégations. «Non, la Commission européenne n'impose pas à la France sa réforme des retraites ! L'on entend souvent dans le cadre du débat national que "Bruxelles" exige de repousser l'âge de départ à la retraite. Pourtant, c'est faux», corrigeait-elle. Les pouvoirs de Bruxelles sont en effet limités, tient à rappeler Vincent Couronne, docteur en droit européen et enseignant	inconnu	DD
«Quelle est l'urgence de mettre le pays en division et en tension ? Si ce n'est obéir aux exigences de la Commission européenne»	contestation sociale contre la réforme des retraites, le rôle de l'Union européenne est parfois pointé du doigt par ses opposants. «Quelle est l'urgence de mettre le pays en division et en tension ? Si ce n'est obéir aux exigences de la Commission européenne», s'est ainsi interrogé le député Insoumis Éric Coquerel en début d'année sur BFMTV. En 2019 et 2020, la thèse d'une	Éric Coquerel	DD
«Il y a une logique de pression, qui passe tant par l'Union que par les autres États membres»	qu'il faut modifier tel ou tel point. Mais la Commission ne peut rien imposer à la France», explique Vincent Couronne. «Il y a une logique de pression, qui passe tant par l'Union que par les autres États membres», nuance Francesco Martucci, professeur de droit public à l'Université Paris-Panthéon-Assas et spécialiste du droit européen, qui souligne qu'une réforme des	Francesco Martucci	DD
«fait partie des mesures préconisées par l'UE depuis longtemps»	Francesco Martucci, professeur de droit public à l'Université Paris-Panthéon-Assas et spécialiste du droit européen, qui souligne qu'une réforme des retraites «fait partie des mesures préconisées par l'UE depuis longtemps». Certaines voix soulignent par ailleurs que la France serait indirectement mise sous pression par l'UE via les règles budgétaires européennes.	Francesco Martucci	DDS
«C'est la faute à l'Europe.»	Des opposants au projet du gouvernement affirment que la réforme serait une exigence de Bruxelles. Qu'en est-il en réalité ? «C'est la faute à l'Europe.» Depuis le début de la contestation sociale contre la réforme des retraites, le rôle de l'Union européenne est parfois pointé	inconnu	DD
«à une injonction de Bruxelles»	côté de l'échiquier politique, la députée RN Laure Lavalette a affirmé sur CNews, en janvier dernier, que cette réforme obéissait «à une injonction de Bruxelles». «S'il (Emmanuel Macron) fait cette réforme aujourd'hui, c'est pour une seule et unique raison, c'est l'engagement auquel il a dû	Laure Lavalette	DDS
«S'il (Emmanuel Macron) fait cette réforme aujourd'hui, c'est pour une seule et unique raison, c'est l'engagement auquel il a dû souscrire pour bénéficier des fonds de relance européen»	députée RN Laure Lavalette a affirmé sur CNews, en janvier dernier, que cette réforme obéissait «à une injonction de Bruxelles». «S'il (Emmanuel Macron) fait cette réforme aujourd'hui, c'est pour une seule et unique raison, c'est l'engagement auquel il a dû souscrire pour bénéficier des fonds de relance européen», a estimé le député européen LR François-Xavier Bellamy lors d'une conférence-débat organisée à l'Assemblée en février. Invité sur Franceinfo ce	Laure Lavalette	DD

«risques financiers, économiques (...) trop grands»	la réforme sans vote à l'Assemblée, le chef de l'État a justifié cette décision, en conseil des ministres, par des «risques financiers, économiques (...) trop grands», a rapporté Le Monde. Comprendre : renoncer à cette réforme mettrait en danger la capacité de la France à emprunter	Le Monde	DD
«n'est pas conditionné à la réforme des retraites»	versement de 40 milliards d'euros de l'UE à la France pour financer son plan de relance post-Covid de 100 milliards «n'est pas conditionné à la réforme des retraites», insiste la représentation française de la Commission européenne, contredisant les propos tenus notamment par François-Xavier Bellamy et Laure Lavalette. «Bruxelles	représentation française de la Commission européenne	DDS
«L'Europe ne demande rien. (...) Si c'était le cas, on n'aurait pas une disparité des départs d'âge à la retraite en Europe. C'est à la main des États de décider ce qu'ils veulent faire, et ils le font»	organisée à l'Assemblée en février. Invité sur Franceinfo ce lundi 3 avril, Thierry Breton a de nouveau réfuté ces allégations. «L'Europe ne demande rien. (...) Si c'était le cas, on n'aurait pas une disparité des départs d'âge à la retraite en Europe. C'est à la main des États de décider ce qu'ils veulent faire, et ils le font», a insisté le commissaire européen au Marché intérieur, tout en pointant en revanche le rôle des «marchés financiers». Qu'en est-il	Thierry Breton	DD
«Le traité sur le fonctionnement de l'Union prévoit explicitement qu'en matière économique, l'UE ne peut que coordonner les États sans imposer de mesures spécifiques»	de Bruxelles sont en effet limités, tient à rappeler Vincent Couronne, docteur en droit européen et enseignant à l'Université Paris-Saclay. «Le traité sur le fonctionnement de l'Union prévoit explicitement qu'en matière économique, l'UE ne peut que coordonner les États sans imposer de mesures spécifiques». Autrement dit, les textes européens ne permettent pas à l'UE d'imposer ses vues aux États membres en matière de politique	Vincent Couronne	DD
«Mais d'où viennent ces recommandations ? De la France elle-même»	la mobilité de la main-d'œuvre et l'efficacité de la distribution du travail, et pourrait renforcer la viabilité des finances publiques». «Mais d'où viennent ces recommandations ? De la France elle-même», pointe Vincent Couronne, par ailleurs directeur de la publication des Surligneurs, un collectif d'enseignants-chercheurs en droit. On entre ici dans	Vincent Couronne	DD
« l'année du lapin représente l'espoir et la souplesse dans l'action. (...) L'énergie et la souplesse ne seront pas de trop pour accomplir nos ambitions. »	n'en est pas là. Comme il l'expliquait, avec un sourire en coin, à ses invités pour le Nouvel An lunaire, « l'année du lapin représente l'espoir et la souplesse dans l'action. (...) L'énergie et la souplesse ne seront pas de trop pour accomplir nos ambitions. »	Emmanuel Macron	DD
« aménager»	première ligne sur la réforme et soupçonné par la justice de favoritisme. Là pour faire savoir que le Parlement pouvait « aménager» le texte mais qu'il n'était pas question de reculer. Ailleurs pour en appeler à « l'esprit de responsabilité» des syndicats	inconnu	DDS
« C'est le président qui a mis le débat sur la table. Ce texte, il l'a porté, préparé et travaillé avec la première ministre, rappelle-t-on dans son entourage. La suite ne dépend plus de lui désormais puisque c'est devant le Parlement que le gouvernement défend la réforme . »	dont la virulence ne cesse de grimper au fil des cortèges. Et puis ce n'est pas son moment. Pas encore. « C'est le président qui a mis le débat sur la table. Ce texte, il l'a porté, préparé et travaillé avec la première ministre, rappelle-t-on dans son entourage. La suite ne dépend plus de lui désormais puisque c'est devant le Parlement que le gouvernement défend la réforme . » Alors, pendant ce temps, Emmanuel Macron vaque à ses occupations de président, servi par un agenda qui lui permet de	inconnu	DD

«Le travail sur le régalién a été mené au long cours depuis le premier quinquennat, et cela commence à porter ses fruits»	la souveraineté industrielle. Il compte en revanche rester en retrait sur le projet de loi immigration et sur la justice. «Le travail sur le régalién a été mené au long cours depuis le premier quinquennat, et cela commence à porter ses fruits», explique-t-on autour de lui. À condition de franchir ce « Cap Horn» des retraites et de survivre à ces «	inconnu	DD
« soutien total »	social, il les réserve au Conseil des ministres ou à de rares interventions publiques. Trop d'incertitudes Ici pour apporter son « soutien total » au ministre du Travail, Olivier Dussopt, en première ligne sur la réforme et soupçonné par la justice de favoritisme. Là	Olivier Dussopt	DDS
« Le président est secret, confie un ministre de poids. Je le trouve de plus en plus gaulliste ou mitterrandien. Il prend du recul. Il n'est pas très présent. D'ailleurs, dans les manifestations, ce n'est pas tellement son nom qui est attaqué mais celui d'Élisabeth Borne. »	la réforme des retraites alors que son gouvernement s'apprête à affronter, trois jours plus tard, la deuxième journée de manifestation. « Le président est secret, confie un ministre de poids. Je le trouve de plus en plus gaulliste ou mitterrandien. Il prend du recul. Il n'est pas très présent. D'ailleurs, dans les manifestations, ce n'est pas tellement son nom qui est attaqué mais celui d'Élisabeth Borne. » Revoilà la première ministre dans le rôle de bouclier du président. Pour le protéger en encaissant les coups à sa	un ministre	DD
« cinquante jours de gros temps »	fruits», explique-t-on autour de lui. À condition de franchir ce « Cap Horn» des retraites et de survivre à ces « cinquante jours de gros temps » que prophétisait un ministre début janvier avant d'ajouter : «Ensuite, le calme revient, on débouche sur un nouvel océan et	un ministre	DDS
« La vraie préoccupation des Français, ce sont les prix du quotidien et le coût de la vie »	autant, le gouvernement s'interroge quant à la perspective qu'une étincelle venue d'un sujet connexe vienne enflammer tout le débat public. « La vraie préoccupation des Français, ce sont les prix du quotidien et le coût de la vie » , assure le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire. Si une étincelle sociale devait s'allumer, ce serait sur ce front.	Bruno Le Maire	DD
« si nécessaire »	la réforme des retraites, les syndicats CGT de la branche pétrole ont appelé à plusieurs jours de grèves en menaçant « si nécessaire » de mettre les raffineries à l'arrêt à partir du 6 février. Revoilà le spectre des files ininterrompues de véhicules aux	CGT	DDS
« Il y a un droit de grève, il y a un droit à manifester »	dans les transports, SNCF et RATP, le blocage dans les raffineries agite la menace d'une mise à l'arrêt du pays. « Il y a un droit de grève, il y a un droit à manifester » , mais « c'est important aussi de ne pas pénaliser les Français » , a réagi Élisabeth Borne, en faisant	Élisabeth Borne	DD
« c'est important aussi de ne pas pénaliser les Français »	du pays. « Il y a un droit de grève, il y a un droit à manifester » , mais « c'est important aussi de ne pas pénaliser les Français » , a réagi Élisabeth Borne, en faisant bien le distinguo entre les manifestations et les grèves. Si l'exécutif ne redoute	Élisabeth Borne	DD
« indispensable et vitale »	par Emmanuel Macron, qui, au lendemain de la présentation de la réforme, assurait encore en Conseil des ministres qu'elle était « indispensable et vitale ». Dans le droit fil de ses propos du 12 septembre dernier devant l'Association de la presse présidentielle : « Est-ce	Emmanuel Macron	DDS
« Est-ce qu'on peut attendre pour faire cette réforme ? Non. Et est-ce qu'elle doit rentrer en vigueur dès l'été 2023 ? Oui. »	vitale ». Dans le droit fil de ses propos du 12 septembre dernier devant l'Association de la presse présidentielle : « Est-ce qu'on peut attendre pour faire cette réforme ? Non. Et est-ce qu'elle doit rentrer en vigueur dès l'été 2023 ? Oui. » Détermination politique contre détermination	Emmanuel Macron	DD

	syndicale, la figure est classique en entrée de conflit social. Mais dans cette chorégraphie bien orchestrée,		
«C'est un bon moyen de mobiliser la jeunesse au moment le moins opportun »	mesure spectaculaire qui viendrait faire de l'ombre à la réforme des retraites, est jugée hasardeuse par des spécialistes de l'opinion. «C'est un bon moyen de mobiliser la jeunesse au moment le moins opportun », redoute l'un d'eux, qui rappelle que LFI est hostile à cette proposition. Outre l'inflation, qui cristallise les inquiétudes des Français,	inconnu	DD
« S'il n'y a pas une mobilisation dans la rue énorme, de toute façon le ressentiment s'exprimera différemment. »	voir surgir la contestation là où personne ne l'avait prévu. Le patron de la CFDT, Laurent Berger, a prévenu : « S'il n'y a pas une mobilisation dans la rue énorme, de toute façon le ressentiment s'exprimera différemment. »	Laurent Berger	DD
« Ce sont ces mesures qui expliquent le plus cette érosion »	200 euros, prise en compte des carrières longues et de la pénibilité... Elles sont approuvées par 83 % des Français. « Ce sont ces mesures qui expliquent le plus cette érosion » de l'opposition à la réforme, souligne Odoxa. Pour l'heure, les Français soutiennent toutefois fortement le mouvement du 19 janvier, mais	Odoxa	DD
« ne se projette pas dans l'idée d'une mobilisation massive »	ne redoute pas les premières, il s'inquiète en revanche des secondes. Les Français résignés Méthode Coué ou optimisme circonstancié, l'exécutif « ne se projette pas dans l'idée d'une mobilisation massive », comme l'a répété Olivier Véran mercredi à l'issue du Conseil des ministres. Une large majorité des Français a beau ne	Olivier Véran	DD
« Mais cette opposition s'atténue »	résignés. Selon un sondage Odoxa, 62 % d'entre eux s'opposent au report de l'âge légal de départ à 64 ans. « Mais cette opposition s'atténue », souligne l'institut. Notamment grâce aux différentes mesures sociales contenues dans le texte : hausse du minimum retraite à 1 200	Odoxa	DD
«Une manifestation ou une mobilisation repose sur le fait de se demander si le gouvernement ira jusqu'au bout »	manifestations massives de même niveau qu'en 2019 (806 000 personnes, selon l'Intérieur) ou 2010 (plus de 1,2 million) semble écarté. «Une manifestation ou une mobilisation repose sur le fait de se demander si le gouvernement ira jusqu'au bout », explique un ministre. Pour l'heure, l'exécutif fait assaut de volontarisme et de détermination. À commencer par Emmanuel Macron, qui, au	un ministre	DD
« entourloupe »	« exigences »à Élisabeth Borne mais certains élus continuent d'exprimer leurs réticences. Aurélien Pradié pose trois conditions et pressent une « entourloupe »du gouvernement, comme il l'a confié au journal Le Point,samedi. Dans les Vosges, Stéphane Viry considère que cette réforme n'est pas	Aurélien Pradié	DDS
« Il est peut-être temps de changer de projet »	au contraire que les deux derniers projets présidentiels de la droite ont été rejetés « deux fois »par les Français. « Il est peut-être temps de changer de projet » ,plaide le député Boucard, soutiens d'Aurélien Pradié durant la campagne interne LR. Dans le Haut-Rhin, Raphaël Schellenberger est également très	Boucard	DD
« liberté de vote »	veut bien reconnaître), Ian Boucard, député LR du Territoire de Belfort, ne votera pas la réforme. En se réjouissant d'une « liberté de vote »au sein du groupe, il n'hésite pas à combattre un texte qu'il juge « parfaitement injuste »au point de le qualifier	Boucard	DDS
« Casus belli »	l'assiette des cotisations mais ils estiment qu'une réforme structurelle des retraites ne peut pas se fonder sur des enjeux conjoncturels. « Casus belli » Si Les Républicains	Les Républicains	DDS

	pro-réforme, annoncés majoritaires, jugent indispensable d'afficher une position de la droite « cohérente » avec ses propositions d'hier,		
« Au-delà des postures et sans accorder de blanc-seing à n'importe quel prix, nous allons devoir sérier les combats, sachant que cette réforme s'impose si l'on veut sauver le système par répartition »	invite chacun à mesurer la réforme à la lumière des expertises de la droite et des études d'impact du gouvernement. « Au-delà des postures et sans accorder de blanc-seing à n'importe quel prix, nous allons devoir sérier les combats, sachant que cette réforme s'impose si l'on veut sauver le système par répartition », souligne le chef de file des députés LR.	Les Républicains	DD
« hiérarchisation des priorités »	Avec ou sans LR, ce n'est pas un moment serein pour le faire », critique-t-il, en fustigeant une absence de « hiérarchisation des priorités ». Il attendra de voir comment le texte sortira du débat parlementaire avant de se prononcer, même si tout indique qu'il	LR	DDS
« Attention aux mauvais combats ! »	À la présidence du groupe, Olivier Marleix prépare la réunion de mercredi. Il veut réunir sestroutesautour d'une lecture de l'avant-projet. « Attention aux mauvais combats ! », met en garde le député d'Eure-et-Loir. Il invite chacun à mesurer la réforme à la lumière des expertises de la	Olivier Marleix	DD
« exigences »	des retraites, certains députés restent fortement hostiles au texte du gouvernement. Les ténors LR se félicitent d'avoir su imposer leurs « exigences » à Elisabeth Borne mais certains élus continuent d'exprimer leurs réticences. Aurélien Pradié pose trois conditions et pressent une « entourage » du	ténors LR	DDS
« Ce sont tous des amis de Bertrand »	réforme n'est pas en « adéquation » avec les Français. À Belfort comme en Alsace, d'autres députés diront probablement non. « Ce sont tous des amis de Bertrand », persifle un élu du groupe lassé par les « jeux d'ego de ceux qui font tout pour exister ». Quels que	un élu	DD
« jeux d'ego de ceux qui font tout pour exister »	probablement non. « Ce sont tous des amis de Bertrand », persifle un élu du groupe lassé par les « jeux d'ego de ceux qui font tout pour exister ». Quels que soient les évolutions et les acquis de la droite (qu'il veut bien reconnaître), Ian Boucard, député LR du	un élu	DDS
« Si le texte n'est pas voté en première lecture, nous pourrions immédiatement pointer du doigt LFI et leur stratégie d'obstruction systématique »	la Constitution. Et sans que l'exécutif ne doive donc subir une énième motion de censure, cette fois-ci potentiellement plus dangereuse. « Si le texte n'est pas voté en première lecture, nous pourrions immédiatement pointer du doigt LFI et leur stratégie d'obstruction systématique », décrypte un poids lourd du camp présidentiel, qui veut penser que « grâce à cette disposition constitutionnelle » la réforme pourrait avancer	LFI	DD
« il veut goûter l'eau avant de plonger »	la fin de la séquence retraites, il relance le sujet. Certes avec prudence. Comme le confie un de ses proches, « il veut goûter l'eau avant de plonger ». En clair : pas question de se lancer dans une réforme institutionnelle sans garantie d'aboutir et sans un minimum d'envergure.	Emmanuel Macron	DD
« redonner de la force à la souveraineté populaire »	chef de l'État ne se sent pas lié par les suggestions de Séjourné. Le vœu d'Emmanuel Macron est d'abord de « redonner de la force à la souveraineté populaire ». Ce qui passerait par une clarification du cadre institutionnel dans un pays où les instances élues sont de plus en	Emmanuel Macron	DDS
« son plus bas niveau depuis la fin de la Seconde Guerre »	moins que l'année dernière. Du jamais vu depuis 1946 ! En conséquence, le solde naturel, différence entre ces deux nombres, atteint « son plus bas niveau depuis la fin de la	Insee	DDS

mondiale (+56.000 personnes)»	Seconde Guerre mondiale (+56.000 personnes)». Désormais, largement supérieur au solde naturel, le solde migratoire (différence entre le nombre personnes entrées et celles sorties du territoire)		
«Un point bas historique»	le solde migratoire (différence entre le nombre personnes entrées et celles sorties du territoire) est estimé à plus 161.000 personnes. «Un point bas historique» «Le nombre de naissances atteint un point bas historique», note l'Insee. En 2021, la courbe de la natalité était remontée,	Insee	DDS
«Le nombre de naissances atteint un point bas historique»	entre le nombre personnes entrées et celles sorties du territoire) est estimé à plus 161.000 personnes. «Un point bas historique» «Le nombre de naissances atteint un point bas historique», note l'Insee. En 2021, la courbe de la natalité était remontée, à la surprise générale, laissant entrevoir un scénario de	Insee	DD
«la natalité diminue depuis 2014 de manière continue»	natalité était remontée, à la surprise générale, laissant entrevoir un scénario de reprise. Un espoir déçu. Hormis ce petit sursaut, «la natalité diminue depuis 2014 de manière continue», note Sylvie Le Minez, responsable de l'unité des études démographiques et sociales à l'Insee. Soit près de dix ans baisse.	Insee	DD
«regret d'être mère»	très légère. Reste à savoir si cette tendance va se poursuivre. Inquiétude sur l'état de la planète, essais sur le «regret d'être mère», éloge de la décroissance: une partie de la population considère que faire des enfants n'est pas la meilleure façon de	Sheila Heti	DD
«Les femmes ont des enfants de plus en plus tardivement. Elles retardent le calendrier de naissance, mais on ne sait pas si ces naissances auront lieu»	devenir mère plus tard sont nombreuses. L'âge moyen des femmes ne cesse d'augmenter. Il a atteint 31 ans en 2022. «Les femmes ont des enfants de plus en plus tardivement. Elles retardent le calendrier de naissance, mais on ne sait pas si ces naissances auront lieu», explique Sylvie Le Minez. Les femmes nées au début des années 1970 et qui atteignent 50 ans ont finalement eu	Sylvie Le Minez	DD
«Les bébés de 2023 sont les cotisants de 2043»	une population vieillissante: à la veille d'une réforme des retraites, les chiffres du bilan démographique sont plus sensibles que jamais. «Les bébés de 2023 sont les cotisants de 2043», alerte l'Unaf (Union nationale des associations familiales), qui invite le gouvernement à se saisir de l'«enjeu national» de la natalité,	Unaf	DD
«enjeu national»	les cotisants de 2043», alerte l'Unaf (Union nationale des associations familiales), qui invite le gouvernement à se saisir de l'«enjeu national» de la natalité, «indispensable pour préserver la solidarité entre générations» et garantir le fonctionnement du système de retraite par répartition. L'hiver	Unaf	DDS
«indispensable pour préserver la solidarité entre générations»	alerte l'Unaf (Union nationale des associations familiales), qui invite le gouvernement à se saisir de l'«enjeu national» de la natalité, «indispensable pour préserver la solidarité entre générations» et garantir le fonctionnement du système de retraite par répartition. L'hiver démographique, un «impensé» de la réforme? C'est la petite	Unaf	DDS
«service public de la petite enfance»	l'Unaf appelle à une relance de la politique familiale avec une meilleure indemnisation du congé parental et la création d'un «service public de la petite enfance». Une promesse de campagne d'Emmanuel Macron.	Unaf	DDS
« toper »	concertations aboutissent à plus de convergences, il reconnaît que le secrétaire général de la CFDT n'avait pas le mandat de « toper » sur un report de l'âge. Et lui qui défend régulièrement le « partage de la responsabilité » - une expression	CFDT	DDS

« partage de la responsabilité »	CFDT n'avait pas le mandat de « toper » sur un report de l'âge. Et lui qui défend régulièrement le « partage de la responsabilité » - une expression par laquelle il avait justifié le lancement de son Conseil national de la refondation - sait bien	CFDT	DDS
« modèle social »	impôts ou un recours à la capitalisation. Rien ne l'agace plus que ceux qui se drapent dans la défense du « modèle social » français sans se soucier de son financement, et d'un financement qui ne pèse pas sur les générations qui ne sont	Emmanuel Macron	DDS
« quoi qui l'en coûte »	pèse pas sur les générations qui ne sont pas encore entrées sur le marché du travail. À ses yeux, le « quoi qui l'en coûte » du Covid fut un investissement qui a permis de préserver un capital économique et humain. Mais le prolonger pour financer	Emmanuel Macron	DDS
« bataille française »	seul moyen d'absorber l'inflation et de relancer l'activité. Plus que jamais, le chef de l'État veut faire du travail la « bataille française ». C'est pourquoi il voit la réforme des retraites comme un des éléments d'un triptyque par ailleurs constitué par la réforme	inconnu	DDS
« d'autres ministres, (...) partiellement concernés par le mouvement pourront écourter le programme sur la moitié de la journée, pour rentrer à Paris un peu plus tôt »	mieux à faire à Paris », notamment participer à une émission spéciale sur BFMTV dans la soirée. Comme lui, « d'autres ministres, (...) partiellement concernés par le mouvement pourront écourter le programme sur la moitié de la journée, pour rentrer à Paris un peu plus tôt ». Allusion à celui des Transports, Clément Beaune, dont le secteur est l'un des plus touchés par les grèves. Allusion aussi	Clément Beaune	DD
« Le sommet avait été fixé bien en amont »	pour signer un traité d'amitié France-Espagne, sur le modèle de ce qui a déjà été fait avec l'Allemagne et l'Italie. « Le sommet avait été fixé bien en amont », rappelle-t-on à l'Élysée, où l'on regrette de n'être « pas totalement maîtres du calendrier ». Or, s'il n'y a	Élysée	DD
« C'est parce qu'il y a trop de monde que nous sommes obligés de marcher sur le trottoir. On se croirait à la Fête de l'Huma ! »	Ils ont aussitôt été priés de se mettre sur le côté pour laisser passer le cortège. Sans importance, selon eux. « C'est parce qu'il y a trop de monde que nous sommes obligés de marcher sur le trottoir. On se croirait à la Fête de l'Huma ! », ironise Fabien Roussel. Marine Tondelier, la secrétaire nationale d'EELV, et quelques écologistes ont finalement réussi à croiser Philippe Martinez,	Fabien Roussel	DD
« mobilisation importante »	s'engage sur des bases solides pour les syndicats. Le ministre du Travail, Olivier Dussopt, a lui-même reconnu sur RTL une « mobilisation importante », assurant qu'il « faut écouter les messages dans les cortèges ». Comme le résumait Jean-Luc Mélenchon à Marseille avant le	Jean-Luc Mélenchon	DDS
« Le gouvernement a perdu sa première bataille »	messages dans les cortèges ». Comme le résumait Jean-Luc Mélenchon à Marseille avant le départ de la manifestation parisienne : « Le gouvernement a perdu sa première bataille ». D'autres sont à venir. À la démonstration de force des syndicats, le président de la République a opposé la légitimité	Jean-Luc Mélenchon	DDS
« La réforme des retraites, c'est comme le passage du cap Horn. Soit le bateau casse, soit il passe. On est partis pour cinquante jours de gros temps »	la date d'une nouvelle journée de manifestation. Avec pour objectif d'amplifier la mobilisation pour accroître la pression sur le gouvernement. « La réforme des retraites, c'est comme le passage du cap Horn. Soit le bateau casse, soit il passe. On est partis pour cinquante jours de gros temps », résume un poids lourd du gouvernement. Soit le temps dont dispose le Parlement pour adopter le texte après sa	Jean-Paul Delevoye	DD

« Avec sa majorité au Sénat, la droite est surreprésentée en CMP. À partir de là, il serait d'une simplicité enfantine pour le gouvernement de toper avec eux »	avant 22 heures, à un accord. Pour les retraites, si la donne est différente, le résultat pourrait être le même. « Avec sa majorité au Sénat, la droite est surreprésentée en CMP. À partir de là, il serait d'une simplicité enfantine pour le gouvernement de toper avec eux », analyse un socialiste. En cas d'accord, le projet de loi issu de la commission mixte paritaire devrait dans tous les	un socialiste	DD
« Je souhaite qu'il y ait un vote sur ce texte. S'il n'y en avait pas, ce serait à cause de l'obstruction »	« Cela paraît très brutal, mais c'est automatique », relève la maître de conférences en droit public Anne-Charlène Bezzina. « Je souhaite qu'il y ait un vote sur ce texte. S'il n'y en avait pas, ce serait à cause de l'obstruction », a quant à elle répondu Yaël Braun-Pivet, la présidente de l'Assemblée nationale, mercredi, lors de ses vœux à la	Yaël Braun-Pivet	DD
«cavaliers»	n'y a pas de souci de ce côté-là. À la commission des Finances de l'Assemblée nationale d'être vigilante sur les «cavaliers» sociaux et budgétaires, susceptibles d'être intégrés par amendements dans le texte et donc d'être censurés. Vers des concessions? La vraie	Assemblée nationale	DDS
«Elle est bien la réforme.»	l'opinion publique, à l'Assemblée nationale, et face à leurs troupes, inquiètes du succès de la mobilisation du 19 janvier dernier. «Elle est bien la réforme.»Élisabeth Borne n'est pas mécontente du texte qu'elle vient de présenter en conférence de presse ce mardi 10 janvier, avant d'enchaîner	Élisabeth Borne	DDS
«La vraie surprise a été la forte mobilisation du 19 janvier alors qu'on pensait les syndicats affaiblis»	temps difficiles pour les Français. Ils ont regardé la mobilisation dans leurs circonscriptions et ont eu peur pour leur avenir. «La vraie surprise a été la forte mobilisation du 19 janvier alors qu'on pensait les syndicats affaiblis», admet un député. François Bayrou a raconté à Élisabeth Borne mardi qu'il y avait eu 11.000 personnes à Pau là	François Bayrou	DD
«Notre objectif, c'est d'empêcher le vote en première lecture, explique un député Nupes. Mais on ne veut pas faire d'obstruction, on ne sera pas sur les 1000 amendements par élu. On veut pouvoir discuter de la mesure d'âge. Mais à partir de là, ce sera Verdun.»	l'examen d'un projet de loi de financement de la Sécurité sociale, même rectificatif, est donc au cœur de la problématique. «Notre objectif, c'est d'empêcher le vote en première lecture, explique un député Nupes. Mais on ne veut pas faire d'obstruction, on ne sera pas sur les 1000 amendements par élu. On veut pouvoir discuter de la mesure d'âge. Mais à partir de là, ce sera Verdun.» La bataille politique promet donc de ne pas être aussi facile que prévu, même si Élisabeth Borne reste confiante. Mardi	Nupes	DD
«Le vote LR important, c'est celui d'après la commission mixte paritaire»	derrière le texte, mais que plus de la moitié des élus LR vote en sa faveur, voire qu'une partie s'abstienne. «Le vote LR important, c'est celui d'après la commission mixte paritaire», précise un député Renaissance. Même si la majorité espère encore pouvoir organiser un vote en première lecture - «on serait	un député	DD
«on serait irréprochables dans ce cas-là»	mixte paritaire», précise un député Renaissance. Même si la majorité espère encore pouvoir organiser un vote en première lecture - «on serait irréprochables dans ce cas-là», estime un élu -, aucun groupe des oppositions ne le souhaite. Si le gouvernement a recours à l'article 47-1 (si	un député	DD
«Si mardi il y a plus d'un million et demi de manifestants dans toute la France, il faudra qu'on fasse des concessions, admet un ministre. Par exemple sur les carrières longues.»	porte sur la montée de la mobilisation. Le prochain rendez-vous a donc été fixé au 31 janvier par les syndicats. «Si mardi il y a plus d'un million et demi de manifestants dans toute la France, il faudra qu'on fasse des concessions, admet un ministre. Par exemple sur les carrières longues.» Pour le moment, personne ne remet en cause le report de l'âge légal. Tous ont en tête le précédent de	Un ministre	DD

«ancien monde»	Origines Le candidat En marche! fait de la réforme des retraites un symbole de sa volonté de rupture avec l'«ancien monde». Elle sera «systémique», pas «comptable». Objectif Au départ, l'idée est de créer un système universel de retraite par points, où chaque	inconnu	DDS
«La question de l'âge de départ n'a plus lieu d'être posée, en tout cas pour des motifs financiers»	alourdissent encore le coût du travail, pénalisent les entreprises et grèvent le pouvoir d'achat des salariés. Bilan Marisol Touraine triomphe. «La question de l'âge de départ n'a plus lieu d'être posée, en tout cas pour des motifs financiers», assure-t-elle quand son texte est adopté. L'avenir lui donnera tort. Quant au compte pénibilité, c'est une telle usine à gaz	Marisol Touraine	DD
«Il y a de quoi faire tomber cinq ou six gouvernements»	1982, restait le fleuron social du premier septennat de François Mitterrand. C'est alors que Rocard lança sa fameuse prophétie - «Il y a de quoi faire tomber cinq ou six gouvernements» - et décida que le sien ne serait pas le premier mort au champ d'honneur. Après tout, pour parer à	Michel Rocard	DD
« emmerdement des citoyens »	divisions. Laurent Berger n'a-t-il pas redit ce week-end que la CFDT ne croyait pas à l'efficacité de la stratégie d'« emmerdement des citoyens » ? Mais surtout, durcir le combat, c'est s'exposer à la lassitude, au retournement des Français aujourd'hui en majorité contre le	Laurent Berger	DD
« La réforme systémique de 2019 mettait tout notre système par terre , explique Arole Lamasse, délégué général de l'Unsa à la RATP. Ce n'est pas le cas cette année, même si nous serions gravement pénalisés par le recul de l'âge de départ à la retraite et l'accélération de la réforme Touraine. »	Une mobilisation en pointillé pour une colère qui, pour l'instant, n'est pas de même intensité qu'il y a trois ans. « La réforme systémique de 2019 mettait tout notre système par terre , explique Arole Lamasse, délégué général de l'Unsa à la RATP. Ce n'est pas le cas cette année, même si nous serions gravement pénalisés par le recul de l'âge de départ à la retraite et l'accélération de la réforme Touraine. » En clair, les agents RATP estimaient avoir plus à perdre il y a trois ans : si la réforme avait	Arole Lamasse	DD
« Le compte n'y est pas. »	de la cérémonie des vœux. L'ouverture à la concurrence dans le bus prévue en janvier 2025 ? Il prévient : « Le compte n'y est pas. » Du miel pour les agents de la Régie.	Éric Ciotti	DD
« La réforme actuelle a été présentée le 10 janvier. Dès le 12 janvier, Jean Castex (PDG de la RATP, NDLR) a envoyé un message pour donner cette « bonne »	la montée en puissance de la réforme des retraites de 2010 menée par Nicolas Sarkozy ne s'achèvera que fin 2024. « La réforme actuelle a été présentée le 10 janvier. Dès le 12 janvier, Jean Castex (PDG de la RATP, NDLR) a envoyé un message pour donner cette « bonne » nouvelle », constate Fabien Renaud, président de la CGC à la Régie. Or 4 000 à 5 000 agents passeront ainsi	Fabien Renaud	DD
« Les salariés de la RATP n'y sont pour rien. Ils sont les premiers à vivre mal cette situation »	qui lui a succédé fin novembre, a ramené le calme. Les dysfonctionnements dans le métro et les bus parisiens ? « Les salariés de la RATP n'y sont pour rien. Ils sont les premiers à vivre mal cette situation », glissait-il le 24 janvier lors de la cérémonie des vœux. L'ouverture à la concurrence dans le bus prévue en janvier	RATP	DD
«Pas un seul d'entre nous n'a fait campagne sans insister sur la nécessité d'augmenter les petites retraites, mais si on veut les augmenter, il n'y a pas de miracle, il faut une réforme!»	car certains députés, tel Pierre-Henri Dumont (Pas-de-Calais), menacent de voter contre le texte si certains amendements ne sont pas retenus. «Pas un seul d'entre nous n'a fait campagne sans insister sur la nécessité d'augmenter les petites retraites, mais si on veut les augmenter, il n'y a pas de miracle, il faut une réforme!», peste un autre élu, inquiet pour l'image de la droite. Annie Genevard juge «prématuré» de tirer des plans sur la	un élu	DD

«prématuré»	pas de miracle, il faut une réforme!», peste un autre élu, inquiet pour l'image de la droite. Annie Genevard juge «prématuré» de tirer des plans sur la comète des votes LR alors que le débat débute à peine. La députée du	Annie Genevard	DDS
«Il est du devoir d'un député d'identifier les améliorations possibles»	acceptées (revalorisation à 1 200 euros, impossibilité d'un hold-up sur les réserves du privé et rythme de réforme plus raisonnable). «Il est du devoir d'un député d'identifier les améliorations possibles», insiste le député d'Eure-et-Loir, alors que les divergences sur la ligne ont installé Les Républicains sur une ligne de crête,	Éric Ciotti	DD
«ses propres incohérences politiques et économiques»	les scénarios. Le chef de file de la droite à l'Assemblée estime déjà que le gouvernement pourrait se heurter à «ses propres incohérences politiques et économiques». «Personne ne voit Emmanuel Macron dans le rôle du défenseur du pacte social et il n'est pas plus crédible dans	Eric Ciotti	DD
«injustice»	retraite des jeunes assurés contraints de travailler jusqu'à 44 ans sans pouvoir profiter d'une surcote est aussi pointé comme une «injustice». Un quatrième amendement LR porte sur l'inégalité des pensions de réversion. Concernant la fraude aux retraites à l'étranger, la droite	LR	DDS
«Beaucoup de députés sont assez indécis et attendent des évolutions»	ayant trois enfants. Olivier Marleix, président des députés LR, a partagé cette liste avec son homologue du Sénat, Bruno Retailleau. «Beaucoup de députés sont assez indécis et attendent des évolutions», constate-t-il, en jugeant leurs interrogations logiques même si les trois conditions préalables qui avaient été posées par la droite sur	Olivier Marleix	DD
«Personne ne voit Emmanuel Macron dans le rôle du défenseur du pacte social et il n'est pas plus crédible dans celui de sauveur du régime. C'est d'ailleurs la principale difficulté à laquelle se heurte cette réforme des retraites aujourd'hui»	de la droite à l'Assemblée estime déjà que le gouvernement pourrait se heurter à «ses propres incohérences politiques et économiques». «Personne ne voit Emmanuel Macron dans le rôle du défenseur du pacte social et il n'est pas plus crédible dans celui de sauveur du régime. C'est d'ailleurs la principale difficulté à laquelle se heurte cette réforme des retraites aujourd'hui», accuse Olivier Marleix.	Olivier Marleix	DD
«Si le gouvernement n'arrive pas à mettre en œuvre cette réforme, il ne faudra pas nous l'imputer. Nous avons essayé de la rendre moins brutale, plus juste et mieux acceptable. Le reste est l'affaire du gouvernement»	un format resserré. En attendant d'y voir plus clair, la droite n'a pas l'intention d'assumer la responsabilité d'un échec éventuel. «Si le gouvernement n'arrive pas à mettre en œuvre cette réforme, il ne faudra pas nous l'imputer. Nous avons essayé de la rendre moins brutale, plus juste et mieux acceptable. Le reste est l'affaire du gouvernement», prévient la députée du Doubs. Nombre de LR continuent de croire que cette réforme est indispensable, mais ils s'attendent à	un député	DD
«Les crispations, les freins, et les corporatismes étaient déjà présents avant le Covid. La période de la pandémie a été celle d'une société sous cocon, où des politiques généreuses ont été mises en place et des milliards ont été déversés pour permettre à l'économie de tenir. Aujourd'hui, le retour de certains "démons" - qui ne sont	des retraites, Emmanuel Macron vit un cauchemar éveillé. Rattrapé par les démons que son élection de 2017 était censée conjurer. «Les crispations, les freins, et les corporatismes étaient déjà présents avant le Covid. La période de la pandémie a été celle d'une société sous cocon, où des politiques généreuses ont été mises en place et des milliards ont été déversés pour permettre à l'économie de tenir. Aujourd'hui, le retour de certains "démons" - qui ne sont pas ceux d'Emmanuel Macron mais de notre pays! - montre au contraire que nous avons bien changé d'époque, et que nous sommes revenus à un agenda de réforme», veut-on croire dans l'entourage du chef de l'État. Bras de fer Il n'empêche. Loin d'avoir réussi à convaincre les syndicats	entourage du chef de l'État	DD

pas ceux d'Emmanuel Macron mais de notre pays! - montre au contraire que nous avons bien changé d'époque, et que nous sommes revenus à un agenda de réforme»			
«n'est plus négociable»	envisageable d'abandonner le report de l'âge légal de départ à 64 ans. Le point le plus symbolique de la réforme «n'est plus négociable», a-t-elle insisté le week-end dernier, alors que l'exécutif argue qu'il a déjà renoncé à maintenir l'objectif d'un report à 65	chef du gouvernement	DDS
«à l'offensive»	présidentielle. Lors d'une réunion organisée à Matignon, dimanche soir, la chef du gouvernement a invité les ministres présents à être «à l'offensive» et à «monter au front». L'exécutif ne veut pas laisser prospérer un doute autour de sa détermination à conduire la	chef du gouvernement	DDS
«monter au front»	organisée à Matignon, dimanche soir, la chef du gouvernement a invité les ministres présents à être «à l'offensive» et à «monter au front». L'exécutif ne veut pas laisser prospérer un doute autour de sa détermination à conduire la réforme jusqu'au bout. 64 ans,	Édouard Philippe	DDS
«Le report de l'âge de départ à 64 ans est un totem injuste»	François Hollande, a étrillé la réforme des retraites, qualifiée lundi sur France Inter de «passeport pour le populisme d'extrême droite». «Le report de l'âge de départ à 64 ans est un totem injuste», a dénoncé l'ancienne socialiste qui a soutenu Emmanuel Macron en 2022. «Elle et François Rebsamen (qui s'est opposé lui aussi	François Hollande	DD
«Le président choisira son moment pour s'exprimer, s'il doit le faire»	Macron n'entend pas pour autant flancher. Tout en laissant sa première ministre et son gouvernement se débattre face aux manifestants. «Le président choisira son moment pour s'exprimer, s'il doit le faire», balaie François Patriat, le patron des sénateurs macronistes. Pour l'instant, charge à Élisabeth Borne de rappeler qu'il n'est pas envisageable	François Patriat	DD
«Elle et François Rebsamen (qui s'est opposé lui aussi au report de l'âge légal à 64 ans dans Le Figaro) savaient ce qu'il y avait dans le programme présidentiel. Ils sortent du bois parce qu'ils ont regardé les sondages»	de départ à 64 ans est un totem injuste», a dénoncé l'ancienne socialiste qui a soutenu Emmanuel Macron en 2022. «Elle et François Rebsamen (qui s'est opposé lui aussi au report de l'âge légal à 64 ans dans Le Figaro) savaient ce qu'il y avait dans le programme présidentiel. Ils sortent du bois parce qu'ils ont regardé les sondages», ironise un ministre. Face à une mobilisation qui risque de s'inscrire dans la durée, l'exécutif entend être «clair sur ce	François Rebsamen	DD
«parce qu'il avait promis une retraite à 1 000 euros minimum»	fiscalement, et pourquoi pas dans le calcul des trimestres...» Coiffeuse à Caen, Jeanne se souvient avoir voté pour Emmanuel Macron «parce qu'il avait promis une retraite à 1 000 euros minimum». À bientôt 71 ans, cette Normande ayant commencé à travailler à 15 ans, ne s'est «arrêtée que 15 jours» lors	Jeanne	DD
«J'ai déjà tenté de faire des calculs, mais c'est complexe, car j'ai aussi arrêté de travailler cinq ans pour m'occuper de ma fille en situation de handicap. Pendant cette période, les trimestres n'ont pas été	maternité ou l'aidance familiale.» Elle a longtemps travaillé à l'hôpital avant de s'installer en libéral. À quel âge pourra-t-elle s'arrêter? «J'ai déjà tenté de faire des calculs, mais c'est complexe, car j'ai aussi arrêté de travailler cinq ans pour m'occuper de ma fille en situation de handicap. Pendant cette période, les trimestres n'ont pas été comptabilisés comme ils auraient dû l'être.» La prise en compte de ce temps consacré à sa fille dans le calcul des carrières longues ne lui semble	La référence dans le texte est une personne.	DD

comptabilisés comme ils auraient dû l'être.»			
«Le 7, on bloque tout! Le 8, meufs partout.»	Grossesses, temps partiel, carrières gâchées... Beaucoup s'estiment pénalisées par rapport aux hommes. «Le 7, on bloque tout! Le 8, meufs partout.» Dans un quinquennat où l'égalité femmes-hommes a été érigée en «grande cause», une réforme des retraites pénalisant les mères de	Les Glorieuses	DD
«indécent de les pénaliser, alors que la réforme aurait dû, au contraire, permettre de corriger des inégalités»	professionnelle et familiale pour s'occuper de leurs enfants, garder leurs petits-enfants ou veiller un conjoint malade, cette militante féministe juge «indécent de les pénaliser, alors que la réforme aurait dû, au contraire, permettre de corriger des inégalités». Aujourd'hui, les mères bénéficient de trimestres au titre de la naissance et de l'éducation des enfants, à raison de huit	militante féministe	DDS
«à cause du nombre insuffisant de places en crèches»	nombreuses femmes qui sont obligées de prendre une activité partielle, voire de s'arrêter, pour garder leur bébé avant 3 ans «à cause du nombre insuffisant de places en crèches». Tout ce que coûte le fait d'être aidant pourrait être pris en compte fiscalement Serge Guérin, sociologue La majorité des	Serge Guérin	DDS
«Y compris quand elles sont séparées, parce que bien souvent elles ne laissent pas tomber le père de leurs enfants, souligne-t-il. On pourrait s'arranger, si ces femmes se sont arrêtées avant pour prendre soin d'un proche, pour qu'elles ne soient pas pénalisées! Comme elles font économiser à la collectivité, ce serait normal qu'elles récupèrent quelque chose à la retraite. Tout ce que coûte le fait d'être aidant pourrait être pris en compte fiscalement, et pourquoi pas dans le calcul des trimestres...»	sociologue La majorité des aidants sont des aidantes, rappelle le sociologue Serge Guérin, spécialiste des questions liées à la vieillesse. «Y compris quand elles sont séparées, parce que bien souvent elles ne laissent pas tomber le père de leurs enfants, souligne-t-il. On pourrait s'arranger, si ces femmes se sont arrêtées avant pour prendre soin d'un proche, pour qu'elles ne soient pas pénalisées! Comme elles font économiser à la collectivité, ce serait normal qu'elles récupèrent quelque chose à la retraite. Tout ce que coûte le fait d'être aidant pourrait être pris en compte fiscalement, et pourquoi pas dans le calcul des trimestres...» Coiffeuse à Caen, Jeanne se souvient avoir voté pour Emmanuel Macron «parce qu'il avait promis une retraite à 1 000	Serge Guérin	DD
«Pourtant, c'est le cas pour le service militaire!»	en compte de ce temps consacré à sa fille dans le calcul des carrières longues ne lui semble pas acquise. «Pourtant, c'est le cas pour le service militaire!», s'agace-t-elle. Dans tous les cas de figure, elle n'imagine pas avoir une retraite complète avant «65 ans ou 67 ans»,	service militaire	DD
«comprend aujourd'hui seulement l'importance de se battre pour imposer sa carrière»	la fécondité «chute depuis 10 ans». Mariée à 21 ans à un homme de dix ans de plus qu'elle, Isabelle «comprend aujourd'hui seulement l'importance de se battre pour imposer sa carrière»: «J'ai rapidement eu un bébé, puis un autre, raconte cette jolie blonde de 53 ans. Mon mari, les yeux rivés	un mère	DDS
«J'ai rapidement eu un bébé, puis un autre, raconte cette jolie blonde de 53 ans. Mon mari, les yeux rivés sur son plan de carrière, me disait que c'était à moi de prendre des congés parentaux, puisque je gagnais	un homme de dix ans de plus qu'elle, Isabelle «comprend aujourd'hui seulement l'importance de se battre pour imposer sa carrière»: «J'ai rapidement eu un bébé, puis un autre, raconte cette jolie blonde de 53 ans. Mon mari, les yeux rivés sur son plan de carrière, me disait que c'était à moi de prendre des congés parentaux, puisque je gagnais beaucoup moins que lui. Bien sûr cela me contrariait, mais la priorité, c'était l'éducation de nos quatre enfants, et puis on ne trouvait pas de place en crèche... Mais pourquoi la	un mère	DD

beaucoup moins que lui. Bien sûr cela me contrariait, mais la priorité, c'était l'éducation de nos quatre enfants, et puis on ne trouvait pas de place en crèche... Mais pourquoi la priorité ne pourrait pas être l'épanouissement de la femme et de la mère?»	priorité ne pourrait pas être l'épanouissement de la femme et de la mère?» Quand son mari tombe gravement malade, Isabelle s'arrête encore, pour s'occuper de lui. «J'ai créé une petite société, mais je		
«J'ai créé une petite société, mais je n'ai jamais pu la développer comme je voulais, poursuit-elle. À la maison, j'avais trois ados et une fillette en primaire. Mon mari ne voulait pas m'offrir une femme de ménage. Tout cela a fini par un divorce: je n'avais pas envie de continuer à me sacrifier.»	de la femme et de la mère?» Quand son mari tombe gravement malade, Isabelle s'arrête encore, pour s'occuper de lui. «J'ai créé une petite société, mais je n'ai jamais pu la développer comme je voulais, poursuit-elle. À la maison, j'avais trois ados et une fillette en primaire. Mon mari ne voulait pas m'offrir une femme de ménage. Tout cela a fini par un divorce: je n'avais pas envie de continuer à me sacrifier.» «Petit bonus financier» Malgré son CV «avec des trous et beaucoup de missions d'intérim», Isabelle vient de décrocher un CDI	un mère	DD
« On pourrait retrouver un taux de grévistes proche voire supérieur au premier jour. Du moins, les signaux semblent aller en ce sens »	6,95 % le 16 février - sachant que les zones A et B étaient en vacances à cette dernière date. « On pourrait retrouver un taux de grévistes proche voire supérieur au premier jour. Du moins, les signaux semblent aller en ce sens », indique Bruno Bobkiewicz, président du Syndicat national des personnels de direction (SNPDEN). Reste la question de la mobilisation des jeunes.	Bruno Bobkiewicz	DD
« complètement irresponsable »	sort et l'équipe de bloqueurs sera invitée à l'Assemblée nationale avec nous », assure-t-il. Valérie Pécresse porte plainte Une initiative « complètement irresponsable », tonne Bruno Bobkiewicz, du SNPDEN. « On a affaire à un élu de la République qui propose des choses illégales	Bruno Bobkiewicz	DDS
« On a affaire à un élu de la République qui propose des choses illégales et dangereuses ! S'ils le souhaitent, les élèves ont le droit de se mobiliser et donc de ne pas aller en cours. Mais ils n'ont pas le droit de bloquer l'entrée dans les établissements à ceux qui veulent venir. J'espère que les jeunes seront plus intelligents que ça. »	nationale avec nous », assure-t-il. Valérie Pécresse porte plainte Une initiative « complètement irresponsable », tonne Bruno Bobkiewicz, du SNPDEN. « On a affaire à un élu de la République qui propose des choses illégales et dangereuses ! S'ils le souhaitent, les élèves ont le droit de se mobiliser et donc de ne pas aller en cours. Mais ils n'ont pas le droit de bloquer l'entrée dans les établissements à ceux qui veulent venir. J'espère que les jeunes seront plus intelligents que ça. » De son côté, Valérie Pécresse a décidé de porter plainte contre Louis Boyard au nom de la région Île-de-France pour	Bruno Bobkiewicz	DD
«Je suis difficilement soupçonnable d'avoir des sympathies macronistes, mais quand Emmanuel Macron lui-même se met à valider ce que la droite dit depuis des années, il n'y a aucune raison de s'y opposer »	Sénat en ce moment par la majorité LR et se félicite des améliorations déjà portées par la droite à l'Assemblée. «Je suis difficilement soupçonnable d'avoir des sympathies macronistes, mais quand Emmanuel Macron lui-même se met à valider ce que la droite dit depuis des années, il n'y a aucune raison de s'y opposer » , explique le parlementaire. Pour autant, même si cette réforme lui semble indispensable, il met en garde face au danger	Éric Ciotti	DD
« Le chaos qui se déroule à quelques mètres d'ici dans l'hémicycle de	les retraites multipliait les dérapages au Palais Bourbon, le député européen avait éclairé la situation sous un angle mal connu. « Le chaos qui se déroule à quelques mètres	François-Xavier Bellamy	DD

l'Assemblée nationale est une conséquence directe du plan de relance européen. Pendant cinq ans, le président de la République a dit qu'il ne voulait pas faire une réforme des retraites qui allongerait l'âge de départ, et s'il fait cette réforme aujourd'hui, c'est pour une seule et unique raison, c'est l'engagement auquel il a dû souscrire pour bénéficier des fonds de relance européen. »	d'ici dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale est une conséquence directe du plan de relance européen. Pendant cinq ans, le président de la République a dit qu'il ne voulait pas faire une réforme des retraites qui allongerait l'âge de départ, et s'il fait cette réforme aujourd'hui, c'est pour une seule et unique raison, c'est l'engagement auquel il a dû souscrire pour bénéficier des fonds de relance européen. » Vice-président des Républicains, François-Xavier Bellamy est en phase avec la ligne officielle du mouvement LR sur l'obligation de faire évoluer		
«Macron a montré sa faiblesse»	dire que le chef de l'État sort déchu de cet épisode politique. Quand le quotidien russe Komsomolskaïa Pravda titre sur «Macron a montré sa faiblesse», le Telegraph évoque la «pire crise depuis sa réélection» en 2022. De son côté, le Corriere della Sera italien écrit	Komsomolskaïa Pravda	DD
«tension palpable»	discours d'Élisabeth Borne à l'Assemblée nationale a également marqué les lignes des journaux étrangers. Le New York Times mentionne une «tension palpable» entre les députés de la majorité et de la Nupes qui brandissaient des pancartes «64 ans c'est non !», tout	New York Times	DDS
«colère»	Nupes qui brandissaient des pancartes «64 ans c'est non !», tout en chantant La Marseillaise. Une situation révélatrice de la «colère», «frustration» et de «l'incertitude nationale».	New York Times	DDS
«frustration»	qui brandissaient des pancartes «64 ans c'est non !», tout en chantant La Marseillaise. Une situation révélatrice de la «colère», «frustration» et de «l'incertitude nationale».	New York Times	DDS
«l'incertitude nationale»	pancartes «64 ans c'est non !», tout en chantant La Marseillaise. Une situation révélatrice de la «colère», «frustration» et de «l'incertitude nationale».	New York Times	DDS
«un canard boiteux»	et la commission mixte paritaire. Le Telegraph, quotidien britannique, se demande même si cette réforme n'a pas fait d'Emmanuel Macron «un canard boiteux». Plusieurs journaux s'accordent à dire que le chef de l'État sort déchu de cet épisode politique. Quand le quotidien russe	Telegraph News	DDS
«pire crise depuis sa réélection»	cet épisode politique. Quand le quotidien russe Komsomolskaïa Pravda titre sur «Macron a montré sa faiblesse», le Telegraph évoque la «pire crise depuis sa réélection» en 2022. De son côté, le Corriere della Sera italien écrit simplement : «Le recours au 49.3 est une défaite.»	Telegraph News	DDS
«Macron a montré sa faiblesse»	dire que le chef de l'État sort déchu de cet épisode politique. Quand le quotidien russe Komsomolskaïa Pravda titre sur «Macron a montré sa faiblesse», le Telegraph évoque la «pire crise depuis sa réélection» en 2022. De son côté, le Corriere della Sera italien écrit	Komsomolskaïa Pravda	DD
«tension palpable»	discours d'Élisabeth Borne à l'Assemblée nationale a également marqué les lignes des journaux étrangers. Le New York Times mentionne une «tension palpable» entre les députés de la majorité et de la Nupes qui brandissaient des pancartes «64 ans c'est non !», tout	New York Times	DDS
«colère»	Nupes qui brandissaient des pancartes «64 ans c'est non !», tout en chantant La Marseillaise. Une situation révélatrice de la «colère», «frustration» et de «l'incertitude nationale».	New York Times	DDS

«frustration»	qui brandissaient des pancartes «64 ans c'est non !», tout en chantant La Marseillaise. Une situation révélatrice de la «colère», «frustration» et de «l'incertitude nationale».	New York Times	DDS
«l'incertitude nationale»	pancartes «64 ans c'est non !», tout en chantant La Marseillaise. Une situation révélatrice de la «colère», «frustration» et de «l'incertitude nationale».	New York Times	DDS
«un canard boiteux»	et la commission mixte paritaire. Le Telegraph, quotidien britannique, se demande même si cette réforme n'a pas fait d'Emmanuel Macron «un canard boiteux». Plusieurs journaux s'accordent à dire que le chef de l'État sort déchu de cet épisode politique. Quand le quotidien russe	Telegraph News	DDS
«pire crise depuis sa réélection»	cet épisode politique. Quand le quotidien russe Komsomolskaïa Pravda titre sur «Macron a montré sa faiblesse», le Telegraph évoque la «pire crise depuis sa réélection» en 2022. De son côté, le Corriere della Sera italien écrit simplement : «Le recours au 49.3 est une défaite.»	Telegraph News	DDS
«Macron a montré sa faiblesse»	dire que le chef de l'État sort déchu de cet épisode politique. Quand le quotidien russe Komsomolskaïa Pravda titre sur «Macron a montré sa faiblesse», le Telegraph évoque la «pire crise depuis sa réélection» en 2022. De son côté, le Corriere della Sera italien écrit	Komsomolskaïa Pravda	DD
«tension palpable»	discours d'Élisabeth Borne à l'Assemblée nationale a également marqué les lignes des journaux étrangers. Le New York Times mentionne une «tension palpable» entre les députés de la majorité et de la Nupes qui brandissaient des pancartes «64 ans c'est non !», tout	New York Times	DDS
«colère»	Nupes qui brandissaient des pancartes «64 ans c'est non !», tout en chantant La Marseillaise. Une situation révélatrice de la «colère», «frustration» et de «l'incertitude nationale».	New York Times	DDS
« l'organisation d'assises du travail, où l'on met tout le monde autour de la table »	du travail a changé et il faut s'adapter à cette nouvelle donne », affirme Jean-Hervé Lorenzi, qui plaide pour « l'organisation d'assises du travail, où l'on met tout le monde autour de la table ». Et ce, alors que le gouvernement prépare pour le printemps une loi « plein-emploi ». De fait, si le chômage	Jean-Hervé Lorenzi	DD
« Parmi ces nouveaux emplois, 430 000 devraient être orientés d'ici 2032 vers l'industrie, ce qui permettrait en outre de réduire notablement le déficit commercial qui ne cesse de croître »	plusieurs milliards à l'économie française, capable alors de ramener le déficit public en dessous de la barre des 3 %. « Parmi ces nouveaux emplois, 430 000 devraient être orientés d'ici 2032 vers l'industrie, ce qui permettrait en outre de réduire notablement le déficit commercial qui ne cesse de croître », conclut Jean-Hervé Lorenzi.	Jean-Hervé Lorenzi	DD
«va avoir un choix cornélien: c'est la roulette russe»	Républicains, voire quelques députés de la majorité, devaient finalement faire défaut au moment du vote. La première ministre, Élisabeth Borne, «va avoir un choix cornélien: c'est la roulette russe» d'un vote à l'Assemblée ou «la grosse Bertha» avec l'article 49.3, a mis en garde Bruno Retailleau, le chef de	Bruno Retailleau	DDS
« 21 à 24 devraient voter contre »	(35/61) L'allié de circonstance du gouvernement pour cette réforme reste très divisé sur la question des retraites. Sur 61 députés, « 21 à 24 devraient voter contre », indique l'un d'entre eux, chacun ayant sorti sa calculatrice pour les derniers décomptes. Parmi ces élus, des proches du	un député	DDS
« mais c'est encore loin d'être acquis »	« s'abstenir, voire voter contre ». Dans le meilleur des cas, le groupe pourra donc compter sur 28 voix favorables, « mais c'est encore loin d'être acquis », renseigne un cadre	un cadre du mouvement	DD

	du mouvement. MoDem (50/51) Le groupe démocrate (MoDem et Indépendants) compte 51 parlementaires. L'un d'entre eux,		
« injuste »	parlementaires. L'un d'entre eux, Richard Ramos, a déjà exprimé à plusieurs reprises ses fortes réserves contre cette réforme qu'il juge « injuste ». « Ma position est toujours la même, à l'heure qu'il est, je voterai contre cette réforme ou m'abstiendrai »,	Richard Ramos	DDS
« Ma position est toujours la même, à l'heure qu'il est, je voterai contre cette réforme ou m'abstiendrai »	eux, Richard Ramos, a déjà exprimé à plusieurs reprises ses fortes réserves contre cette réforme qu'il juge « injuste ». « Ma position est toujours la même, à l'heure qu'il est, je voterai contre cette réforme ou m'abstiendrai », indique-t-il au Figaro. Son groupe ne pourrait alors dans le meilleur des cas disposer que de 50 voix favorables.	Richard Ramos	DD
« Sur 20 députés, une grosse quinzaine est radicalement contre, deux ou trois s'abstiendront, et deux pourraient voter pour »	les votes depuis le début de la législature. Cette fois, une grande majorité d'entre eux sont défavorables à cette réforme. « Sur 20 députés, une grosse quinzaine est radicalement contre, deux ou trois s'abstiendront, et deux pourraient voter pour », informe un cadre du groupe. Le RN, la Nupes et les non-inscrits (1/242) Les 88 députés du Rassemblement national, les	un cadre du groupe	DD
«s'accorder sur les lignes rouges»	ont largement préparé le rendez-vous. Dès lundi matin, Bruno Retailleau s'est entretenu avec Catherine Deroche et René-Paul Savary afin de «s'accorder sur les lignes rouges». Celles-ci concernent l'attribution d'une surcote à partir de 63 ans aux mères de famille ayant accompli une carrière complète, ou	Bruno Retailleau	DDS
«discussions sur les équilibres à trouver»	dans cette CMP, à une réunion autour de la première ministre, Élisabeth Borne, lundi. Un rendez-vous de «réflexion» et de «discussions sur les équilibres à trouver», relate Sylvain Maillard, le vice-président du groupe Renaissance à l'Assemblée. «On s'est accordés sur un certain nombre de points. Sur	Sylvain Maillard	DDS
«On ne peut pas renier nos convictions parce que la réforme est portée par un opposant»	Justine Gruet. Que feront les soutiens d'Aurélien Pradié? Pourront-ils transformer un vote «contre» en abstention? À LR, certains l'espèrent encore. «On ne peut pas renier nos convictions parce que la réforme est portée par un opposant», a rappelé la députée LR de Savoie Émilie Bonnivard. «Ne pas voter, c'est se rabaisser au rang des partis les	Émilie Bonnivard	DD
«Le Sénat a fait un excellent travail. On ne peut pas s'écarter de la position qui y a été défendue»	double peine», prévient Bruno Retailleau, qui précise qu'il «n'est pas question» que sénateurs et députés LR «arrivent divisés» en CMP. «Le Sénat a fait un excellent travail. On ne peut pas s'écarter de la position qui y a été défendue», a d'ailleurs reconnu, mardi matin en réunion de groupe des députés LR, le président du parti, Éric Ciotti. «Je vous	Éric Ciotti	DD

REMERCIEMENTS